

Rapport pour le conseil régional
DECEMBRE 2018

Présenté par
Valérie Pécresse
Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

PROJET DE BUDGET POUR 2019
EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
---------------------------	----------

Une région exemplaire et ambitieuse
Une région écologique et attractive
Une région au service de toutes les réussites
Une région solidaire

LES DONNEES DU BUDGET 2019	14
---	-----------

*

1. FACE A DES RECETTES CONTRAINTES, LA REGION POURSUIT SA GESTION ECONOMIQUE EN FONCTIONNEMENT TOUT EN RENFORÇANT SON HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT	20
---	-----------

1.1. En 2019, les recettes permanentes seraient en baisse de - 1,6 % par rapport au budget primitif 2018.....	20
--	-----------

1.1.1. Les recettes de fonctionnement sont anticipées en légère hausse	24
--	----

1.1.2. Les recettes d'investissement sont, à l'inverse, attendues en baisse	30
---	----

1.2. Les dépenses d'investissement dépassent désormais les dépenses de fonctionnement.....	35
---	-----------

1.2.1. Le fonctionnement en baisse pour des investissements en hausse.....	35
--	----

1.2.2. Un rééquilibrage au profit des dépenses obligatoires	38
---	----

1.2.3. La Région poursuit la modernisation de son administration	39
--	----

1.2.4. La charge de la dette et les mouvements financiers diminuent de plus de 25 %.....	42
--	----

1.3. Un émetteur reconnu pour son financement vert et responsable grâce à une stratégie d'emprunt et une gestion financière exemplaires.....	45
---	-----------

1.3.1. Une stratégie de financement reconnue	45
--	----

1.3.2. Une politique de finance verte et responsable exemplaire	47
---	----

1.3.3. Une gestion de la dette prudente et une gestion de la trésorerie optimisée	48
---	----

1.4. Un emprunt d'équilibre historiquement bas.....	49
--	-----------

*

2. ACCOMPAGNER LA TRANSFORMATION ECOLOGIQUE, INVESTIR POUR L'EMPLOI ET L'ATTRACTIVITE, RESORBER DES FRACTURES : LES GRANDES PRIORITES REGIONALES POUR 2019	50
---	-----------

2.1. Accompagner la transformation écologique de notre région	50
--	-----------

2.1.1. Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, une priorité absolue pour l'amélioration des transports du quotidien.....	50
2.1.2. L'Île-de-France poursuit, avec détermination, sa feuille de route environnementale ambitieuse.....	52
2.1.3. La Région Île-de-France est résolument investie dans son rôle d'aménagement et de développement durable de ses territoires, notamment ruraux, à l'horizon 2030	53
2.1.4. Renforcer le soutien aux espaces urbains et ruraux et aux parcs naturels régionaux dans le cadre du Pacte rural.....	54

2.2. Investir pour l'emploi à travers la formation de chaque Francilien et la mobilisation au bénéfice de nos entreprises..... 55

2.2.1. Offrir les meilleures conditions d'études aux lycéens franciliens grâce à la mise en œuvre rapide du plan d'urgence pour les lycées	55
2.2.2. Assurer la transition vers le nouveau cadre national pour l'apprentissage en Île-de-France au plus près des besoins des apprentis.....	57
2.2.3. Favoriser la réussite dans les formations sanitaires et sociales par la qualité et l'amélioration du pilotage des instituts	58
2.2.4. Faire de l'Île-de-France une référence en matière d'accès à l'enseignement supérieur, d'insertion post-bac et de recherche au sein de campus attractifs	59
2.2.5. Un engagement fort dans la transformation des formations professionnelles pour favoriser l'emploi	60
2.2.6. Poursuivre le déploiement de la stratégie # leader au bénéfice de la croissance, de l'emploi et l'innovation de l'Île-de-France tout en renforçant l'offre de qualité de services en direction des entreprises	61
2.2.7. Confirmer l'engagement fort de la Région dans le développement et l'attractivité touristiques de l'Île-de-France	63
2.2.8. Le Pacte agricole concrétise l'ambition portée par la Région pour son agriculture à l'horizon 2030	63
2.2.9. Un engagement international confirmé auprès des territoires partenaires	63

2.3. Lutter contre toutes les fractures..... 64

2.3.1. Répondre au défi du logement et de la réduction des fractures urbaines par une politique équilibrée	64
2.3.2. La sécurité : première liberté des Franciliens	65
2.3.3. Poursuivre une politique culturelle inclusive, créative et accessible à tous les Franciliens.....	66
2.3.4. Promouvoir le sport pour le plus grand nombre et l'engagement citoyen de la jeunesse	67
2.3.5. Une ambition forte et commune pour 2019 : intensifier les actions pour bâtir une Région Solidaire	68
2.3.6. Renforcer l'attractivité des îles de loisirs.....	70

2.4. Après la montée en puissance de la programmation, accélérer la certification des fonds européens..... 71

ANNEXES AU RAPPORT 73

Introduction

Ce **budget pour 2019** prolonge les précédents : après la rupture et la redéfinition des politiques régionales en 2016, après le déploiement, puis la consolidation des engagements pris devant les Franciliens en 2017 et 2018, le **budget 2019 sera celui de l'accélération**.

Cette **accélération** répond à **quatre priorités** pour faire de la Région Ile-de-France :

- une région **exemplaire** et **ambitieuse**. Il s'agit de maintenir le cap d'un budget plus économe et tourné vers l'avenir ;
- une région **écologique** et **attractive**, pour hisser l'Ile-de-France au 1^{er} rang en matière de **qualité de vie** ;
- une région au **service de toutes les réussites** afin notamment d'accompagner le plus grand nombre vers la **formation et l'emploi** ;
- une région **solidaire**, pour **réduire les fractures** territoriales et sociales.

*

1. Une région exemplaire et ambitieuse

Les dépenses d'investissement sont désormais majoritaires

En 2019, la part des dépenses de fonctionnement dans les dépenses totales va encore diminuer et **les dépenses d'investissement dépasseront désormais en volume les dépenses de fonctionnement**. Elles représenteront **51 % de nos dépenses**, alors qu'elles n'en représentaient que **40 % en 2015**.

En trois ans, c'est ainsi **plus d'1,5 Md€ supplémentaires qui auront été consacrés à l'investissement régional**.

La Région va poursuivre son ambitieux **plan d'investissement** avec un niveau d'investissement l'année prochaine en **hausse de près de + 7 %**¹ par rapport au budget voté pour 2018.

Conformément aux orientations budgétaires, présentées pour l'année 2018, l'accélération des projets d'investissement se traduira, d'ici la fin de l'année, par un **niveau d'affectation des autorisations de programme (AP) proche de 1 860 M€, soit un niveau inégalé depuis 10 ans**.

Des dépenses de fonctionnement à nouveau en baisse

La Région n'a pas attendu l'injonction de l'Etat et la contrainte imposée par la loi de programmation des finances publiques de plafonnement de l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement **pour baisser ses dépenses**. D'une manière générale, selon les dernières données disponibles (exécution 2017), la Région Ile-de-France est la **seule Région française à avoir diminué ses dépenses en valeur absolue (- 1 %)**².

¹ Autorisations de programme, hors fonds européens.

² Données CA 2017, France métropolitaine, hors Corse.

La Région poursuivra, en outre, pour la **4^{ème} année consécutive** depuis 2016, la **baisse de ses dépenses de fonctionnement**, avec une nouvelle diminution de **- 2 % de ses autorisations d'engagement**³.

Au total, c'est ainsi **plus de 1 Md€ d'économies cumulées qui ont été réalisées depuis 2015**, permettant de financer les nouveaux investissements. Cela représente une **économie de 204 € par foyer francilien**.

Des recettes contraintes car en baisse, volatiles et incertaines

Les prévisions de recettes ont été **légèrement actualisées par rapport aux orientations budgétaires pour 2019**⁴ afin de tenir compte des tendances estimées par les services de l'Etat ainsi que des encaissements du mois de novembre 2018⁵.

Le **constat des orientations budgétaires**, présenté par l'exécutif il y a un mois, **est inchangé**. D'une manière générale, les recettes régionales sont **contraintes, volatiles et incertaines**.

Des recettes totales contraintes, car en baisse.

Le **total des recettes permanentes** inscrites au projet de **budget pour 2019**, y compris les fonds européens, s'établit à **4 279,7 M€**, soit une **baisse de - 68 M€** par rapport au BP 2018 (**4 348 M€**)⁶. Cette baisse représente une diminution des ressources de la collectivité de **- 1,6 %**. Les recettes de fonctionnement sont en légère progression entre le BP 2018 et le BP 2019 (de **+ 3,6 %**) tandis que les recettes d'investissement diminuent de **- 22,4 %**.

D'une manière générale, **entre 2017 et 2019, les recettes permanentes baissent de - 3,8 %**, alors que l'inflation est très dynamique à **+ 3,2 %**. Le résultat en matière de progression des dépenses d'investissement depuis 2016 en est d'autant plus notable.

Des recettes volatiles

Depuis 2015, nos **recettes sont de plus en plus décorréées de la progression du PIB**. En outre, entre 2010 et 2017, l'élasticité des recettes est inférieure à 1, cela signifie que la croissance de nos recettes a été **inférieure à la croissance du PIB**. A titre de comparaison, c'est l'inverse pour l'Etat : l'élasticité de ses recettes s'est élevée à 1,8 en 2017. Ainsi, en période de reprise de l'activité, les **recettes de l'Etat sont près de deux fois plus dynamiques que celles de la Région**.

Des recettes incertaines

En effet la Région évolue dans un **environnement normatif instable**. La **réforme de la CVAE**, première source de financement de la Région, et sa possible **territorialisation**, est toujours d'actualité. Cette mesure aurait un impact considérable pour les recettes de la Région l'Île-de-France, avec une perte estimée par le Gouvernement en 2017 à plus de 175 M€. La mise en œuvre du récent rapport sur le **financement du Grand Paris Express** pourrait également priver la Région de la dynamique de certaines recettes.

³ Autorisations d'engagement hors fonds européens, plan 500 000 et PIC.

⁴ Rapport CR 2018 - 056 ; séance du conseil régional du jeudi 22 novembre 2018.

⁵ L'actualisation porte le montant prévisionnel de CVAE, cf. partie 1.1.1. *infra*. Cette actualisation illustre la volatilité de cette recette pour la Région. Pour mémoire, entre les OB 2018 et le BP 2018, l'actualisation avait également porté sur la CVAE, mais en sens inverse.

⁶ Sur le périmètre traditionnellement retenu pour les orientations budgétaires, c'est-à-dire hors fonds européens, hors Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) et hors remboursements anticipés de créances, les recettes qu'il est proposé d'inscrire au budget primitif 2019 présentent une très légère progression de + 30,3 M€, à 4 164,0 M€ après 4 133,7 M€ inscrits en budget primitif pour 2018.

Plus globalement, le **risque d'une baisse des recettes régionales** est toujours présent⁷. La Région sera donc particulièrement attentive à la **refonte annoncée de la fiscalité locale**, qui pourrait faire l'objet d'un projet de loi de finances rectificative au cours du 1^{er} semestre 2019.

Un emprunt d'équilibre historiquement bas

Notre programme ambitieux n'hypothèque pas le futur, au contraire, il le prépare. L'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget primitif pour 2019 s'établit à **709 M€**, soit le **niveau le plus faible inscrit au budget primitif** depuis 2007.

La **capacité d'autofinancement de la Région est de 62 %** (ressources propres après amortissement de la dette rapportées aux investissements). Avec un **taux d'épargne brute supérieur à 24 %**, la capacité de désendettement de la Région Ile-de-France sera de moins de 7 ans et donc sensiblement inférieure aux exigences de l'Etat (9 ans). **Il faut remonter, respectivement, au budget primitif pour 2007 et au budget primitif pour 2012, pour identifier des ratios aussi favorables.**

Comme lors des trois années précédentes, ce **montant de l'emprunt d'équilibre constitue un plafond qui n'empêche pas de meilleurs résultats en exécution** : depuis 2016, le **montant de l'emprunt** est en moyenne de **220 M€ inférieur au plafond voté** dans le budget primitif. Ces bons résultats en exécution montrent que **notre collectivité parvient désormais à s'inscrire durablement dans une logique d'efficacité et de résultats aux meilleurs coûts**. Dans ce cadre, une **mise en réserve égale à 6 % des crédits**, hors dépenses de personnel, sera reconduite en début d'exercice. Conformément aux recommandations de la **Cour des comptes** dans ses derniers travaux en la matière⁸, la **mise en réserve sera modulée en fonction de la nature de la dépense**.

*

L'ensemble de éléments expliquent que la Région jouisse aujourd'hui d'une **crédibilité financière** reconnue par les organismes d'évaluation et les agences de notation. Ces dernières la notent au meilleur niveau possible, c'est-à-dire le même que l'Etat (AA) et les marchés financiers qui souscrivent massivement à ses **émissions obligataires publiques vertes et responsables**. Les agences de notation relèvent, à l'automne 2018, « *la rigueur de la prévision et de l'exécution budgétaire* » (Fitch) et « *des pratiques saines et rigoureuses de gestion financière* » (Moody's).

*

Au total, le budget primitif pour 2019 prévoit :

- **2 076,2 M€** en autorisations de programme, fonds européens inclus (**2 044,45 M€** hors fonds européens) ;
- **2 178,2 M€** en autorisations d'engagement, hors fonds européens inclus (**2 008,7 M€** hors fonds européens, plan 500 000 et PIC) ;
- **1 888,0 M€** en crédits de paiement d'investissement⁹, fonds européens inclus (**1 878,2 M€** hors fonds européens) ;
- **2 593,1 M€** en crédits de paiement de fonctionnement¹⁰, fonds européens inclus (**2 513,8 M€** hors fonds européens, plan 500 000 et PIC).

Les crédits de paiement d'investissement seront ainsi stabilisés par rapport au budget primitif pour 2018 (1 888,4 M€). C'est également le cas des crédits de paiement de fonctionnement qui afficheront une quasi stabilisation à + 0,6 % (2 577,4 M€).

*

⁷ Comme l'illustre l'article 26 du projet de loi de finances pour 2019, supprimé en première lecture à l'Assemblée nationale, qui prévoyait la mise en place d'un mécanisme de réfaction de TVA applicable à la fraction de TVA perçue par les régions en remplacement de la Dotation globale de fonctionnement (DGF).

⁸ « *La mise en réserve des crédits* » ; chapitre IV ; « L'exécution du budget de l'Etat en 2017 » ; Cour des comptes ; mai 2018.

⁹ Hors chapitres financiers.

¹⁰ Hors chapitres financiers.

2. Une région écologique et attractive

Notre ambition est de hisser l'Île-de-France au **1^{er} rang en matière de qualité de vie**.

La Région consacre de l'ordre de **2 Md€¹¹** à sa **transformation écologique**. Avec 47 % du budget annuel régional, il s'agit là du **premier poste de dépenses pour notre collectivité**. Nous souhaitons en effet une **écologie transversale**, qui soit une préoccupation dans tous les budgets sectoriels, en 1^{er} lieu, dans celui des **transports**, de **l'environnement**, de **l'aménagement** et de **la ruralité**, mais également de celui des lycées avec l'introduction de **l'alimentation biologique et locale dans les cantines**, dans celui de l'agriculture, avec le **triplement des surfaces cultivées en agriculture biologique** ou encore celui de la **recherche** avec la **labellisation en 2019 d'un DIM sur la qualité de l'air** (impacts sanitaires et innovations technologiques et politiques).

Ainsi, l'amélioration des **transports franciliens** plus confortables, plus écologiques, plus accessibles et plus sûrs reste la **priorité de l'exécutif** et la condition *sine qua non* de l'émergence d'une région écologique, dynamique et attractive, à même de réduire les fractures sociales et territoriales.

Cette priorité sera naturellement maintenue en 2019, avec **755 M€ en autorisations de programme**. Cela représente une **hausse de + 6 % par rapport à 2018 et + 37 % par rapport à 2015**. Cet effort constant et soutenu permettra d'apporter au plus vite des réponses aux attentes légitimes des Franciliens en matière de mobilité. **300 nouveaux trains et RER circulent déjà** et la livraison de **115 nouvelles rames est prévue en 2019**. D'ici **2021**, ce sont plus de **700 rames neuves ou renouvelées** qui circuleront sur les réseaux ferrés. Le **renforcement des lignes de bus** se poursuit, avec plus de **270 bus propres déjà livrés** et **2 000 de plus commandés en 2019**, afin de remplir notre objectif de disposer d'une **flotte intégralement propre en 2025** dans la zone dense et **en 2029 sur l'ensemble du territoire régional**.

Le développement et la modernisation des **transports en commun** concentreront l'essentiel des efforts budgétaires du secteur. La Région sera au rendez-vous pour financer les **projets structurants de prolongement comme le RER E, la ligne 11 ou le T9**, par exemple, qui ont déjà fait l'objet de protocoles d'accord approuvés par l'assemblée régionale. La Région soutiendra également fortement **l'amélioration du fonctionnement et de la fiabilité des RER et Transiliens** : de nombreux travaux seront financés en lien avec l'arrivée des nouveaux matériels roulants, qui impliquent d'adapter les infrastructures comme les ateliers de maintenance, certains quais, éléments de signalisation ou d'alimentation électrique. **Le budget consacré à l'accessibilité sera en augmentation de + 30 % pour atteindre 52,3 M€**.

Conformément à nos engagements, nous poursuivrons la mise en œuvre du **plan « anti-bouchons et pour changer de route »** et avons entamé un **ambitieux volet innovation**, avec l'expérimentation d'**enrobés phoniques** et le **déploiement d'une stratégie pour le véhicule autonome** pour faire de l'Île-de-France la région pionnière en la matière à l'échelle mondiale.

En parallèle, la Région a voté les **premières subventions du nouveau plan vélo** et lancé un nouvel appel à projets pour les territoires à forts enjeux pour lesquels une réponse « classique » ne suffit pas. Enfin, elle a adopté une **nouvelle stratégie pour le fret et la logistique** afin d'apporter des solutions innovantes et performantes sur les plans économiques et environnementaux à la fois aux territoires et aux entreprises.

Avec **772,8 M€ en autorisations d'engagement**, le budget proposé en fonctionnement couvre la contribution obligatoire revalorisée à **Île-de-France Mobilités**, la poursuite de l'aide à **Imagine'R** en cohérence avec les modalités approuvées au budget primitif 2017 ainsi que l'**aide aux personnes les plus modestes**, celle-ci étant ajustée en fonction du recours effectif au dispositif et donc du besoin réel de compensation par la Région. Le budget proposera également la **poursuite du financement des transports spécialisés pour les personnes handicapées (PAM)**, à niveau inchangé.

¹¹ 1 928 M€ en 2018 et 1 995 M€ en 2019, soit une progression de + 3,45 %.

Le budget du secteur **environnement** sera pour sa part **en hausse de + 2,4 % en investissement à 91,95 M€, soit + 25 % par rapport à 2015**, et de **+ 7,1 % en autorisations d'engagement**. La Région poursuit sa feuille de route pour une **région plus verte, plus propre** mais également **plus sobre et plus autonome en matière énergétique**. Après les ambitieux plans « **Changeons d'air** », « **Plan vert** » et les stratégies forêt-bois et énergie-climat, l'année 2019 sera marquée par le lancement d'un **Plan régional de prévention et de gestion des déchets**, qui fait actuellement l'objet d'une grande concertation, complété par le **Schéma régional biomasse** et une stratégie en faveur de l'**économie circulaire**.

Par ailleurs une **nouvelle stratégie régionale pour le développement de la méthanisation et une stratégie biodiversité** sont en cours d'élaboration avec l'appui de l'Agence régionale de la biodiversité.

Le budget de l'**aménagement** fera également de l'environnement une priorité. Dans ce cadre, **74 M€ d'autorisations de programme seront mobilisées en investissement**, soit une hausse de près de **+ 22 % par rapport à 2018** au bénéfice entre autres des **contrats d'aménagement régional**, dont la montée en puissance justifie un doublement au sein de l'annexe aménagement et du dispositif des **100 quartiers innovants et écologiques**, alors que 43 d'entre eux sont déjà en construction. La Région s'investit dans les territoires urbains comme ruraux, comme en témoignent les **35 projets retenus au titre du soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire** et les **123 contrats ruraux signés au bénéfice de 80 000 Franciliens**. Ces dispositifs, complémentaires, permettent de **soutenir tous les territoires franciliens** et d'œuvrer à la **réduction des fractures sociales** et territoriales. De la sorte, la Région accompagne toutes les collectivités qui s'engagent dans des démarches innovantes d'aménagement durable afin de promouvoir un meilleur cadre de vie en Ile-de-France. Le soutien à l'activité de l'**IAU** (institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région), dont l'expertise sera sollicitée en vue de l'évaluation du schéma directeur de la région Ile-de-France d'ici fin 2019, mobilisera par ailleurs l'essentiel des **18,9 M€ d'autorisations d'engagement en fonctionnement**, en stabilité par rapport à 2018.

La dimension écologique sera tout aussi prégnante dans l'**augmentation du budget du secteur ruralité en investissement, à 20,6 M€ en autorisations de programme soit + 13,2 % par rapport à 2018**. Le fonctionnement, à **5,1 M€ en autorisations d'engagement**, sera en léger recul, dû au basculement de 0,4 M€ de **subvention de fonctionnement pour les Parcs naturels régionaux** en subvention d'investissement, alors que la Région a fait le choix l'année dernière de prendre à sa charge les contributions départementales. Au-delà, l'année 2019 permettra de poursuivre la mise en œuvre du **Pacte rural grâce à la hausse de + 22 % du budget dédié aux contrats ruraux** et à la poursuite des politiques de **soutien aux commerces de proximité** et à la **revitalisation des centres bourgs**, crucial pour les petites communes.

*

3. Une région au service de toutes les réussites

La Région Ile-de-France investit pour le **dynamisme économique** de la Région et la **réussite de chaque Francilien**.

La Région s'inscrit dans le **temps long de l'investissement dans les compétences** des publics auxquels elle s'adresse plus particulièrement : lycéens, apprentis, étudiants – notamment dans les **formations sanitaires et sociales** – jeunes en insertion ou stagiaires de la formation professionnelle. L'élévation du niveau des compétences ainsi que la mobilisation au service de toutes les entreprises franciliennes renforceront les perspectives d'emploi de l'ensemble des Franciliens et le dynamisme de l'économie régionale.

Afin de permettre aux lycéens franciliens d'étudier dans les meilleures conditions, **le budget des lycées continuera de progresser**. Il augmentera de **+ 27 % en 2019 en investissement**, avec 646 M€ en autorisations de programme. **Ce niveau correspond au doublement du budget annuel moyen dédié au secteur entre 2010 et 2015 (323,2 M€)**. Il augmentera également de **+ 9,1 % en fonctionnement**, avec 297,2 M€ en autorisations d'engagement. L'année 2019 verra le **lancement d'un marché de partenariat pour les lycées neufs de Pierrefitte et Palaiseau**, ainsi que la mise en travaux de **20 nouvelles opérations actuellement en phase d'étude**.

La deuxième année de mise en œuvre du **plan d'urgence pour les lycées** se traduira en effet par le démarrage des travaux de **rénovation globale de 5 lycées** comme à Ris-Orangis ou Villeneuve-le-Roi. La progression du budget de fonctionnement des lycées répond par ailleurs à **l'urgence d'accompagner la poussée démographique dans les lycées** et au souci de conforter le soutien au mérite, la valorisation de l'excellence et l'accompagnement social des lycéens franciliens. En outre, cet effort budgétaire permet **l'amélioration des conditions de travail pour les agents de maintenance** des lycées qui bénéficieront à partir de 2019 de **chariots d'entretien modernes**.

A côté de l'effort consenti au bénéfice des lycées et compte tenu du vote, en 2018, de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui prive la Région de son rôle de coordinateur et de régulateur de **l'apprentissage**, **notre collectivité accompagnera les centres de formation des apprentis dans la transition vers le nouveau cadre national**. Nous sommes **fiers du bilan** de notre action alors que **le nombre d'élèves dans ces cursus n'a jamais autant augmenté (+ 7 %)** avec plus de **80 000 jeunes en apprentissage en Ile-de-France**.

Le nouveau cadre national de l'apprentissage s'appliquera dès le 1^{er} janvier 2019 pour certaines mesures et au 1^{er} janvier 2020 pour l'ensemble des dispositions. **2019 est donc une année de transition particulièrement délicate à anticiper et mettre en œuvre pour la Région** considérant que de nombreuses dispositions sont inconnues des acteurs de l'apprentissage : **CFA, futurs opérateurs de compétence, entreprises, branches professionnelles, Régions ...**

En conséquence, la Région **pilotera au plus près des besoins des CFA les financements** nécessaires pour assurer un fonctionnement optimal des formations en apprentissage. Un dialogue de gestion renforcé avec chaque CFA sera nécessaire pour valider avec eux la stratégie d'adaptation rapide au futur cadre *post* 2019 et le budget, notamment les investissements de long terme, sera réduit en conséquence.

Dans ce contexte d'incertitude, les **aides individuelles aux apprentis seront augmentées de + 5 % à la rentrée 2019**.

Avec 204 M€ cumulés d'autorisations de programme et d'engagement, la politique en matière de **formations sanitaires et sociales** connaîtra pour sa part une **augmentation de + 0,7 %**. Le recours à la **simulation pédagogique** pour les formations sera encouragé alors que les financements du fonds d'urgence pour parer aux travaux nécessaires, notamment en matière de sécurité, seront abondés.

En fonctionnement, la progression du budget permettra notamment la **poursuite de l'alignement des bourses**, ainsi que l'ouverture de nouvelles **formations d'aide-soignant** et de **masseur-kinésithérapeute** pour répondre aux besoins croissants sur ces métiers en tension.

Des moyens supplémentaires conséquents sont également prévus s'agissant de **l'enseignement supérieur et de la recherche** afin de faire de l'Ile-de-France la **première région d'Europe en la matière et d'accompagner les étudiants** dans leur projet d'études supérieures quel que soit leur parcours initial. Le cumul des autorisations de programme et d'engagement atteindra ainsi **113 M€**, en **progression de +2 %** par rapport à 2018. La poursuite de la mise en œuvre du CPER se traduira notamment par la poursuite du **campus Condorcet** avec la **construction d'un bâtiment d'enseignement de l'université Paris 1 à la porte de la Chapelle**, **l'aménagement du campus international de Paris Seine à Cergy** et le transfert de l'école **Agro Paris Tech** sur le campus de Saclay.

En fonctionnement (+ 4,3 %), l'année prochaine sera notamment marquée par le **lancement du dispositif de doctorats professionnalisants**. Ce dispositif de soutien à la formation par la recherche sera principalement tourné vers les thématiques de **digitalisation et de numérique**, dans un esprit d'**interdisciplinarité** et conduit en **partenariat avec les acteurs socio-économiques**, des **entreprises franciliennes** - tout particulièrement les PME et les ETI -, des organisations publiques et des associations. Dès 2019, **la Région financera 30 allocations doctorales, avec une montée en charge progressive jusqu'à 100 doctorants en 2022 pour soutenir l'emploi scientifique**. Parallèlement, dans sa dimension enseignement supérieur, le budget permettra de poursuivre notre aide régionale au mérite ou le DAEU.

Le budget de la **formation professionnelle**, qui s'élève à **394,18 M€** en autorisations d'engagement, en hausse de plus de + 40 %, reflète la **montée en puissance du plan d'investissement dans les compétences (PIC)**. L'accent sera plus particulièrement porté en 2019 sur les **jeunes en insertion**, que ce soit à travers le renouvellement du **soutien apporté aux missions locales** qu'avec le développement de l'aide individuelle à la formation.

Le secteur du **développement économique**, à **36,1 M€** en autorisations d'engagement et **100 M€** en autorisations de programme, se maintiendra aux niveaux de 2018. Le budget 2019 de ce secteur se traduira par un **appui confirmé à l'innovation**, au travers notamment du projet **Smart Région**, de **nouveaux Challenge IA**, des **aides Innov'Up**. Il se traduira également par un soutien aux grands projets de Recherche et Développement, par l'investissement dans les **grands lieux d'innovation** et les **incubateurs**, et par le déploiement des infrastructures de **très haut débit ou encore le soutien aux réseaux d'accompagnement à l'entrepreneuriat**. L'effort régional sera par ailleurs maintenu pour **structurer et développer la filière de l'économie sociale et solidaire** et accompagner les entreprises industrielles dans leur transition vers le numérique.

Alors que la **fréquentation touristique renoue avec des niveaux inégalés depuis 10 ans**¹², le budget du secteur **tourisme** mettra l'accent sur l'**amélioration de l'accueil et de la sécurité des touristes** Franciliens, Français, comme étrangers et le soutien aux actions structurelles, en faveur plus particulièrement de la **transition numérique**. Avec la livraison de la **plateforme multilingue**, le budget d'investissement sera fixé à 5 M€ en autorisations de programme. Les **15,3 M€** d'autorisations d'engagement de la section de fonctionnement seront essentiellement dédiés au financement du **Comité régional du tourisme (CRT)**, qui continuera son **travail de fond** pour le développement du tourisme en Ile-de-France et à consolider le dispositif des volontaires du Tourisme.

Pour sa part, le secteur **agriculture** verra à **nouveau les crédits dont elle dispose renforcés**, afin de mettre en œuvre les mesures du **Pacte agricole** adopté en 2018. La dynamique impulsée depuis le début de la mandature en faveur de l'agriculture sera nourrie par une hausse de près de **+ 11,6 % en investissement par rapport à 2018**, avec près de 10 M€ d'autorisations de programme, soit près de **quatre fois le budget 2015**, et une stabilité des autorisations d'engagement à 7,60 M€. La création d'un **fonds régional de portage foncier pour faciliter l'installation**, le **renforcement de l'accompagnement des jeunes installés**, la mise en œuvre d'un « **Plan Bâtiment** » pour accélérer la **diversification** et **accroître l'autonomie des exploitations**, un nouveau dispositif de soutien à la réhabilitation du bâti agricole afin de permettre le logement des salariés et des apprentis ainsi qu'un appel à projets dédié à l'agriculture urbaine, sont programmés.

¹² Avec plus de 17 millions d'arrivées hôtelières en Ile-de-France, le 1er semestre 2018 est le meilleur depuis 10 ans. La destination Paris-Ile-de-France a ainsi connu une progression de + 700 000 arrivées hôtelières, soit une augmentation de + 4,1 % par rapport au 1er semestre 2017. La destination se distingue du niveau national, dont la progression n'a été, pour sa part, que de + 1,6 %.

Les moyens du secteur **affaires internationales** sont stables avec 1,7 M€ en autorisations d'engagement et 1,9 M€ en autorisations de programme. Ce budget garantira la poursuite de notre politique en matière de **coopération internationale**, notamment le développement des actions de **coopération décentralisée et la montée en puissance des accords** (Province du Zhejiang, District autonome d'Abidjan, Alger, Tunis, Casablanca-Settat) et programmes d'actions (Hanoï, Pékin, Erevan) conclus récemment. Un **effort accru** sera porté sur les actions en faveur de la **francophonie**, conformément aux engagements de la stratégie régionale adoptée en septembre 2018. Le **réseau SPRINT**, qui réunit des **incubateurs francophones issus des zones de coopération**, se réunira pour impulser de nouvelles initiatives avec le soutien de la Région et s'ouvrir à de nouveaux acteurs.

*

4. **Une région solidaire**

Lutter contre les fractures signifie offrir à l'ensemble des Franciliens le meilleur accès possible au logement, à la sécurité, aux sports ou à la culture. Il s'agit également de décliner le plan d'actions de la Région solidaire en faveur des territoires et des personnes qui en ont le plus besoin, adopté par l'institution régionale à l'été 2018. **La Région a par ailleurs décidé de faire du soutien aux femmes à la rue la grande cause régionale 2019.**

Le budget du **logement** et du **renouvellement urbain**, avec un peu plus de 78 M€ en autorisations de programme et d'engagement, s'inscrit pleinement dans l'objectif de lutte contre les fractures. Le budget est en léger recul, du fait de la fin de l'opération « **Dessine-moi le Grand Paris** », du **transfert de la biennale d'architecture** sur le secteur aménagement et de l'adaptation du NPNRU au niveau de sa progression effective. La Région continuera d'**appuyer les opérateurs HLM dans leur action et aux côtés de l'EPFIF contre l'habitat insalubre et les marchands de sommeil.**

Avec un **budget qui a presque quadruplé depuis 2015**, le secteur **sécurité** sera doté de **25 M€** d'autorisations de programme, en hausse de plus de **+ 9 %** par rapport à 2018, de **0,6 M€** en autorisations d'engagement et du double en crédits de paiement de fonctionnement pour permettre le recrutement de **brigades régionales de sécurité pour les lycées dès le 1^{er} trimestre 2019**. Le **renforcement du bouclier de sécurité** est nécessaire pour faire de l'Île-de-France une **région protectrice au quotidien**, notamment dans les **transports**, les **lycées et lieux de formations** (lycées publics et privés, centres de formation des apprentis, instituts de formation sanitaires et sociales) et une région qui soutient les communes pour la sécurisation de l'espace public, des commerces et des lieux touristiques. **Le budget de fonctionnement soutiendra les dispositifs d'aide aux victimes et de Téléphones grand danger.**

Votée en juillet 2018, la **Région Solidaire** est une **politique ambitieuse et transversale** qui vise à **lutter contre les fractures sociales** pour préparer l'avenir de la Région et assurer un développement équilibré du territoire. Elle est en **lien étroit avec la Stratégie leader** votée en 2016 et les actions menées par l'exécutif depuis deux ans. A ce titre, le secteur **action sociale, santé et famille** bénéficiera d'un **niveau d'investissement en forte hausse de + 18,8 %**, avec près de **19 M€** d'autorisations de programme, et d'un **budget de fonctionnement également très renforcé de + 6,4 %**, avec près de **9 M€ d'autorisations d'engagement**. La Région solidaire est un **plan d'ampleur inédite**, par les moyens mobilisés, par l'ambition poursuivie, mais également par la méthode employée avec une attention particulière sur l'innovation sociale et les grands partenariats. Son action se concentre autour de trois axes : améliorer la **santé des Franciliens** et soutenir l'**innovation sociale**, **agir en faveur des personnes en situation de handicap** et de leurs proches et **soutenir la vie associative** et la **lutte contre toute forme de discrimination**.

La Région poursuivra ses actions en matière de vie associative et de **citoyenneté** avec un budget cumulé en investissement et en fonctionnement de près de **6 M€**. La **promotion des valeurs de la République**, la **prévention de la radicalisation**, la **lutte contre les violences faites aux femmes et contre toutes les formes discriminations**, l'**égalité femme-homme** et les actions en faveur des quartiers populaires, constituent le cœur de l'engagement régional pour l'égalité des citoyens.

Au service d'une Région dont l'**activité économique résiste**, en dépit du ralentissement national, et sous l'impulsion de l'exécutif en place depuis 2016, ce budget 2019 permet de continuer à **honorer les engagements** qui ont été pris auprès des Franciliens.

Cette année marquera une **étape supplémentaire dans la bonne gestion** puisque les dépenses d'investissement dépasseront désormais les dépenses de fonctionnement et ce, afin de faire de l'Ile-de-France une **Région de projets, de réussites et d'avenir**.

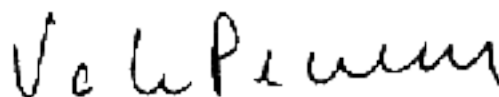
En dépit de **recettes totales attendues en baisse**, la Région va ainsi accélérer son engagement pour la révolution des **transports** ainsi que pour la **rénovation** et l'**ouverture de lycées**. Elle **accompagnera encore davantage les collectivités franciliennes** dans leurs projets d'aménagement durable. Elle poursuivra sa **lutte contre les fractures**, afin de continuer à lever les freins à la réussite de tous les Franciliens, en particulier les jeunes.

Cette ambition se concrétisera dans un **cadre budgétaire et financier sain et exemplaire**. L'**emprunt d'équilibre est historiquement bas** et sera uniquement tourné vers des projets verts et responsables.

Enfin, pour la quatrième année consécutive depuis 2016, il n'est procédé à aucune hausse d'impôts.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

Les données du budget 2019

LES GRANDES MASSES DU PROJET DE BUDGET 2019

(en millions d'euros)

	BP 2015 (M€)	BP 2016 (M€)	CA 2017 (M€)	BP 2018 (M€)	PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2019		EVOLUTION 2018-2019 EN %	EVOLUTION 2015-2019 EN %
LES RECETTES								
RECETTES PERMANENTES	4 093,63	4 175,38	4 316,01	4 347,98	4 279,69	85,8%	-1,6%	4,5%
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 431,37	3 387,38	3 649,78	3 488,46	3 612,74	72,4%	3,6%	5,3%
FISCALITE DIRECTE (1)	782,07	744,67	882,87	862,85	955,68	19,2%	10,8%	22,2%
AUTRES RECETTES FISCALES Y COMPRIS TICPE (2)	1 848,94	1 942,92	2 000,02	2 520,67	2 509,33	50,3%	-0,4%	35,7%
DOTATIONS DE L'ETAT (3)	646,92	569,68	541,03	8,82	8,82	0,2%	0,0%	-98,6%
RECETTES DIVERSES (4)	153,44	130,11	225,85	96,13	138,91	2,8%	44,5%	-9,5%
RECETTES D'INVESTISSEMENT	662,27	788,00	666,23	859,51	666,96	13,4%	-22,4%	0,7%
RECETTES FISCALES Y COMPRIS TICPE (5)	368,60	358,98	343,71	373,00	351,82	7,1%	-5,7%	-4,6%
DOTATIONS DE L'ETAT	86,09	86,09	86,09	86,09	86,09	1,7%	0,0%	0,0%
RECETTES DIVERSES	207,58	342,93	236,43	400,42	229,04	4,6%	-42,8%	10,3%
EMPRUNT	855,80	802,29	530,00	809,57	709,34	14,2%	-12,4%	-17,1%
TOTAL DES RECETTES	4 949,43	4 977,67	4 846,01	5 157,55	4 989,04	100%	-3,3%	0,8%

Excédent N-1 reporté	-	-	141,68	-	-			
-----------------------------	---	---	--------	---	---	--	--	--

LES DÉPENSES								
FONCTIONNEMENT (6)	2 793,96	2 789,61	2 635,71	2 718,62	2 732,77	54,8%	0,5%	-2,2%
FONCTIONNEMENT HORS DETTE	2 636,66	2 648,46	2 507,86	2 577,40	2 593,11	52,0%	0,6%	-1,7%
DONT FONCTIONNEMENT SECTORIEL	2 444,93	2 455,90	2 324,71	2 382,04	2 394,40	48,0%	0,5%	-2,1%
DONT FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUTION REGIONALE	191,73	192,56	183,15	195,36	198,71	4,0%	1,7%	3,6%
CHARGE DE LA DETTE ET AUTRES MOUVEMENTS FINANCIERS (7)	157,30	141,15	127,85	141,23	139,66	2,8%	-1,1%	-11,2%
INVESTISSEMENT	2 155,47	2 188,07	2 149,66	2 438,92	2 256,27	45,2%	-7,5%	4,7%
EQUIPEMENT HORS DETTE	1 688,92	1 736,04	1 612,23	1 888,39	1 888,00	37,8%	0,0%	11,8%
DONT EQUIPEMENT SECTORIEL	1 677,72	1 725,73	1 603,26	1 866,27	1 860,36	37,3%	-0,3%	10,9%
DONT EQUIPEMENT DE L'INSTITUTION REGIONALE (10)	11,20	10,31	8,97	22,13	27,64	0,6%	24,9%	146,8%
CHARGE DE LA DETTE ET AUTRES MOUVEMENTS FINANCIERS (8)	466,56	452,03	537,43	550,53	368,27	7,4%	-33,1%	-21,1%
TOTAL DES DÉPENSES	4 949,43	4 977,67	4 785,37	5 157,55	4 989,04	100%	-3,3%	0,8%

Solde des restes à réaliser constatés en fin d'exercice	-	-	5,65	-	-	-	-	-
--	---	---	------	---	---	---	---	---

RÉSULTAT CUMULÉ À LA CLOTURE DE L'EXERCICE	-	-	66,29	-	-	-	-	-
---	---	---	-------	---	---	---	---	---

	BP 2015 (9) (M€)	BP 2016 (M€)	CA 2017 (M€)	BP 2018 (M€)	PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2019	EVOLUTION 2018-2019 EN %	EVOLUTION 2015-2019 EN %
LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME	1 615,02	1 701,59	1 823,36	1 944,82	2 076,18	41,6%	28,6%
DONT AP HORS FONDS UE	1 589,90	1 631,83	1 774,70	1 877,83	2 044,45	41,0%	28,6%
LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	2 265,42	2 279,46	2 064,69	2 117,52	2 178,20	43,7%	-3,9%
DONT AE HORS FONDS UE ET PLAN D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPETENCES (PIC)	2 215,52	2 219,49	2 035,25	2 049,94	2 008,74	40,3%	-9,3%

(1) Y compris : IFER ; CVAE nette de FNGIR, de péréquation CVAE et de la dotation de compensation CVAE versée aux départements à compter de 2017.

(2) Principalement : taxe sur les cartes grises, frais de gestion de fiscalité directe, taxe d'apprentissage et fraction de TVA à compter de 2018.

(3) dont DGF jusqu'en 2017, remplacée par une fraction de TVA à compter de 2018.

(4) Y compris FCTVA, flux sur swaps et y compris incidence ICNE et la reprise du résultat cumulé à la clôture de l'exercice.

(5) TICPE Grenelle, redevance pour création de bureaux, taxe d'aménagement, taxe additionnelle spéciale annuelle et taxe annuelle sur les surfaces de stationnement.

(6) Hors prélèvements péréquation CVAE, FNGIR et dotation de compensation CVAE versée aux départements à compter de 2017.

(7) Y compris frais financiers divers et incidence ICNE.

(8) Hors mouvements sur les lignes de crédit à long terme à encours variable (opérations de trésorerie et de refinancement).

(9) Montants hors crédits gelés.

(10) L'évolution des dépenses de l'institution régionale prend en compte le ressaut 2018/2019 lié à la réalisation en maîtrise d'ouvrage directe de l'hémicycle d'influence 2.

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2019

EQUILIBRE FINANCIER DU PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2019

	CA 2017 (M€)	BP 2018 (M€)	Projet de BP 2019 (M€)	Evolution BP2019 - BP 2018 (M€)	Evolution BP2019 - BP 2018 (%)
FONCTIONNEMENT					
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 649,777	3 488,462	3 612,737	124,275	3,6%
Fiscalité (1)	2 882,897	3 383,517	3 465,008	81,491	2,4%
Dotations	541,027	8,820	8,820	0,000	0,0%
Autres (yc ICNE et excédent N-1 reporté)	225,853	96,125	138,909	42,784	44,5%
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)	2 635,709	2 718,623	2 732,766	14,143	0,5%
Dépenses d'intervention sectorielles et dépenses de l'institution	2 507,862	2 577,395	2 593,111	15,716	0,6%
Charge de la dette (yc ICNE) et divers mouvements financiers	127,847	141,228	139,655	-1,573	-1,1%
EPARGNE BRUTE (3)	1 014,068	769,839	879,971	110,132	14,3%
TAUX D'EPARGNE BRUTE (4)	27,8%	22,1%	24,4%		
EPARGNE NETTE (5)	494,436	241,310	533,699	292,389	121,2%
TAUX D'EPARGNE NETTE (6)	13,5%	6,9%	14,8%		
INVESTISSEMENT					
RECETTES D'INVESTISSEMENT	666,231	859,513	666,957	-192,556	-22,4%
Fiscalité	343,713	373,000	351,824	-21,176	-5,7%
Dotations	86,089	86,089	86,089	0,000	0,0%
FCTVA	96,617	90,000	95,000	5,000	5,6%
Autres	139,811	310,424	134,044	-176,380	-56,8%
RECETTES NETTES D'INVESTISSEMENT APRES RESTITUTIONS DE TAXES	648,431	837,513	644,957	-192,556	-23,0%
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 142,867	1 078,823	1 178,656	99,833	9,3%
DEPENSES D'INVESTISSEMENT (Dépenses d'intervention et dépenses de l'Institution)	1 612,228	1 888,393	1 888,000	-0,393	0,0%
TAUX D'AUTOFINANCEMENT	70,9%	57,1%	62,4%		
BESOIN DE FINANCEMENT	530,000	809,570	709,344	-100,226	-12,4%
ENCOURS DE DETTE au 31/12/n (7)	5 587,4	5 868,4	5 993,6	125,2	2,1%
CAPACITE DE DESENDETTEMENT (nombre d' années)*	5,5	7,6	6,8		

(1) Recettes nettes des versements au titre du FNGIR, de la péréquation et de la dotation aux départements franciliens en compensation de l'attribution de CVAE.

(2) Hors versements au titre du FNGIR, de la péréquation CVAE et de la dotation versée aux départements franciliens.

(3) Recettes de fonctionnement - dépenses de fonctionnement.

(4) Epargne brute/recettes de fonctionnement.

(5) Epargne brute - amortissement de la dette.

(6) Epargne nette/recettes de fonctionnement.

(7) Pour l'encours de dette affiché au BP, il est calculé par rapport à la valeur la plus à jour de l'encours de dette en N-1.

* Les nouvelles recettes fiscales créées en loi de finances pour 2015 au bénéfice de la Région Ile-de-France (145 M€ inscrits au BP 2019) en vue de financer les dépenses d'investissement en faveur des transports en commun ont vocation à permettre l'amortissement sur longue période de la dette contractée pour financer l'effort supplémentaire de la Région dans ce domaine. Ces recettes pourraient dès-lors être prises en compte dans le calcul de la capacité de désendettement. Corrigée de ces recettes, la capacité de désendettement s'établirait à 5,8 ans fin 2019.

PROJET DE BUDGET PRIMITIF 2019

EQUILIBRE FONCTIONNEMENT INVESTISSEMENT

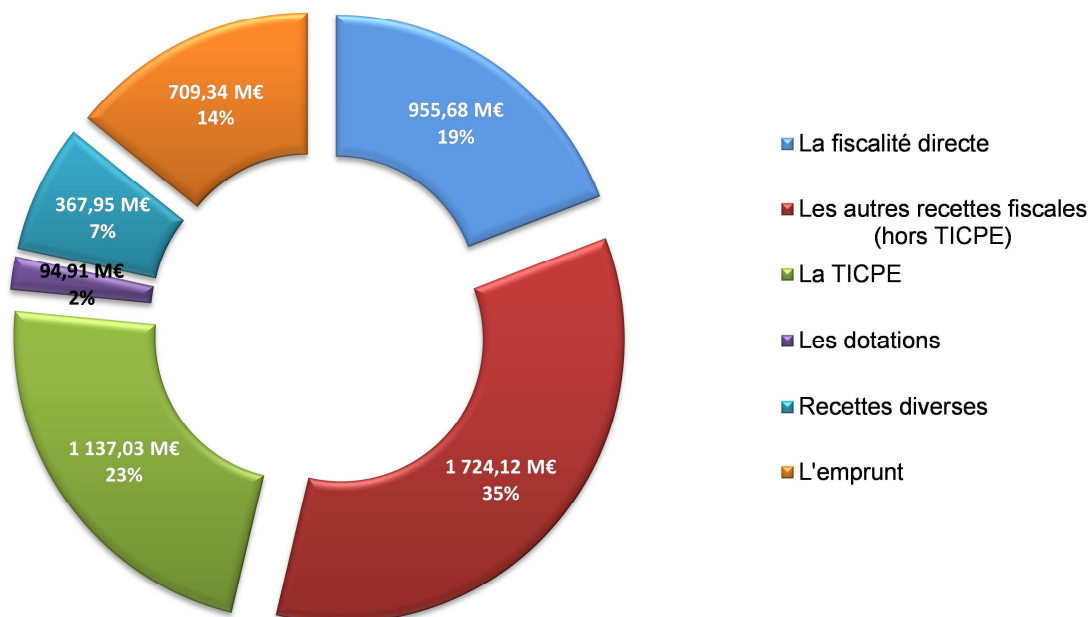
DEPENSES (€)		RECETTES (€)	
FONCTIONNEMENT			
Opérations réelles	4 890 205 000	Opérations réelles	5 770 176 000
Dépenses réelles (hors ICNE)	4 883 740 000	Recettes réelles (hors ICNE)	5 776 390 000
Dont dépenses d'intervention sectorielle et dépenses de l'institution régionale	2 593 111 000	Dont fiscalité directe	3 113 118 000
		Dont autres recettes fiscales (Cartes Grises, TICPE, taxe sur les bureaux, frais de gestion form pro, RRA)	2 509 329 000
Dont charge de la dette et divers mouvements financiers	128 190 000	Dont dotations de l'Etat	8 820 000
Dont prelevement F-NGIR et péréquation CVAE et compensation CVAE des départements	2 157 439 000		
Dont provision	2 000 000	Dont autres recettes	145 123 000
Dont restitutions de taxe	3 000 000		
Intérêts Courus Non Echus (ICNE)	6 465 000	Intérêts Courus Non Echus (ICNE)	-6 214 000
Opérations d'ordre	1 195 181 000	Opérations d'ordre	315 210 000
Dont dotation aux amortissements des immobilisations	896 713 000	Dont reprise sur autofinancement	315 210 000
Dont virement à la section d'investissement	298 468 000		
TOTAL FONCTIONNEMENT	6 085 386 000	TOTAL FONCTIONNEMENT	6 085 386 000

INVESTISSEMENT			
Opérations réelles	3 430 272 000	Opérations réelles	2 550 301 000
Dépenses réelles (hors mouvements sur lignes à encours variable)	2 256 272 000	Recettes réelles (hors mouvements sur lignes à encours variable)	1 376 301 000
Dont dépenses d'intervention sectorielle et dépenses de l'institution régionale	1 888 000 000	Dont recettes fiscales (RCB, taxe aménagement, TICPE)	351 824 000
		Grenelle, recettes NGP)	
		Dont dotations de l'Etat	86 089 000
		Dont autres recettes permanentes	229 044 000
Dont dette et divers mouvements financiers	346 272 000	Dont emprunt	709 344 000
Dont restitutions de taxe	22 000 000		
Mouvements sur lignes à encours variable	1 174 000 000	Mouvements sur lignes à encours variable	1 174 000 000
Dont fonctionnement lignes à encours variable (trésorerie)	587 000 000	Dont fonctionnement lignes à encours variable (trésorerie)	587 000 000
Dont refinancement éventuel de l'encours mobilisé sur les lignes à encours variable	587 000 000	Dont refinancement éventuel de l'encours mobilisé sur les lignes à encours variable	587 000 000
Opérations d'ordre	1 241 510 000	Opérations d'ordre	2 121 481 000
Dont reprise sur autofinancement	315 210 000	Dont amortissement des immobilisations	896 713 000
Dont opérations patrimoniales	926 300 000	Dont opérations patrimoniales	926 300 000
		Dont virement de la section de fonctionnement	298 468 000
TOTAL INVESTISSEMENT	4 671 782 000	TOTAL INVESTISSEMENT	4 671 782 000

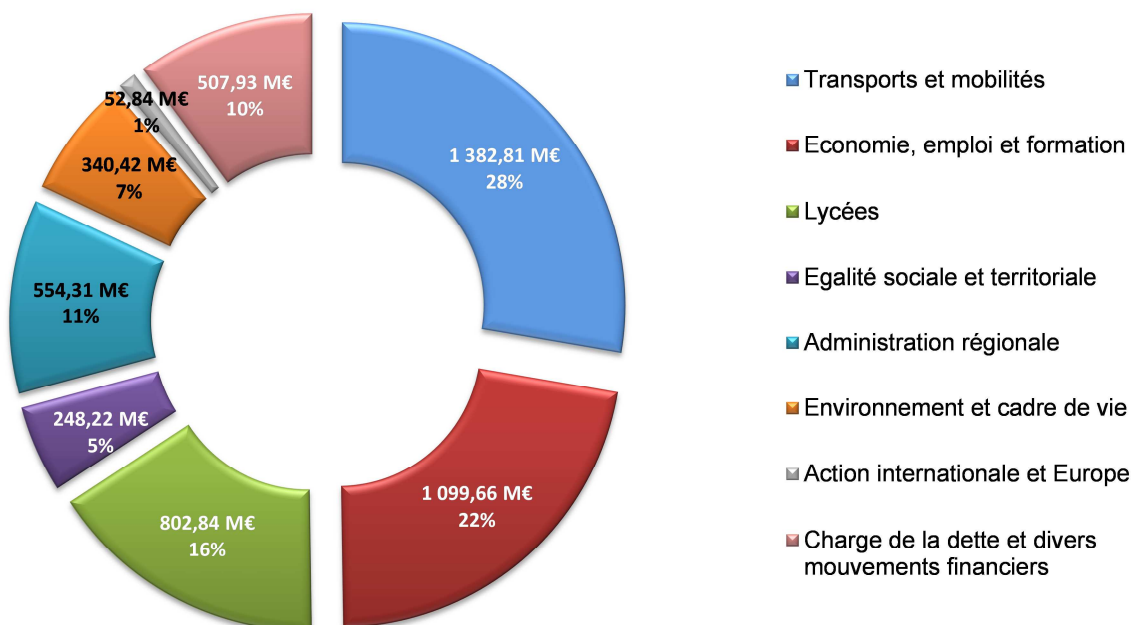
TOTAL BUDGET	10 757 168 000	TOTAL BUDGET	10 757 168 000
--------------	----------------	--------------	----------------

Les recettes du projet de budget 2019

4 989,04 millions d'euros

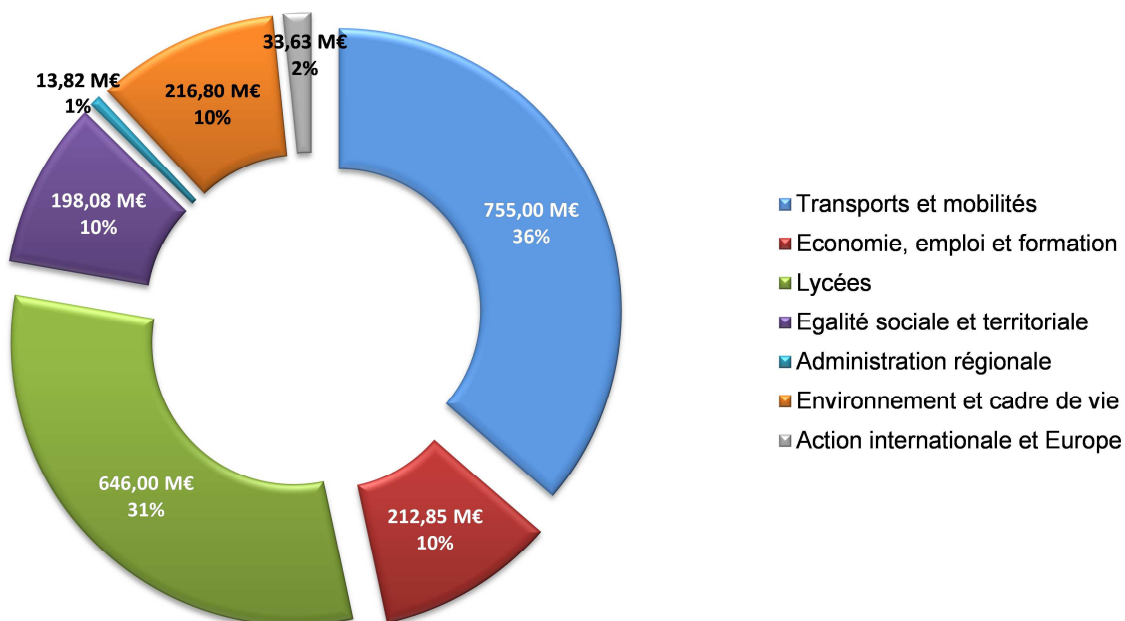
**Les dépenses du projet de budget 2019**

4 989,04 millions d'euros de crédits de paiement

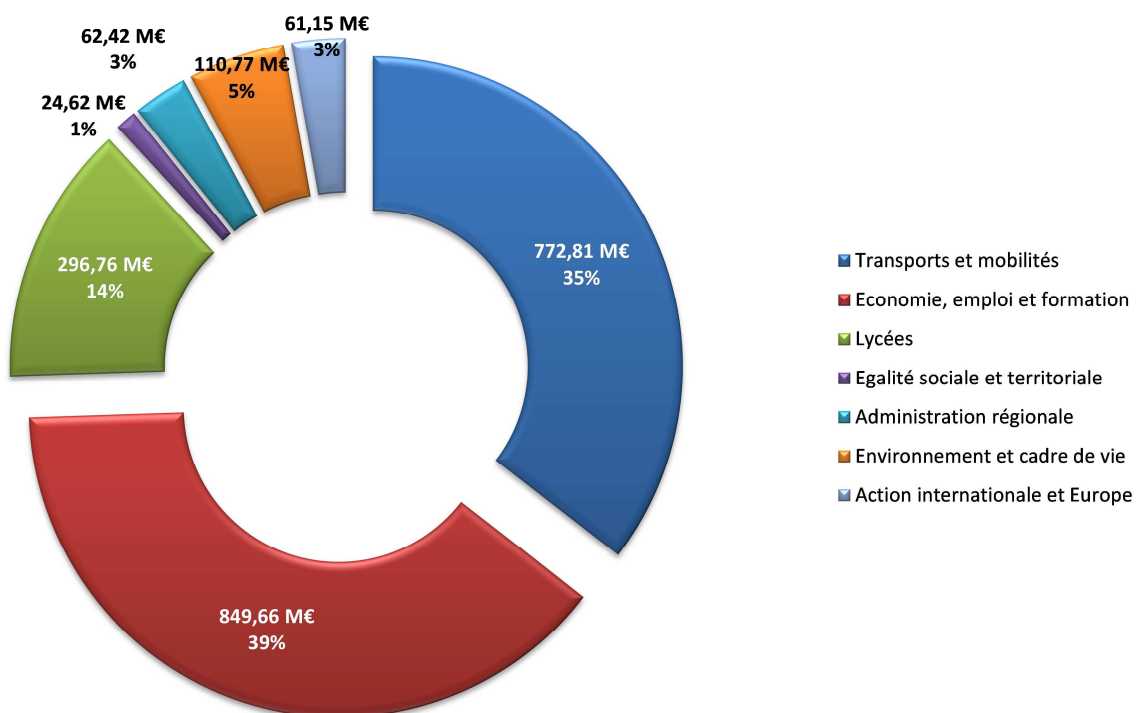


Le projet de budget 2019

2 076,18 millions d'euros d'autorisations de programme

**Le projet de budget 2019**

2 178,20 millions d'euros d'autorisations d'engagement



1. Face à des recettes contraintes, la Région poursuit sa gestion économe en fonctionnement tout en renforçant son haut niveau d'investissement

Les **prévisions** de recettes permanentes de la collectivité pour 2019 illustrent leur **faible dynamisme** et leur caractère **contraint**, puisqu'elles évoluent à un **rythme sensiblement inférieur à celui de l'inflation** ainsi que celui du **PIB**, alors même que le **territoire francilien est le principal moteur de l'économie française**.

Pour maintenir un **niveau élevé d'ambition en matière d'investissement**, tout en assurant la soutenabilité des finances régionales, l'Exécutif continuera donc de **diminuer les dépenses de fonctionnement**.

1.1. En 2019, les recettes permanentes seraient en baisse de - 1,6 % par rapport au budget primitif 2018

Le **total des recettes permanentes** inscrites au projet de **budget pour 2019**, y compris les fonds européens, s'établit à **4 279,7 M€**, soit une **baisse de - 68 M€** par rapport au BP 2018 (**4 348 M€**). Sur le **périmètre traditionnellement retenu pour les orientations budgétaires**, c'est-à-dire hors fonds européens, hors Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) et hors remboursements anticipés de créances, les recettes qu'il est proposé d'inscrire au budget primitif 2019 présentent une **très légère progression de + 30,3 M€**, à **4 164,0 M€** après **4 133,7 M€** inscrits en budget primitif pour 2018, soit une évolution **très sensiblement inférieure à l'inflation**.

Encadré n° 1 : une augmentation de l'inflation non anticipée par l'Etat et implique des économies supplémentaires pour la Région

La hausse de l'indice des prix à la consommation en **2018** associée au projet de loi de finances pour 2019 serait de **1,8 % en moyenne annuelle** (1,6 % hors tabac). L'inflation serait ainsi **sensiblement plus élevée que celle prévue il y a un an** dans le PLF pour 2018 (1,1 %). Pour 2019, la prévision d'inflation est de 1,4 % en moyenne annuelle (1,3 % hors tabac). En réalité, l'inflation pourrait être légèrement supérieure encore. Ces estimations sont ainsi inférieures aux moyennes du dernier « *Consensus Forecasts* » qui anticipe une inflation de 1,9 % en 2018 et 1,6 % en 2019.

La **progression des dépenses obligatoires** de la Région, qui représentent environ 80 % des crédits de paiements de fonctionnement (CPF), est corrélée à l'inflation¹³. Ce regain d'inflation, non anticipé dans les documents budgétaires nationaux, engendrerait un **surcoût à travers une pression supplémentaire** sur la dynamique des crédits de fonctionnement. Afin de respecter ses engagements budgétaires pluriannuels, par ailleurs désormais encadrés par une norme imposée par l'Etat s'agissant des dépenses de fonctionnement (cf. encadré *infra*) **la Région doit dégager des économies supplémentaires**. Ces économies, menées par la Région, sont d'autant plus nécessaires que les recettes diminuent légèrement entre 2018 et 2019 (cf. *supra*).

Les prévisions de recettes ont été **légèrement actualisées par rapport aux orientations budgétaires pour 2019**¹⁴ afin de tenir compte des tendances estimées par les services de l'Etat ainsi que des encaissements du mois de novembre 2018.

Le **constat des orientations budgétaires**, présenté par l'Exécutif il y a un mois, **est inchangé**. C'est pourquoi, le présent projet de budget s'appuie sur les sous-jacents de ces orientations, en recettes, comme en dépenses.

¹³ Cf. la partie relative à la progression des dépenses obligatoires les orientations budgétaires pour 2019.

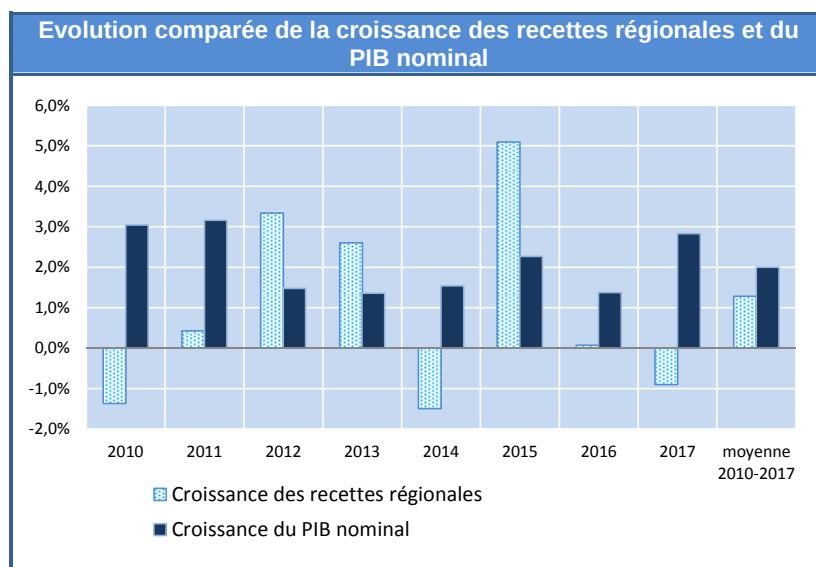
¹⁴ Rapport CR 2018 - 056 ; séance du conseil régional du jeudi 22 novembre 2018.

La prévision des recettes associée au présent projet de budget pour 2019 traduit leur **caractère contraint**. En outre, la croissance spontanée de chacune de ces recettes, c'est-à-dire à législation inchangée, apparaît **incertaine**. Le graphique ci-dessous permet de dresser quatre constats :

- **l'élasticité des recettes régionales** au PIB est **fluctuante** d'une année sur l'autre ; cette variabilité fragilise la Région dans la programmation de ses recettes pour mener à bien ses politiques publiques en dépenses ;
- sur moyenne période, entre 2010 et 2017, **l'élasticité des recettes est inférieure à 1** : la croissance des recettes régionales a été inférieure à la croissance du PIB nominal. **Cette situation est d'autant plus inconfortable pour la Région qu'il s'agit d'une collectivité chargée de l'investissement et qu'elle doit pouvoir tirer bénéfice en retour des investissements qu'elle lance.**

Concrètement, cela signifie que la Région, à travers ses recettes, a moins que proportionnellement bénéficié de la reprise économique sur cette période. Durant les dernières années, cette **décorrélation entre la croissance des recettes régionales et la croissance du PIB nominal** a parfois été très prononcée. Cela a notamment été le cas en 2010, 2014 et 2017 où les recettes ont diminué alors que le PIB nominal a augmenté ;

- **depuis 2016**, premier exercice du nouvel Exécutif, la **progression des recettes régionales a toujours été inférieure à la progression du PIB nominal** ;
- **pour 2017**, dernière année exécutée disponible, **l'élasticité des recettes de la Région est négative** (les recettes ont baissé alors que le PIB nominal a augmenté) tandis que, pour cette même année, l'élasticité des recettes de l'Etat s'est élevée à 1,8 (les recettes de l'Etat ont donc progressé sensiblement plus vite que le PIB nominal)¹⁵.

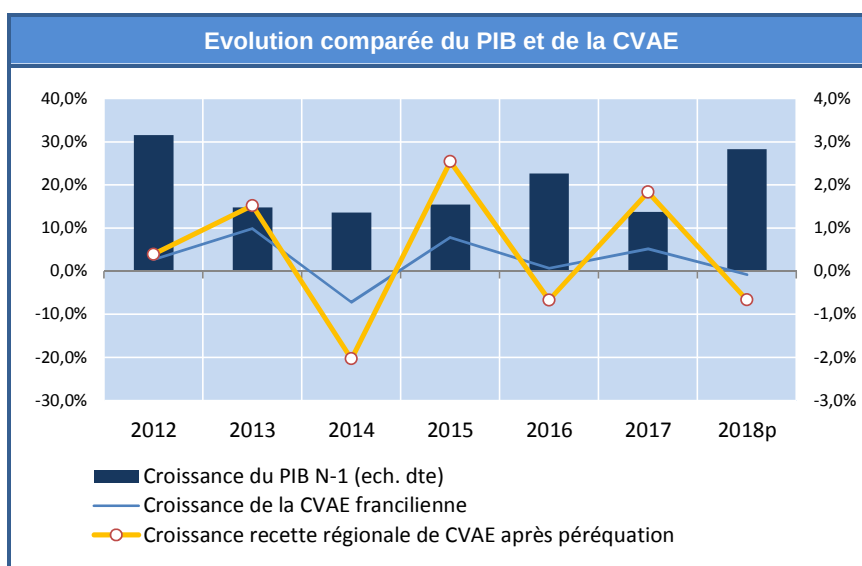


Source : direction des finances - Région Ile-de-France

Cette **situation peu confortable** reflète une **dynamique très hétérogène des recettes** régionales et qui rend difficile l'exercice de prévision, avec d'une part un panier de recettes peu dynamiques, composé de dotations gelées et de quasi-dotations, et d'autre part quelques recettes, certes dynamiques, mais également aléatoires.

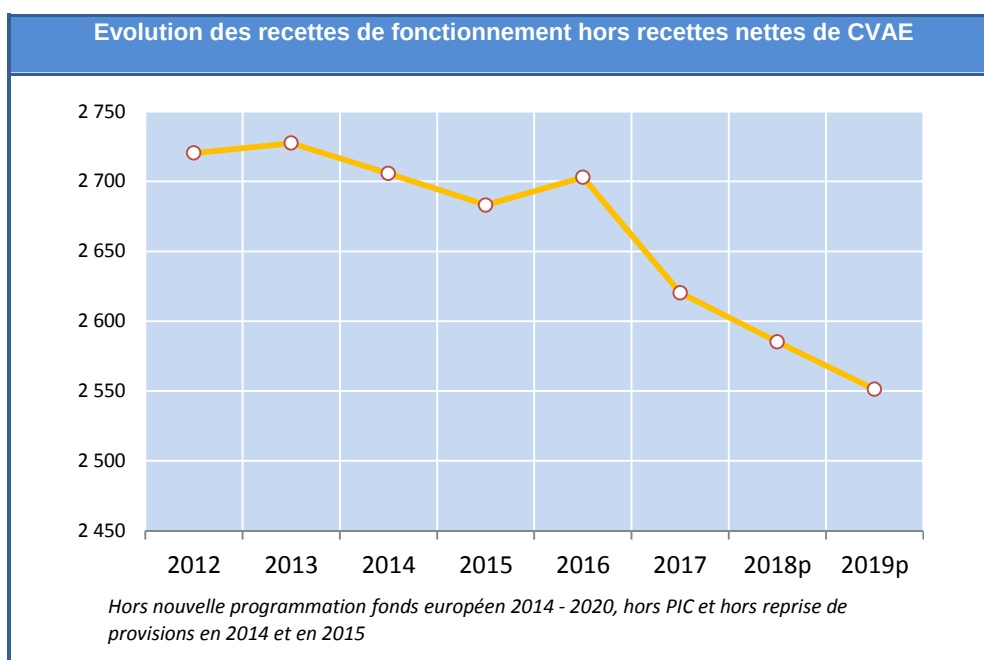
C'est particulièrement le cas de la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises** (CVAE), qui est **difficilement prévisible** au regard des évolutions du PIB (courbe bleue sur le graphique *infra*). Cette volatilité est, en outre, renforcée par l'effet du mécanisme de **péréquation** (courbe orange).

¹⁵ Rapport sur l'exécution budgétaire de l'Etat en 2017, Cour des comptes, mai 2018.



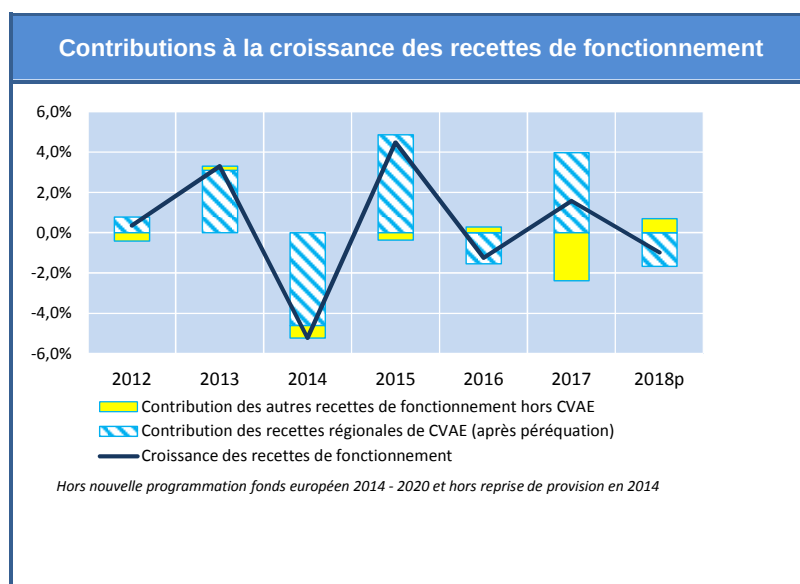
Source : direction des finances - Région Ile-de-France

Pour 2019, ce sont les **recettes de fonctionnement** qui expliquent l'intégralité de la progression sur la période sous revue, alors que les recettes d'investissement affichent un recul. Au sein de la section de fonctionnement, **la CVAE explique la majeure partie de la hausse de recettes**. Ainsi, hors CVAE et hors fonds européens, les recettes de fonctionnement ont tendanciellement diminué depuis 2012 (graphique *infra*).



Source : direction des finances - Région Ile-de-France

Ces projections sont cohérentes avec les constats des exécutions précédentes. **La recette nette de CVAE + IFR a représenté en moyenne 22 % des recettes de fonctionnement depuis 2012**. Compte-tenu de l'ampleur de ses variations annuelles (*cf. supra*), elle constitue la principale explication des évolutions des recettes de fonctionnement régionales. Le graphique *infra* illustre ce poids de la CVAE : la **variation (positive ou négative) de la CVAE emporte systématiquement évolution dans le même sens de variation des dépenses de fonctionnement**. Et ce, même si la variation des autres recettes de fonctionnement n'est pas dans le sens de celle de la CVAE.



Source : direction des finances - Région Ile-de-France

A cela s'ajoute un **environnement normatif incertain**, avec des évolutions en cours ou en réflexion qui pourraient se traduire par des recettes régionales encore plus contraintes à l'avenir (cf. encadré 2).

Encadré n° 2 : un environnement normatif toujours instable

Plusieurs évolutions normatives pourraient se traduire, à terme, par des **recettes régionales plus contraintes** encore :

- les travaux relatifs à une **éventuelle territorialisation de la CVAE** se poursuivent. Cette mesure aurait un impact négatif très significatif pour les recettes régionales : une perte de plus de 175 M€ pour l'Ile-de-France, selon des estimations du Gouvernement en 2017. Certes, l'article 15 de la loi de finances initiale pour 2018¹⁶ a abrogé la précédente disposition de territorialisation de la CVAE, votée en loi de finances rectificative pour 2016¹⁷, et dont la mise en œuvre était prévue dès 2018. Pour autant, la loi de finances initiale pour 2018 a également prévu que le Gouvernement remette un rapport, avant le 30 septembre 2018, sur la variation du produit de la CVAE et sa répartition entre régions et départements, en vue d'une modification de ses modalités de répartition au 1^{er} janvier 2019¹⁸. Ce rapport n'a pas encore été rendu public ;
- un amendement du rapport général de la commission des finances et de M. Gilles Carrez, adopté en première lecture du projet de loi de finances pour 2019 à l'Assemblée nationale, et relatif au **financement de la Société du Grand Paris**, vient réduire l'assiette des surfaces de stationnement éligibles à la taxe annuelle sur les surfaces de stationnement dont bénéficie la Région Ile-de-France (TASS). L'amendement adopté prévoit de compenser la perte de recettes constatée par une majoration de DGF, or la Région ne perçoit plus de DGF depuis 2018. Au-delà, cette proposition a un impact négatif sur la dynamique de la recette. S'agissant d'un amendement et non d'un article initial, cette proposition n'a pas été accompagnée d'une évaluation préalable de son impact.
- d'une manière générale, le risque d'une diminution substantielle des recettes régionales est toujours présent comme l'illustre l'article 26 du projet de loi de finances pour 2019, qui prévoyait la mise en place d'un **mécanisme de réfaction de TVA** applicable à la fraction de TVA perçue par les régions en remplacement de la Dotation globale de fonctionnement (DGF). En première lecture à l'Assemblée nationale, cet article a été supprimé à l'initiative du rapporteur général de la

¹⁶ Loi n° 2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018.

¹⁷ Loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016.

¹⁸ Ainsi le III de l'article 51 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016, qui prévoit que « Chaque année, le Gouvernement remet au Parlement avant le 30 septembre un rapport ayant pour objet l'analyse de la variation tant du produit de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises que de sa répartition entre régions et départements », a été complété en LFI 2018 - article 15 - par les mots « , en vue d'une modification de ses modalités de répartition à compter du 1er janvier 2019 ».

commission des finances, après avis favorable du gouvernement ;

- la **refonte annoncée de la fiscalité locale** devrait faire l'objet d'un projet de loi de finances rectificative au cours du 1^{er} semestre 2019¹⁹. A ce stade, la principale mesure annoncée repose sur la compensation de la disparition progressive de la taxe d'habitation pour les communes par de la taxe foncière départementale. Si les régions ne semblent pas être concernées, il conviendra de veiller à ce que certaines mesures ne viennent pas contraindre encore davantage le panier de recettes régionales. C'est par exemple le cas s'agissant de la recette concernant les frais de gestion de fiscalité directe, dont une partie était assise sur la taxe d'habitation et qu'il conviendra dès lors de compenser.

Les recettes sont présentées dans le cadre de ce projet de budget selon la **distinction habituelle fonctionnement / investissement**, plutôt que selon la typologie d'origine, qui a été retenue pour les orientations budgétaires depuis deux exercices désormais (cf. orientations budgétaires pour 2019 à partir de la page 17). La distinction traditionnelle fonctionnement / investissement revêt en effet un caractère structurant et obligatoire pour les finances des collectivités territoriales. Il est, dès lors, naturel de s'y conformer pour le vote du budget, y compris dès l'exposé général des motifs.

1.1.1. Les recettes de fonctionnement sont anticipées en légère hausse

Les recettes fiscales de la section de fonctionnement

La fiscalité directe régionale

Globalement, la fiscalité directe régionale pourrait croître de + 10,8 % en 2019 par rapport au budget primitif 2018 :

- la **cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**, avant reversement de la part attribuée aux départements, et avant prélèvements au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources régionales (FNGIR) et du fonds de péréquation des ressources perçues par les régions, repose sur une prévision de 2 989 M€, soit + 87 M€ par rapport au BP 2018. Ce montant comprend la part reversée aux départements²⁰ pour 1 372,4 M€.

Cette prévision repose sur les tendances estimées par les services de l'Etat. Elle a été légèrement actualisée par rapport aux informations du rapport sur les orientations budgétaires. Cette prévision doit être appréciée avec prudence, dans la mesure où il ne s'agit pas d'une recette certaine et qu'elle repose sur les estimations prévisionnelles de tendance de la part des services de l'Etat. Ainsi, en 2018, la Région avait notamment été contrainte de réviser à la baisse cette recette à l'occasion du budget supplémentaire pour un montant total de - 39 M€ ;

- les **IFER**, impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, pourraient progresser très légèrement en 2019 (à hauteur de 124 M€) par rapport à la prévision d'exécution 2018 (123,6 M€), compte tenu des modalités d'indexation des tarifs des deux composantes régionales. En effet, le tarif de la première composante, l'IFER sur le matériel ferroviaire roulant, est indexé sur l'évolution des prix à la consommation des ménages hors tabac (le taux d'inflation hors tabac inscrit au PLF 2019 étant de 1,6 % en 2018 - contre 1,8 % avec tabac - et de 1,3 % en 2019 - contre 1,4 % avec tabac), tandis que la seconde composante, celle sur les répartiteurs principaux téléphoniques, n'est pas indexée.

¹⁹ Annonce de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, à l'occasion de la conférence de France urbaine du 19 septembre 2018 : « Nous ne traiterons pas ce sujet dans le cadre du projet de loi de finances (PLF) pour 2019 et nous aurons un texte législatif spécifique sur la réforme de la fiscalité locale au premier semestre de l'année 2019 ».

²⁰ L'article 89 de la LFI 2016 a porté en effet la part de CVAE revenant aux régions de 25 % à 50 %, à compter de janvier 2017. Une attribution de compensation financière versée par les régions aux départements, figée au niveau de 2016, est cependant prévue pour ajuster le partage des ressources à la hauteur des transferts de compétences entre les départements et les régions prévus par la loi NOTRe d'août 2015. Conformément au protocole transports du 26 juin 2016 et à l'article 146 de la LFI 2017, l'attribution à l'Île-de-France du bénéfice de la dynamique annuelle des 25 points supplémentaires a été confirmée.

Outre les versements aux départements (pour un montant de 1 372,4 M€), ces recettes font l'objet de prélèvement aux bénéfices des autres régions, pour un montant total de 785,02 M€. Cela fait de la Région Ile-de-France la **principale contributrice à la péréquation entre régions** (cf. encadré 3 *infra*) :

- o **le prélèvement au titre de la péréquation**, se situerait à 110,2 M€²¹ en 2019, soit une légère baisse de - 5,8 M€ par rapport au montant inscrit au BP 2018, compte tenu de la baisse du produit de CVAE constatée en 2018 par rapport à 2017. Ce prélèvement s'élève à près de - 116 M€ en 2018, soit + 35,5 M€ par rapport au montant notifié du versement pour 2017 (80,23 M€). Il convient de souligner que la part reversée aux départements franciliens a été déduite du calcul de la péréquation, conformément à l'article 163 de la loi de finances initiale pour 2018, afin de ne pas contribuer à la péréquation sur des recettes non acquises ;
- o le montant du prélèvement au titre du **FNGIR** demeure, quant à lui, figé au niveau de 2013, à savoir - 674,8 M€ par an.

Encadré n° 3 : la Région Ile-de-France reste la principale contributrice à la péréquation entre régions

Au-delà de la volatilité des recettes régionales, **le système actuel de péréquation accentue les variations d'une année sur l'autre.**

La Région Ile-de-France est la **principale contributrice aux mécanismes de péréquation horizontale appliquée sur la fiscalité directe locale**. La Région est l'unique contributrice parmi les régions au fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et sa participation au fonds de péréquation des ressources des régions a représenté 87 % de l'ensemble du montant collecté en 2017²².

Si les mécanismes de péréquation sont nécessaires pour préserver l'équilibre entre les territoires, le **montant de la participation de la Région Ile-de-France au titre de cette péréquation est très élevé : 755 M€ en 2017**, soit environ **22 % de ses recettes de fonctionnement**. Cela représente presque autant que la contribution de la Région au fonctionnement des transports publics franciliens, alors que la Région Ile-de-France concentre des enjeux de transports inégalés, et supporte chaque année 1,5 fois plus de trajets que l'ensemble des autres collectivités réunies. En outre, la Région se trouve confrontée à des **enjeux forts de centralité** : région capitale avec une population jeune et nombreuse, densité urbaine notamment.

Les autres recettes fiscales

Les autres recettes fiscales de la région imputées en section de fonctionnement pourraient **diminuer de - 0,4 % en 2019** par rapport au BP 2018.

Au sein du projet de budget 2019, cet ensemble représente près de **60 % des recettes permanentes** et 70 % de celles de la section de fonctionnement.

Il peut se décomposer comme suit :

La fiscalité dédiée aux politiques de formation professionnelle et d'apprentissage

Les conséquences en matière de recettes de la **nouvelle loi réformant l'apprentissage**²³ prendront, pour l'essentiel, effet à compter de **l'exercice 2020 avec la suppression des ressources régionales pour l'apprentissage à cet horizon** (cf. encadré n° 3). En conséquence,

²¹ L'estimation du niveau de prélèvement correspond à un maximum. En application du mécanisme de garantie prévu à l'article 113 de la LFI 2013 : « Le montant du prélèvement ne peut excéder, pour une région ou la collectivité territoriale de Corse contributrice, 50 % de la différence entre les ressources définies au I et perçues l'année précédant la répartition et ces mêmes ressources perçues en 2011 ».

²² Le solde de 13 % était issu de trois autres régions en 2017 (Auvergne - Rhône Alpes, Corse et Pays de la Loire).

²³ Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

le présent projet de budget est élaboré à périmètre constant s'agissant des ressources liées à l'apprentissage. S'agissant des fractions de TICPE octroyées en compensation des primes versées, il apparaît trop tôt pour en mesurer les effets, alors même que les décrets d'application de la loi ne sont pas encore parus. Il convient toutefois de souligner que les recettes attribuées à la Région pour l'apprentissage, qui portent sur un montant de 314,4 M€ au présent projet de Budget, ont vocation à disparaître à terme **alors qu'il s'agissait d'une source de dynamisme pour les recettes régionales** :

- l'évolution, de la part de **nouvelle taxe d'apprentissage** (NTA) entrant dans la constitution de la ressource régionale à l'apprentissage (RRA), repose sur la croissance de la masse salariale (+ 2,7 %) pondérée par les effectifs en apprentissage²⁴. Sur la base d'une hypothèse prudente d'augmentation de + 1,3 % par an correspondant à l'évolution constatée sur les deux derniers exercices, la Région pourrait recevoir 243,3 M€ de taxe d'apprentissage en 2019 ;
- la part de **TICPE** qui constitue, avec la taxe d'apprentissage, la RRA, pourrait également progresser de + 3 % en 2019, soit 24,5 M€ au projet de BP 2019, dans la mesure où la loi indexe son montant sur la masse salariale du secteur privé²⁵ de l'année N-2 ;
- s'agissant des **fractions de TICPE venant en compensation des dispositifs incitatifs sur l'apprentissage**, il est fait l'hypothèse d'un périmètre constant dans l'attente de certitudes sur les conséquences financières de la réforme. Ainsi, à ce stade, il est proposé de geler leur niveau au projet de BP 2019 sur la base du montant estimé pour 2018, soit :
 - s'agissant de la fraction de **TICPE** perçue en compensation du versement des **primes aux employeurs d'apprentis**, il est attendu un produit de 30,8 M€ ;
 - s'agissant de la fraction de **TICPE** perçue en compensation de **l'aide au recrutement d'apprentis**, il est attendu un produit de 15,8 M€.

Deux recettes viennent financer la formation professionnelle (en remplacement de la « DGD formation professionnelle ») :

- les **frais de gestion de fiscalité directe** pourraient s'élever à 88,6 M€ en 2019 après 86,6 M€ estimés en 2018, soit une progression de + 2,4 %, identique à celle constatée en 2017 puis en 2018 ;
- une part de **TICPE**, dont le montant notifié par l'Etat pour 2018, égal à 38,9 M€, est reconduit, par convention, au projet de Budget 2019.

Encadré n° 4 : incidence financière de la réforme de l'apprentissage pour la Région

La loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel réforme la gouvernance et le financement de l'apprentissage, au détriment des régions.

En conséquence, les recettes dont bénéficie la Région Ile-de-France dans le cadre de sa compétence apprentissage, soit 314 M€ inscrits au projet de budget 2019, ne seront plus versées à terme. Au total :

- à compter de 2020, les régions ne percevront plus les ressources régionales pour l'apprentissage, composées de la taxe d'apprentissage (243,3 M€ pour la Région) et d'une fraction de TICPE, à hauteur de 24,5 M€ pour la Région (art 34 et 37 de la loi précitée) ;
- s'agissant des deux fractions complémentaires de TICPE, calculées en compensation des versements par la Région des primes d'aide aux apprentis au sein des entreprises de moins de

²⁴ Cf. Article L 6241-2 du code du travail « la fraction régionale pour l'apprentissage, est versée au Trésor public avant le 30 avril de l'année concernée, par l'intermédiaire des organismes collecteurs de la taxe d'apprentissage mentionnés au chapitre II du présent titre IV. Le montant de cette fraction est égal à 51 % du produit de la taxe due ». Le taux de la taxe d'apprentissage est de 0,68 % de la masse salariale.

²⁵ Article 29 de la loi n°2014-1654, LFI 2015, « A compter de 2016, le montant de cette part est indexé, pour chaque année considérée, sur la masse salariale du secteur privé de l'avant-dernière année mentionnée au rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances de l'année. »

11 salariés et pour les contrats d'apprentissage supplémentaires dans les entreprises de moins de 250 salariés (46,6 M€ au total), cette recette devrait s'éteindre progressivement. La prime par contrat d'apprentissage supplémentaire est abrogée dès le 1^{er} janvier 2019, et la loi prévoit que celle versée par année de formation, s'agissant des TPE, continuera d'être versée jusqu'au terme des contrats d'apprentissage conclus avant le 1^{er} janvier 2019 (art. 27 de la loi précitée).

Ces recettes permettaient à la Région d'assurer son rôle en matière d'apprentissage.

Il convient par ailleurs de relever que les régions se voient amputer de l'intégralité de la recette de taxe d'apprentissage, alors qu'une composante relative à cette recette relevait d'un transfert de compétences au titre de la formation professionnelle. A la demande des régions, l'Etat a accepté d'engager une négociation sur la compensation de recettes²⁶.

La loi maintient la possibilité pour les régions de poursuivre le financement des CFA, sur une base volontaire et dès lors que des besoins d'aménagement du territoire et de développement économique qu'elles identifient le justifient (article 6 211-3 révisé du code du travail). Les modalités d'intervention des régions sont incertaines à ce stade. « France compétences », institution nationale créée par la loi, chargée de la régulation de la formation professionnelle continue et de l'apprentissage, versera aux régions des fonds à ce titre, selon des critères fixés par décret en Conseil d'Etat, pris après concertation avec les régions (art. 36 de la loi précitée). Quoi qu'il en soit, la participation des régions à l'apprentissage et les dotations qu'elles reçoivent à ce titre seront sans commune mesure avec la situation actuelle.

Il est prévu pour la **fraction régionale de TVA** (ex DGF) une évolution de + 2,3 % par an, soit un produit qui s'élèverait (sur la base du montant de DGF 2017) à 499 M€ en 2019. Cela correspond à une progression de + 12 M€ par an²⁷. Il convient de relever que cette progression de + 2,3 % devrait être celle qui sera constatée pour l'exécution 2018 de cette recette.

La **taxe sur les droits de mutation de locaux professionnels**, créée en loi de finances rectificative pour 2015²⁸ afin de compenser la perte de recette occasionnée par la réforme de la redevance sur la création de bureaux désormais taxe (TCB-IDF), pourrait être exécutée à hauteur d'environ 60 M€ en 2018. En l'absence de recul sur le dynamisme de cette taxe, il est proposé de figer à 60 M€ le produit de cette taxe au projet de budget 2019.

Pour le produit de la **taxe sur les certificats d'immatriculation de véhicules** (taxe carte grise), il est proposé de retenir le montant encaissé constaté en 2017, soit 332 M€ au projet de budget 2019. **Cette recette est en effet moins dynamique en Ile-de-France que sur le reste du territoire** : les immatriculations de véhicules particuliers neufs - qui expliquent près du tiers du produit de la taxe sur les cartes grises - ont par exemple progressé de + 4,9 % au niveau national sur 2017, alors qu'elles ont été quasi-stables en Ile-de-France (+ 0,1 %).

Encadré n° 4 : la Région a choisi une fiscalité écologique incitative

Afin de soutenir et de promouvoir des comportements vertueux en matière écologique, ou pour soutenir des catégories de population fragiles ou vulnérables, la Région met en place, dès que la loi le lui permet, des mécanismes d'exonération de recettes fiscales.

C'est par exemple le cas avec les recettes de cartes grises. La Région a décidé de ne pas appliquer la taxe sur les certificats d'immatriculation pour les acquéreurs de véhicules fonctionnant, exclusivement ou non, au moyen de l'énergie électrique, du gaz naturel (GNV) ou du gaz de pétrole liquéfié (GPL), ou de véhicules spécialement équipés pour fonctionner au moyen du super éthanol E85, comme le lui autorise la loi. Cette moindre recette correspond à environ 8,5 M€ pour 2017, et le coût de cette mesure augmente rapidement avec l'accroissement du parc de véhicules propres.

La Région a également décidé de ne pas appliquer de taxe sur les permis de conduire, mesure qui vise à ne pas alourdir les charges fiscales pour les jeunes conducteurs.

²⁶ Rencontre entre le Premier ministre et les présidents de Région, vendredi 19 octobre 2018.

²⁷ Compte tenu des fortes incertitudes entourant cette prévision, il s'agit d'une hypothèse plus prudente que les estimations de TVA versées aux régions qui ont été réalisées dans le cadre du PLF 2019.

²⁸ Article 50 de la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015. Taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière exigibles sur les mutations à titre onéreux de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage.

- la **taxe sur les bureaux** (TSB, ex-FARIF) est désormais perçue à hauteur de 212,9 M€ par an. Pour rappel, la revalorisation de 30 M€ du produit plafond que la Région peut percevoir en application de l'article L 4414-7 du CGCT a été adoptée par l'article 147 de la LFI 2017, consécutivement aux négociations menées auprès du Premier ministre par l'Exécutif régional courant 2016 ;
- s'agissant de la **fraction régionale ex modulation « 2007 »**²⁹, une baisse du produit a pu être constatée, passant de 83 M€ en 2015 à un niveau estimé à 70 M€ en 2018. Il est proposé de retenir pour le projet de budget 2019 ce montant stable de 70 M€, et donc de ne pas appliquer de dynamique sur cette fraction de TICPE.

Les fractions de TICPE dédiées à la compensation des transferts de compétence

- La **TICPE - droit à compensation** est inscrite pour le projet de budget 2019 au niveau de la prévision d'exécution 2018, soit 893 M€. Ce montant est fondé sur la tranche 2018 mentionnée dans l'instruction de la DGCL du 18 janvier 2018. Il intègre :
 - o l'estimation à hauteur de 2,5 M€ au titre des charges nouvelles liées aux revalorisations des indemnités de stage des étudiants infirmiers et de 4 M€ au titre des bourses des formations sanitaires et sociales ;
 - o la **compensation des transferts de compétences résultant de la loi MAPTAM**³⁰ **et de la loi NOTRe**³¹, qui s'élèverait à 4,3 M€ liée au transfert de compétences de l'Etat en matière de gestion des fonds européens, au transfert de la gestion des CREPS et au transfert du dispositif NACRE (accompagnement création/reprise d'entreprises).

Les dotations de l'Etat de la section de fonctionnement

Les **dotations de l'Etat affectées à la section de fonctionnement correspondent désormais à une part résiduelle des recettes régionales**, elles représenteraient 0,2 % (8,8 M€) des recettes permanentes de fonctionnement dans le cadre du BP 2019 alors qu'elles représentaient 15 % au BP 2017. Cette modification de la structure des recettes est pour l'essentiel liée à la bascule de la DGF en fraction de TVA en 2018.

- La **dotation générale de décentralisation** (DGD), destinée à compenser une part des compétences transférées aux collectivités locales dans le cadre des lois de décentralisation, a été très largement réduite avec la suppression de sa composante ICF, indemnité compensatrice forfaitaire, dans le cadre de la réforme du financement de l'apprentissage en 2014³². Le montant prévu pour 2019 correspond à la recette perçue en 2018 (8,8 M€).

²⁹ Pour rappel, par un amendement du Gouvernement repris à l'article 89 de la loi de finances rectificative pour 2016, il a été mis fin, à compter du 1^{er} janvier 2017, au dispositif de modulation par les régions de la taxe sur les supercarburants et le gazole. Une fraction a été arrêtée correspondant au niveau du plafond de modulation, soit 1,77 € par hectolitre s'agissant des supercarburants sans plomb (y compris E10) et 1,15 € par hectolitre s'agissant du gazole.

³⁰ Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM).

³¹ Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (Loi NOTRe).

³² Jusqu'en 2013, les entreprises employant des apprentis recevaient sous certaines conditions une prime par apprenti, dénommée indemnité compensatrice forfaitaire (ICF). Cette prime était versée par les régions, qui recevaient en compensation une recette sous forme de DGD. C'est à l'occasion de la loi de finances pour 2014 que le régime des aides versées aux entreprises employant des apprentis a été modifié, avec notamment la suppression des indemnités compensatrices forfaitaires.

Les recettes diverses de la section de fonctionnement

Les recettes diverses de la section de fonctionnement prévues pour 2019 pourraient s'établir globalement à 138,9 M€, soit un montant en hausse par rapport au BP 2018, la progression reflétant notamment le **démarrage du Plan d'Investissement dans les Compétences** :

- en ce qui concerne les **recettes sur créances**, les produits d'intérêts associés aux créances que la Région détient à l'encontre de la RATP ainsi que de SNCF Mobilités et SNCF Réseau pourraient, compte tenu des modalités de calcul des intérêts³³ et du niveau actuel de l'index TEC 10, être nuls ;
- la **montée en charge du PIC** pourrait se traduire par une recette de 39,9 M€ pour 2019 ;
- les **fonds européens** à percevoir au titre de la programmation 2014-2020 par la **Région pour financer ses propres marchés**, pourraient s'élever à 29 M€ inscrits au projet de BP 2019 ;
- pour ce qui est des **fonds européens** à percevoir au titre de la programmation 2014-2020 dans le cadre des **nouvelles responsabilités régionales d'autorité de gestion**, il est proposé d'inscrire un montant en fonctionnement de 37,0 M€ en 2019, qui fait l'objet d'une inscription similaire en dépenses au projet de budget, conformément à l'instruction du 11 février 2015 relative au traitement budgétaire et comptable des opérations relatives aux fonds européens pour la programmation 2014-2020 ;
- les recettes au titre de la **contribution des familles aux services de restauration** dans les lycées ont baissé structurellement en raison de la réforme de la tarification et du modèle de compensation régionale applicable depuis la rentrée scolaire 2016³⁴. Il est proposé d'inscrire une recette de 6 M€ au budget 2019 ;
- les **produits financiers** (recettes de *swaps*) sont attendus à hauteur de 11,4 M€ en 2019 eu égard à l'extinction progressive des contrats de swaps à mesure de l'amortissement du capital de dette *swapée* ;
- la recette prévue au titre des **intérêts courus non échus** (ICNE), pourrait être de - 6,2 M€ en 2019, ce qui s'explique par les règles de comptabilisation des ICNE prévues par l'instruction budgétaire et comptable M71 ;
- les autres recettes diverses de fonctionnement sont évaluées à **21,77 M€** en 2019 et se répartissent comme suit :
 - o 8,0 M€ au titre du reversement de trop perçus sur les subventions de fonctionnement aux CFA ;
 - o 1,0 M€ au titre de remboursements d'assurances contractées sur les lycées d'Ile-de-France ;
 - o 0,35 M€ au titre du reversement du Fonds national de compensation du supplément familial de traitement (FNCSFT) pour les agents des lycées ;

³³ Ils sont fixés selon un taux révisable tous les ans sur la base de l'évolution de l'index TEC 10 et assortis d'une bonification nette de 175 points de base, avec un plancher à 0 %.

³⁴ Dans le cadre de la réforme du service public de la restauration scolaire des lycées publics d'Ile-de-France, avec l'application de la tarification au quotient familial, il a été décidé de supprimer la recette versée par les EPLE à la Région au titre du Fonds régional de restauration (FRR). Cette mesure est destinée à clarifier la nature des flux financiers entre la Région et les EPLE tout en respectant les règles budgétaires et comptables en vigueur, à en diminuer le volume, et à réduire le nombre des écritures comptables pour les EPLE. L'équilibre financier de la mesure est garanti par une baisse du montant de la compensation régionale relative à la tarification au quotient familial versée aux EPLE, ainsi que par la création d'une nouvelle recette « contribution restauration ». Cette nouvelle recette ponctionne la recette de restauration supplémentaire perçue par les établissements sur les repas pris, au regard du tarif de référence régional (qui correspond au coût de production d'un repas).

- o 9,5 M€ au titre des versements des départements pour les dépenses de personnels et de fluides liées au fonctionnement des Cités mixtes régionales (CMR) ;
- o 2,6 M€ au titre de la participation du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) au dispositif « 1 euro pour deux euros » ;
- o la part de TVA récupérable en fonctionnement au titre du FCTVA est estimée à 0,03 M€ en 2019, soit la reconduction de la prévision d'exécution 2018 ;
- o 0,15 M€ au titre de la participation de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) au Plan régional de prévention des déchets ;
- o 0,14 M€ au titre de la participation de l'ADEME au CODREC (contrat d'objectifs pour une dynamique régionale déchets et économie circulaire).

1.1.2. Les recettes d'investissement sont, à l'inverse, attendues en baisse

Les recettes fiscales de la section d'investissement

- le produit de la **taxe sur les constructions de bureaux**, locaux commerciaux et entrepôts (TCB-IdF) :
 - o il a été affecté par les effets de la réforme, adoptée en loi de finances rectificative pour 2015, en vigueur au 1^{er} janvier 2016. Dans la mesure où cette taxe est exigible dans un délai de trois ans suivant le fait générateur, à savoir la délivrance du permis de construire, la Région a continué de percevoir des taxes calculées selon l'ancien barème en vigueur. De surcroît, le décret d'application sur le mode de calcul de la taxe ainsi réformée n'a été publié que le 4 octobre 2017 ce qui a bloqué la chaîne de perception de cette taxe ;
 - o après un point bas constaté en 2017 (92,7 M€), le produit de cette taxe pourrait se redresser progressivement pour atteindre environ 110 M€ par an, à compter de 2019, un montant proche de la prévision de l'Etat. Il convient en effet de rester prudent, les paiements calculés selon le nouveau barème, moins avantageux pour les finances régionales, vont monter en puissance à un rythme qui est difficile à anticiper ;
 - o enfin, en 2018, la prévision d'exécution, à 110 M€, intègre le versement de 7,2 M€ correspondant au règlement d'un contentieux sur des compensations irrégulières opérées par l'Etat au détriment de la Région sur la précédente redevance 'RCB' ;
- s'agissant du produit de la modulation de **TICPE « Grenelle »**, une baisse doit être constatée, son rendement étant passé de 77 M€ en 2015 à une prévision d'exécution de 64 M€ en 2018. A ce stade, il est proposé de reconduire pour le projet de BP 2019 ce montant de 64 M€ ;
- concernant les ressources liées aux engagements financiers de la Région dans le cadre du Nouveau Grand Paris (NGP) :
 - o pour ce qui est de la **taxe additionnelle spéciale annuelle** (TASA), la Région devrait percevoir 80 M€ en 2019, correspondant au produit annuel plafond, déjà adopté par délibération du Conseil régional ;
 - o la **taxe annuelle sur les surfaces de stationnement** (TASS) est attendue à hauteur de 65 M€ au projet de BP 2019, soit un niveau plus faible que celui constaté en 2017. En effet, dans le cadre de la réforme du financement de la SGP (cf. encadré n°6 *infra*), un amendement adopté³⁵ au projet de loi de finances 2019 propose d'ôter les parkings commerciaux de l'assiette des surfaces de stationnement éligibles à la taxe perçue par la Région ; l'amendement propose de compenser la perte potentielle qui en découle par

³⁵ Amendement n°II-1492 présenté par M. Carrez et M. Giraud et adopté en 1^{ère} lecture à l'Assemblée nationale.

une majoration de la DGF, toutefois la Région ne bénéficie plus de DGF depuis 2018 (remplacement par de la TVA). Dans l'attente de précision sur l'impact de la mesure et de garantie sur les modalités de compensation, le projet de BP anticipe une légère baisse du rendement de la TASS ;

- la **taxe d'aménagement** (TA) est attendue à hauteur de 32,8 M€ au projet de BP 2019, soit un niveau prudent au regard du rendement attendu en prévision d'exécution 2018 (48 M€). Plusieurs éléments incitent en effet à la prudence : d'une part, la recette a été volatile ces dernières années et apparaît donc difficile à prévoir³⁶. D'autre part, le comptable public a demandé des versements d'indus (dont la responsabilité relève de l'Etat), pour près de 10 M€.

Encadré n° 6 : le rapport « *Ressources de la Société du Grand Paris* » (2018)

Le rapport coordonné par Gilles Carrez a été remis au Premier ministre début septembre. Il vise à construire une trajectoire financière soutenable pour la Société du Grand Paris (SGP) au regard notamment de la révision des coûts du projet du Grand Paris Express (GPE). Dans ce cadre, le rapport identifie des ressources supplémentaires pour la SGP avec les caractéristiques suivantes : principe d'iso-fiscalité (pas de nouvelles taxes) et d'un financement francilien ; mise à contribution de toutes les parties prenantes au financement de la SGP ; possibilité de mise en œuvre d'un premier jeu de mesures dès le projet de loi de finances pour 2019.

D'une manière générale, le rapport s'attache à redéployer et à créer plus de dynamisme sur des recettes existantes (notamment TSB, TSE, taxe de séjour), pour un montant à hauteur de 200 à 250 M€ de recettes supplémentaires, au seul bénéfice de la SGP. Parmi les pistes évoquées pour dégager de nouvelles ressources, plusieurs sont susceptibles d'avoir un effet sur les recettes régionales et cela dès 2019 :

- **Proposition d'intégrer la Taxe Additionnelle sur les Surfaces de Stationnement (TASS) au sein de la Taxe sur les Bureaux (TSB) :** la TASS, perçue exclusivement par la Région, serait supprimée en tant que telle, et la Région serait compensée en contrepartie par une hausse du plafond sur la TSB à due concurrence (213 M€ actuellement). Dans cette configuration, la Région perdrait donc le bénéfice de la dynamique de la TASS. En outre, la TASS étant une recette d'investissement, son intégration au sein de la TSB soulève la question de son imputation en section de fonctionnement. Au-delà, le rapport propose de revoir les modalités d'indexation de la taxe et du dézonage tarifaire actuellement mis en place, afin d'améliorer la dynamique de la taxe.

Deux amendements présentés au projet de loi de finances 2019 et votés par l'Assemblée nationale en 1^{ère} lecture ont retenu un mécanisme différent :

→ l'amendement II-1492 transfère la dynamique de la TASS. L'exposé sommaire indique que : « *Le présent amendement vise à **affecter à la Société du Grand Paris (SGP) la dynamique de la taxe annuelle sur les surfaces de stationnements, conformément aux recommandations de la mission menée sur le modèle économique de la SGP. La région d'Île-de-France, affectataire actuel de la taxe, continuera à en bénéficier dans la limite de 66 M€, correspondant au rendement actuel de cette taxe. Au-delà de ce montant, le solde du produit de la taxe est affecté à la Société du Grand Paris.*** »

La Région perdra donc toute dynamique sur la TASS. Or en 2018, à fin octobre, l'exécution s'élève à 68,2 M€.

→ l'amendement II-1993 indique que **l'assiette de la TASS ne comprend plus les parkings commerciaux qui sont intégrés à la TSB**, « *pour éviter une double imposition, ils ne seront plus soumis à la taxe annuelle sur les surfaces de stationnement appliquée en Île-de-France* ». Et les tarifs feront désormais l'objet d'une évolution plus favorable puisque fonction de l'indice des prix prévisionnel hors tabac et non fonction de l'indice du coût de la construction.

³⁶ 34 M€ en 2014, puis 52 M€ constaté en 2016, puis 43 M€ en 2017.

- **Proposition de création d'une part régionale à la taxe de séjour** : le rapport l'évalue à 30 M€ sur une hypothèse d'une part régionale à 30 % de la taxe séjour. Il estime qu'elle revêt un fort potentiel de dynamisme (en lien avec un élargissement potentiel de l'assiette, par exemple sur les plateformes de location). Cette recette serait votée par la Région tout en étant exclusivement destinée à la SGP, soit *via* une convention, soit *via* une baisse du plafond de TSB pour la Région.

→ l'amendement II--1994 voté en 1^{ère} lecture par l'Assemblée nationale vise à créer une taxe additionnelle régionale de 15 % à la taxe de séjour dans la région d'Île-de-France. Elle serait obligatoire et ne nécessiterait pas de délibération du conseil régional d'Île-de-France. Cette surtaxe ne s'appliquerait qu'à la taxe communale ou intercommunale et ne tiendrait pas compte de la taxe additionnelle perçue par les départements. Elle serait prélevée uniquement sur le territoire des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ayant institué la taxe de séjour ou la taxe de séjour forfaitaire. Les communes et les EPCI seront chargés du recouvrement de la taxe additionnelle régionale et devront la verser directement à la SGP.

Le rapport prévoit d'autres mesures sans incidence toutefois sur les recettes régionales : une nouvelle indexation et un redéploiement de la Taxe Spéciale d'Équipement (TSE) perçue par l'établissement public foncier régional vers la SGP, l'élargissement de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) à l'ensemble des matériels roulants sur le GPE, affecté à la SGP. A plus long terme, le rapport propose des mesures visant à renforcer la fiscalité pour les usagers de la route (fraction supplémentaire de TICPE, péage urbain, vignette...), et en identifiant des supports susceptibles de capter la valorisation foncière créée par le GPE.

Les dotations de l'Etat

- La **dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)** perçue par la Région est figée depuis 2008. La loi de finances initiale pour 2012, dans son article 30, a en effet pérennisé la reconduction des dotations 2008 pour chaque région en mettant un terme « *à compter de 2009* » à l'indexation selon le taux prévisionnel de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques de l'année de versement. Toutefois, compte tenu des fortes tensions démographiques en Ile-de-France, la présidente de la Région a alerté le ministre de l'Intérieur et des collectivités territoriales en demandant d'indexer l'évolution de la DRES sur la croissance démographique en Ile-de-France (+ 6 % depuis 2008). Au terme de la réponse du ministre d'Etat fin août 2018, une expertise est en cours au sein de la direction générale des collectivités locales. A ce stade, il est donc prévu que la Région perçoive, comme les années précédentes, un montant gelé à 86,1 M€ au projet de budget 2019. Ce gel est très défavorable pour la Région Ile-de-France : le montant perçu de DRES rapporté au nombre d'enfants scolarisés était de 219 € en 2008 pour tomber à 206 € en 2017. Compte tenu de la croissance démographique qui s'est traduite sur la dernière décennie par un besoin de près de 2 nouveaux lycées par an en Ile-de-France, la DRES suffit juste à faire face aux constructions supplémentaires alors qu'elle est affectée également aux reconstructions, aux grosses réparations et à l'équipement.

Les recettes diverses

Les recettes diverses de la section d'investissement prévues pour 2019 pourraient s'établir globalement à 229,0 M€, soit un niveau en baisse de 31,4 M€ par rapport aux crédits inscrits au BP 2018 (hors remboursements anticipés de créances).

- En ce qui concerne les **recettes sur créances**, il est attendu un remboursement du capital restant dû à hauteur de **38,1 M€** au projet de BP 2019.
- Pour ce qui est des **fonds européens** à percevoir au titre de la programmation 2014-2020 dans le cadre des nouvelles responsabilités régionales d'autorité de gestion, il est proposé d'inscrire en investissement un montant de 9,8 M€ en 2019, équilibré en recettes et en dépenses.

- Le produit des **amendes de police** pour 2018 a été notifié à la Région par la Préfecture en avril dernier pour un montant de 69,4 M€, soit un montant supérieur à celui constaté en 2016 et en 2017 (63,9 M€). A compter de 2019, la dépenalisation des amendes (cf. encadré des orientations budgétaires 2018, page 20)³⁷ aura pour la première année un impact sur les recettes de la Région, le produit étant assis sur les forfaits recouvrés l'année précédente, donc en 2018. Si la loi prévoit bien le principe d'une compensation de l'impact financier de cette réforme, elle ne précise pas quelle année servirait de référence pour le niveau de garantie plancher. A ce stade il est prévu une recette conservatoire, de 64 M€ au projet de budget 2019, fondée *au minimum* sur une garantie plancher à 32 M€, soit le montant des amendes de stationnement perçu par la Région en 2017. La Présidente de la Région a écrit (le 18 septembre 2018) au ministre de l'intérieur afin d'obtenir des précisions sur le mécanisme de compensation.
- La part de TVA récupérable au titre du **FCTVA** est estimée à 95 M€ pour le projet de BP 2019, en hausse de 5 M€ par rapport au budget primitif 2018 :
 - o cette progression illustre la **réorientation à long terme de la politique d'investissement de la Région à la place des dépenses de fonctionnement**. Il est précisé que la recette de l'année N concerne la TVA acquittée sur les dépenses d'investissement de l'année N-1 ;
 - o par prudence, le montant inscrit au projet de BP 2019 est légèrement inférieur à celui de l'exécution 2018 (99,4 M€) : il convient en effet d'être prudent car la réforme relative à l'automatisation de ce fonds (article 156 de la loi de finances initiale pour 2018) devrait modifier l'assiette des investissements éligibles. Cette réforme, dont l'entrée en vigueur a été décalée d'un an au 1^{er} janvier 2020 (article 80 du projet de loi de finances pour 2019), permettra d'automatiser la gestion du FCTVA par un recours à une base comptable des dépenses engagées et de mises en paiement permettant la dématérialisation quasi intégrale de la chaîne de dépense.
- Les autres recettes diverses d'investissement sont évaluées à 22,18 M€ pour le projet de budget 2019, dont le montant se répartit comme suit :
 - 4,5 M€ au titre des cofinancements de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour la création d'internats de proximité dans les lycées franciliens ;
 - 0,5 M€ au titre des reversements de trop-perçus sur les avances versées aux établissements publics locaux d'enseignement (EPL) ;
 - 2,0 M€ au titre des reversements des mandataires dans le cadre des bilans de fin de mission ;
 - 10,3 M€ correspondant à une partie des versements d'une recette exceptionnelle de 25,8 M€ au total en provenance des anciennes DDE (versement de trop-perçus en tant que mandataires sur les lycées), l'autre partie étant attendue sur 2018 ;
 - 4,88 M€ au titre des reversements des Départements pour les travaux dans les CMR.

*

³⁷ La réforme de la dépenalisation et la décentralisation du stationnement est inscrite dans la loi MAPTAM (Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) de 2014. L'objectif de cette réforme est de faire du stationnement et de sa réglementation un outil en matière de politique de mobilité et d'aménagement urbain. A partir du 1^{er} janvier 2018, ce sont donc les communes et les EPCI qui établiront par délibération le tarif du forfait de *post-stationnement*- et non plus d'amende- applicable en cas d'absence de paiement spontané de la redevance. Leurs agents notifieront en outre aux automobilistes concernés les montants des forfaits de *post-stationnement* dus.

Dans les orientations budgétaires pour 2019, les recettes régionales ont également été présentées **sous l'angle d'une nomenclature adaptée**. Cette nomenclature *ad-hoc* regroupe les recettes régionales en six grandes familles :

1. les recettes fiscales liées à l'**activité économique** (CVAE, TVA, taxe d'apprentissage assise sur la masse salariale) ;
2. les recettes, principalement fiscales, liées à l'**automobile** (cartes grises, fractions « modulation 2007 » et « Grenelle » de TICPE, amendes de police) ;
3. les recettes fiscales liées à l'**urbanisme** et à l'**immobilier** (taxe sur les bureaux, droits de mutation des locaux professionnels, taxe sur la création de bureaux, taxe d'aménagement, taxe annuelle sur les surfaces de stationnement, taxe additionnelle spéciale annuelle) ;
4. les **dotations** ou **quasi-dotations de l'Etat** (IFER, frais de gestion de fiscalité directe, droits à compensation, dotation générale de décentralisation, dotation régionale d'équipement scolaire) ;
5. les financements liés aux **résultats** des politiques régionales ;
6. et, pour ce qu'il n'a pas été possible de rattacher à l'une des catégories susmentionnées, la catégorie **divers**.

Cette décomposition a permis de faire ressortir les quatre constats suivants :

- les **recettes assises sur l'activité économique représentent, à compter de 2018, plus du tiers des recettes globales**, en conséquence de la substitution d'une fraction de TVA à la dotation globale forfaitaire (DGF). Elles représentaient, jusqu'en 2017, moins du quart des recettes globales ;
- **près d'un tiers des recettes dépend toujours de dotations ou de quasi-dotations** ou est conditionné à des dépenses ;
- **un dernier tiers** relève pour moitié de l'**automobile** au sens large (carte grise...) et pour moitié du **secteur de l'urbanisme et de l'immobilier** ;
- tendanciellement, le poids des recettes assises sur l'activité économique a augmenté du fait de la progression de la CVAE qui concentre l'essentiel de la dynamique des recettes régionales sur l'horizon de la projection (*cf. supra*).

Cette présentation fonctionnelle est précisée dans le tableau ci-après.

	2016CA	2017BP	Part %					
			CA 2017	BP 2018	2018 prev	2019 prev	2020 prev	2021 prev
Recettes fiscales liées à l'activité économique	21%	22%	25%	34%	35%	37%	37%	38%
Recettes assimilables à des dotations ou quasi-dotations	43%	38%	41%	28%	30%	29%	29%	29%
Recettes liées à la "consommation" automobile	13%	13%	13%	13%	13%	13%	12%	12%
Recettes fiscales liées à l'urbanisme et à l'immobilier	15%	13%	13%	13%	14%	13%	13%	13%
Financements fonction des résultats des politiques régionales	3%	6%	5%	5%	5%	6%	6%	6%
Divers	5%	9%	4%	6%	4%	2%	2%	2%
Total recettes (hors emprunts et excédent N-1)	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Calculs : recettes y compris fonds européens, PIC et remboursement anticipé de créances.

Source : direction des finances – Région Ile-de-France.

1.2. Les dépenses d'investissement dépassent désormais les dépenses de fonctionnement

D'une manière générale, selon les dernières données disponibles (exécution 2017), la Région Ile-de-France est la **seule Région française a avoir diminué en valeur absolue ses dépenses**. Au-delà, c'est également la seule Région a avoir diminué ses **dépenses de fonctionnement**³⁸.

1.2.1. Le fonctionnement en baisse pour des investissements en hausse

L'accélération des projets d'investissement s'est traduite en 2018 par un nouveau record d'affectations. Les **autorisations de programme (AP) affectées** devraient dépasser le niveau 2017 (1 824 M€) pour se situer autour de **1 856 M€, soit un niveau inégalé depuis 2009**. Dans cette phase de reprise de l'investissement, l'exécution des crédits de paiement d'investissement (CPi) s'établira pour l'année 2018 logiquement à un niveau moindre que celui des autorisations de programme affectées, autour de **1 400 M€**. Ce décalage, classique, résulte du caractère dissocié des crédits d'investissement : leur paiement est généralement étalé et intervient plusieurs années après leur engagement (*cf.* encadré *infra*).

Encadré n° 7 : le traditionnel décalage temporel entre les engagements et les paiements en matière d'investissements

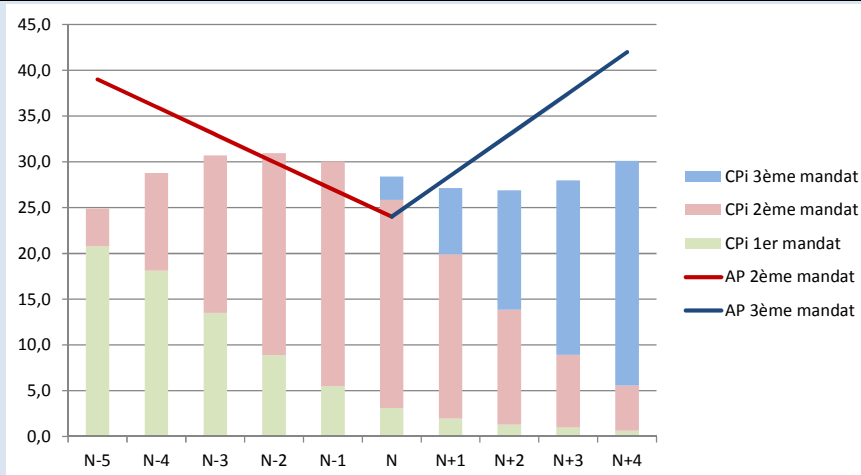
La comptabilité d'engagement permet de suivre les engagements juridiques pris par la Région.

Les restes à mandater (RAM) sont la conséquence normale de la structure du budget régional, composé en grande partie de crédits dissociés entre les engagements et les paiements. Ces RAM correspondent ainsi aux engagements pris par la Région et qui n'ont pas encore été couverts par des paiements. A une date donnée, le stock de RAM mesure le besoin de crédits de paiement pour les années à venir, indépendamment des engagements nouveaux qui pourraient être pris.

Les crédits de fonctionnement sont en général non dissociés, c'est-à-dire que les paiements annuels (CPf) sont égaux aux engagements annuels (AE). Les crédits d'investissement sont en revanche majoritairement dissociés, leur paiement (CPi) est souvent étalé et intervient jusqu'à plusieurs années après leur engagement (AP). Les grands projets d'infrastructure de transports, par exemple, peuvent mettre jusqu'à 12 à 15 ans avant d'être achevés.

Ainsi, en année N, quel que soit le montant d'engagement annuel, la majorité des paiements de l'année est liée aux engagements pris les années précédentes. Environ 10 % des engagements de l'année N donnent lieu à des paiements la même année, le reste sera payé progressivement les années suivantes. Lorsqu'une région connaît une accélération de ses projets d'investissement : la traduction est immédiatement visible en engagement (AP), mais interviendra en paiement avec un décalage de 3 à 4 ans (*cf.* graphique illustratif en M€ *infra*).

³⁸ Données CA 2017, France métropolitaine, hors Corse.



Source : Pôle Finances sur données région Ile-de-France

Notes de lecture du graphique :

- Les paiements liés aux engagements pris lors de la 1^{ère} mandature (N-10 à N-6), en vert clair dans notre exemple, s'étendent jusqu'à la fin de la période présentée, soit près de 15 ans après les premiers engagements.
- Les engagements de la 2^{ème} mandature (N-5 à N-1) sont représentés par la ligne rouge foncé. Les paiements associés à ces engagements, en rose, ne deviennent majoritaires par rapport aux paiements de la mandature précédente qu'après 3 ans.
- Les engagements de la 3^{ème} mandature (N à N+4) sont représentés par la ligne bleu foncé. Les paiements associés sont minoritaires jusqu'en année N+3, soit la 4^{ème} année de cette mandature.

Dans notre exemple, la 2^{ème} mandature se caractérise par un recul de l'investissement, quand la 3^{ème} montre une reprise très nette. Ce décalage entre engagement et paiement conduit à ce que la reprise d'investissement en engagement est d'abord corrélée, pendant les trois premières années du mandat, à un léger reflux des paiements, avant d'accélérer lors de la 4^{ème} année.

En fonctionnement, les **autorisations d'engagement (AE) affectées**, hors FEADER exécuté par l'Agence de services et de paiement (ASP), devraient être **inférieures à 2 130 M€** fin 2018. Les crédits de paiement de fonctionnement (CPF) hors FEADER, devraient être exécutés à **2 575 M€**.

Encadré n° 8 : l'encadrement de la progression des dépenses de fonctionnement

L'article 29 de la loi n° 2018 - 32 de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2018 à 2022 introduit une norme assortie de la possible signature de contrats, au plus tard au 30 juin 2018 et pour une durée de trois ans (2018 - 2020), afin de cadrer la progression des dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales. La norme de référence est fixée à 1,2 % avec trois malus et trois bonus potentiels, chacun de 0,15 %. Cette norme s'applique sur les crédits de paiement de fonctionnement (CPF) et non sur les autorisations d'engagement (AE).

Ce système comporte des limites fortes. Il ne tient pas compte des efforts passés, cas de la Région Ile-de-France depuis 2015, comme relevé par la Cour des comptes et les agences de notation notamment. En outre, le contrat envisagé dans la LPFP est asymétrique. En effet, les engagements pris ne concernent que les collectivités. Pour sa part, l'Etat se contente de moduler l'intensité de la sanction qu'il impose à la collectivité si celle-ci ne respecte pas ses engagements. L'ensemble de ces raisons expliquent que la Région Ile-de-France ait refusé de signer le contrat proposé.

Le préfet de la Région Ile-de-France a notifié à la Région « un niveau maximal annuel de dépenses réelles de fonctionnement ». Il correspond à une progression annuelle maximale de ces dépenses de

1,14 %, évolution sensiblement inférieure aux prévisions d'inflation retenues par le Gouvernement. Pour 2018, le montant fixé par l'Etat est 2 662 M€.

Même si la Région n'a pas choisi de contractualiser, il s'agit d'une contrainte forte. A titre d'illustration, le quantum de progression des dépenses de fonctionnement autorisée par l'Etat est inférieur à la progression spontanée des dépenses obligatoires de fonctionnement de la Région, en particulier dans un contexte de regain d'inflation non anticipé dans les documents budgétaires nationaux.

Le projet de budget 2019 prévoit le **maintien d'un budget d'investissement à haut niveau**, avec un montant de **2 076,18 M€ en autorisations de programme (AP)**, soit **+ 6,9 %** par rapport au niveau du budget primitif 2018 (1 944,82 M€) et **+ 34 %** par rapport à l'exécution 2015, et de **1 886,06 M€ en crédits de paiement pour les dépenses réelles**, soit un niveau comparable à celui des budgets primitifs 2017 et 2018.

Ce projet s'inscrit dans la **poursuite de la démarche de maîtrise des dépenses régionales de fonctionnement engagée depuis 2016**. Le niveau des autorisations d'engagement s'établit à 2 178,91 M€ et celui des crédits de paiements à 2 606,42 M€. A périmètre constant, hors fonds européens, Plan d'investissement dans les compétences (PIC) et Plan 500 000, **les autorisations d'engagement (AE) s'établissent à 2 011,46 M€**, en baisse de **- 2 %** par rapport au budget primitif 2017 (2 052,59 M€) et de **-14 %** par rapport à l'exécution 2015.

Le Contrat de Plan Etat Région 2015 - 2020 et les CPIER³⁹

Le **Contrat de plan Etat - Région (CPER)** pour la **période 2015 - 2020** a été signé entre l'Etat et la Région le 9 juillet 2015. Le montant total contractualisé entre l'Etat et la Région s'élève à **7 330 M€** dont **2 902 M€ pour la part Etat** (40 % du volume contractualisé) et **4 428 M€ pour la part régionale (60 % du volume contractualisé)**, auxquels s'ajoutent les financements au titre de la Société du Grand Paris et d'autres financeurs (bloc local et opérateurs de l'Etat).

Le précédent Gouvernement a cependant souhaité lancer une revoyure des contrats de plan Etat - Régions 2015 - 2020, approuvée lors de la séance de décembre 2016 du Conseil régional. Pour le CPER Ile-de-France, cette revoyure a porté sur les volets « Mobilité multimodale » et « Enseignement supérieur et recherche, innovation numérique et emploi », portant l'enveloppe des moyens mobilisés par l'Etat et par la Région respectivement à 2 917,1 M€ et à 4 448,5 M€, soit un total de 7 365,6 M€.

Sur les CPER, **en 2 ans, la Région s'est substituée à l'Etat pour le financement du Train-Tram Massy-Evry (50 M€) et l'électrification de la ligne P Paris-Provins-Troyes (23 M€)** pour permettre d'avancer sur ces projets structurants. Des incertitudes pèsent sur la capacité de l'Etat à être au rendez-vous des projets à financer en 2019.

Les engagements de la Région se répartissent en six grands volets⁴⁰ :

- **3 456,7 M€** sur le volet 1 « **Mobilité multimodale** » (soit 77,7 % du montant total des engagements régionaux sur ce contrat après clause de revoyure) ;
- **394 M€** sur le volet 2 « **Enseignement supérieur et recherche et innovation** » (soit 8,9 % du montant total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- **158 M€** sur le volet 3 « **Transition écologique et énergétique** » (soit 3,5 % du total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- **103 M€** sur le volet 4 « **Numérique** » (soit 2,3 % du total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- **15 M€** sur le volet 5 « **Innovation, Filières d'avenir, et emploi** » (soit 0,3 % du total des engagements régionaux initiaux sur ce contrat) ;
- **323 M€** sur le volet 6 « **Volet territorial** » (soit 7,3 % du total des engagements régionaux initiaux sur ce contrat).

³⁹ Les contrats de plan interrégionaux (CPIER) : Plan Seine et Vallée de la Seine.

⁴⁰ Auxquels s'ajoute un volet 7 « Prospectif » pour lequel aucune dotation n'est prévue au contrat.

Au cours de l'année 2017, 661 M€ d'autorisations de programme et d'engagement ont été affectés au titre du CPER 2015-2020, ce qui représente 36,8 % des engagements régionaux. **L'année 2018 devrait être marquée par des affectations à hauteur de 740 M€, portant à près de 54,4 % le niveau des engagements régionaux au titre de ce contrat à l'issue de sa troisième année d'application.**

La prospective financière table sur un objectif minimum d'investissement de **780 M€ de crédits d'investissement sur les trois principaux volets** (transports, enseignement supérieur et territoire qui représentent 94 % du montant global) **en 2019** afin de conforter le rythme de programmation.

Une annexe de l'exposé des motifs détaille les crédits afférents au CPER 2015-2020.

*

1.2.2. Un rééquilibrage au profit des dépenses obligatoires

Les **dépenses obligatoires de fonctionnement** représentaient un montant global de **2 032 Md€** en crédits de paiement (CPF) au budget primitif 2018, soit **79 %** des dépenses sectorielles de fonctionnement (2 577 Md€). **Pour 2019, ce montant représentera 80 %**, soit un montant de **2 064 Md€** en progression de **+ 1,6 %** par rapport au budget 2018.

	CA2017	BP 2018	Prév. 2018	Projet de BP 2019
Contribution à IDFM	646	651	651	661
Ressources humaines*	451	465	461	469
Lycées**	232	229	235	232
Formation professionnelle et apprentissage ***	510	488	464	503
Formations sanitaires et sociales	190	199	196	200
Total dépenses obligatoires	2 028	2 032	2 006	2 064

Evolution des dépenses obligatoires de fonctionnement

* Correspond aux dépenses du budget sectoriel

** Hors autres services périscolaires et annexes non obligatoires (aides sociales, schéma des formations)

*** Soutien aux missions locales, Actions VAE, Accès aux savoirs de base, Formations qualifiantes, Rémunération des stagiaires

Les dépenses régionales suivantes devraient progresser en 2019 :

- en matière de **transports**, une progression de la contribution à Ile-de-France Mobilité (IDFM) à hauteur de +1,5 % par rapport au niveau 2018 ; ce niveau de 1,5 % correspond à la moyenne entre la prévision de hausse de l'indice des prix à la consommation pour 2019 prévue par le Gouvernement (1,4 %) et le « *Consensus Forecasts* » de septembre dernier (1,6 %) ;
- une stabilisation tendancielle du volume des dotations aux **lycées publics**, en tenant compte de la baisse des crédits sur les prestations chauffage ;
- l'évolution des dotations aux **centres de formations sanitaires et sociales**, sous l'effet principal de la dynamique salariale (GVT), les dépenses de personnel pesant en moyenne pour 80 % des charges des établissements soutenus par la Région ;
- une **dynamique des dépenses de personnel** estimée à + 0,9 % en 2019 par rapport au budget 2018, qui inclut notamment les effets automatiques des évolutions statutaires et indemnitaires et **l'effet en année plein de la reprise du Plan Parcours Carrières et Rémunérations (PPCR)** annoncée par le Gouvernement et prévu dans le projet de loi de finances 2019.

La dynamique de ces principaux postes de dépenses obligatoires plaide pour la poursuite de mesures d'économies d'ampleur et la rationalisation des interventions régionales.

1.2.3. La Région poursuit la modernisation de son administration

L'année 2018 a constitué une année charnière avec **l'emménagement, en début d'année, d'une partie des services du siège de la Région à Saint-Ouen.**

Au-delà de ce changement géographique, ce mouvement s'accompagne d'une **transformation profonde des modes de travail de la collectivité**, autour des valeurs fortes de l'autonomie, de la confiance et de la responsabilité. Le **télétravail** a été entièrement déployé, le travail en mode collaboratif fortement encouragé et facilité par les nouveaux outils et l'agencement des lieux. Aujourd'hui, en 2018, **1 055 agents ont opté pour le télétravail, jusqu'à deux jours par semaine, sur environ 1 400 postes éligibles.** Enfin, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) a été déployé à l'ensemble des agents du siège.

Cette année, la Région a également lancé un grand chantier de **dématérialisation des dossiers des agents** qui s'achèvera en 2019. Ainsi, la gestion de ces dossiers est simplifiée, économe en papier et plus simplement accessible pour l'ensemble des agents habilités. Cette réforme a été menée parallèlement aux opérations de préparation du prélèvement à la source qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

En 2019, la Région poursuivra l'ensemble des travaux menés en 2018. **Tous les agents du siège seront réunis à Saint-Ouen à l'horizon du dernier trimestre de 2019**, avec la livraison du second bâtiment comportant l'hémicycle, conformément à l'engagement de l'exécutif.

Les dispositifs d'**accompagnement des agents** mis en place lors de la première vague d'emménagement seront reconduits en 2019. Le renforcement de la **formation des agents** s'est poursuivi en 2018 (**+ 40 % de jours de formation dispensés à l'ensemble des agents entre 2015 et 2017**). Ce renforcement se poursuivra en 2019 avec le **maintien du budget consacré à ces actions**, et un travail continu avec le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) afin d'obtenir les meilleures conditions d'accès aux sessions de formation.

Enfin, la **rationalisation des dépenses de fonctionnement se poursuit**. La **réduction des effectifs du siège** (- 50 postes par an) entamée dès 2016 continue en 2019, accompagnée d'une étude précise des métiers, des impacts de la modernisation et de la numérisation ainsi que des possibilités de changements organisationnels afin de répartir équitablement la charge de travail entre les agents.

La **politique en matière de ressources humaines** menée dans les lycées s'inscrit dans un contexte de départs en retraite d'un niveau élevé. Ainsi, **d'ici 2022, environ le quart des effectifs des 8 500 agents permanents des lycées sera renouvelé** pour maintenir à l'identique les moyens humains aujourd'hui consacrés aux **465 EPLE franciliens**. Afin de répondre à cette situation, de nombreuses actions de communication et de *sourcing* sont réalisées afin de mieux faire connaître la Région en tant qu'employeur mais également d'attirer de jeunes Franciliens, formés ou à former, vers les métiers de l'entretien, de la restauration et de la maintenance. **Ainsi, des parcours de formation dédiés sont mis en place à l'image de la « promotion jeunes professionnels » dont les effectifs seront doublés en 2019.** De même, les lycées deviennent un terrain d'accueil naturel de jeunes apprentis. Ils seront 56 en 2019 (contre 13 en 2015). En conséquence, la moyenne d'âge des agents des lycées, actuellement supérieure à 51 ans, qui a augmenté sans discontinuer pendant plus de 15 ans, amorce une courbe descendante.

Parallèlement, il s'agit, en lien très étroit avec les équipes de direction des EPLE et dans le cadre de la confiance retrouvée, de mettre les bonnes forces aux bons endroits pour garantir un niveau de service satisfaisant et équitable à l'échelle du territoire. Pour ce faire, la **démarche de diagnostic d'objectivation des moyens en matière de ressources humaines en lycée se poursuivra en 2019 dans environ 180 établissements supplémentaires.**

La volonté affirmée de mieux reconnaître les fonctions parfois difficiles d'encadrement dans les lycées se matérialise également par **l'ouverture de nouveaux postes au grade d'agent de maîtrise, alors que plus de 100 agents-chefs ont déjà bénéficié de cette promotion en 2018.**

De même, la Région, après avoir repris à son compte en 2017 l'attribution des équipements de protection individuelle, poursuit ses efforts d'amélioration des conditions de travail des agents avec la livraison des chariots de nettoyage de nouvelle génération entamée fin 2018. **D'ici 2021, l'ensemble des agents d'entretien des lycées sera doté d'un matériel ergonomique induisant une méthode de nettoyage efficace et respectueuse de l'environnement.** Toutes ces mesures visent notamment à réduire l'absentéisme en augmentant la qualité de vie au travail des agents concernés. L'absentéisme de courte durée a déjà diminué de - 1,5 % entre 2016 et 2017.

Plus généralement, le travail conséquent de **reclassement des agents frappés d'inaptitude se poursuivra.** Le **Parcours d'Evolution Professionnelle Spécifique (PEPS)**⁴¹, pour lequel la Région s'est vu décerner le prix de l'inclusion par la préfecture, sera étendu à des fonctions d'accueil en lycée afin de permettre à des agents de trouver un second souffle dans leur carrière tout en demeurant affectés à un EPLE.

*

Au total, les dépenses de fonctionnement de l'institution régionale sont en légère progression entre le BP 2018 (**195,36 M€**) et le BP 2019 (**198,71 M€**). Cette évolution s'explique, pour partie par les dépenses consacrées aux ressources humaines qui progressent mécaniquement, en dépit des économies dégagées (*cf. infra*). A l'inverse, **les dépenses de communication sont gelées** et **les dépenses consacrées au patrimoine et à la logistique sont en baisse de plus de 5 %**, grâce notamment à la rationalisation des sites et des procédures. Surtout, **la progression la plus importante est consacrée aux systèmes d'information** (près de 18 %). Il s'agit d'une dépense nécessaire, compte tenu de l'état très dégradé des systèmes hérités, afin de mettre à niveau notre administration et apporter ainsi un meilleur service aux Franciliens.

*

Les dépenses de personnel

La Région Ile-de-France est la région pour laquelle les dépenses de personnel rapportées au nombre d'habitants sont les plus faibles⁴².

D'une manière générale, les dépenses en matière de ressources humaines, y compris celles associées aux frais de personnel, sont stabilisées par rapport à 2018. Elles sont estimées à ce stade à près de **469 M€** en 2019. Les dépenses liées à la masse salariale (hors indemnités des élus du conseil régional et des conseillers du CESER) représentent **93,8 % du budget des ressources humaines.**

Les dépenses de personnel estimées pour 2019 se décomposent de la manière suivante :

- un socle de dépenses de **473,9 M€ correspondant à la prévision d'exécution 2018 actualisée**, intégrant notamment la reprise du protocole parcours professionnel, carrière et rémunération (PPCR) suspendu en 2018 ;

⁴¹ Il s'agit d'un dispositif passerelle visant à des reconversions professionnelles d'agents issus de la filière technique vers la filière administrative. Il s'adresse plus spécifiquement à des agents des lycées en restriction d'aptitude et/ou en situation de handicap pour leur proposer un parcours d'accompagnement leur permettant d'accéder à un poste d'adjoint administratif au siège de la Région, compatible avec leur problématique médicale.

⁴² Source : « Régions de France », Commission des finances, octobre 2018.

- des **mesures d'économies à hauteur de - 5,6 M€** intégrant notamment la **suppression de 50 postes au siège**, les effets liés au jour de carence en année pleine, et la **baisse de la cotisation versée au fonds d'intégration des agents en situation de handicap dans la fonction publique**, suite à la hausse du taux d'emploi dans les effectifs régionaux ;
- des **dispositions supplémentaires à hauteur de + 0,7 M€** intégrant des créations de **57 postes** correspondant à l'ouverture d'un nouveau lycée (Lognes), une extension de surface (Courbevoie) et un travail sur de nouvelles solutions concernant la médecine professionnelle pour palier la raréfaction des médecins du travail⁴³.

La structure des dépenses prévisionnelles se décompose comme suit :

	Prévisionnel exécution 2018		Prévisionnel exécution 2019	
	Montant en €	%	Montant en €	%
Traitement indiciaire	224,6	48,7%	227,7	48,6%
Nouvelle bonification indiciaire	2,6	0,6%	2,6	0,6%
Régime indemnitaire	67,7	14,7%	68,6	14,6%
Heures supplémentaires rémunérées	0,4	0,1%	0,4	0,1%
Autres dépenses de rémunération	13,7	3,0%	14,0	3,0%
Cotisations patronales	123,9	27,0%	126,1	26,9%
Dépenses associées aux frais de personnel	27,8	6,1%	29,6	6,3%
Total	460,6	100%	468,9	100%
Avantages en nature ***	2,2	/	2,2	/

* La ligne "Autres dépenses de rémunération" comprennent notamment le supplément familial de traitement, l'indemnité de résidence, le remboursement transport, les frais de déplacement.

** Ces dépenses comprennent les indemnités des élus, des membres du CESER, ainsi que les dépenses de formation, d'action sociale, de la santé au travail et de communication interne (y compris les dépenses d'investissement).

*** Les avantages en nature ne sont pas un coût pour la collectivité. Il s'agit d'une valorisation calculée, notamment, pour l'administration fiscale.

La structure des effectifs

Concernant les effectifs⁴⁴, **ceux-ci sont estimés pour 2018 à 8 555 en moyenne sur l'année pour les agents des lycées et à 1 980 en moyenne sur l'année pour les agents du siège.**

La **poursuite de la politique de réduction des effectifs du siège** (hors compétences nouvelles) entraînera une nouvelle baisse des effectifs dans les services concernés. S'agissant des agents des lycées, l'engagement de sanctuarisation permettra une **augmentation des effectifs prévus** (+ 120 postes depuis 2016).

⁴³ Pour mémoire, les brigades régionales de sécurité (15 postes) relèvent du budget sécurité (0,6 M€).

⁴⁴ Effectifs physiques incluant les agents permanents et non permanents :

- agents permanents pris en compte : titulaires /stagiaires, agents non titulaires permanents hors remplaçants, vacataires sur postes vacants, agents en disponibilité d'office pour raison de santé ;

- agents non permanents pris en compte : collaborateurs de cabinet, collaborateurs de groupe, apprentis, vacataires accroissement temporaire / saisonnier d'activité, emplois d'avenir, autres agents (experts, stagiaires conventionnés ou non ...).

Le temps de travail

La durée du temps de travail à la Région est aujourd'hui, en 2018, de 1 607 heures par an au siège, soit la durée légale prévue par les dispositions normatives applicables. Les ambitions portées à l'occasion des orientations budgétaires et du projet de budget pour 2018 ont ainsi été concrétisées en gestion. En effet, l'année dernière, cette durée du temps de travail était de 1 568 heures par an au siège et dans les lycées, soit une progression du temps de travail de + 2,5 % sur une année.

1.2.4. La charge de la dette et les mouvements financiers diminuent de plus de 25 %

a) Opérations ayant une incidence sur l'équilibre du budget

Le montant total de crédits proposé au sein du budget primitif pour 2019 pour la **charge de la dette et les divers mouvements financiers** s'élève à **507,93 M€**, après **691,76 M€** au budget primitif 2018, soit un montant très inférieur à l'année passée puisqu'il correspond à une baisse de plus de 25 %.

S'agissant de la **seule charge de la dette**, les crédits nécessaires au BP 2019 s'élèvent à **476,43 M€** et se répartissent de la façon suivante.

En fonctionnement :

- **123,69 M€**, inscrits aux chapitres 943.66111 et 943.6688, et relatifs aux **intérêts de la dette courante pour 2019**. Il s'agit ici des charges d'intérêt brutes y compris les dépenses sur produits de gestion de la dette, les **charges d'intérêt nettes** s'élevant quant à elles à **112,27 M€** une fois déduites les recettes attendues relatives aux mêmes produits de gestion de la dette (**11,42 M€** inscrits au chapitre 943.7688) ;
- **6,47 M€** relatifs aux intérêts courus non échus à payer (ICNE) inscrits au chapitre 943.66112. Il convient de noter qu'un montant négatif de **- 6,21 M€** relatifs aux ICNE à recevoir est inscrit en recettes au chapitre 943.7622 ;

En investissement :

- **346,27 M€** relatifs à l'**amortissement de la dette**, et inscrits aux chapitres 923.16311 et 1641. Ce montant correspond au remboursement de :
 - o une **émission obligataire**, en euros, conclue en 2009, pour un montant de **200 M€** ;
 - o deux emprunts souscrits en 2014 et 2015 en euros, auprès de la **Banque Européenne d'Investissement (BEI)** pour des montants de, respectivement, **100 M€** et **24 M€** ;
 - o le remboursement de **22,3 M€** au titre des emprunts **CDC**.

S'agissant des autres chapitres financiers ayant une incidence financière réelle sur le budget, il est proposé d'inscrire un montant de **31,5 M€**, dont :

- **22 M€ en investissement** au titre des **restitutions sur taxes** : **20 M€** relatifs aux restitutions de produits de redevance/ taxe pour création de bureaux, commerces et entrepôts (RCBCE) ; **1,5 M€** au titre de restitutions de taxes d'urbanisme ; et **0,5 M€** au titre de la TASS ;
- **9,5 M€ en fonctionnement**, qui concernent :
 - o les **frais sur emprunts** et les **charges financières** pour **4,5 M€**, inscrits au chapitre 943.627 (3,0 M€), .6228 (0,9 M€), .6688 (0,5 M€) et .6182 (0,1 M€) ;

- o la **dotation aux provisions pour risques et charges de fonctionnement** : afin de prévenir les risques pour charge de fonctionnement inhérents à l'activité de la Région, notamment liés aux litiges et contentieux, une provision de **2 M€** est inscrite sur le chapitre 945 « Dotations aux provisions », nature comptable 6815 « Provisions pour risques et charges de fonctionnement » ;
- o les restitutions de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour **3 M€**.

b) Opérations sans incidence sur l'équilibre du budget

Les opérations sans incidence financière ou sans impact sur l'équilibre global du budget sont les suivantes.

Pour mémoire, l'instruction budgétaire et comptable M71, entrée en application depuis 2005, rend obligatoire l'amortissement des investissements réalisés par la collectivité à compter du 1^{er} janvier 2005.

Cette instruction précise que l'amortissement d'un bien démarre au début de l'exercice suivant la date de son entrée dans l'inventaire. La dotation aux amortissements à inscrire au budget primitif 2019 porte sur les investissements réalisés par la Région entre 2005 et 2018.

Elle est calculée sur la base des dépenses d'investissement constatées aux comptes administratifs 2005 à 2017, de l'exécution prévisionnelle des dépenses d'investissement au titre de l'exercice 2018 et des durées d'amortissement fixées par les délibérations du Conseil régional des 31 janvier 2005 (CR 03-05), 15 décembre 2005 (CR 69-05), 27 septembre 2012 (CR 45-12) et 31 mai 2018 (CR 2018-012).

Cette dotation brute est diminuée des recettes perçues par la Région au titre des fonds et des subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables.

A titre d'information, sont qualifiées de subventions rattachées aux actifs amortissables, les subventions perçues pour la réalisation d'opérations identifiées, la Dotation Régionale d'Équipement Scolaire (DRES), le produit des amendes de police, de la taxe sur construction de bureaux, de la taxe complémentaire à la taxe locale d'équipement et de la taxe sur les surfaces de stationnement.

Le montant de la dotation brute s'élève à **896,71 M€** et celui des recettes à déduire est évalué à **315,21 M€**. Au total, la dotation aux amortissements nette s'élève à **581,50 M€**.

Les écritures comptables sont les suivantes :

- la dotation brute aux amortissements constitue une charge de fonctionnement inscrite sur le chapitre 946 « Transfert entre les sections » (nature comptable 6811) ; elle est équilibrée par une recette d'investissement retracée au chapitre 926 « Transfert entre les sections » (natures comptables 280x et 281x) ;
- la reprise de la quote-part issue des fonds et subventions rattachés aux actifs amortissables se traduit par l'écriture inverse : une dépense enregistrée en section d'investissement (chapitre 926, nature comptable 139x) et une recette du même montant inscrite en section de fonctionnement (chapitre 946, nature comptable 777).

Une dotation de **339,30 M€** est inscrite sur le chapitre 925 « Opérations patrimoniales » en recettes et en dépenses.

Elle permettra d'ajuster les écritures comptables suivantes :

- Intégration des avances sur marché et des avances versées aux mandataires (nature comptable 238) désignés par la Région dès lors que ces avances sont justifiées par des dépenses réelles.
Ces mandataires sont chargés de conduire des opérations de constructions et de travaux dans les lycées, les secteurs de l'enseignement supérieur et les îles de loisirs.
Il est rappelé que le montant de **310,00 M€** qui sera intégré en 2019 sur la base des crédits inscrits au budget primitif sera éligible au FCTVA à percevoir en 2020.
- Intégration des dépenses d'études (nature comptable 2031) et de frais d'insertions (nature comptable 2033) lorsqu'elles sont suivies de travaux.
Ces dépenses seront éligibles en 2019, après ajustement des écritures comptables, pour un montant prévisionnel de **12,80 M€**, au FCTVA à percevoir en 2020.
- Intégration des dépenses réalisées par l'Agence des Espaces Verts (AEV).

Conformément à ses statuts, l'AEV intervient au nom et pour le compte de la Région qui lui verse des avances enregistrées sur la nature comptable 238 « Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles ».

Il convient ensuite, par le biais d'une écriture d'ordre, d'ajuster les comptes de la Région en fonction des dépenses réalisées par l'AEV avec ces avances.

Les écritures comptables à inscrire au budget primitif traduisent les interventions de l'AEV réalisées pour 2018. Elles sont évaluées par cette dernière à **13,70 M€**, répartis de la manière suivante :

- un montant de **10,70 M€** qui contribue à l'augmentation du patrimoine régional (acquisitions et aménagement de terrains enregistrés sur les natures 2117 « Bois et forêts » et 2128 « Autres agencements et aménagements ») ;
 - un montant de **3,00 M€** pour la participation au financement de projets d'espaces verts présentés par des collectivités locales ou pour l'acquisition d'équipements amortis par ces dernières (nature comptable 204182 « Subventions d'équipement aux organismes publics divers – Bâtiments et installations »).
- Intégration des dépenses réalisées à hauteur de **2,8 M€** par la Région dans le cadre des différentes conventions spécifiques conclues pour des travaux à réaliser dans les Cités Mixtes Régionales (CMR) et ce, sur la nature comptable 455x « Opération d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement ».

Le nature comptable 2313 initialement utilisée pour effectuer les dépenses fera l'objet d'un titre de recettes enregistré au chapitre 925 et sera compensé par des mandats émis sur les comptes de tiers concernés 4551x.

Afin de prévenir les risques pour charges de fonctionnement inhérents à l'activité de la Région, notamment liés aux litiges et contentieux, une provision de **2,00 M€** est inscrite sur le chapitre 945 « Dotations aux provisions », nature comptable 6815 « Provisions pour risques et charges de fonctionnement ».

Les écritures relatives à l'utilisation de la ligne de crédit à encours variable

Au-delà, il convient d'inscrire des crédits dans le cadre de l'utilisation de la **ligne de crédit à encours variable**, afin de pouvoir réaliser les opérations comptables afférentes au fonctionnement de cette ligne conformément à l'instruction comptable. Ces crédits sont équilibrés en recettes et en dépenses et sont donc sans incidence sur l'équilibre du budget.

Il est proposé d'inscrire à ce titre un montant de **587 M€ en dépenses et en recettes** à la fois sur la rubrique 16441 et 16449 du chapitre 923. Ce montant correspond au plafond maximum de liquidité mobilisable sur ce contrat, et ne relève pas de crédits au titre de l'amortissement du capital.

Par ailleurs et toujours en application de l'instruction comptable relative à l'utilisation de la ligne *revolving*, il convient d'inscrire en crédits en **recette d'ordre** un montant de **587 M€** au chapitre 925.16449, équilibrée par une dépense d'ordre de même montant au chapitre 925.16441.

1.3. Un émetteur reconnu pour son financement vert et responsable grâce à une stratégie d'emprunt et une gestion financière exemplaires

1.3.1. Une stratégie de financement reconnue

En termes de **notation financière**, la Région bénéficie d'une **excellente qualité de crédit**. En mai 2018, l'agence *Moody's* a relevé la perspective de la Région Ile-de-France de stable à positive. En 2018, les agences de notation *Fitch Ratings* et *Moody's* ont attribué respectivement les notes AA, perspective stable, et Aa2, perspective positive, à la Région, soit le meilleur score possible en France⁴⁵.

En octobre 2018⁴⁶, l'agence *Fitch* a par ailleurs relevé que « *l'Ile-de-France bénéficie d'une gouvernance de qualité, caractérisée par la rigueur de sa prévision et de son exécution budgétaires et de sa gestion de la dette. Les fonctions de contrôle et d'audit sont développées et la région poursuit une politique d'optimisation de sa gestion immobilière.* ».

Pour sa part, l'agence *Moody's*, en novembre 2018⁴⁷, a estimé que la note de la Région reflète « *de bonnes performances opérationnelles, un cadre solide de gouvernance et des pratiques saines et rigoureuses de gestion financière, mais aussi un accès indiscuté aux marchés financiers* ». Entre outre, « *La Région Ile-de-France se montre prudente dans sa stratégie budgétaire en affichant des objectifs crédibles et des prévisions prudentes* ».

La **gestion et la stratégie financières** sont donc reconnues par les agences de notation, qui estiment par là-même solide l'accès de la région au marché de capitaux.

En termes de **notation extra-financière**, les performances en **matière environnementale, sociale** et de **gouvernance de la Région** sont également reconnues comme parmi les meilleures de ses comparables, les collectivités locales européennes. L'agence *Vigeo Eiris* a attribué en décembre 2017 une note globale de 62/100 sur les performances régionales, qui sont qualifiées d'« avancées » dans leur ensemble, au regard des domaines analysés (ressources humaines, environnement, commande publique, gouvernance, développement territoriale et solidarités, droits humains). Cette **notation est importante vis-à-vis des investisseurs socialement responsables (ISR)**, de plus en plus nombreux sur le marché des capitaux.

L'objectif premier de la stratégie de financement de la Région est de couvrir, dans les meilleures conditions possibles, le besoin d'emprunt tel qu'adopté par le Conseil régional et tel qu'il résulte de l'exécution budgétaire. Dans ce cadre, la Région mène une **stratégie d'emprunt prudente**, optimisée et diversifiée, afin de **minimiser le coût de la dette**. Ainsi, depuis fin 2015, la Région n'émet plus qu'à **taux fixe pour profiter de la faiblesse des taux**.

⁴⁵ La notation des administrations publiques est en effet plafonnée au niveau de celle de l'Etat français.

⁴⁶ Communiqué de presse du vendredi 26 octobre 2018.

⁴⁷ Opinion de crédits, *Moody's*, Région Ile-de-France, novembre 2018.

Pour ce faire, le **financement sur le marché obligataire** reste le moyen privilégié pour mobiliser l'emprunt de la Région dans les meilleures conditions, en termes de volume comme de marge financière.

Grâce à son **programme d'émissions EMTN** (*Euro Medium Term Notes*) dont le montant a été porté à **7 Md€ en 2016**, la Région peut accéder au marché pour des montants conséquents, ce qui permet de renforcer la liquidité des titres offerts aux investisseurs. Le programme est visé par l'Autorité des Marchés Financiers à chaque mise à jour.

Afin de **consolider son accès au financement obligataire**, à l'instar de l'émission obligataire publique verte et responsable de 500 M€ conclue le 11 juin dernier, la Région continuera de **diversifier sa base d'investisseurs**, et notamment les **fonds verts et responsables**. Elle veillera à entretenir et développer ses relations avec les différents types d'investisseurs et poursuivra la prospection de nouvelles sources de financement, susceptibles d'être intéressées par la qualité de la signature régionale.

Cette stratégie est importante, pour **faire face à d'éventuels retournements de marché** en cas de conjoncture difficile, puisqu'elle permet d'avoir des **relais de financement** lorsque les sources traditionnelles de financement se raréfient ou deviennent plus exigeantes.

En effet, bien que le contexte financier reste favorable (*cf. encadré infra*), les perspectives de remontée des taux restent l'hypothèse centrale des prévisionnistes. En outre, après 5 années d'économies importantes constatées en exécution, la charge de la dette de l'Etat a été, pour la première fois en 2017, supérieure à la prévision de la loi de finances initiale. C'est un des signes d'une progressive inversion des courbes en matière de taux.

Encadré n° 9 : le contexte financier reste favorable en dépit d'une perspective de remontée des taux

Si les **taux** sont toujours très **bas**, leur **remontée progressive** reste le scénario central des économistes pour les prochains mois.

Cela pourrait résulter, d'une part, de la poursuite de la reprise en zone euro, même si elle est plus modérée en France (*cf. supra*) et, d'autre part, de la restriction puis la fin de la politique de rachats de titres dite « Quantitative Easing » menée par la Banque centrale européenne (BCE).

La loi de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 précise qu'en 2017 la France continue de bénéficier de conditions de financement très favorables, grâce au maintien de la confiance des investisseurs et aux effets de la politique monétaire accommodante menée par la Banque centrale européenne. Du fait de l'affermissement de la croissance en Europe et du retour graduel de l'inflation enclenché depuis mi 2016, la perspective d'un resserrement progressif de la politique monétaire de la BCE se confirme.

Même si le marché obligataire venait à se tendre, la Région dispose d'autres **outils lui permettant d'accéder durablement à la liquidité** en toutes circonstances et qui constituent autant d'alternatives pour lever des fonds, avec souplesse et réactivité, et ce dans les meilleures conditions de prix :

- la **ligne pluriannuelle de crédit de 800 M€ ouverte avec la BEI** en 2013 et mobilisable jusqu'en 2019. Elle est destinée à financer des projets d'investissement en matière d'éducation respectant des exigences environnementales. Cette source de financement n'a pas été mobilisée à ce jour. La Région Ile-de-France échangera avec la BEI afin de voir comment reconduire ou prolonger le partenariat.
- la **ligne de crédit long terme reconstituable dite revolving avec le groupe BPCE** (Crédit Foncier - Caisse d'Epargne), dont le terme est fixé au 31 décembre 2022. Cette ligne 'CLTR' peut être utilisée par la Région à la fois comme moyen pour gérer sa

trésorerie et comme instrument pour lever de l'emprunt. Elle offre ainsi une grande flexibilité de gestion à la Région et ses conditions de taux sont très attractives au regard des lignes bancaires proposées aujourd'hui ;

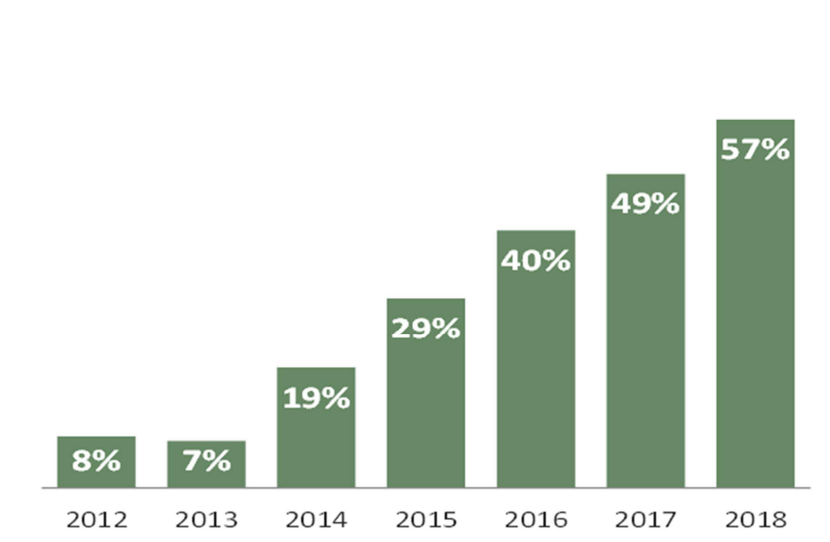
L'encours de dette mobilisé sur la ligne pourrait être intégralement remboursé au 31 décembre 2018. Le plafond de liquidité disponible s'élèverait donc dans ce cas de figure à son maximum en 2019, c'est-à-dire 587 M€ ;

- les offres de financement bancaire et les propositions de placements privés.

1.3.2. Une politique de finance verte et responsable exemplaire

Ces trois dernières années, ce sont quasiment **100 % des besoins de financement de la Région qui ont été couverts par des emprunts verts et responsables**.

Part des emprunts verts et responsables dans l'encours de dette régionale



Source : direction des finances - Région Ile-de-France

En juin 2018, la **Région avait levé 500 M€ pour une durée de 15 ans**, à un taux équivalent à OAT + 20 pb (soit un coupon à 1,375 %). L'opération a rencontré une forte appétence des investisseurs, reflétant tant la qualité de signature de la Région que la crédibilité de sa stratégie concernant ses projets d'investissements durables.

Cette **stratégie a été plusieurs fois récompensée**, et encore cette année, puisque la Région Île-de-France s'est vue décerner en septembre le titre de « *l'émetteur public local le plus impressionnant en matière d'émissions obligataires vertes et responsables* », lors de la conférence annuelle « Euromoney » sur les marchés de capitaux durables et responsables à Amsterdam.

Ce **prix international** récompense les succès et innovations de la stratégie régionale en matière d'émissions obligataires vertes et responsables, stratégie qui s'inscrit dans une démarche continue d'amélioration des performances et assure aux investisseurs une transparence et une traçabilité des fonds.

C'est tout l'engagement de la Région Île-de-France en faveur de la transition énergétique et écologique, mais aussi en faveur de l'évaluation des politiques publiques qui est récompensé, avec en particulier son **reporting annuel des projets financés par emprunt vert et**

responsable, qui vaut à la Région Ile-de-France une réputation d'acteur exemplaire de la finance verte.⁴⁸

1.3.3. Une gestion de la dette prudente et une gestion de la trésorerie optimisée

a) *La gestion de la dette consiste à maîtriser les charges d'intérêt futures.*

Dans le contexte actuel de taux historiquement bas, **les taux fixes ont été privilégiés** (87,5 % de l'encours de dette à fin octobre 2018). La Région continuera à ajuster au mieux la répartition de l'encours entre taux fixes et taux variables, selon les évolutions du contexte économique et financier.

Il est proposé d'**encadrer au mieux la gestion de la dette** dans le cas où des opportunités de marché se présenteraient tout en restant prudent⁴⁹.

Comme les années précédentes, la Région fait le choix de ne supporter aucun risque de change sur ces opérations de financement obligataire. De la sorte, elle applique au financement obligataire la réglementation imposée sur les emprunts bancaires⁵⁰. Les emprunts en devises qui pourraient être souscrits seront systématiquement adossés à un **swap** d'échange de devises contre euros, et ce dès l'origine du contrat, de façon à couvrir intégralement le risque de change⁵¹.

Il est proposé d'**encadrer au mieux la gestion de la dette** dans le cas où des opportunités de marché se présenteraient : la Région veillera donc à ne **souscrire que des produits de gestion de la dette simples**, et à **ne retenir que des indexations de la zone euro** communément utilisées sur les marchés, pour lesquels les **risques sont limités et bien identifiés**, et ce conformément aux limites fixées par la délibération du Conseil régional relative au budget primitif.

Il ne sera fait supporter aucun risque de change à la Région. Les emprunts en devises qui pourraient être souscrits seront systématiquement adossés à un **swap d'échange de devises contre euros**, et ce dès l'origine du contrat, de façon à couvrir intégralement le risque de change.

b) *La gestion de trésorerie consiste à couvrir les dépenses quotidiennes au moindre coût.*

Pour couvrir ses **besoins en trésorerie**, la Région peut soit faire appel aux **titres de créances négociables** à court terme (durée inférieure à un an), soit utiliser sa **ligne bancaire revolving pluriannuelle** (cf. *supra*) par des tirages ou remboursements quotidiens.

Le **programme de titres de créances négociables à court terme (NEUCP)** porte sur un **plafond de 1 Md€**. Ce marché offre actuellement des **conditions de taux très attractives** (taux négatifs pour les dernières émissions à 6 mois faites par la Région⁵²). Dans ce contexte, les besoins en trésorerie sont donc couverts par ces titres (la ligne *revolving* n'étant pas sollicitée). La Région continuera à y avoir recours, de façon prudente et maîtrisée, tant que les conditions seront plus avantageuses que celles proposées par la ligne *revolving*.

⁴⁸ Engagement sur l'allocation des fonds vers tout ou partie de 7 catégories de projets définies en amont de l'émission pour financer des projets respectant des critères de performance à la fois environnementale et sociale ; Respect de 9 critères d'éligibilité relatifs à la finalité du projet et à son management responsable ; Montants alloués à chaque projet dans l'année constatés sur la base des données financières ; Présentation d'indicateurs d'impact et des méthodologies de calcul utilisées. Cf. www.iledefrance.fr/toutes-les-actualites/financement-region.

⁴⁹ Cf. les modalités de recours prévues dans la délibération du budget primitif 2019, comme pour les années précédentes.

⁵⁰ Article L.1611-3-1 du CGCT.

⁵¹ Cf. les modalités de recours prévues dans la délibération du budget primitif 2019, comme pour les années précédentes.

⁵² Une première émission de billets de trésorerie de 500 M€ a été réalisée le 25 janvier 2018, à un taux négatif de - 0,38 %. Une seconde émission de billets de trésorerie de 500 M€ a été réalisée le 12 juillet 2018, à un taux négatif de - 0,35 %.

Comme chaque année, il est proposé, par mesure de précaution, **d'habiliter la Présidente du Conseil Régional à pouvoir souscrire une ou plusieurs lignes de trésorerie**, pour un montant total de 500 M€. Cela permettra de couvrir d'éventuels besoins quotidiens ou ponctuels de la Région. Le cas échéant, il sera tenu compte des conditions demandées par les banques pour la mise en place de telles lignes (tant en commissions d'engagement ou de non utilisation qu'en marge par rapport aux taux de référence).

1.4. Un emprunt d'équilibre historiquement bas

L'emprunt nécessaire à l'équilibre du budget primitif pour 2019 s'établit à **709 M€**.

Il s'agit de **l'emprunt inscrit au budget primitif le plus bas depuis 2007**. La **capacité d'autofinancement de la Région est en effet de 62 %** (ressources propres après amortissement de la dette rapportées aux investissements).

Avec un **taux d'épargne brute supérieur à 24 %**, la capacité de désendettement de la Région Ile-de-France sera inférieure à 7 ans. Il faut remonter, respectivement, au budget primitif pour 2007 et au budget primitif pour 2012, pour identifier des ratios aussi favorables.

Ce résultat illustre la détermination de l'Exécutif régional à préserver les équilibres financiers tout en poursuivant une politique active en matière d'investissements pour l'avenir.

* *
*

2. Accompagner la transformation écologique, investir pour l'emploi et l'attractivité, résorber des fractures : les grandes priorités régionales pour 2019

Depuis le début de l'année 2016, la quasi-totalité des dispositifs régionaux ont été révisés pour les mettre en adéquation avec le mandat que les Franciliens ont confié à l'exécutif : **investissement dans les transports, plan pluriannuel d'investissements dans les lycées, bouclier de sécurité, plan anti-bouchons, schéma régional de l'enseignement supérieur et de la recherche, stratégie régionale de développement économique, d'innovation et d'internationalisation, contrats d'aménagement régional, dispositif des 100 quartiers innovants et écologiques, nouveau plan de rénovation urbaine, pacte agricole, et plan région solidaire** avec un pacte rural, un pacte pour les quartiers populaires et un volet pour une Région d'innovation sociale et d'engagement notamment.

De **nouveaux dispositifs** seront introduits en 2019. Ils sont présentés dans ce présent budget.

L'exécutif s'attachera à ce que leur déploiement s'inscrive dans une triple exigence qui structure le présent exposé général des motifs : la **transformation écologique et l'amélioration de la qualité de vie des Franciliens**, le **renforcement des compétences des Franciliens et de l'économie régionale au service de l'emploi**, la **lutte contre les fractures sociales et territoriales**.

2.1. Accompagner la transformation écologique de notre région

Le « jaune budgétaire » 2019 relatif à la stratégie environnementale régionale, met en évidence le fait que la transformation écologique de la Région mobilise près de **2 Md€ d'engagements budgétaires** et **plus de 47 % du budget régional annuel**. De tels niveaux reflètent la mobilisation de toutes les politiques régionales au service de cette priorité, qui sera encore amplifiée l'année prochaine.

2.1.1. Dans un contexte budgétaire de plus en plus contraint, une priorité absolue pour **l'amélioration des transports du quotidien**

L'Exécutif régional a renforcé les orientations prises en 2017 en **accélérant son engagement, aux côtés d'Île-de-France Mobilités** (IDFM, anciennement STIF), de renouvellement des matériels roulants des RER et Transiliens.

Avec les dotations globales, en investissement **755,00 M€ en autorisations de programme (610,00 M€ en crédits de paiement)** et, en fonctionnement, de **772,81 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement**, le budget proposé pour 2019 continuera de répondre aux besoins de montée en charge des projets et des dispositifs, dans un contexte d'incertitude toujours aussi forte sur les ressources effectives de l'Etat.

La Région s'est substituée à l'Etat pour le financement de la **première tranche de l'électrification de Paris-Troyes** (après l'avoir déjà fait pour le projet TTME⁵³). Elle a lancé le financement des travaux du **plan « anti bouchons et pour changer la route »** et entamé un **ambitieux volet innovation**, avec l'expérimentation **d'enrobés phoniques** et le déploiement d'une **stratégie pour le véhicule autonome** pour faire de l'Île-de-France la **région pionnière en la matière à l'échelle mondiale**.

⁵³ Tram Train Massy Evry (TTME).

En parallèle, la Région a voté les premières subventions du **nouveau plan vélo** et lancé un nouvel appel à projets pour les territoires à forts enjeux pour lesquels une réponse « classique » ne suffit pas. Enfin, elle a adopté une **nouvelle stratégie pour le fret et la logistique** afin d'apporter de nouvelles solutions performantes sur les plans économiques et environnementaux à la fois aux territoires et aux entreprises.

Le **budget proposé pour 2019** n'oublie pas les enjeux liés au financement de nombreux projets dont les travaux sont désormais lancés. Dans ce contexte, les **manquements répétés de l'État** nécessiteront plus que jamais une forte mobilisation de tous pour assurer la poursuite sans délai de ces projets.

L'année 2019, si l'Etat est au rendez-vous, permettra ainsi l'accélération d'opérations structurantes comme le **prolongement du RER E à l'ouest**, le **tramway T9 entre Paris et Orly** ou encore le **prolongement de la ligne 11 du métro vers Rosny-Bois Perrier**, opérations dont les protocoles pluriannuels de financement ont été approuvés par l'assemblée régionale.

Elle verra également se poursuivre l'engagement sans failles de la Région pour financer **l'adaptation des gares d'Ile-de-France aux personnes souffrant de handicap**, dans la continuité de la montée en puissance des crédits depuis l'arrivée du nouvel exécutif. L'assemblée régionale a adopté la convention quinquennale de la deuxième et dernière phase de ce grand plan en novembre dernier. Elle nous conduira à mobiliser **52,3 M€ cette année**.

La Région fait du **renouvellement des matériels roulants des RER et Transiliens** sa priorité au sein du CPER pour concrétiser la mise en œuvre de la révolution des transports. En participant aux travaux d'adaptation des voies et des gares. Après l'engagement de nombreuses études les années précédentes, l'année 2019 sera cruciale avec l'engagement effectif des travaux. La Région mobilisera aussi de manière prioritaire ses financements sur les opérations d'amélioration de la régularité des RER. Ces deux priorités ont conduit la Région à mobiliser plus de 300 M€ sur son budget 2018. L'enjeu financier pour l'année 2019 est au moins comparable.

Ce budget pour 2019 traduit également la poursuite de la mise en œuvre du **plan « anti bouchons » et pour changer de route** adopté en mars 2017. La Région maintient ses efforts au côté des Départements pour l'engagement et la continuation des opérations identifiées lors de l'approbation du plan par notre assemblée. Il s'agit également de permettre la réalisation d'opérations structurantes sur le réseau routier national, comme le **contournement Est de Roissy** ou **l'aménagement de la francilienne**.

La Région continuera à développer son **ambitieuse politique d'innovation routière (74,50 M€ sur les routes et voiries en autorisations de programme)**, en partenariat avec l'Etat et plusieurs acteurs locaux. Pour devenir la première région mondiale du véhicule autonome, la Région Île-de-France s'est mise en ordre de marche. À travers son projet « **Paris Region Road 5.0 initiative** » déposé en réponse à l'appel à manifestation d'intérêt « Expérimentation du Véhicule Routier Autonome » de l'ADEME, la Région finance l'aménagement d'un terrain d'expérimentation sur plusieurs axes structurants d'Ile-de-France afin d'**accélérer l'avènement de véhicules autonomes, propres et partagés** qui constitueront une nouvelle **réponse aux besoins croissants de mobilité des Franciliens**.

Bien évidemment, la Région maintiendra son effort d'**aménagement de sites propres pour autobus**, notamment en faveur des **projets de TZen** mais également pour la réalisation de **voies réservées sur les autoroutes franciliennes**, dans un premier temps pour les **bus** et les **taxis** et, le plus rapidement possible, pour le **covoiturage**. Au total, **59,90 M€ d'autorisations de programme sont inscrits en 2019**.

L'année 2019 verra la concrétisation de l'appel à projets pour **faciliter les déplacements quotidiens à vélos** sur les secteurs à forts enjeux régionaux. Il s'agira de financer les solutions portées conjointement par les collectivités et les entreprises pour aménager des infrastructures

publiques ou privées mais aussi pour développer les services destinés aux cyclistes. Compte tenu du succès de l'appel à projets pour les territoires à enjeux mais également le nouveau plan régional dans son ensemble que notre assemblée en mai 2017, la dotation pour l'année 2019 est en hausse avec plus de 20 M€.

Enfin, dans le cadre de la **stratégie pour le fret et la logistique** adoptée en 2018, la Région confirmera son soutien aux investissements pour **renforcer l'attractivité des territoires, moderniser les flottes de véhicules et de bateaux et valoriser la filière logistique**, vecteur d'emplois et d'activité. Un total de **2,200 M€ d'autorisations de programme** est proposé pour les actions de **logistique urbaine et les plateformes portuaires**, auxquelles s'ajoutent les sommes inscrites pour le soutien au secteur fluvial dans l'annexe 11 « Environnement et énergie ».

En fonctionnement, le budget proposé demeure très dépendant de la **contribution réglementaire versée à Île-de-France Mobilités**, prévue à hauteur de **660,54 M€ pour 2019**, et par les **dispositifs contractualisés avec Île-de-France Mobilités en matière de tarification (cartes Imagine'R et tarification sociale)**, à hauteur de **97,50 M€**.

Le budget 2019 propose également la poursuite du **financement des transports spécialisés pour les personnes handicapées (PAM)** au travers des contrats existants à hauteur de **14 M€**. La Région confirmera ainsi son engagement au service de cette politique en s'engageant, comme elle l'a encore démontré en 2018, à **cofinancer 100 % des courses réalisées par les départements et la ville de Paris**.

2.1.2. L'Île-de-France poursuit, avec détermination, sa **feuille de route environnementale** ambitieuse

Résolument investie dans son rôle de **chef de file en matière de qualité de l'air, de climat, d'énergie et de protection de la biodiversité**, la Région entend réaffirmer avec détermination son rôle de stratège et d'acteur au service de la **protection de l'environnement et de l'aménagement durable** de son territoire, en poursuivant ses engagements pour une Ile-de-France plus respirable avec le plan « **Changeons d'air** », plus décarbonée et plus verte avec le **Plan Vert**, la **stratégie régionale forêt-bois**, la **stratégie énergie-climat** votée en juillet 2018 et la stratégie régionale pour **l'essor des filières de matériaux et produits biosourcés** présentée au conseil régional de novembre.

Porteuse d'une vision stratégique qu'elle souhaite partager dans une ambition commune avec ses partenaires et plus largement avec tous les territoires franciliens, la Région lancera en 2019 le **Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France (PRPGD)** complété par le **Schéma régional biomasse (SRB)** et une stratégie spécifiquement dédiée à l'économie circulaire prévue au premier semestre 2019. Cette stratégie en faveur de l'économie circulaire sera ambitieuse en engageant un mouvement global de transition économique, source d'attractivité du territoire, de développement de nouveaux emplois locaux, de création de lien social et d'amélioration de la qualité de vie des Franciliens. La lutte contre les dépôts sauvages, fléau majeur pour nos villes et nos centres bourgs mais aussi pour nos espaces naturels et forestiers, sera également amplifiée (3,600 M€).

Par ailleurs, une **nouvelle stratégie régionale pour le développement de la méthanisation** ainsi qu'une nouvelle stratégie biodiversité, en cours d'élaboration avec l'appui de l'Agence régionale de la biodiversité (ARB) sont également programmées en 2019.

Cette année sera aussi marquée par l'accueil d'un événement majeur en Ile-de-France, les **Assises nationales de la Biodiversité** en juin, pour la première fois accueillies en Ile-de-France à Massy - Paris Saclay, qui placera la Région Île-de-France, forte de l'expertise de la première **agence régionale de la biodiversité** qu'elle a créée fin 2017, en pole position des régions dans le domaine de l'action publique pour une nature préservée et valorisée au cœur de la qualité de vie des habitants. **En outre, la Région réaffirmera en 2019 son engagement fort pour la**

préservation du Parc de la Poudrerie, de la forêt de Pierrelaye ainsi que pour l'ouverture au public du Bois Saint Martin dans le cadre des objectifs du Plan vert.

Un autre point d'orgue environnemental de cette année sera l'organisation d'une **première grande COP francilienne énergie-climat** rassemblant l'ensemble des acteurs énergétiques autour des ambitions de la nouvelle stratégie régionale énergie-climat, pour une Île-de-France plus autonome, plus sobre et plus innovante dans sa **lutte contre le changement climatique**. Avec un budget d'investissement consacré aux énergies renouvelables **en hausse de près de 20 %** par rapport au BP 2018, la Région déploiera pleinement toutes les actions de la stratégie énergie-climat pour sa première année pleine de mise en œuvre en 2019, notamment à travers plusieurs appels à projets visant le développement de toute la palette des ENR dans les territoires et la mobilisation citoyenne autour des projets énergétiques participatifs. L'Agence régionale énergie-climat (AREC d'Île-de-France), nouvel outil d'expertise et d'appui technique au sein de l'IAU, prendra son essor pour une mobilisation accrue de toutes les parties prenantes engagées vers une Île-de-France décarbonée et 100 % ENR en 2050.

Enfin, dans le cadre de la stratégie régionale forêt-bois, **9 premières opérations de construction ont été soutenues au titre du dispositif réflexe « bois-biosourcés »** représentant un investissement de près de 0,390 M€ pour financer l'accompagnement de ces projets par un spécialiste du domaine (bureau d'études, cabinet de conseil, centre technique, etc.). Fort du succès de cette 1^{ère} édition, l'appel à projets sera renouvelé et amplifié en 2019. De plus, la Région organisera en fin d'année à Paris, le **1^{er} Sommet mondial sur la construction biosourcée** afin de mobiliser les décideurs publics et territoires du monde entier autour des enjeux du stockage de carbone dans les bâtiments et de réduction de l'empreinte environnementale du secteur de la construction par l'utilisation de ressources renouvelables.

Pour permettre la mise en œuvre de ces priorités, le **budget dédié à l'environnement et l'énergie** sera doté, de **91,85 M€ en autorisations de programme en augmentation de près de 2,4 % (110 M€ en crédits de paiement)** et, en fonctionnement, de **22,68 M€ en autorisations d'engagement (et en crédits de paiement)**.

2.1.3. La Région Ile-de-France est résolument investie dans son rôle d'aménagement et de développement durable de ses territoires, notamment ruraux, à l'horizon 2030

La Région Ile-de-France est résolument investie dans son rôle de **chef de file en matière d'aménagement et de développement durable** de ses territoires, notamment **ruraux**, à l'horizon 2030. La Région entend encore **accentuer son rôle de stratégie et d'acteur au service d'un meilleur cadre de vie** des Franciliens.

Un **budget global au titre de l'aménagement en investissement de 74,23 M€ en autorisations de programme en hausse de près de 22 % (75,00 M€ en crédits de paiement)** et en fonctionnement, de **18,88 M€ en autorisations d'engagement (et crédits de paiement)** est proposé pour 2019 pour mener cette politique régionale ambitieuse.

En faisant **confiance aux territoires** et en s'appuyant tant sur sa compétence de planification que sur les nombreuses initiatives qu'elle a prises, la Région est porteuse d'une vision stratégique qu'elle souhaite porter avec ses partenaires et plus largement avec les territoires franciliens, autour d'objectifs forts et partagés.

2019 sera une année importante en matière de stratégie et de planification pour l'environnement et l'aménagement durable de l'Île-de-France avec, outre le **Plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France (PRPGD)**, l'évaluation du **Schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF)** menée avec l'**Institut d'aménagement et d'urbanisme (IAU)** ainsi que le **Programme national de la forêt et du bois (PNFB)**.

Avec des **dispositifs plébiscités et ancrés désormais dans le paysage des collectivités franciliennes**, au service de nos **concitoyens** et des **équipements publics** qu'exige leur qualité de vie et de services partout sur le territoire d'Ile-de-France en zone dense et dans la ruralité : **contrats d'aménagement régionaux - CAR et contrats ruraux - COR qui verront leurs moyens renforcés** (respectivement **39,00 M€** et **11 M€ en autorisations de programme, en hausse de 45 % et de 22 %**), **100 quartiers innovants et écologiques** qui compte déjà 43 lauréats (**32,00 M€ en autorisations de programme**), **urbanisme transitoire** (35 lauréats), **nouveaux contrats de parcs naturels régionaux, sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, espaces de travail collaboratifs...**, la Région poursuivra son soutien prioritaire aux pratiques innovantes et à l'expérimentation de demain et apportera une attention renouvelée au développement des territoires ruraux au titre du Pacte rural adopté dès le début de la mandature, avec un budget spécifique accru de 13 % en investissement.

Enfin, la Région organisera la **Première Biennale d'architecture et du paysage d'Ile-de-France qui se tiendra du 3 mai au 13 juillet 2019 à Versailles**, avec toujours la même ambition créative et prospective. Parce que l'Ile-de-France doit sans cesse se réinventer pour continuer de se développer, de répondre aux attentes des franciliens et de renforcer son attractivité internationale, la Biennale sera un espace de réflexion, de mutualisation des savoirs, de valorisation des bonnes pratiques et de partage d'expériences ou de visions sur les problématiques propres aux Régions Métropoles, ici en Ile-de-France comme à travers le monde, afin de contribuer à relever les défis climatiques et à apporter des solutions innovantes qui construiront la ville de demain, autour de l'Homme et de la nature.

2.1.4. Renforcer le soutien aux espaces urbains et ruraux et aux parcs naturels régionaux dans le cadre du Pacte rural

Grâce à un **budget d'investissement en augmentation (20,60 M€ en investissement et 5,10 M€ en fonctionnement)**, la Région apportera une **attention renouvelée à ses territoires ruraux**, dans le cadre du **Pacte rural** adopté dès le début de la mandature. **Formidable atout** pour le développement de l'Ile-de-France, les **territoires ruraux** peuvent s'appuyer sur une politique régionale globale et transversale résolue.

En **aidant les communes** à investir pour la **vitalité de leurs centres-bourgs**, en aidant les **commerces de proximité de zone rurale** à se créer, se moderniser et se développer, en soutenant la création de **tiers-lieux collaboratifs** en dehors de la zone dense, la politique régionale agit concrètement sur le terrain pour **maintenir et développer les activités et l'emploi local en zone rurale**, permettre à ses habitants de s'extraire des mouvements pendulaires qui pèsent sur leur qualité de vie, bref elle cible son action pour développer la vie dans les territoires les moins denses.

Avec ce même objectif, le **budget des contrats ruraux sera en hausse en 2019 (11,000 M€ en autorisations de programme)** afin de répondre à la demande croissante des petites communes depuis la création de ce dispositif, piloté en étroite concertation avec les Départements de Grande couronne. Forte de près de **150 contrats ruraux déjà conclus en deux ans**, cette politique est au cœur des **solidarités territoriales** en faveur des zones les moins denses et de leurs équipements scolaires, culturels, sportifs, de voirie et d'aménagements publics.

Creusets d'expérimentation et de diffusion de bonnes pratiques, les **Parcs Naturels régionaux** ont conclu de **nouveaux contrats de Parcs ambitieux avec la Région Ile-de-France** qui, par la reprise des dotations historiques des départements, ont réaffirmé son implication pleine et entière dans la vie et les expérimentations pionnières de ces écrins régionaux.

En 2019, deuxième année de ces contrats triennaux, la Région poursuivra son **engagement pour les Parcs régionaux** au travers de sa participation aux frais de fonctionnement des syndicats et au financement des plans d'action annuels des trois Parcs déjà signataires ainsi que du contrat pour le **PNR Oise-Pays de France** suite à la validation de sa charte révisée, prévue d'ici la fin 2018.

2.2. Investir pour l'emploi à travers la formation de chaque Francilien et la mobilisation au bénéfice de nos entreprises

Exposés à des mutations, notamment dans le monde du travail, d'une rapidité et d'une intensité rarement vues au cours des dernières décennies, les Franciliens doivent pouvoir compter sur le soutien du Conseil régional pour acquérir et développer de nouvelles compétences. En 2019, notre collectivité se placera plus que jamais dans une **logique de formation tout au long de la vie, dans un continuum allant du lycée à la formation professionnelle**, en passant par l'apprentissage, les formations sanitaires et sociales et l'enseignement supérieur. En parallèle, la Région poursuivra sa mobilisation en faveur des entreprises franciliennes, tous secteurs confondus, afin notamment de les accompagner dans la transition numérique.

2.2.1. Offrir les meilleures conditions d'études aux lycéens franciliens grâce à la mise en œuvre rapide du plan d'urgence pour les lycées

En investissement, l'année 2019 sera tout d'abord consacrée à la **poursuite du Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI)**, élaboré en concertation avec les académies et les collectivités locales franciliennes, et voté le 9 mars 2017. Ce PPI permet, d'une part, de **répondre aux enjeux démographiques et au retard accumulé de construction de places nouvelles** et, d'autre part, aux **obligations patrimoniales pour nombre de bâtiments vétustes**.

Près de **20 opérations** représentant un investissement de plus de **275 M€** seront **achevées dans l'exercice**.

Parmi les opérations déjà engagées en études, **plusieurs nouvelles opérations entreront en phase de travaux en 2019** :

- **cinq rénovations globales** (dont les opérations de Ris-Orangis et de Villeneuve-le-Roi) ;
- **1 400 places nouvelles** (notamment à Bois Colombes et Ris-Orangis) ;
- **huit opérations ciblées** : Joliot-Curie à Dammarie-les-Lys ; Léonard-de-Vinci à Melun ; Vincent-Van-Gogh à Aubergenville ; Vaucanson aux Mureaux ; Adrienne-Bolland à Poissy ; Michelet à Vanves ; Fernand-et-Nadia-Léger à Argenteuil ; Gustave-Monod à Enghien.

Ce sera aussi l'année de démarrage du marché de partenariat pour **deux lycées neufs à Pierrefitte et Palaiseau**.

En études, **près de 1 800 places nouvelles seront lancées** (Colombes, Livry Gargan, Sartrouville), ainsi que plusieurs rénovations globales.

Une dotation de **18,000 M€** est en outre prévue en autorisations de programme et en crédits de paiement pour les manuels et les ressources pédagogiques.

L'année 2019 sera également l'année de la **concrétisation du Plan Pluriannuel de Maintenance (PPM)**, qui s'appuie sur un **diagnostic de la vétusté des lycées** pour proposer une programmation pluriannuelle d'études et de travaux privilégiant les interventions relevant de la sécurité, de la sûreté et de l'hygiène. Ce sera l'année du basculement vers **plus de maintenance préventive**, à travers les accords-cadres centralisés et la baisse des subventions directes aux lycées, dans un but de sécurisation juridique des acteurs.

Depuis la rentrée scolaire 2016, la **maintenance informatique est assurée par la Région**. Cette nouvelle compétence transférée par l'Etat sans moyens correspondants, s'accompagne d'un projet régional de **modernisation des infrastructures et des équipements**. **L'objectif régional est un raccordement au Très Haut Débit de tous les lycées d'ici 2020**, avec une **généralisation du wifi**. Le développement des usages est soutenu par l'amélioration constante de l'espace de travail numérique - ENT « monlycée.net » et l'aide à l'acquisition de ressources pédagogiques en ligne.

La politique de sécurisation des établissements publics comme privés, à leur demande, se poursuit et verra le déploiement de **brigades régionales de sécurité**, sous l'autorité du pôle lycées. Une enveloppe prévisionnelle de **0,600 M€** est inscrite en crédits de paiement pour couvrir la rémunération des agents des brigades régionales de sécurité dans les lycées. **La lutte contre la violence dans le milieu scolaire est une priorité du nouvel exécutif.** Ces brigades, composées de quinze agents, seront opérationnelles dès le printemps 2019. Elles auront des missions de prévention et de sécurisation afin de répondre aux situations de crises constatées dans les lycées. Complémentaires avec les équipes mobiles de sécurité déployées par le ministère de l'Education nationale, ces brigades réagiront aux problèmes rencontrés par les établissements, favoriseront l'apaisement et disposeront d'une expertise dans la lutte contre les violences en milieu scolaire. Elles seront formées par les rectorats.

Afin de répondre à ces enjeux, le **budget d'investissement** sera renforcé à hauteur de **646,00 M€ en autorisations de programme et de 536,00 M€ en crédits de paiement.**

En fonctionnement, le budget proposé pour 2019 s'établit à **296,76 M€ en autorisations d'engagement et à 266,84 M€ en crédits de paiement.**

A ce titre, la Région finance les **dépenses courantes des lycées publics à travers la dotation globale de fonctionnement (DGFL)**, d'un montant total de **80,02 M€ pour 2019**, mais aussi celles des **lycées privés à travers le forfait d'externat (67,50 M€ prévus au budget 2018)**. Afin de répondre au mieux au fonctionnement quotidien des EPLE, **l'évolution de la DGFL est faite en concertation avec les organisations syndicales.** Elle intègre définitivement la politique de maîtrise de l'énergie, et offre une meilleure réponse aux difficultés ponctuelles des établissements.

En plus des tenues des agents, la Région poursuit son effort de bien-être au travail dans les lycées, en investissant dans **l'équipement de chariots d'entretien modernes**, à partir de 2019 (**1,4 M€ en autorisation d'engagement et en crédits de paiement**).

L'amélioration des demi-pensions (14,000 M€ en autorisations d'engagement) se poursuit par la généralisation du soutien à **l'introduction des circuits courts et du bio**, et la modernisation continue des équipements pour plus de sécurité et moins de gaspillage.

Pour favoriser la réussite des élèves, les communautés éducatives sont les mieux placées pour connaître la nature des actions à mener. C'est dans cet **esprit d'autonomie et de simplification** en synergie avec la DGFL, que les **politiques éducatives seront renouvées et amplifiées en 2019 (16,175 M€ d'autorisations d'engagement en faveur du schéma des formations)**. Elles seront confortées par le **développement du numérique**. Ces politiques éducatives seront mises en œuvre pour faire des lycées des lieux de toutes les réussites des élèves. L'action régionale portera sur la lutte contre le décrochage scolaire, l'orientation, la déradicalisation, la lutte contre toutes les formes d'addiction, mais aussi une plus grande ouverture au monde de l'entreprise ou de la culture.

La question de l'orientation devrait y tenir une place nouvelle suite à la loi « Avenir professionnel », en lien avec la promotion du portail régional Oriane.

S'agissant du **soutien aux familles** et de leur **liberté de choix** à inscrire leur enfant dans un établissement d'enseignement, quel qu'il soit, la Région versera par ailleurs des **aides sociales aux lycéens du public comme du privé.**

L'année 2019 verra enfin la montée en puissance d'opérations transversales en mode projet : **accélération des campus, ouverture des lycées à des programmes d'enseignement supérieur et sur des plages horaires permettant d'accueillir des publics nouveaux** (associations, entreprises).

2.2.2. Assurer la transition vers le nouveau cadre national pour l'apprentissage en Ile-de-France au plus près des besoins des apprentis

L'année 2018 a vu une **croissance des effectifs d'apprentis en Ile-de-France** sans précédent avec une augmentation de près de + 7 % tous niveaux de formation confondus. Pour la première fois depuis six ans les effectifs d'apprentis des premiers niveaux de qualification augmentent, de + 2,2 %. **La région dépasse les 80 000 jeunes en apprentissage.**

Afin de consolider cette croissance, qui devrait être confirmée par les chiffres du début d'année 2019, la Région poursuit son action de mobilisation des acteurs de l'apprentissage dans chaque département et se donne les moyens d'y parvenir.

L'année 2018 a vu l'adoption de la loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui prévoit une refonte en profondeur du système de régulation et de financement de l'apprentissage. Le nouveau cadre, qui sera précisé au cours de l'année à venir par la publication de nombreux décrets, retire aux Régions leur rôle de pilote et de régulateur de l'apprentissage. Toutefois les Régions auront la possibilité d'abonder en fonctionnement les financements des contrats d'apprentissage perçus par les CFA sur des secteurs stratégiques ou des territoires en difficulté. De même, l'investissement des CFA pourra faire l'objet d'un soutien régional. Les dotations financières versées aux Régions pour mettre en œuvre ces dispositifs ne seront précisément connues qu'à l'automne 2019.

Le nouveau cadre national de l'apprentissage s'appliquera dès le 1^{er} janvier 2019 pour certaines mesures et au 1^{er} janvier 2020 pour l'ensemble des dispositions. **2019 est donc une année de transition particulièrement délicate à anticiper** et mettre en œuvre pour la Région considérant que de nombreuses dispositions sont inconnues des acteurs de l'apprentissage : CFA, futurs opérateurs de compétence, entreprises, branches professionnelles, Régions ...

En conséquence, **la Région pilotera au plus près des besoins des CFA les financements nécessaires pour assurer un fonctionnement optimal des formations en apprentissage** avec un budget de fonctionnement de **170,37 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Un dialogue de gestion renforcé avec chaque CFA sera nécessaire pour valider avec eux la stratégie d'adaptation rapide au futur cadre post 2019. La Région se donne pour objectif d'accompagner les CFA vers le nouveau cadre.

Le dispositif d'accès à l'apprentissage sera maintenu afin de ne pas déstabiliser financièrement les CFA des premiers niveaux pour lesquels il est essentiel.

Le pilotage de la carte des formations professionnelles initiales continuera d'optimiser l'utilisation de l'appareil de formation régional aussi bien dans les CFA qu'au sein des lycées professionnels. L'accompagnement de tous les jeunes vers l'apprentissage et la mobilisation des entreprises restera également une priorité.

Le soutien régional à l'investissement dans les CFA sera maintenu (22,20 M€ d'autorisations de programme) mais l'accent sera mis sur les grands projets déjà engagés ou urgents et les dépenses d'équipements contribuant à l'amélioration des conditions de formation des apprentis.

Le versement de la prime aux employeurs d'apprentis et des aides aux recrutements par la Région ne concernera en 2019 que les contrats d'apprentissage signés avant le 1^{er} janvier 2019. En effet à partir de cette date, l'Etat mettra en place l'aide unique aux employeurs d'apprentis prévue par la loi adoptée le 5 septembre 2018. Le budget 2019 couvrira donc uniquement les besoins générés par les contrats d'apprentissage signés avant le 1^{er} janvier 2019 et non plus les nouveaux contrats comme les années précédentes.

2.2.3. Favoriser la réussite dans les formations sanitaires et sociales par la qualité et l'amélioration du pilotage des instituts

La mise en œuvre du **schéma régional des formations sanitaires et sociales** se poursuit en 2019 grâce à un budget de fonctionnement de **200,31 M€ en autorisations d'engagement** et en crédits de paiement. Une nouvelle convention d'objectifs et de moyens 2018 - 2020, signée avec les centres de formation financés, donne à la Région un instrument et des indicateurs pour répondre aux grands enjeux du schéma régional :

- **optimiser la gestion des ressources par la mise en place d'outils de gestion et de pilotage, et l'amélioration du suivi des établissements ;**
- **développer la qualité en favorisant la réussite et l'insertion des étudiants et en inscrivant les établissements dans les priorités régionales ;**
- **introduire l'innovation par le développement d'équipements et de nouvelles pratiques pédagogiques.**

Par ailleurs, le désengagement depuis 2017 de Pôle emploi pour le co-financement des formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture contraint la Région dans ses financements. L'intervention régionale est toutefois confirmée pour les publics les plus éloignés de l'emploi.

La prise en charge de la nouvelle compétence des agréments des formations en travail social va se poursuivre en 2019 avec l'instruction du 3^{ème} Appel à projets concernant les formations de niveau III (Bac+2) restructurées. Par ailleurs, toujours en 2019, la Région va procéder au **renouvellement des autorisations des formations sanitaires. 46 formations sont concernées.** L'enjeu pour la Région est de financer les formations qui répondent le mieux aux critères de qualité, de soutenabilité financière et d'implantation sur le territoire, fixés par la Région. **Au-delà du pilotage de la carte des formations et de la régulation du système, la Région poursuit son engagement aux côtés des étudiants, notamment des boursiers dont le nombre augmente (près de 9 000 bénéficiaires),** pour leur faciliter la vie et améliorer leurs conditions d'étude, en allant plus loin que l'obligation réglementaire. Les bourses de tous les étudiants à tous les niveaux de formation sont alignées sur celles versées par les CROUS pour les étudiants de l'enseignement supérieur (28,45 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement). **Le fonds régional d'aide sociale est pérennisé pour soutenir la formation des étudiants les plus en difficulté (0,40 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement).**

Ces formations doivent également prendre le virage du numérique au service des nouvelles pédagogies d'apprentissage « **Jamais la première fois sur le patient** ». Si de nombreux instituts de formation sanitaire pratiquent déjà la simulation, il reste encore à préciser la politique régionale, fondée sur le recensement réalisé des installations existantes, qui assure aux étudiants sur l'ensemble du territoire de pouvoir en bénéficier. L'appui de ces installations au sein des instituts ou des facultés de médecine des universités contribuera à la diffusion de ces pratiques tout en veillant à mutualiser ce qui peut l'être pour optimiser l'utilisation des deniers publics. Pour les formations sociales, des équipements modernes constituent également un levier d'attractivité et de dynamisme.

Malgré la zone de flou juridique, non éclaircie à ce jour, relative aux investissements dans les écoles et instituts de formation sanitaire qui demeure, la Région a diligencé un **diagnostic des bâtiments de formation du sanitaire.** Le constat est très préoccupant avec plus de **30 M€ de travaux urgents à réaliser.** Les difficultés dans le quotidien des étudiants et des personnels vont croissant. Consciente de l'urgence à intervenir dans les situations les plus critiques, qui ont tendance à se multiplier dans certains groupements hospitaliers, la **Région décide de maintenir son fonds d'urgence (0,75 M€ en autorisations de programme).** Mais elle a demandé à l'Etat de prendre ses responsabilités dans ce domaine.

2.2.4. Faire de l'Île-de-France une référence en matière d'accès à l'enseignement supérieur, d'insertion post-bac et de recherche au sein de campus attractifs

La Région Ile-de-France, comparable aux plus grands clusters mondiaux en termes de puissance scientifique et économique (Boston, Londres, etc.), connaît des mutations majeures qui transforment en profondeur le monde de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation : compétition scientifique à l'échelle mondiale, disruptions issues de nouvelles pédagogies et de nouvelles pratiques digitales, diversification des attentes en matière de formation ou de recherche, augmentation de la démographie étudiante, montée en puissance de nouveaux secteurs et de nouveaux métiers, évolutions accélérées et obsolescence rapide des compétences dans certains domaines particulièrement exposés.

Pour répondre à ces défis, le **Conseil régional a adopté une stratégie régionale d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation (SRESRI)** le 21 septembre 2017. La Région s'est ainsi dotée d'un cadre pluriannuel pour son action selon trois priorités qui suscitent une large adhésion de la communauté scientifique et des acteurs socio-économiques, et sur lesquelles elle dispose de leviers importants qu'elle entend concentrer pour une meilleure efficacité :

- **S'orienter, se former, s'insérer tout au long de la vie.**

La Région soutiendra les lycéens (cordées de la réussite) et les étudiants méritants (selon un dispositif d'aide au mérite renouvelé) ainsi que les personnes qui souhaitent reprendre leurs études à l'université (politique de soutien du DAEU en direction des étudiants et des établissements qui le proposent). Elle appuiera sa politique d'orientation sur **un portail régional de l'orientation, des formations et de l'emploi** qui permettra à tous les étudiants et salariés franciliens de faire le lien entre les formations qu'ils envisagent, les métiers auxquels ces formations aboutissent, et les tendances de l'emploi sur ces métiers.

L'ensemble de l'action de la Région sur la **lutte contre le décrochage, l'apprentissage, la formation continue, la carte des formations** (notamment sur les BTS, mais aussi DUT dans le cadre de formations post-bac courtes à visée d'insertion professionnelle) s'inscriront également dans cet objectif.

Enfin, en 2018, la Région a plus que doublé son effort pour soutenir la transition numérique des établissements du supérieur au travers du dispositif EdTech qui se veut un déclencheur au sein des établissements pour le déploiement d'usages numériques innovants sur les Campus franciliens. Cette action sera reconduite en 2019.

- **Faire de l'Île-de-France la 1^{ère} région européenne scientifique et technologique.**

La Région soutient la recherche d'excellence (DIM avec une dotation en investissement de 19,80 M€, SESAME). Ce soutien constitue un ressourcement fondamental pour les laboratoires franciliens. La Région poursuivra le déploiement de sa politique de transfert de technologie par différents moyens : soutien aux lieux d'innovation (dont incubateurs), soutien aux initiatives rapprochant entrepreneurs, chercheurs, entreprises et chefs d'entreprises, tout particulièrement pour les PME et ETI du territoire, travail partenarial avec les acteurs du transfert sur le territoire, (SATT, IRT et ITE, IHU, Ecoles et Universités, Instituts Carnot, Pôles de compétitivité, etc.), inscription de la recherche et de la formation dans la politique de filière conduite par la Région. En outre, et pour agir tout à la fois sur l'attractivité de l'Île-de-France, la Région met en place un nouveau programme ambitieux de renforcement du doctorat en lien avec le monde socio-économique.

- **Soutenir des universités et des campus de rang mondial.**

La Région développera une action à « 360 degrés » visant la modernisation des espaces, le déploiement d'initiatives innovantes, le soutien aux étudiants, contribuant à faire des campus franciliens des lieux de vie visibles et attractifs. La politique régionale est nécessairement multidimensionnelle : le CPER, les actions en faveur des quartiers innovants et écologiques, le soutien au logement étudiant apportent un soutien massif à la transformation immobilière des

campus avec une **enveloppe globale de 50,40 M€ en autorisations de programme**. La politique en matière de lieux d'innovation ouvre ces espaces à la création et à l'esprit d'entreprise en multipliant les possibilités de rencontres. Le soutien aux projets numériques agit sur la pédagogie et la vie étudiante. La politique culturelle et le soutien aux infrastructures (sport, îles de loisirs) enrichit la vie des campus. La politique internationale de la Région intègre une dimension « ESRI » qui doit faciliter les partenariats. Toutes ces initiatives doivent être connues de tous et pleinement mobilisées par les acteurs.

Ces ambitions trouveront dans le budget 2019 dédié à l'enseignement supérieur et à la recherche doté, en investissement, à hauteur de 81,85 M€ en autorisations de programme (121,00 M€ en crédits de paiement) et, en fonctionnement, de 31,35 M€ en autorisation d'engagement et en crédits de paiement).

2.2.5. Un engagement fort dans la transformation des formations professionnelles pour favoriser l'emploi

Dans un contexte largement modifié par la mise en place de la loi du 5 septembre 2018, la Région poursuit son action pour l'emploi, notamment en intervenant fortement sur la formation professionnelle des demandeurs d'emploi et des jeunes en insertion.

Le budget dédié pour 2019 est proposé à hauteur de 387,225 M€ en autorisations d'engagement et 385,87 M€ en crédits de paiement.

La Région dispose d'un rôle central dans la gouvernance, la définition stratégique et le financement de la formation professionnelle et des politiques d'insertion sur son territoire.

Dans ce cadre, elle représente un **excellent levier d'intervention pour améliorer et adapter les compétences** et savoirs aux nécessités des emplois, aux besoins des secteurs, des territoires et des publics, et ainsi agir contre le chômage qui reste une inquiétude majeure des Franciliens.

La Région entend être beaucoup **plus performante en matière de formations et d'insertion professionnelle, pour les jeunes comme les adultes**, dans le but de favoriser un retour à l'emploi rapide. Pour ce faire, en collaboration avec Pôle Emploi, la Région réalise une analyse territorialisée et sectorielle des besoins en formation exprimés par les employeurs, par les bassins d'emploi et par les demandeurs d'emploi franciliens. Cette démarche s'appuie : sur une large concertation des acteurs, sur l'analyse croisée de toutes les études emploi-formation disponibles notamment à travers les synthèses de Défi métiers ou les apports des OPCA/OPACIF, ainsi que sur un nouvel outil de pilotage développé par Adecco Analytics qui permet d'identifier la liste des métiers en tension sur chaque bassin d'emploi francilien. Cette méthode permet à la Région d'adapter au mieux l'offre de formation régionale. C'est ainsi, notamment que le **dispositif Programme Régional de Formation vers l'Emploi (PRFE) visant un retour à l'emploi rapide dans des métiers d'avenir ou des secteurs proposent, depuis septembre 2018, 60 % d'actions de formation territorialisées.**

Souhaitant soutenir les innovations pédagogiques afin de favoriser la qualité des formations dispensées aux demandeurs d'emploi franciliens, **la Région poursuivra son effort en finançant des projets de formation innovante** (notamment formation à distance et multimodale) et en réalisant des bilans des projets financés en 2016, 2017 et 2018 afin de généraliser les bonnes pratiques et de faire évoluer l'appareil de formation francilien.

L'ensemble de ces mobilisations sera amplifié en quantité et en qualité par l'apport du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) mis en place par l'Etat.

En 2019, dans le cadre du Contrat d'engagements Etat-Région-ARML (association régionale des missions locales), la Région prévoit de maintenir son soutien aux missions locales qui réalisent un travail essentiel d'accompagnement des jeunes en difficulté, vers l'emploi et en particulier vers l'apprentissage.

Ce budget permettra également de poursuivre l'effort important réalisé pour la **formation des jeunes en insertion**, notamment avec le développement du nouveau dispositif « Parcours Entrée dans l'Emploi », ainsi que pour les « formations transversales - socle » à visée professionnelle (savoirs fondamentaux, anglais, numérique/bureautique).

Le soutien à l'accueil/information/orientation et à l'accompagnement à la validation des acquis de l'expérience (VAE) sera poursuivi. La Région initiera cette année des enquêtes de suivi post VAE, portant sur les résultats d'obtention de certification et l'impact en termes d'emploi.

En parallèle, afin de répondre aux sollicitations des Franciliens qui ne seraient pas couvertes par l'offre de formation collective, **la Région va également amplifier son nouveau dispositif de soutien aux projets de formation individuels portés par des demandeurs d'emploi.** Cette action, conçue avec des modalités simples et dématérialisées, a pour objectif l'accès dans l'emploi ou la hausse du niveau de qualification des bénéficiaires.

2.2.6. Poursuivre le déploiement de la stratégie # leader au bénéfice de la croissance, de l'emploi et l'innovation de l'Île-de-France tout en renforçant l'offre de qualité de services en direction des entreprises

La seconde année de déploiement de la stratégie # leader 2017-2021 a vu la Région :

- pleinement assumer sa responsabilité renforcée d'impulsion, de coordination et de clarification du rôle de chacun au titre de l'appui aux entreprises. A titre d'exemple, **l'offre d'accompagnement et de financement de l'entrepreneuriat** (entrepreneur # leader) se trouve profondément transformée, à la fois plus ambitieuse en termes de nombres de créateurs / repreneurs accompagnés, mais également plus qualifiée et homogène sur l'ensemble du territoire régional, permettant de réduire la fracture territoriale et sociale en matière de réussite entrepreneuriale ;
- **élaborer de manière concertée des politiques ambitieuses et innovantes pour soutenir la croissance des entreprises franciliennes** comme par exemple la stratégie régionale d'économie sociale et solidaire, le plan Intelligence artificielle 2021, la stratégie régionale pour le commerce et l'artisanat ;
- jouer pleinement son rôle d'intégrateur des aides publiques aux entreprises, en déployant une offre de financement complète et souple qui adresse la diversité du tissu économique francilien. **Plus de 13 500 créateurs et dirigeants franciliens ont bénéficié des aides régionales en 2018, soit +1 000 entrepreneurs par rapport à 2017, avec un effort renforcé en direction des entreprises industrielles (stratégie Smart industrie) ;**
- **lancer des dynamiques de réseaux franciliens en créant notamment le Paris Région Business Club (regroupant 2 000 lauréats des aides régionales) et le club ETI Île-de-France.**

Les dotations dédiées au développement économique et à l'innovation sont proposées, en investissement, à hauteur de **100,00 M€ en autorisations de programme (105,00 M€ en crédits de paiement)**, et, en fonctionnement, à hauteur de **36,11 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**).

En 2019, la Région s'efforcera de poursuivre son engagement pour **simplifier l'accès aux aides, améliorer l'information et l'orientation des entreprises, et accélérer les délais de traitement.**

Au-delà des aides, des politiques ambitieuses inscrites dans le SRDEII seront engagées en 2019, avec pour fil conducteur de l'action de la Région, la triple dimension, de stratégie, coordonnateur et catalyseur des engagements publics et privés. C'est d'autant plus important que dans de nombreux cas, l'Etat réduit de façon significative son intervention ou laisse planer des incertitudes sur la continuité de ses engagements.

Pour faire de l'Ile-de-France la **première région économique d'Europe**, il convient :

- de renforcer l'internationalisation des entreprises franciliennes et l'attractivité de l'Ile-de-France aux plans européen et mondial ;
- de donner plus de cohérence et de visibilité à la politique de soutien à l'innovation ;
- de s'investir sur la consolidation des filières stratégiques en Ile-de-France ;
- de renforcer les relations entre la Région et les EPCI afin d'amplifier les contacts avec les entreprises et bâtir pour elles une offre de services de haute qualité et homogène sur les bassins d'emplois franciliens.

Enfin, dans la continuité des initiatives lancées pour le développement d'une région connectée et intelligente, le programme Smart Région Initiative vise à accélérer la transformation numérique de la Région. Le programme vise à améliorer le pilotage des politiques publiques et développer de nouveaux services numériques, grâce à une collaboration accrue avec l'ensemble des parties prenantes (acteurs publics, entreprises, citoyens), autour des données d'intérêt régional. Simplification administrative, amélioration de la qualité de service, modernisation des interfaces de dialogue... sont autant de sujets essentiels en direction des entreprises franciliennes portés par le programme Smart Région initiative.

Encadré n° 10 : renforcer l'attractivité régionale dans le contexte du *Brexit*

Depuis l'annonce du résultat du référendum britannique sur la sortie de l'Union européenne en juin 2016, de nombreuses actions ont été engagées par l'exécutif régional afin de renforcer l'attractivité de la région Ile-de-France dans le contexte nouveau du *Brexit*.

Cette politique a eu un effet certain dans la perception que les dirigeants d'entreprises étrangères ont de notre région ce qui s'est traduit par la forte progression des investissements internationaux dès 2017 avec 414 projets d'IDE en Ile-de-France soit + 16 % par rapport à 2016. Les politiques de modernisation des infrastructures de transports franciliennes, l'ambitieux plan de rénovation des lycées couplé à la création de nouveaux lycées internationaux et à l'encouragement à l'apprentissage des langues étrangères, la promotion touristique de Paris et des sites du tourisme francilien concourent à renforcer l'attractivité régionale. L'attitude de l'exécutif régional qui est favorable à un climat propice au développement économique et à l'innovation s'appuie sur les acteurs régionaux de l'attractivité en particulier le Conseil stratégique de l'attractivité et de l'emploi qui réunit régulièrement des chefs d'entreprises autour de la Présidente de Région et la mise en place du guichet unique « Choose Paris Region » sous l'égide de Paris Région Entreprises (PRE).

Alors que le Brexit entrera en vigueur le 30 mars 2019, la région en liaison avec PRE entendent continuer leurs efforts en faveur de l'attractivité du territoire francilien qui concentre près du tiers du PIB national, 40% des dépenses de la recherche française et une main d'œuvre très qualifiée (35 % de bac +5 dans la population active contre 20 % en moyenne nationale). De nombreux signes encourageants incitent à redoubler les efforts sur l'attractivité : le classement de Paris et de sa région en tête des métropoles les plus attractives au plan mondial devant Londres (37 % vs 34 % selon le baromètre EY 2018), le choix qui a été fait d'implanter le futur siège de l'Autorité bancaire européenne, les annonces de 161 projets d'implantation, d'investissement ou de relocalisation représentant 7200 emplois qui devraient s'accélérer et s'étendre au secteur non financier (industries et services).

La dynamique est donc propice dans un contexte où de grands événements internationaux contribuent à faire rayonner notre région au plan mondial : Ryder Cup en 2018, Coupe du monde féminine de football en 2019, Coupe du monde rugby en 2023, Jeux Olympiques et Paralympiques en 2024.

2.2.7. Confirmer l'engagement fort de la Région dans le développement et l'attractivité touristiques de l'Île-de-France

La Région porte l'ambition **d'amplifier en 2019 la fréquentation touristique en Ile-de-France** avec un budget de **5 M€ en investissement et 15,29 M€ en fonctionnement**. Le Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017- 2021 continuera pour cela à être décliné en lien étroit avec les acteurs du territoire. Le **Fonds de soutien au Tourisme sera mobilisé** pour appuyer des projets d'aménagement et de modernisation de sites touristiques et contribuer à une sécurité accrue des touristes. Une attention particulière sera portée à l'accessibilité de ces sites pour les personnes en situation de handicap. Un accent sera également mis sur les projets concourant à l'amélioration de l'accueil, de l'orientation et de l'information des touristes : développement du réseau des Points d'information touristique mis en place dans le cadre de la convention entre la Région et ADP, formation (notamment linguistique) des acteurs de la filière touristique, maintien du dispositif des Volontaires du Tourisme.

L'émergence d'offres touristiques nouvelles et diversifiées (parcours thématiques originaux, valorisation du patrimoine) et la transition numérique du secteur seront encouragées.

La promotion de la destination Paris Ile-de-France sera également activement poursuivie, en collaboration avec le Comité régional du Tourisme (CRT) avec un budget de 13,58 M€ en autorisations d'engagement.

2.2.8. Le Pacte agricole concrétise l'ambition portée par la Région pour son agriculture à l'horizon 2030

Le **Pacte agricole** qui a été voté en mai dernier pourra s'appuyer sur un budget à nouveau en hausse en 2019, doté en investissement de **9,650 M€ en autorisations de programme (4,150 M€ en crédits de paiement)** et en fonctionnement de **7,600 M€ en autorisations d'engagement (et en crédits de paiement)**, afin de garantir sa mise en œuvre opérationnelle et accompagner la dynamique impulsée depuis le début de la mandature en faveur d'une agriculture plus proche des franciliens, respectueuse de l'environnement et pourvoyeuse d'une alimentation de qualité et de proximité.

En hausse de plus de 23 % par rapport au BP 2015, ce budget permettra notamment le renforcement de l'accompagnement des jeunes installés (0,300 M€), la mise en œuvre d'un « Plan Bâtiment » pour accélérer la diversification et accroître l'autonomie des exploitations (1,000 M€), le lancement d'un appel à projets dédié à l'agriculture urbaine (0,250 M€) ainsi que lancement d'un plan d'avenir pour l'élevage francilien, le soutien à la création de filières agricoles d'origine Ile-de-France. 2,150 M€ seront mobilisés cette année encore dans l'objectif de tripler les surfaces cultivées en agriculture biologique en 5 ans, dans le cadre d'une révision du Plan bio et du Plan régional « Alimentation 2030 » dont l'élaboration connaîtra une étape importante avec les Assises Régionales de l'Alimentation en début d'année.

2.2.9. Un engagement international confirmé auprès des territoires partenaires

Le **budget 2019 (1,90 M€ en autorisations de programme et 1,70 M€ en autorisations d'engagement)** sera mobilisé pour permettre le développement des actions de coopération décentralisée autour de projets d'ampleur, et nourrir notamment la montée en puissance des accords (**Province du Zhejiang, District autonome d'Abidjan, Alger, Tunis, Casablanca-Settat**) et programmes d'actions (**Hanoï, Pékin, Erevan**) conclus récemment.

L'expertise francilienne sera dans ce cadre **prioritairement valorisée**.

Un **effort accru sera porté sur les actions en faveur de la francophonie**, conformément aux engagements pris dans la nouvelle stratégie régionale en ce domaine adoptée en septembre 2018. Le **réseau SPRINT**, qui réunit des **incubateurs francophones issus des zones de coopération**, se réunira pour impulser de nouvelles initiatives avec le soutien de la Région et s'ouvrir à de nouveaux acteurs.

La Région poursuivra son **engagement** par la **mobilisation de ses dispositifs d'appui aux actions de coopération internationale** portées par des acteurs franciliens en direction des **zones de coopération décentralisée**. Dans le prolongement des modifications apportées au **dispositif Actions internationales en 2018**, elle privilégiera des projets ambitieux, permettant d'apporter une réponse véritablement efficace aux défis et sollicitations de ses partenaires. La Région demeurera engagée **aux côtés des populations victimes de violences ethniques, religieuses et sexuelles au Moyen-Orient**, par l'activation du dispositif éponyme, et conservera sa capacité d'intervention auprès des victimes de conflits ou de catastrophes naturelles, dans une démarche d'aide d'urgence et de post-urgence.

Enfin, la Région poursuivra en 2019 ses actions de **promotion en Ile-de-France et dans des zones présentant un intérêt économique majeur pour la Région**, susceptibles de générer des retombées pour les **opérateurs franciliens**. Afin de valoriser l'expertise d'acteurs publics et privés franciliens à l'international et en étroite collaboration avec le Pôle Développement économique de la Région (et en particulier dans le cadre du PRIE en cours d'élaboration).

*

2.3. Lutter contre toutes les fractures

Lutter contre les fractures signifie offrir à l'ensemble des Franciliens le meilleur accès possible au logement, à la sécurité, aux sports ou à la culture. Il s'agit également de décliner le plan d'actions de la Région solidaire en faveur des territoires et des personnes qui en ont le plus besoin.

2.3.1. Répondre au défi du logement et de la réduction des fractures urbaines par une politique équilibrée

En 2019, il est proposé que la Région reconduise son **effort en matière de logement** et qu'elle adapte son action en faveur du renouvellement urbain en fonction du démarrage effectif du NPNRU.

Le budget dédié à la politique du logement est proposé pour 2019 à hauteur de **78,00 M€** en autorisations de programme (110,00 M€ en crédits de paiement) en investissement et de **0,05 M€ en fonctionnement** (autorisations d'engagement et crédits de paiement).

L'action régionale s'inscrira dans la poursuite de ses trois objectifs prioritaires en matière de logement et de rénovation urbaine : **soutenir les maires bâtisseurs dans leur effort de construction, lutter contre les ghettos urbains et améliorer la mixité sociale, enfin, favoriser l'essor d'une région solidaire.**

Elle s'attachera également à la mise en œuvre opérationnelle des partenariats divers conclus en 2018 avec l'État, Action Logement et divers acteurs associatifs et privés en faveur du logement des jeunes et des étudiants et des publics défavorisés : **création de pensions de famille, soutien à la Fédération des acteurs de l'insertion pour l'expérimentation d'une action en faveur des jeunes les plus en difficulté, préfinancement des aides régionales en faveur des copropriétés en difficulté.**

En matière de logement locatif social, la Région continuera de soutenir les opérateurs HLM pour construire plus et mieux afin de permettre à tous les Franciliens de trouver une solution de logement adaptée et diversifiée.

Afin de soutenir les opérations de logements sociaux dont l'émergence est fortement contrainte suite aux mesures prises par le Gouvernement et traduites en loi de finances, l'apport de fonds gratuits régionaux sera poursuivi pour maintenir des niveaux de loyers accessibles, en particulier dans les résidences pour jeunes et étudiants.

De plus, la Région souhaite simplifier ses modalités d'intervention au bénéfice des demandeurs en regroupant en un seul engagement juridique et financier les différentes subventions qui participent d'un même programme, qu'il s'agisse d'aides en faveur de logements PLUS, PLAI ou PLS. Ceci permettra également d'alléger le travail d'instruction.

La mobilisation de la Région en faveur du parc privé en difficulté sera également maintenue, au regard des enjeux sociaux et urbains auxquels les maires concernés sont confrontés, dans la continuité des orientations prises dans la délibération adoptée concernant « Région Île-de-France, Région solidaire ».

L'année 2019 devrait enfin voir le **démarrage effectif du nouveau plan de renouvellement urbain** pour lequel la Région a décidé dès janvier 2017 de mobiliser 250 M€ de crédits spécifiques, en faveur des 102 quartiers d'intérêt régional et national d'Île-de-France. Notre assemblée a validé les trois priorités de soutien régional : l'humanisation des quartiers, le soutien au développement économique et l'aide à la jeunesse. L'année qui s'ouvre devrait être celle de l'engagement effectif des projets sur le terrain, retardés trop longtemps par la lourdeur du dispositif mis en place par l'État et l'ANRU.

Dans le cadre de l'EPF Ile-de-France, la nouvelle stratégie décidée pour la période 2016-2020 à l'initiative de la Région, permettra de mobiliser le foncier nécessaire au renforcement de la production de logements et de l'attractivité économique, mais aussi d'accompagner dans la durée les grands projets d'aménagement franciliens et l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Enfin et toujours sous l'impulsion régionale, **l'EPFIF pourra faire monter en puissance sa démarche de lutte contre les marchands de sommeil.**

2.3.2. La sécurité : première liberté des Franciliens

La **lutte contre la délinquance, la criminalité et le terrorisme est une exigence qui s'impose à tous les acteurs publics**, dans le cadre d'une politique de « **coproduction de la sécurité** » à laquelle la Région entend, dans le cadre de ses compétences, contribuer de manière significative. La Région souhaite donc poursuivre son action afin de **renforcer la sécurité des Franciliens** et ainsi **lutter contre la criminalité et la délinquance** du quotidien.

Après avoir **triplé entre 2015 et 2016**, les crédits d'investissement du **budget Sécurité ont progressé de + 11,8 %** entre 2016 et 2017 avant de bénéficier d'une nouvelle **augmentation très importante en 2018 (+ 9,6 %)**.

La Région continue de faire de la sécurité l'une de ses **principales priorités**. Le budget dédié à la sécurité est proposé pour 2019, en investissement, à **25,25 M€ en autorisations de programme (23,00 M€ en crédits de paiement)** et, en fonctionnement à **0,60 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**.

Grâce au **Bouclier de Sécurité**, la Région accentuera en 2019 ses nombreuses modalités d'intervention :

- la **poursuite de l'effort sans précédent engagé pour la sécurisation des lycées**. Afin de répondre efficacement aux besoins des communautés éducatives au sein des lycées de la Région, des **brigades régionales de sécurité** seront créées afin de répondre aux situations de crise (**12,54 M€ en autorisations de programme et en crédits de paiement**) ;
- le **renforcement de la sécurité des instituts de formation sanitaire et sociale (0,30 M€ en autorisations de programmes et en crédits de paiement)** ;
- la poursuite du **soutien régional à l'équipement des forces de sécurité de l'Etat (1,61 M€ en autorisations de programme)**, notamment au travers de l'aide à la construction et à la **rénovation des commissariats de Police nationale** et des **casernes de Gendarmerie nationale** en Ile-de-France et l'**équipement de la Police Régionale des Transports** ;
- le renforcement du **soutien régional aux communes** et à leurs groupements concernant l'**équipement des polices municipales** et le **développement de la vidéo-protection (5,70 M€ en autorisations de programme)**.

2.3.3. Poursuivre une politique culturelle inclusive, créative et accessible à tous les Franciliens

En cohérence avec les nouvelles orientations régionales adoptées dès 2016, et malgré le contexte de contrainte budgétaire qui caractérise les politiques des collectivités territoriales, le budget proposé pour la culture sera en hausse avec un budget d'investissement de **42,50 M€ en autorisations de programme (40,00 M€ en crédits de paiement)** et un budget de fonctionnement de **52,63 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**.

A mi-mandat, **l'engagement d'augmenter de 20 % le budget de la culture sur la mandature est donc très largement assuré**.

La priorité sera portée en 2019 sur **l'éducation artistique et culturelle**, avec une action régionale dorénavant structurée qui pourra se développer sur tout le territoire avec un **budget en hausse de 15 % par rapport à 2018**. La Région se donne ainsi les moyens de son ambition : faire de chaque **lycée et CFA** une porte d'entrée sur la culture.

Facteur essentiel d'attractivité et de cohésion sociale, la création bénéficiera d'un effort constant : l'aide à la création et à la diffusion des **arts de la scène et de la rue**, le **spectacle vivant** et l'aide à la permanence artistique et culturelle, la **création cinématographique et audiovisuelle**, la **création littéraire** et les arts plastiques et numériques trouveront dans les dispositifs régionaux les moyens nécessaires à leur déploiement. Un budget consolidé en 2019 permettra également de soutenir davantage le **financement de la création et de l'émergence des nouveaux talents** : le **Fonds Régional pour les Talents Emergents « FoRTE »** permettra d'accompagner la **jeune création (18 - 30 ans)** grâce à l'attribution de **bourses**, des initiatives de mentorat et des actions de financement participatif via le dispositif L'Ile des Chances.

Avec **une enveloppe en investissement en augmentation**, ce budget permettra de **soutenir des équipements structurants** sur tout le territoire pour tous les publics car l'Ile-de-France compte aussi des **déserts culturels que la Région a la volonté de réduire**.

Soucieuse de rééquilibrer l'offre culturelle et de **faciliter l'accès à la culture**, la Région entend poursuivre et intensifier sa politique d'investissement dans les équipements culturels (**médiathèques, théâtres, cinémas d'art et d'essai, musées ...**) ancrés dans leur territoire. Elle

apportera son soutien aux équipements et programmations itinérants pour aller à la rencontre des franciliens, au **déploiement des « boîtes à livre » dans les lieux publics** (gares ou places) et à la **démultiplication des résidences d'artistes** dans toutes les disciplines culturelles, notamment en grande couronne.

Enfin permettre à chaque francilien de découvrir et d'apprécier les **richesses patrimoniales de son territoire** fait partie de l'ambition de la politique culturelle régionale : le nouveau label « Patrimoine d'intérêt régional », combiné à un **partenariat innovant avec la Fondation du Patrimoine**, permettra de **restaurer et de rénover de nombreux éléments patrimoniaux non protégés, parents pauvres des aides publiques**. La Région soutiendra également les initiatives de valorisation et de diffusion pour faire connaître l'ensemble de ces richesses. Cette politique est particulièrement opportune au moment où **l'Etat se désengage et baisse drastiquement ses dotations aux collectivités locales**.

2.3.4. Promouvoir le sport pour le plus grand nombre et l'engagement citoyen de la jeunesse

La Région Île-de-France entend poursuivre sa **politique sportive ambitieuse** engagée en 2016 en accompagnant le **mouvement sportif** et les **collectivités** pour le développement de la **pratique pour tous et l'animation sportive des territoires**. Pour ce faire, une attention particulière est portée sur l'accès à la pratique sportive pour les publics féminins notamment dans les zones prioritaires sensibles et rurales mais aussi pour les personnes en situation de handicap, les adolescents et les seniors.

Le budget dédié à la pratique sportive régionale pour 2019 est proposé à hauteur de **44,12 M€ en autorisations de programme (42,80 M€ en crédits de paiement)** et un budget de fonctionnement de **9,90 M€ en autorisations d'engagement** et en **crédits de paiement**.

Le **plan Sport Oxygène**, voté en septembre 2018 s'inscrit dans cette démarche et permettra de **créer des opportunités supplémentaires** afin que chaque francilien puisse pratiquer une activité physique et sportive vecteur de santé et bien-être.

Ce nouveau dispositif poursuit les objectifs suivants :

- promouvoir et développer la pratique des activités physiques et sportives comme **facteur de santé publique** à l'attention de tous les publics;
- **rattraper la carence en équipements sportifs** en renforçant l'aide régionale des communes ne disposant d'aucun équipement sportif ;
- faire découvrir le territoire et le patrimoine francilien par le biais de **parcours sport-santé**.

Pour atteindre ces objectifs, l'action de la Région vise à **soutenir et promouvoir le mouvement sportif**. Pour ce faire, un partenariat est mis en place par le biais de **conventions pluriannuelles tripartites** impliquant la Région, les ligues et comités sportifs régionaux ainsi que les fédérations sportives. Au-delà des objectifs sportifs, ce partenariat intègre un travail de coopération engagé avec chacun d'entre eux dans la lutte contre toutes formes de discrimination et risques de radicalisation. Il intègre également une dimension olympique et la préparation de la Génération 2024.

L'incitation à la pratique du sport par le plus grand nombre passe aussi par la **qualité et l'accessibilité des équipements sportifs**. Carencée sur ce point, la Région continue d'**aider les projets de construction et de rénovation de ces équipements par les collectivités territoriales (2,60 M€ en autorisations de programme en 2019)**. A ce titre, le CREPS d'Île-de-France, propriété régionale, bénéficie d'une attention particulière particulièrement en vue du rôle important qu'il jouera dans l'accueil des **Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris en 2024**.

L'accompagnement et la mise en valeur des **athlètes franciliens** seront également une priorité pour 2019. Pour ces athlètes, et notamment les Ambassadeurs du sport, ce soutien se fait à la fois au niveau de leur pratique sportive et de leurs projets de reconversion, de formation et/ou d'insertion professionnelle pendant l'olympiade et dans la perspective des Jeux en 2024.

Enfin, les différents soutiens apportés aux **clubs**, aux **associations**, aux **collectivités territoriales**, à l'**accueil de délégations sportives du monde entier** et aux événements sportifs organisés sur le territoire francilien participent à la valorisation et au développement du mouvement sportif associatif ainsi qu'au rayonnement et à l'attractivité de la Région.

Encadré n° 11 : la région, 1^{er} partenaire public après l'Etat, des jeux olympiques et paralympiques

Le 13 septembre 2017, à Lima, la France remportait l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été de 2024. L'année 2018, année de création du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJOP) de Paris 2024, a été capitale pour construire des bases solides, structurer l'activité et lancer les chantiers prioritaires. Depuis la création de la société de livraison des ouvrages olympiques et paralympiques (SOLIDEO) et du COJOP, différentes étapes importantes ont été franchies : premières revues de projet du Comité International Olympique (CIO) et du Comité International Paralympique (IPC), première Commission de coordination du CIO, et le vote de la nouvelle maquette financière.

Dans le prolongement de la phase de candidature, une consolidation du dossier a été entreprise, en prenant notamment en compte les observations du CIO et la « nouvelle norme » de l'Agenda Olympique 2020, ainsi que les travaux des inspections générales⁵⁴ demandés par l'Etat, tout en veillant à respecter les attentes des fédérations internationales. Ainsi, un travail de revue et d'optimisation du projet olympique et paralympique a été conduit par l'Etat (Délégation interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques), Paris 2024 et la SOLIDEO, en lien étroit avec les collectivités territoriales et les différents maîtres d'ouvrage, parmi lesquelles la Région Île-de-France.

Ce travail collectif d'optimisation a été guidé par trois grands principes : offrir la meilleure expérience possible des Jeux, renforcer l'héritage et sécuriser les budgets. Il a donné lieu à une nouvelle ventilation des contributions des financeurs publics entre les différents ouvrages. Cette nouvelle répartition a été actée dans le cadre du Protocole pour des Jeux Olympiques et Paralympiques ambitieux pour toute la France qui a été présenté lors du Conseil régional du 20 septembre 2018.

La mise en œuvre de ce protocole a fait l'objet d'un pacte financier et d'une convention avec la SOLIDEO qui ont été adoptés par la commission permanente de la Région le 17 octobre 2018. Avec un engagement total de plus de 209 M€, la Région est le premier partenaire financier public des JOP, après l'Etat. Pour mémoire, ce budget de 209 M€ comprend 145 M€ d'investissements olympiques, dont 10 M€ de dépenses liées à l'organisation des jeux Paralympiques, ainsi que 64 M€ au titre de la réalisation du stade nautique Olympique d'Île-de-France, dont la Région est maître d'ouvrage.

L'année 2019 verra la poursuite des **projets amorcés avec le Conseil régional des jeunes**, à savoir, l'organisation d'une journée internationale du vivre-ensemble, la création d'un brevet de l'engagement ou encore la rédaction d'un cahier des charges pour les campus urbains.

La **démarche transversale jeunesse** sera poursuivie et accentuée afin de rendre visible la politique régionale en faveur de la Jeunesse. L'état des lieux des dispositifs et le bilan des actions régionales permettront ainsi de bâtir un plan d'action pour la jeunesse et d'afficher les priorités régionales des prochaines années.

2.3.5. Une ambition forte et commune pour 2019 : intensifier les actions pour bâtir une Région Solidaire

Votée en juillet 2018, la **Région Solidaire** est une **politique ambitieuse et transversale** qui vise à lutter contre les fractures sociales pour préparer l'avenir de la Région et assurer un

⁵⁴ Cf. Les travaux conduits de l'inspection des finances, le conseil général de l'environnement et du développement durable et l'inspection générale de la jeunesse et des sports.

développement équilibré du territoire. Elle est en lien étroit avec la Stratégie leader votée en 2016 et les actions menées par l'exécutif depuis deux ans.

A cette fin un budget d'**investissement de 18,95 M€ en autorisations de programme (25,00 M€ en crédits de paiement)** et un budget de **fonctionnement de 8,98 M€ en autorisations d'engagement et 8,98 M€ en crédits de paiement** sont prévus en 2019.

La Région ne peut se résoudre à voir d'importantes fractures sociales et territoriales perdurer : inégalités de ressources, d'état de santé, de formation... **La région Ile-de-France est en outre une grande région rurale et le 1^{er} désert médical de France.**

La **Région solidaire** est un **plan d'ampleur inédit**, par les moyens mobilisés, par l'ambition poursuivie, mais également par la méthode employée qui tranche avec les approches jusqu'ici conduites. L'ensemble des compétences de la Région est ainsi mobilisé sur ce projet avec une attention particulière sur l'innovation sociale et les grands partenariats.

La Région Solidaire permet d'agir différemment, de prendre ses responsabilités en aidant les Franciliens à être eux-mêmes les acteurs de la solidarité sur le territoire, en accélérant et stimulant les initiatives innovantes en matière de solidarité, en intervenant aux interstices, là où le modèle social français n'apporte pas ou plus de réponse. Il s'agit particulièrement de protéger les plus vulnérables, de favoriser l'engagement en aidant ceux qui aident et d'agir sur le système de santé depuis les territoires. En définitive, l'ambition est de conduire une politique fondée sur la **confiance**, la **responsabilité des Franciliens** et leur **engagement direct** afin de permettre à chacun de réussir son projet de vie.

Améliorer la santé des Franciliens et soutenir l'innovation sociale : des engagements au cœur de la Région solidaire

L'approbation de la délibération cadre « **Région Ile-de-France, Région solidaire** » en juin 2018 permet la poursuite des engagements déjà pris en matière de santé et de développement des solidarités au cours de ces trois dernières années, en les amplifiant et en les inscrivant dans une démarche cohérente, qui place l'intervention de la Région là où elle est la plus utile et la plus efficace.

C'est le cas en matière de **santé**, où la Région entend **poursuivre son action en faveur des professionnels de santé**, notamment en les aidant à **s'installer**, mais aussi à se **maintenir et à poursuivre leur activité dans les territoires**, et ce dans les meilleures conditions possibles. Cette action sera enrichie par plusieurs expérimentations, notamment sur le **déploiement de solutions de télémedecine**, de **coordination des professionnels de santé** et de **désengorgement des urgences à l'hôpital**, avec toujours comme finalité d'améliorer l'offre de soins des Franciliens. Les actions relevant de l'**Agenda pour une Ile-de-France sans sida et en faveur de la prévention santé des jeunes seront poursuivies** et l'**iPass contraception** sera amélioré pour devenir un outil proposant des services adaptés aux besoins des jeunes Franciliens. Ces actions seront menées de concert et en pleine cohérence avec l'ARS, dans le cadre du PRS 2 sur lequel la Région a donné un avis favorable assorti de plusieurs recommandations.

En matière de développement des solidarités, la Région poursuivra son action en faveur des femmes, mais aussi en faveur des plus précaires notamment à travers son **dispositif Innovation sociale** (solution d'hébergements innovants, lieux alternatifs pour aider les plus fragiles à se remettre en selle...) et ses **appels à projets tournés vers les plus démunis**. Cette action revêtira également une dimension familiale grâce à un nouveau dispositif approuvé en 2018 en faveur de la petite enfance, qui permettra de soutenir et développer des actions innovantes en matière de garde d'enfants.

Enfin, conformément aux orientations prises dans le cadre de la Région solidaire, les partenariats avec les grands acteurs de la solidarité seront poursuivis : après un premier

partenariat avec **Emmaüs** approuvé en 2017, c'est un partenariat avec la **Croix Rouge** qui a été signé cette année, qui sera suivi par de nouvelles coopérations en 2019.

Une action résolue en faveur des personnes en situation de handicap et de leurs proches

La **refonte des dispositifs dans le domaine du handicap**, suite à la réflexion autour d'une « Région solidaire » et au vote du rapport-cadre « Région Île-de-France, Région solidaire », a engendré un **meilleur ciblage des aides en direction des publics les plus fragilisés**. L'accent sera mis sur le soutien aux établissements médico-sociaux développant des actions innovantes et en direction des start-up de e-handicap. Des aides seront mobilisées pour **l'accueil en crèches d'enfants en situation de handicap**. **L'action vers les aidants sera encore renforcée** et de nouvelles aides seront proposées. Enfin, une attention particulière sera portée au rapprochement de la culture et des publics en situation de handicap.

Soutenir la vie associative et les valeurs de la République et lutter sans relâche contre toute forme de discrimination

Dans une Région Ile-de-France qui compte près de **220 000 associations et plus de 2 millions de bénévoles**, le focus est également porté, via une nouvelle aide, au développement de la vie associative francilienne par une attention particulière à ses processus de structuration et à l'encouragement à la « professionnalisation » et à la valorisation du bénévolat. Seront ainsi soutenus des projets visant, entre autres, la mutualisation de moyens d'actions et de moyens, la coopération inter-associative, l'accompagnement et les conseils aux projets associatifs ou encore des plans de formation des bénévoles.

La Région s'emploiera à accompagner des **solutions efficaces dans les quartiers populaires et dans les territoires ruraux**, en faveur notamment de **l'insertion professionnelle des jeunes et de la lutte contre le décrochage scolaire** et à favoriser une **meilleure articulation des acteurs**. La lutte contre les discriminations, contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité femme-homme sera par ailleurs poursuivie et le soutien à l'accueil des jeunes en rupture familiale confirmé.

2.3.6. Renforcer l'attractivité des îles de loisirs

Les douze îles de loisirs de la Région jouent un rôle essentiel pour répondre aux attentes des franciliens en matière de détente et de loisirs de plein air. Pour continuer à jouer ce rôle, une évolution de la gestion de ces espaces est à entreprendre. La Région a ainsi entamé une réflexion en ce sens, avec pour priorité de refonder le modèle économique, en étroite collaboration avec les collectivités partenaires.

L'objectif premier de cette démarche est de mettre en place un modèle de développement cohérent à l'échelle de toutes les îles de loisirs ainsi que des outils de pilotage communs en tenant compte des spécificités locales, afin de conserver une véritable offre sociale adossée à un modèle économique pérenne, associant de manière pertinente investissement et fonctionnement, et réduisant le montant des contributions publiques.

Plus spécifiquement, **les équipements du stade nautique de Vaires-Torcy** seront mis en service. Tout en prenant en compte les exigences liées à la dimension olympique du site, ils permettront de conforter l'équilibre de fonctionnement de l'ensemble de l'île de loisirs par un développement des activités de tourisme et de loisirs.

La Corniche des forts verra se concrétiser la nouvelle phase d'aménagement engagée en 2018, avec comme objectif la création d'une **promenade écologique** permettant la découverte d'un site remarquable et l'ouverture au public à l'horizon 2020.

Toutes ces actions menées par la Région sur les îles de loisirs seront complétées par le dispositif solidaire d'aide à la personne pour l'accès aux loisirs et aux vacances, qui sera reconduit en mettant l'accent sur le développement des séjours bénéficiant aux groupes de jeunes, aux familles fragilisées et aux femmes victimes de violences ainsi que sur les activités sportives, culturelles et éducatives.

Au global, le budget 2019 dédié en faveur des loisirs s'établit, en investissement à 7,74 M€ en autorisations de programme et 5,68 M€ en crédits de paiement, en fonctionnement à 1,69 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

L'ensemble de ces dispositifs contribuera au renforcement de l'identification régionale de ces espaces et de leur vocation de destination de loisirs et de séjours pour tous les Franciliens.

*

2.4. Après la montée en puissance de la programmation, accélérer la certification des fonds européens

Sur la période 2014-2020, la Région gère directement une enveloppe de **540 M€** de crédits européens. Ces crédits doivent être programmés avant fin 2020 et certifiés avant fin 2023, avec des jalons annuels de certification, les seuils de dégageement d'office.

L'Île-de-France, une Région très engagée en matière de gestion des fonds européens au profit des territoires et des franciliens

Grâce aux **moyens mis en œuvre dès 2016** et à la **forte mobilisation des services**, la **Région a atteint fin octobre 2018 un taux de programmation FEDER-FSE de 62 %**, qui la place dans le **peloton de tête des régions françaises, le taux national étant de 53 %**. Pour mémoire, fin 2015 la région Île-de-France était classée parmi les dernières régions de France, avec un taux de programmation de 4,6 %, alors que le taux national était de 16 %.

La priorité a été donnée au cours de l'année 2018 à la programmation des opérations prises en compte dans l'atteinte du cadre de performance, en particulier sur les thématiques suivantes : le soutien aux dynamiques de l'inclusion, l'investissement dans l'éducation et l'adaptation des compétences, l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) en Seine-Saint-Denis, le renforcement des facteurs de compétitivité, les applications TIC et le soutien au bassin hydrographique de la Seine.

L'accent a par ailleurs été mis en 2018 sur la certification, avec pour objectif d'éviter le dégageement d'office, dont le seuil pour 2018 est de près de **78 M€**, ainsi que sur le pilotage des organismes intermédiaires (OI).

Pour l'année 2019, **ces objectifs seront maintenus. L'accent sera mis sur la certification, l'atteinte des objectifs du cadre de performance et la mise en œuvre des recommandations de la Commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC) et de la Commission européenne** suite aux audits intervenus en 2017 et 2018 dans les organismes intermédiaires et les services de la Région.

La **programmation du reste de l'enveloppe FEDER et FSE** sera lissée jusqu'en 2020. Pour le FEADER, les crédits seront inscrits pour ordre sur le budget régional mais gérés directement par l'agence de service et de paiement (ASP).

L'Île-de-France, une région au service des porteurs de projets

Au-delà de la gestion des fonds, **la Région se doit d'accompagner les structures franciliennes** (associations, collectivités locales, universités, pôles de recherche, entreprises) vers

les financements offerts par les programmes communautaires. Cette mission d'identification et d'appui aux projets éligibles aux financements européens, qui a contribué à lever **25,3 M€** de fonds européens depuis le début de la mandature, se poursuivra.

Poursuite du dispositif « Europe »

La Région continuera à **fonctionner par appels à projets (AAP)** dans le cadre du dispositif « Europe » adopté par le Conseil régional (CR 129-16). Ces appels à projets visent à **sélectionner les structures franciliennes développant des projets concrets et initiant des débats de qualité pour une meilleure compréhension de l'Union européenne** et de ses enjeux dans les territoires. Il permet ainsi à la Région d'appuyer des actions et études éclairant ou soutenant la stratégie européenne de l'Île-de-France, de soutenir des actions pédagogiques innovantes et de valoriser des formations aux métiers européens.

L'Île-de-France, une région qui reprend sa place en Europe

La Région contribue aux **négociations en cours à Bruxelles mais également à celles sur les grands enjeux de l'avenir européen** (ex : l'avenir de la politique de cohésion post - 2020). Des **partenariats avec d'autres régions européennes** permettront de faire émerger des projets utiles aux territoires mais également de défendre des positions communes sur le devenir des politiques européennes. La Région renouvellera son soutien à l'organisme associé « **Île de France Europe** » (IDFE) qui assure la représentation de la Région auprès de l'Union européenne.

* *

*

ANNEXES AU RAPPORT

Les recettes

LES RECETTES DU BUDGET POUR 2019

	BP 2018 (M€)	Projet de BP 2019 (M€)	Evolution BP2019 - BP 2018 (M€)	Evolution BP2019 - BP 2018 (%)
SECTION DE FONCTIONNEMENT	3 488,462	3 612,737	124,275	3,6%
A. RECETTES FISCALES	3 383,517	3 465,008	81,491	2,4%
<u>Fiscalité directe</u>	<u>862,848</u>	<u>955,679</u>	<u>92,831</u>	<u>10,8%</u>
CVAE	2 902,000	2 988,900	86,900	3,0%
IFER	124,040	124,218	0,178	0,1%
FNGIR (dépenses)	-674,816	-674,816	0,000	0,0%
Attributions de compensation CVAE (dépenses)	-1 372,419	-1 372,419	0,000	0,0%
Péréquation (dépenses)	-115,957	-110,204	5,753	-5,0%
<u>Autres recettes fiscales</u>	<u>2 520,669</u>	<u>2 509,329</u>	<u>-11,340</u>	<u>-0,4%</u>
<u>Hors TICPE</u>	<u>1 448,032</u>	<u>1 436,296</u>	<u>-11,736</u>	<u>-0,8%</u>
Taxe régionale sur les cartes grises	355,212	332,000	-23,212	-6,5%
Taxe d'apprentissage - RRA	240,162	243,284	3,122	1,3%
Reversement taxe sur les bureaux (ex FARIF)	212,939	212,939	0,000	0,0%
Frais de gestion fiscalité directe (Formation Professionnelle)	86,548	88,625	2,077	2,4%
Taxe additionnelle aux DMTO sur l'immobilier d'entreprise	65,000	60,000	-5,000	-7,7%
Fraction de TVA	488,171	499,448	11,277	2,3%
<u>TICPE</u>	<u>1 072,637</u>	<u>1 073,033</u>	<u>0,396</u>	<u>0,0%</u>
TICPE - Droit à compensation	891,241	893,022	1,781	0,2%
TICPE - ex Modulation 2007	71,000	70,000	-1,000	-1,4%
TICPE - Formation professionnelle	38,882	38,882	0,000	0,0%
TICPE - Primes d'apprentissage	29,820	30,818	0,998	3,3%
TICPE - Aide au recrutement d'apprentis	18,000	15,835	-2,165	-12,0%
TICPE - Ressource Régional pour l'Apprentissage (RRA)	23,694	24,476	0,782	3,3%
B. DOTATIONS	8,820	8,820	0,000	0,0%
Dotation Générale de Décentralisation (DGD)	8,820	8,820	0,000	0,0%
C. RECETTES DIVERSES	96,125	138,909	42,784	44,5%
<u>Recettes sur créances (intérêts)</u>	<u>0,000</u>	<u>0,000</u>	<u>0,000</u>	<u>0,0%</u>
<u>Recettes Diverses (yc produits financiers)</u>	<u>96,243</u>	<u>145,123</u>	<u>48,880</u>	<u>50,8%</u>
Contribution service restauration (ex FARPI)	9,000	6,000	-3,000	-33,3%
Produits financiers (dont swaps)	12,418	11,421	-0,997	-8,0%
Fonds européens	52,060	66,025	13,965	26,8%
Divers fonctionnement	22,765	61,677	38,912	170,9%
ICNE	-0,118	-6,214	-6,096	
SECTION D'INVESTISSEMENT	859,513	666,957	-192,556	-22,4%
A. RECETTES FISCALES	373,000	351,824	-21,176	-5,7%
Taxe sur construction de bureaux	120,000	110,000	-10,000	-8,3%
Taxe d'aménagement	40,000	32,824	-7,176	-17,9%
Taxe annuelle sur surfaces de stationnement	68,000	65,000	-3,000	-4,4%
Taxe additionnelle spéciale annuelle	80,000	80,000	0,000	0,0%
TICPE Grenelle	65,000	64,000	-1,000	-1,5%
B. DOTATIONS	86,089	86,089	0,000	0,0%
DRES	86,089	86,089	0,000	0,0%
C. RECETTES DIVERSES	400,424	229,044	-171,380	-42,8%
<u>Recettes sur créances (capital)</u>	<u>182,388</u>	<u>38,054</u>	<u>-144,334</u>	<u>-79,1%</u>
<u>Divers</u>	<u>177,654</u>	<u>168,810</u>	<u>-8,844</u>	<u>-5,0%</u>
Amendes de police	63,924	64,000	0,076	0,1%
FCTVA	90,000	95,000	5,000	5,6%
Fonds européens	23,730	9,810	-13,920	-58,7%
<u>Divers investissement</u>	<u>40,382</u>	<u>22,180</u>	<u>-18,202</u>	<u>-45,1%</u>
TOTAL RECETTES PERMANENTES (HORS EMPRUNTS)	4 347,975	4 279,694	-68,281	-1,6%
TOTAL RECETTES PERMANENTES (Périmètre 1*)	4 133,685	4 163,947	30,262	0,7%
Emprunts	809,570	709,344	-100,226	-12,4%
TOTAL GENERAL RECETTES yc excédent N-1	5 157,545	4 989,038	-168,507	-3,3%

* Hors remboursement anticipé, hors fonds européens, hors emprunt hors PIC

La dette

SITUATION DE LA DETTE AU 01/01/2019												
(en euros)												
Type d'opération	Etablissements arrangeurs dans le cadre des émissions obligataires et des placements privés, établissements prêteurs dans le cadre des prêts bancaires	Emprunt vert et responsable	Date début emprunt	Date fin emprunt	Durée du contrat	Type de taux (après swap le cas échéant, hors swaps de devises)	Capital initial	Capital restant à amortir au 01/01/2019	Annuité 2019 (1) + (2)	dont		
										Capital (1)	Intérêts nets des recettes de swap (2)	Intérêts bruts
EMPRUNTS OBLIGATAIRES												
Emission obligataire publique (EUR)	SOC GEN, HSBC France et BANCA IMI (200,0 M€)	-	23/04/2009	23/04/2019	10,0	Variable après swap	200 000 000,00	200 000 000,00	201 830 069,44	200 000 000,00	1 830 069,44	10 830 069,44
Emission obligataire publique (EUR)	SOCIETE GENERALE et BANCA IMI (300,0 M€)	-	04/06/2010	04/06/2020	10,0	Fixe	300 000 000,00	300 000 000,00	9 600 000,00	0,00	9 600 000,00	9 600 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	SOCIETE GENERALE, DB, HSBC France, Natixis (410,0 M€)	-	08/06/2011	07/01/2022	10,6	Fixe	410 000 000,00	410 000 000,00	14 862 500,00	0,00	14 862 500,00	14 862 500,00
Emission obligataire publique (EUR)	BNP PARIBAS et CACIB (350,0 M€)	OUI	27/03/2012	27/03/2024	12,0	Fixe	350 000 000,00	350 000 000,00	12 687 500,00	0,00	12 687 500,00	12 687 500,00
Emission obligataire publique (EUR)	BARCLAYS, NATIXIS (300,0 M€)	-	10/06/2013	10/06/2023	10,0	Fixe	300 000 000,00	300 000 000,00	6 750 000,00	0,00	6 750 000,00	6 750 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR CACIB, HSBC France & Natixis (600,0 M€)	OUI	24/04/2014	24/04/2026	12,0	Fixe	600 000 000,00	600 000 000,00	14 250 000,00	0,00	14 250 000,00	14 250 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR BNPP, CACIB, NATIXIS (500,0 M€)	-	23/04/2015	23/04/2027	12,0	Fixe	500 000 000,00	500 000 000,00	3 125 000,00	0,00	3 125 000,00	3 125 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	TAP 2010.EP.EUR.300 avec ICBC, SG, UBS (110,0 M€)	-	19/10/2015	04/06/2020	4,7	Fixe	110 000 000,00	110 000 000,00	3 520 000,00	0,00	3 520 000,00	3 520 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	TAP ISR 2012.EP.EUR.350 avec BNPP (25,0 M€)	OUI	28/10/2015	27/03/2024	8,4	Fixe	25 000 000,00	25 000 000,00	906 250,00	0,00	906 250,00	906 250,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR BNPP, CACIB, NATIXIS, SG (650,0 M€)	OUI	14/06/2016	14/06/2025	9,0	Fixe	650 000 000,00	650 000 000,00	3 250 000,00	0,00	3 250 000,00	3 250 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR BARCLAYS, CACIB, HSBC FRANCE, SG 500,0 M€	OUI	14/03/2017	14/03/2029	12,0	Fixe	500 000 000,00	500 000 000,00	6 875 000,00	0,00	6 875 000,00	6 875 000,00
Emission obligataire publique (EUR)	ISR CACIB, HSBC FRANCE, Natixis, SG 500,0 M€	OUI	20/06/2018	20/06/2033	15,0	Fixe	500 000 000,00	500 000 000,00	6 875 000,00	0,00	6 875 000,00	6 875 000,00
Placement privé (AUD)	CREDIT AGRICOLE CIB (66,8 M€)	-	28/06/2011	28/06/2021	10,0	Variable	66 796 318,16	66 796 318,16	805 916,13	0,00	805 916,13	805 916,13
Placement privé (EUR)	SOCIETE GENERALE (60,0 M€)	-	13/07/2011	13/07/2026	15,0	Variable après swap	60 000 000,00	60 000 000,00	778 666,67	0,00	778 666,67	3 199 666,67
Placement privé (EUR)	NATIXIS (40,0 M€)	-	28/03/2013	28/03/2025	12,0	Fixe	40 000 000,00	40 000 000,00	1 037 600,00	0,00	1 037 600,00	1 037 600,00
Placement privé (JPY)	CACIB (40,8 M€)	-	11/04/2013	11/04/2028	15,0	Variable	40 816 326,53	40 816 326,53	647 647,39	0,00	647 647,39	647 647,39
Placement privé (EUR)	HSBC France (70,0 M€)	-	31/10/2013	31/10/2028	15,0	Fixe	70 000 000,00	70 000 000,00	2 142 000,00	0,00	2 142 000,00	2 142 000,00
Placement privé (EUR)	Commerzbank (50,0 M€)	-	29/11/2013	29/11/2024	11,0	Fixe	50 000 000,00	50 000 000,00	1 337 500,00	0,00	1 337 500,00	1 337 500,00
Placement privé (EUR)	HSBC France (35,0 M€)	-	25/09/2014	25/09/2025	11,0	Fixe	35 000 000,00	35 000 000,00	574 000,00	0,00	574 000,00	574 000,00
Placement privé (EUR)	ISR Bred (100,0 M€)	OUI	31/07/2015	31/07/2021	6,0	Variable	100 000 000,00	100 000 000,00	963 194,44	0,00	963 194,44	963 194,44
EMPRUNT SCHULDSCHHEIN												
Placement Schuldschein (EUR)	HELABA (50,0 M€)	-	10/04/2013	10/04/2028	15,0	Fixe	50 000 000,00	50 000 000,00	1 375 000,00	0,00	1 375 000,00	1 375 000,00
EMPRUNTS BANCAIRES												
Prêt bancaire (EUR)	DEXIA (50,0 M€)	-	14/11/2008	01/12/2022	14,1	Fixe	50 000 000,00	50 000 000,00	2 162 118,06	0,00	2 162 118,06	2 162 118,06
Prêt bancaire (EUR)	DEXIA (50,0 M€)	-	28/11/2008	01/12/2022	14,1	Fixe	50 000 000,00	50 000 000,00	2 060 729,17	0,00	2 060 729,17	2 060 729,17
Prêt bancaire (EUR)	Caisse des Dépôts et Consignations (252,0 M€)	-	20/12/2011	01/12/2026	15,0	Fixe	252 000 000,00	150 710 678,53	21 700 589,37	16 608 611,78	5 091 977,59	5 091 977,59
Prêt bancaire (EUR)	Banque Européenne d'Investissement (200,0 M€)	-	26/03/2012	25/03/2027	15,0	Fixe	200 000 000,00	200 000 000,00	7 654 000,00	0,00	7 654 000,00	7 654 000,00
Prêt bancaire (EUR)	Banque Européenne d'Investissement (100,0 M€)	-	17/12/2014	17/12/2019	5,0	Fixe	100 000 000,00	100 000 000,00	100 321 000,00	100 000 000,00	321 000,00	321 000,00
Prêt bancaire (EUR)	Banque Européenne d'Investissement (24,0 M€)	-	30/06/2015	30/06/2019	4,0	Fixe	24 000 000,00	24 000 000,00	24 027 600,00	24 000 000,00	27 600,00	27 600,00
Prêt bancaire (EUR)	Caisse des Dépôts et Consignations (40,0 M€)	-	06/03/2018	01/03/2038	20,0	Fixe	40 000 000,00	40 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00
Prêt bancaire (EUR)	Caisse des Dépôts et Consignations (60,0 M€)	-	08/06/2018	01/06/2033	15,0	Fixe	60 000 000,00	58 186 998,73	4 419 960,52	3 662 403,44	757 557,08	757 557,08
Revolving (EUR)	Caisses d'épargne	-	31/12/2007	31/12/2022	15,0	Variable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL							5 733 612 644,69	5 630 510 321,95	458 538 841,19	346 271 015,22	112 267 825,97	123 688 825,97

**TABLEAU RECAPITULATIF DES OPERATIONS DE COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE ET DE GESTION ACTIVE DE DETTE PAR LIGNE D'EMPRUNT
EMPRUNTS & OPERATIONS EN COURS AU 01/01/2019**

Intitulé	Emprunt initial			1er Swap			2e Swap		
	Etablissement arrangeur	Durée du contrat	Taux initial	Etablissement contrepartie	Durée du contrat	Taux après le 1 ^{er} swap	Etablissement contrepartie	Durée du contrat	Taux après le 2 ^{ème} swap
<i>Emission obligataire CHF 203,8 M€</i>	UBS et ABN AMRO	27/11/2007 à 27/11/2018	Taux fixe 3,25 % *	UBS et ABN AMRO	27/11/2007 à 27/11/2018	EURIBOR 6 MOIS marge négative			
Emission obligataire EURO 200,0 M€	HSBC France, SG et Banca IMI	23/04/2009 à 23/04/2019	Taux fixe 4,5 %	HSBC France et SOCIETE GENERALE	23/04/2009 à 23/04/2019	EURIBOR 3 MOIS marge positive			
<i>Placement privé JPY 30,5 M€</i>	HSBC CCF	18/12/2003 à 18/12/2018	Taux fixe 1,5% *	HSBC CCF	18/12/2003 à 18/12/2018	EURIBOR 3 MOIS			
<i>Placement privé CHF 49,7 M€</i>	BNP Paribas	28/04/2009 à 28/12/2018	Taux fixe 2,917 % *	BNP Paribas	28/04/2009 à 28/12/2018	EURIBOR 3 MOIS marge positive			
Placement privé \$ AUD 66,8 M€	CA - CIB	28/06/2011 à 28/06/2021	Taux fixe 6,24% *	CA - CIB	28/06/2011 à 28/06/2021	EURIBOR 3 MOIS marge positive			
Placement privé EUR 60,0 M€	Société Générale	13/07/2011 à 13/07/2026	Taux fixe 4,035%	Société Générale	13/07/2011 à 13/07/2026	EURIBOR 3 MOIS marge positive			
<i>Placement privé EUR 80,0 M€</i>	BNP Paribas	14/12/2012 à 14/12/2018	EURIBOR 3 MOIS marge positive	BNP Paribas	14/12/2012 à 14/12/2018	Taux fixe 1,275%			
Placement privé JPY 40,8 M€	CA - CIB	11/04/2013 à 11/04/2028	Taux fixe 1,3875% *	CA - CIB	11/04/2013 à 11/04/2028	EURIBOR 3 MOIS marge positive			

* niveau du taux fixe en devise (CHF, JPY, HKD, AUD), non payé par la Région

Les opérations de gestion active en italique et grisées sont arrivées à échéance dans le courant de l'année 2018

REPARTITION PAR TYPE DE RISQUE DES PRODUITS FINANCIERS UTILISES COMME INSTRUMENTS DE GESTION ACTIVE¹
AU 01/01/2019

Contrepartie(s)	Montant	Année de souscription	Durée du contrat	Swaps : taux échangés		Option d'annulation	Caps : taux garanti	Barrière désactivante
				Taux reçu	Taux payé			
1/ Produits indexés sur un taux d'intérêt de la zone euro, dont								
- 2 swaps simple d'échange de taux fixe contre taux variable ou inversement								
HSBC France & Soc Gen	200 000 000,00	2009	23/04/2009 à 23/04/2019	Fixe 4,5%	Eur3M	-	-	-
Société Générale	60 000 000,00	2011	13/07/2011 à 13/07/2026	Fixe 4,035%	Eur3M	-	-	-
2/ Produits indexés sur l'inflation								
-								
3/ Produits indexés sur des écarts d'indices en zone euro								
-								
4/ Produits indexés sur des indices hors zone euro, ou écarts entre ces indices								
-								

Lecture : Eur3M correspond au taux variable Euribor 3 mois.

1) Les montants notionnels affichés sur ces produits de couverture ne peuvent être agrégés. En effet, si une même ligne d'emprunt peut avoir donné lieu à plusieurs opérations de gestion active de dette, le montant notionnel couvert reste celui de l'emprunt sous-jacent.

EMISSIONS OBLIGATAIRES DOCUMENTEES SOUS PROGRAMME EMTN DE LA REGION AU 01/01/2019							
Année d'émission	Type d'opération	Etablissements arrangeurs utilisés comme intermédiaires lors de l'émission obligataire ou du placement privé	Durée	Cotation	Souche	Montant souscrit (en €)	Montant résiduel au 01/01/2019 (en €)
2001	Emission obligataire (euro)	HSBC CCF 100,0 M€ (2001-2013)	12	Euronext Paris	1	100 000 000,00	0,00
2003	Placement privé (dollar US)	BNP Paribas 42,6 M€ (2003-2014)	11	Luxembourg	2	42 622 000,00	0,00
2003	Placement privé (yen)	HSBC CCF 16,2 M€ (2003-2008)	5	Aucune cotation	3	16 193 373,00	0,00
2003	Placement privé (euro)	CDC-IXIS 51,0 M€ (2003-2015)	12	Luxembourg	4	51 000 000,00	0,00
2003	Placement privé (yen)	HSBC CCF 30,5 M€ (2003-2018)	15	Aucune cotation	5	30 522 701,26	0,00
2004	Placement privé (dollar HKD)	HSBC CCF 30,3 M€ (2004-2014)	10	Aucune cotation	8	30 263 291,00	0,00
2004	Placement privé (euro)	Deutsche Bank 35,0 M€ (2004-2011)	7	Luxembourg	6	35 000 000,00	0,00
2004	Placement privé (euro)	Morgan Stanley 50,0 M€ (2004-2011)	7	Luxembourg	7	50 000 000,00	0,00
2004	Placement privé (yen)	Mizuho 37,0 M€ (2004-2016)	12	Aucune cotation	9	36 974 000,00	0,00
2004	Emission obligataire (euro)	HSBC CCF et BNP Paribas 230,0 M€ (2004-2012)	8	Euronext Paris	10	230 000 000,00	0,00
2005	Emission obligataire (franc suisse)	BNP Paribas 147,1 M€ (2005-2014)	9	SWX Swiss Exchange	11	147 105 852,25	0,00
2005	Emission obligataire (franc suisse)	BNP Paribas et CSFB 96,8 M€ (2005-2016)	11	SWX Swiss Exchange	12	96 792 927,66	0,00
2006	Emission obligataire (euro)	IXIS-CIB et Société Générale 220,0 M€ (2006-2017)	11	Euronext Paris	13	220 000 000,00	0,00
2006	Placement privé (franc suisse)	Deutsche Bank 38,3 M€ (2006-2008)	2	Aucune cotation	14	38 289 725,59	0,00
2007	Placement privé (euro)	HSBC CCF 50,0 M€ (2007-2009)	2	Eurolist	16	50 000 000,00	0,00
2007	Emission obligataire (franc suisse)	UBS et ABN AMRO 203,8 M€ (2007-2018)	11	SWX Swiss Exchange	15	203 836 930,46	0,00
2008	Emission obligataire (franc suisse)	UBS 125,4 M€ (2008-2014)	6	SIX Swiss Exchange	17	125 391 849,53	0,00
2008	Placement privé (franc suisse)	UBS 45,1 M€ (2008-2010)	18 mois	SIX Swiss Exchange	18	45 103 092,78	0,00
2008	Emission obligataire (franc suisse)	BNP PARIBAS 100,0 M€ (2008-2015)	7	SIX Swiss Exchange	19	100 033 344,45	0,00
2009	Emission obligataire (franc suisse)	CREDIT SUISSE et BNP PARIBAS 131,1 M€ (2009-2015)	6	SIX Swiss Exchange	20	131 100 000,00	0,00
2009	Placement privé (franc suisse)	BNP PARIBAS 49,7 M€ (2009-2018)	10	SIX Swiss Exchange	21	49 668 874,17	0,00
2009	Emission obligataire (euro)	HSBC FRANCE, SOC GEN et BANCA IMI 200,0 M€ (2009-2019)	10	Euronext Paris	22	200 000 000,00	200 000 000,00
2010	Emission obligataire (euro)	Société Générale et BANCA IMI 300,0 M€ (2010-2020)	10	Euronext Paris	23-1	300 000 000,00	300 000 000,00
2010	Placement privé (euro)	BNP PARIBAS 100,0 M€ (2010-2017)	7	Euronext Paris	24	100 000 000,00	0,00
2010	Emission obligataire (franc suisse)	UBS 100,5 M€ (2010-2017)	7	SIX Swiss Exchange	25	100 502 512,56	0,00
2011	Emission obligataire (euro)	HSBC FRANCE, SOC GEN & DEUTSCHE BANK 300,0 M€ (2011-2022)	10,5	Euronext Paris	26	410 000 000,00	410 000 000,00
2011	Placement privé (dollar australien)	CREDIT AGRICOLE CIB 66,8 M€ (2011-2021)	10	Aucune cotation	27	66 796 318,16	66 796 318,16
2011	Placement privé (euro)	SOCIETE GENERALE 60,0 M€ (2011-2026)	15	Euronext Paris	28	60 000 000,00	60 000 000,00
2012	Emission obligataire ISR (euro)	BNP PARIBAS et CACIB 350,0 M€ (2012-2024)	12	Euronext Paris	29-1	350 000 000,00	350 000 000,00
2012	Placement privé (euro)	BNP PARIBAS 80,0 M€ (2012-2018)	6	Euronext Paris	30	80 000 000,00	0,00
2013	Placement privé (euro)	NATIXIS 40,0 M€ (2013-2025)	12	Euronext Paris	31	40 000 000,00	40 000 000,00
2013	Placement privé (yen)	CA - CIB 40,8 M€ (2013 - 2028)	15	Aucune cotation	32	40 816 326,53	40 816 326,53
2013	Emprunt obligataire (euro)	BARCLAYS et NATIXIS 300,0 M€ (2013 - 2023)	10	Euronext Paris	33	300 000 000,00	300 000 000,00
2013	Placement privé (euro)	HSBC France 70,0 M€ (2013 - 2028)	15	Euronext Paris	34	70 000 000,00	70 000 000,00
2013	Placement privé (euro)	Commerzbank 50,0 M€ (2013 - 2024)	11	Euronext Paris	35	50 000 000,00	50 000 000,00
2014	Emission obligataire (euro)	CA - CIB, NATIXIS & HSBC France 600,0 M€ (2014 - 2026)	12	Euronext Paris	36	600 000 000,00	600 000 000,00
2014	Placement privé (euro)	HSBC France 35,0 M€ (2014 - 2025)	11	Aucune cotation	37	35 000 000,00	35 000 000,00
2015	Emprunt obligataire (euro)	ISR BNPP, CACIB, NATIXIS 500,0 M€ (2015-2027)	12	Euronext Paris	38	500 000 000,00	500 000 000,00
2015	Abondement obligataire (euro)	TAP 2010.EP.EUR.300 avec ICBC, SG, UBS 110,0 M€ (2015-2020)	5	Euronext Paris	23-2	110 000 000,00	110 000 000,00
2015	Abondement obligataire (euro)	TAP ISR 2012.EP.EUR.350 avec BNPP 25,0 M€ (2012-2024)	8	Euronext Paris	29-2	25 000 000,00	25 000 000,00
2015	Placement privé (euro)	ISR Bred 100,0 M€ (2015-2021)	6	Euronext Paris	39	100 000 000,00	100 000 000,00
2016	Emprunt obligataire (euro)	ISR BNPP, CACIB, NATIXIS, SG 650,0 M€ (2016-2025)	9	Euronext Paris	40	650 000 000,00	650 000 000,00
2017	Emprunt obligataire (euro)	ISR BARCLAYS, CACIB, HSBC FRANCE, SG 500,0 M€ (2017-2029)	12	Euronext Paris	41	500 000 000,00	500 000 000,00
2018	Emprunt obligataire (euro)	ISR CACIB, HSBC FRANCE, NATIXIS, SG 500,0 M€ (2018-2033)	15	Euronext Paris	42	500 000 000,00	500 000 000,00
TOTAL						7 018 013 119,40	4 907 612 644,69

Les participations

La contractualisation avec l'Etat :
le CPER 2015 - 2020

Le contrat de plan Etat-région 2015-2020 (CPER 2015-2020)

Le **Contrat de plan Etat-Région (CPER) pour la période 2015-2020** a été signé entre l'Etat et la Région le **9 juillet 2015**. Le montant total contractualisé s'élève à **7 330 M€** dont **2 902 M€** pour la **part Etat** (soit 40 % du volume contractualisé) et **4 428 M€ pour la part régionale** (60 %), auxquels s'ajoutent les financements au titre de la Société du Grand Paris et d'autres financeurs (bloc local et opérateurs de l'Etat).

Le précédent Gouvernement a cependant souhaité lancer une **revoyure des contrats de plan État-Régions 2015-2020**, approuvée lors de la séance de décembre 2016 du Conseil régional. Pour le CPER Ile-de-France, cette revoyure a porté sur les volets « Mobilité multimodale » et « Enseignement supérieur et recherche, innovation numérique et emploi », portant **l'enveloppe des moyens mobilisés par l'État et par la Région respectivement à 2 917,1 M€ et à 4 448,5 M€, soit un total de 7 365,6 M€**.

D'une manière générale, **la Région doit aussi composer avec le désengagement de l'Etat**. En 2 ans, la **Région s'est substituée à l'Etat** pour le financement du **Train-Tram Massy-Evry (50 M€)** et **l'électrification de la ligne P Paris-Provins-Troyes (23 M€)**, pour avancer sur ces projets structurants. Des incertitudes pèsent sur la capacité de l'Etat à être au rendez-vous des projets à financer en 2019.

Les engagements de la Région se répartissent comme suit en six grands volets⁵⁵ :

- **3 456,7 M€** sur le volet 1 « Mobilité multimodale » (soit 77,7 % du montant total des engagements régionaux sur ce contrat après clause de revoyure), correspondant au financement des opérations Transports Nouveau Grand Paris (NGP), aux opérations multimodales hors NGP et à des opérations d'optimisation du réseau routier ;
- **394 M€** sur le volet 2 « Enseignement supérieur et recherche et innovation » (soit 8,9 % du montant total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- **158 M€** sur le volet 3 « Transition écologique et énergétique » (soit 3,5 % du total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- **103 M€** sur le volet 4 « Numérique » (soit 2,3 % du total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- **15 M€** sur le volet 5 « Innovation, Filières d'avenir, et emploi » (soit 0,3 % du total des engagements régionaux sur ce contrat) ;
- **323 M€** sur le volet 6 « Volet territorial » (soit 7,3 % du total des engagements régionaux sur ce contrat).

Au cours de l'année **2016**, 546 M€ d'autorisations de programme et d'engagement ont été affectés au titre du CPER 2015-2020, ce qui représente 12,3 % des engagements régionaux. En **2017**, ce sont 660,6 M€ d'autorisations de programme et d'engagement qui ont été affectés au titre du CPER 2015-2020, soit 14,85 % des engagements régionaux.

Les dotations inscrites au budget primitif **2018** pour le CPER 2015-2020 s'élevaient globalement à 677,5 M€ mais devraient faire l'objet d'affectations à hauteur de 732,2 M€, portant à 53,29 % le niveau des engagements régionaux au titre de ce contrat à l'issue de sa troisième année d'application.

En termes d'engagements, les dotations inscrites au projet de budget **2019** pour le CPER 2015-2020 s'élèveront globalement à 776,6 M€, soit 17,46 % des engagements régionaux au titre de ce contrat, et à 569,6 M€ en crédits de paiement.

⁵⁵ Auxquels s'ajoute un volet 7 « Prospectif » pour lequel aucune dotation n'est prévue.

Par volet thématique du CPER, les dotations inscrites en autorisations de programme et d'engagement pour 2019 se répartissent comme suit :

❖ **Volet 1 – Mobilité multimodale**

- Sous-volet 11 – Opérations Nouveau Grand Paris :
 - o Schémas directeurs des RER et Transiliens, tout particulièrement pour accueillir les nouveaux matériels roulants ;
 - o Opérations de tramways, notamment T12 Express et T9, qui font l'objet d'un protocole approuvé par la Région en 2017 ;
 - o Métro Ligne 11 à Rosny-Bois Perrier ;
 - o Autres études de métro, tramways et TZen.
- Sous-volet 12 – Opérations hors NGP :
 - o RN406 – Desserte du port de Bonneuil (phase principale).
- Sous-volet 13 – Optimisation du réseau routier :
 - o A104 - Contournement Est de Roissy.

❖ **Volet 2 – Enseignement supérieur et recherche**

L'enveloppe de 50,4 M€ en AP inscrite sur ce volet au projet de budget 2019 permettra d'accompagner plusieurs opérations structurantes pour l'immobilier universitaire francilien, notamment :

- la construction d'un pôle universitaire à Porte de la Chapelle : la Région subventionne à hauteur de 33 % ce projet de construction d'environ 13 000 m² pour des formations de licence et de master professionnel de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne en histoire, philosophie, géographie et histoire de l'art. Ce projet accueillera également une bibliothèque, un espace d'initiatives étudiantes et un restaurant universitaire. La dotation 2019 permettra de financer une première tranche des travaux qui débiteront fin 2019 ;
- l'équipement du bâtiment de recherche EHESS : les crédits prévus en 2019 permettront de prendre en charge le premier équipement de ce projet entièrement financé par la Région et dont les études et travaux ont fait l'objet d'affectations les années précédentes. Les travaux débutent dès le début de l'année 2019 ;
- le financement de l'équipement pour le GED sur le campus Condorcet à Aubervilliers : les travaux du grand équipement documentaire ont commencé en 2018 et les équipements pourront grâce à la dotation être pris en charge en 2019 ;
- la construction d'un bâtiment pour l'IUT de Neuville : le projet porté par l'Université de Cergy-Pontoise vise le regroupement des formations de l'IUT (actuellement dispersées sur quatre sites) dans un bâtiment unique situé à Neuville-sur-Oise, pour près de 1 700 étudiants. Le site de Neuville a vocation à devenir le pôle « sciences expérimentales et ingénierie » du Campus international Paris Seine et à permettre la mise en place d'un écosystème complet, centré sur l'innovation industrielle. La dotation 2019 permettra de subventionner l'organisation du concours et les études de conception qui se dérouleront à partir de début 2019 ;
- la rénovation du bâtiment Perrin pour l'institut Henri Poincaré : les travaux préparatoires (désamiantage et dépollution) ont eu lieu en 2018 et la dotation 2019 permettra de subventionner les travaux de réhabilitation qui se dérouleront en 2019-2020 ;
- l'amélioration de l'offre de restauration étudiante du CROUS : la dotation 2019 permettra la création d'un restaurant universitaire dans le cadre de la restructuration du bâtiment de l'Illustration (campus Université Paris-13 Nord) à Bobigny, la réhabilitation du restaurant universitaire « le Parc », à Cergy-Pontoise et la restructuration du restaurant universitaire des « Etats-Unis » à Versailles ;
- la réhabilitation et la construction du campus Vauquelin offrent à l'école Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles (ESPCI) les moyens d'être attractive au sein du pôle universitaire et de recherche de la Montagne Ste-Geneviève à Paris. La dotation permettra le

lancement des travaux sur la 1^{ère} phase pour une durée de vingt-trois mois, correspondant à la construction du bâtiment en cœur d'îlot ;

- la réhabilitation de la maison internationale de la CIUP, vise à améliorer son usage à la fois pour les résidents, le grand public et le personnel. Des services aujourd'hui dispersés au sein de la cité y seront implantés. La dotation permettra le lancement des travaux fin 2019 pour une durée de deux années ;
- le Projet Sciences Po prévoit la rénovation globale de l'hôtel de la Meilleraye. L'objectif est de faire de ce site un centre de vie étudiante du campus francilien de Sciences Po, qui s'emploie à conforter son campus au cœur de Paris. La dotation 2019 permettra de participer à la réalisation des travaux de mise en sécurité, la modernisation et le réaménagement des espaces ainsi que la mise en accessibilité intégrale du site aux personnes à mobilité réduite et l'amélioration la performance énergétique globale du bâtiment ;
- la construction du site francilien d'AgroParisTech et des laboratoires associés de l'INRA permettra de créer sur le plateau de Saclay, un campus d'enseignement supérieur et de recherche de visibilité mondiale. Le projet immobilier regroupe toutes les implantations franciliennes de ces établissements. La dotation 2019 permettra le financement de la phase des travaux prévue sur 27 mois à partir de début 2019. L'ouverture est envisagée à la rentrée 2021 ;
- la rénovation du centre universitaire des Saints-Pères, projet porté par l'université Paris Descartes a pour ambition d'adapter un bâtiment de qualité des années 30, d'environ 70 000 m² (soit le tiers des surfaces bâties de l'université) à la formation et à la recherche en anatomie d'aujourd'hui. La dotation régionale 2019 permettra de financer la restructuration du Centre du Don des Corps.

❖ **Volet 3 – Transition écologique et énergétique**

Les dotations inscrites pour 2019 en autorisations de programme et d'engagement sur ce volet correspondent :

- pour 17,9 M€, aux actions relevant du sous-volet « Energie et changement climatique » incluant, en investissement, le soutien à des opérations en matière d'énergie renouvelable et réseaux de chaleur (17 M€) et, en fonctionnement, des actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie (0,9 M€) ;
- pour 5 M€, aux actions relevant du sous-volet « Economie circulaire et économie de ressources », à travers le soutien à des opérations de prévention et d'optimisation de la gestion des déchets ;
- pour 2,4 M€, aux actions relevant du sous-volet « Reconquête de la biodiversité et préservation des ressources » qui regroupe les actions régionales en matière de protection et restauration des milieux aquatiques et de la ressource en eau et le soutien à des actions de protection des milieux naturels et des paysages, notamment le soutien à NatureParif ; manque détail de la part Natureparif dans IAU Environnement, qui pour l'instant est en hors CPER ;
- pour 0,85 M€, à la subvention globale de fonctionnement à AirParif ;
- pour 0,72 M€, au soutien aux actions menées par la nouvelle Agence régionale de la biodiversité (ARB) Ile-de-France.

❖ **Volet 4 – Numérique**

Au titre du CPER 2015-2020, l'intervention régionale permettra de poursuivre la mise en oeuvre des schémas directeurs territoriaux d'aménagement numérique (SDTAN) en partenariat avec les Départements concernés, à savoir en 2019, l'Essonne, la Seine-et-Marne, le Val d'Oise et la Seine-Saint-Denis.

❖ **Volet 5 – Filières d'avenir et emploi**

Les dotations inscrites pour 2019 en autorisations d'engagement sur ce volet correspondent au soutien au GIP Carif francilien (Défi-métier).

❖ **Volet 6 – Territorial**

Les dotations inscrites pour 2019, en autorisations de programme et d'engagement, se répartissent ainsi :

- Sous-volet 61 « Articulation entre l'aménagement et l'offre de transports en commun, au cœur de la stratégie d'accompagnement des territoires bâtisseurs » (33 M€) qui comprend :
 - le dispositif « Cent quartiers innovants et écologiques » doté de 32 M€ ;
 - le dispositif de « Soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour 1 M€.
- Sous-volet 62 « Accompagner les territoires péri-urbains, ruraux et les pôles de centralité » (9,2 M€) qui comprend :
 - le soutien aux dynamiques territoriales (0,2 M€) ;
 - le soutien à l'action foncière – SAFER (0,3 M€) ;
 - le soutien aux Parcs naturels régionaux et à leur programme d'actions (8,7 M€ dont 3,6 M€ en investissement et 5,1 M€ en fonctionnement).

Les contrats de plan interrégionaux Etat-Régions (CPIER) : Plan Seine et Vallée de la Seine

CPIER Vallée de la Seine

La vallée de la Seine aval entre l'Île-de-France et la façade maritime normande forme un ensemble exceptionnel à l'échelle européenne, caractérisé par une ville mondiale, le premier complexe portuaire et logistique de France, une forte concentration industrielle et un patrimoine naturel remarquable.

L'État et les Régions Île-de-France et Normandie ont souhaité encourager et coordonner les initiatives en faveur du développement de ce grand territoire interrégional à travers un contrat de plan interrégional (CPIER), qui décline ces orientations sur la période 2015-2020 par des engagements précis en matière d'aménagement durable, d'amélioration du réseau de transports et de développement économique.

Le Conseil régional d'Île-de-France a approuvé ce contrat le 18 juin 2015 qui a fait l'objet d'une clause de revoyure en décembre 2016.

CPIER Plan Seine

Adopté en 2007, le Plan Seine coordonne les interventions publiques relatives au grand bassin hydrographique de la Seine, notamment en matière d'inondations, de qualité des eaux et de biodiversité. Il s'est concrétisé sur la période 2007-2013 par un premier contrat de plan interrégional (CPIER), qui a été reconduit sur la période 2015-2020, tout en proposant une concentration sur un nombre resserré de thématiques et d'actions interrégionales structurantes, en complémentarité des CPER des six anciennes régions (Île-de-France, Haute et Basse-Normandie, Champagne-Ardenne, Picardie et Bourgogne) concernées.

Les thématiques inscrites dans ce nouveau CPIER portent ainsi sur :

- la connaissance et l'animation à l'échelle du bassin de la Seine ;
- l'adaptation au changement climatique ;

- la gestion des risques d'inondation ;
- la préservation et la restauration des ressources en eau, des espaces et des espèces aquatiques.

Les dotations inscrites au budget 2019 s'élèvent à 1,9 M€ en autorisations de programme et en autorisations d'engagement pour le CPIER Vallée de la Seine et le CPIER Plan Seine.

Le tableau suivant reprend les enveloppes prévues au titre de ces contrats pour 2019.

CONTRAT DE PLAN ETAT REGION ET CONTRATS DE PLAN INTERREGIONAUX 2015-2020

VOLET	SOUS VOLET	CPER	Rappels des engagements prévus au CPER après la clause de revoyure de 2016					Part Région Exécution prévisionnelle à fin 2018 (en M€)		Part Région Budget 2019 (en M€)	
			Total	Région	Etat	SGP	Autres	Affectations	Mandats	Affectations	Mandats
V1	MOBILITE MULTIMODALE		8 878,3	3 456,6	1 892,7	1 621,0	1 908,0	1 885,3	374,2	644,3	429,4
V2	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION		788,5	394,0	394,5	0,0	0,0	247,1	81,4	50,4	71,0
V3	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE		323,2	157,5	165,7	0,0	0,0	74,8	32,1	26,9	30,3
V4	NUMERIQUE		232,9	102,7	130,2	0,0	0,0	44,8	7,1	11,0	6,0
V5	INNOVATION, FILIERES D'AVENIR, USINE DU FUTUR		30,0	15,0	15,0	0,0	0,0	5,9	5,5	1,8	1,8
V6	VOLET TERRITORIAL		641,9	322,6	319,3	0,0	0,0	112,6	22,5	42,2	31,2
V7	VOLET PROSPECTIF DU CPER		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0				
TOTAL CPER			10 894,8	4 448,4	2 917,3	1 621,0	1 908,0	2 370,5	522,8	776,6	569,6
TOTAL CPER (ETAT + REGION)			7 365,8	4 448,4	2 917,3						

CPIER	Rappels des engagements prévus au CPER après la clause de revoyure de 2016					Part Région Exécution prévisionnelle à fin 2018 (en M€)		Part Région Budget 2019 (en M€)	
	Total	Région	Etat	SGP	Autres*	Affectations	Mandats	Affectations	Mandats
CPIER 2015-2020 PLAN SEINE	75,9	8,2	46,2	0,0	21,5	0,0	0,0	0,0	0,0
CPIER 2015-2020 VALLEE DE LA SEINE **	725,1	59,4	240,9	0,0	424,8	25,4	2,7	1,9	5,2
TOTAL CPIER	801,0	67,6	287,1	0,0	446,4	25,4	2,7	1,9	5,2

* Montants des cofinancements des autres régions et des opérateurs qui ne concernent pas uniquement les opérations Région.

** Comprend l'opération "requalification des berges du petit bras de Seine de l'île Saint-Denis au droit des anciens entrepôts du printemps" votée dans le cadre de la délibération CP 16-546 du 13 décembre 2016.

La répartition des enveloppes budgétaires

LE BUDGET D'INVESTISSEMENT

Chapitres	Autorisations de programme		Crédits de paiement	
	BP 2018 en M€	BP 2019 en M€	BP 2018 en M€	BP 2019 en M€
900 - Services généraux	34,137	16,520	24,678	30,190
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37,125	26,300	33,785	19,300
902 - Enseignement	571,200	711,490	585,300	629,540
903 - Cultures, Sports et Loisirs	97,005	95,850	95,600	90,000
904 - Santé et action sociale	15,950	18,950	29,000	25,000
905 - Aménagement des territoires	186,910	197,340	220,350	222,260
906 - Gestion des fonds européens	66,990	31,734	23,730	9,810
907 - Environnement	97,900	100,450	107,900	114,521
908 - Transports	702,050	742,000	624,300	602,479
909 - Action économique	135,550	135,550	143,750	144,900
TOTAL	1 944,817	2 076,184	1 888,393	1 888,000
hcdp	1 221,017	1 278,144	1 230,553	1 169,533
cdp			0,530	1,833
cpj	57,500	4,700	278,560	126,753
cpr	666,300	768,400	378,750	564,879

LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Chapitres	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	BP 2018 en M€	BP 2019 en M€	BP 2018 en M€	BP 2019 en M€
930 - Services généraux	69,426	68,292	199,686	202,542
931 - Formation professionnelle et apprentissage	727,413	766,760	733,044	766,760
932 - Enseignement	284,822	310,591	615,170	608,453
933 - Cultures, Sports et Loisirs	63,951	64,220	66,321	64,220
934 - Santé et action sociale	9,341	9,820	9,341	9,820
935 - Aménagement des territoires	23,078	22,773	23,178	22,773
936 - Gestion des fonds européens	64,935	57,052	50,560	37,025
937 - Environnement	25,814	24,784	25,814	24,784
938 - Transports	762,880	772,813	762,880	772,813
939 - Action économique	85,821	81,051	88,531	81,051
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,040	0,040	2,870	2,870
TOTAL	2 117,521	2 178,196	2 577,395	2 593,111
hcdp	2 106,739	2 165,694	2 567,333	2 580,009
cdp			0,680	
cpj			0,500	
cpr	10,782	10,002	8,882	10,002

Les engagements pluriannuels

LE BILAN DES ENGAGEMENTS PLURIANNUELS

Les tableaux de suivi des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE) confirment le montant des crédits de paiement restant à couvrir ou des crédits de paiement sur services votés à la fin d'un exercice budgétaire eu égard aux affectations et engagements pris par la Région (tableaux ventilés par année d'affectation ou par secteur).

La structuration des données en « mode LOLF » dans l'application de suivi budgétaire (soit par secteur, programme et action) rend possible une vue de ces crédits dépassant l'instruction budgétaire et comptable M71 pour s'attacher à leur présentation budgétaire sectorielle.

1. Le bilan des engagements pluriannuels par année de vote

1.1. En investissement

Le montant des restes à mandater sur AP affectées au 31 décembre de l'exercice est calculé par comptabilisation des différents mouvements de l'exercice 2017 sur le stock disponible d'affectations non couvertes par des crédits de paiement en début d'exercice 2017.

Le stock en début d'exercice 2017 est ainsi augmenté du total des affectations votées en 2017 ainsi que des demandes de prorogations du délai de validité des subventions régionales acceptées au cours de l'année.

Il est diminué des crédits de paiement mandatés sur l'exercice¹, des autorisations de programme clôturées à l'initiative des services opérationnels à l'issue du projet et de celles dont la caducité a été constatée en application des dispositions du règlement budgétaire et financier sous le régime duquel elles ont été votées².

Le même mécanisme est appliqué aux autorisations de programme engagées. L'écart entre les deux montants (« restes à mandater sur AP affectées au 31/12/2017 » et « restes à mandater sur AP affectées et engagées au 31/12/2017 ») correspond au disponible à l'engagement sur affectations (268,6 M€) et ne concerne que les dépenses directes pour lesquelles un délai est laissé pour l'engagement³.

Le montant des restes à mandater au 31/12/2017 s'élève à 5 076,45 M€ s'agissant des AP affectées soit un ratio de couverture de 3,15 (3 ans et 2 mois) inférieur à celui constaté en 2016 (avec un ratio de couverture de 3,3 soit 3 ans et 4 mois).

Le niveau de restes à mandater sur AP affectées est en diminution par rapport à 2016 de -136,60 M€. Le montant cumulé des « AP caduques en 2017 » et des « AP clôturées ou prorogées en 2017 » s'élève au total à - 348,83 M€ en 2017 contre -489,56 M€ en 2016 et -146,16 M€ en 2015. A noter que 219,09 M€ (contre 389,83 M€ en 2016 et 39,42 M€ en 2015), soit près de 63 % des AP caduques et clôturées ou prorogées, concernent les millésimes antérieurs à 2010.

Le stock des restes à mandater sur AP engagées s'élève à 4 807,84 M€ ; il est en diminution de -8,43 M€ par rapport à 2016. Le ratio de couverture⁴ est de 2,98 (3 ans) légèrement inférieur à celui constaté en 2016 (3,05 soit 3 ans et 1 mois).

¹ Seuls les crédits de paiement sur AP sont pris en compte (idem en fonctionnement) ce qui explique le différentiel avec le total des dépenses réelles hors chapitres financiers présenté précédemment dans ce document.

² Les règles de caducité sont fixées dans la délibération du Conseil régional du 28 juin 1983 précisant la durée de validité des subventions d'investissement, le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 02-05 du 31 janvier 2005 et le règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogée par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

³ Pour les dépenses directes, la part des autorisations de programme et d'engagement affectée mais non engagée à la fin de la troisième année qui suit le 31 décembre de la date d'affectation est caduque et annulée.

⁴ Le ratio de couverture exprime le délai nécessaire, à niveau de crédits de paiement constant et hors toute nouvelle affectation, pour apurer la dette née des engagements financiers antérieurs.

Cette diminution résulte en grande partie du travail de fiabilisation des restes à mandater poursuivi en 2017 **sur le secteur des transports mais également sur les secteurs de l'enseignement secondaire, et de l'aménagement sur lesquels :**

- **217,7 M€ d'AP affectées ont été apurés (transports : 121,28 M€, aménagement : 54,03 M€ et enseignement secondaire : 42,39 M€) ;**
- **108,50 M€ d'engagements comptables ont été soldés (transports : 11,35 M€ ; aménagement : 54,63 M€ ; enseignement secondaire : 42,52 M€).**

Sur les autorisations de programme affectées

Années	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées au 31/12/2017
1993-1999	96 009 008,95	-	-	-38 744 759,94	78 971,46	57 185 277,55
2000	34 054 607,55	-	-	-8 224 832,81	176 511,26	25 653 263,48
2001	37 870 279,68	-	-	-11 392 151,40	52 004,97	26 426 123,31
2002	71 882 138,00	-	-	-42 070 003,92	-	29 812 134,08
2003	56 784 705,37	-	-	-11 849 778,49	9 387 430,80	35 547 496,08
2004	69 912 506,70	-	-	-21 205 486,94	2 155 524,08	46 551 495,68
2005	45 645 537,08	-	-	-9 034 259,63	1 324 223,80	35 287 053,65
2006	97 019 378,74	-	-	-18 093 860,98	8 501 708,45	70 423 809,31
2007	110 707 464,80	-	-	-16 576 117,21	31 004 215,54	63 127 132,05
2008	154 241 812,53	-	-	-30 907 372,84	13 096 924,80	110 237 514,89
2009	75 510 837,17	-	-	-10 987 378,45	6 216 374,50	58 307 084,22
2010	103 876 230,60	-	-	-7 475 589,21	31 562 510,12	64 838 131,27
2011	229 822 474,60	-	-	-11 955 755,33	70 255 524,24	147 611 195,03
2012	305 857 018,77	-	-	-17 417 576,56	87 059 306,52	201 380 135,69
2013	438 215 625,95	-	-	-33 482 689,63	161 915 800,23	242 817 136,09
2014	833 612 959,52	-	-21 453 193,09	-32 526 356,63	260 648 677,00	518 984 732,80
2015	1 084 546 819,75	-	-	-3 834 749,38	294 464 430,65	786 247 639,72
2016	1 367 477 208,10	-	-	-1 266 735,67	389 196 573,72	977 013 898,71
2017	-	1 823 361 086,78	-333 835,51	-	244 025 554,60	1 579 001 696,67
Totaux	5 213 046 613,86	1 823 361 086,78	-21 787 028,60	-327 045 455,02	1 611 122 266,74	5 076 452 950,28

Sur les autorisations de programme engagées

Années	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées et engagées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées et engagées au 31/12/2017
1993-1999	58 026 264,44	-	-	-24 478 538,99	78 971,46	33 468 753,99
2000	29 149 609,53	-	-	-6 034 174,55	176 511,26	22 938 923,72
2001	30 919 118,69	-	-113 151,90	-7 795 487,58	52 004,97	22 958 474,24
2002	46 174 553,09	-	-18 477,68	-20 781 053,73	-	25 375 021,68
2003	38 566 583,39	-	-4 422,47	-5 236 743,08	9 387 430,80	23 937 987,04
2004	50 624 559,24	-	-	-5 716 428,15	2 155 524,08	42 752 607,01
2005	31 815 159,06	-	-	-6 415 862,07	1 324 223,80	24 075 073,19
2006	78 060 249,90	-	-	-14 195 154,87	8 501 708,45	55 363 386,58
2007	86 191 826,86	-	-	-13 352 448,96	31 004 215,54	41 835 162,36
2008	118 132 591,26	-	-293 736,64	-4 569 107,65	13 096 924,80	100 172 822,17
2009	63 671 446,65	-	-650 130,28	-261 453,11	6 216 374,50	56 543 488,76
2010	103 380 512,70	-	-4 702 691,14	-2 653 715,55	31 562 510,12	64 461 595,89
2011	230 771 154,45	-	-10 791 220,86	-3 046 609,00	70 255 524,24	146 677 800,35
2012	306 536 369,89	1 000,00	-12 004 713,86	-6 075 818,75	87 059 306,52	201 397 530,76
2013	438 893 502,95	167 052,00	-27 147 677,49	-6 860 162,25	161 915 800,23	243 136 914,98
2014	806 159 963,55	8 600 693,53	-29 529 274,56	-5 491 382,71	260 648 677,00	519 091 322,81
2015	1 066 715 125,64	19 733 451,00	-350,30	-18 629 554,01	294 464 430,65	773 354 241,68
2016	1 232 476 950,30	121 088 269,02	-	-9 261 065,72	389 196 573,72	955 107 579,88
2017	-	1 704 037 013,12	-	-4 821 954,34	244 025 554,60	1 455 189 504,18
Totaux	4 816 265 541,59	1 853 627 478,67	-85 255 847,18	-165 676 715,07	1 611 122 266,74	4 807 838 191,27

1.2. En fonctionnement

Les mécanismes de calcul du bilan des engagements en fonctionnement sont identiques à ceux présentés ci-dessus. La situation des restes à mandater sur autorisations d'engagement (AE) doit cependant s'apprécier différemment de celle en investissement. Elle résulte en effet principalement de glissements d'exécution des engagements régionaux sur des exercices successifs plutôt que d'une véritable pluriannualité.

Le stock des restes à mandater sur AE engagées s'élève à 755,30 M€ au 31 décembre 2017 contre 788 M€ en 2016 soit une diminution de -32,70 M€ et correspond à un ratio de couverture de 0,37 (4 mois) identique à celui constaté en 2016.

Il est de 786,16 M€ s'agissant des AE affectées (contre 819,92 M€ en 2016 soit une baisse de -33,76 M€), soit un ratio de couverture de 0,38 (5 mois), identique par rapport à 2016 (0,39 soit 5 mois).

Un montant de 38,61 M€ d'AE affectées et un montant de 13,24 M€ d'AE affectées et engagées sont tombés en caducité en 2017.

On constate une diminution des autorisations d'engagement affectées qui se poursuit au cours de l'exercice 2017 (-157,60 M€ par rapport à 2016) ainsi qu'une diminution des restes à mandater de -33,75 M€ et de -57,36⁵ M€ hors fonds européens.

Sur les autorisations d'engagement affectées

Années	AE Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE affectées en 2017	AE caduques en 2017	AE clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AE affectées au 31/12/2017
2005	10 939 300,62	-	-	-430 603,02	-	10 508 697,60
2006	11 100 426,61	-	-	-27 149,31	-	11 073 277,30
2007	16 843 978,77	-	-	-30,77	-	16 843 948,00
2008	14 015 996,91	-	-	-27 449,80	-	13 988 547,11
2009	14 969 808,43	-	-	-11 083,75	-	14 958 724,68
2010	20 859 985,12	-	-	-135 942,99	-	20 724 042,13
2011	20 060 888,44	-	-	-26 364,08	48 736,80	19 985 787,56
2012	17 377 451,21	-	-	-2 383 367,42	674 877,94	14 319 205,85
2013	55 258 588,17	-	-	-9 314 379,76	20 107 606,06	25 836 602,35
2014	62 719 397,71	-	-1 982 800,38	-5 759 329,36	12 786 637,32	42 190 630,65
2015	164 459 810,40	-	-	-4 812 571,96	67 068 785,67	92 578 452,77
2016	411 310 102,87	-	-330,00	-9 339 444,38	201 585 673,85	200 384 654,64
2017	-	2 064 691 432,43	-4 370 384,38	14 507,57	1 757 562 516,80	302 773 038,82
Totaux	819 915 735,26	2 064 691 432,43	-6 353 514,76	-32 253 209,03	2 059 834 834,44	786 165 609,46

⁵Données au périmètre de la nomenclature 2017.

Sur les autorisations d'engagement engagées

Années	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE affectées et engagées en 2017	AE caduques en 2017	AE clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AE affectées et engagées au 31/12/2017
2005	10 939 300,62	-	-	-	-	10 939 300,62
2006	11 100 426,61	-	-	-	-	11 100 426,61
2007	16 843 978,77	-	-	-	-	16 843 978,77
2008	13 670 112,82	-	-	-0,04	-	13 670 112,78
2009	14 965 352,84	-	-	-0,01	-	14 965 352,83
2010	20 859 985,13	-	-	-134 304,97	-	20 725 680,16
2011	20 060 888,44	-	-	-	48 736,80	20 012 151,64
2012	17 522 218,34	-	-2 343 696,64	-182 867,59	674 877,94	14 320 776,17
2013	55 279 014,94	-	-8 209 382,50	-1 078 545,38	20 107 606,06	25 883 481,00
2014	52 312 050,80	5 721 777,29	-5 369 556,88	2 312 459,34	12 786 637,32	42 190 093,23
2015	157 577 961,26	580 810,94	-2 724 084,53	-2 528 521,37	67 068 785,67	85 837 380,63
2016	396 870 193,95	9 391 141,95	-2 069 811,19	-6 362 267,37	201 585 673,85	196 243 583,49
2017	-	2 024 678 733,08	-	15 448 456,77	1 757 562 516,80	282 564 673,05
Totaux	788 001 484,52	2 040 372 463,26	-20 716 531,74	7 474 409,38	2 059 834 834,44	755 296 990,98

2. Le bilan des engagements pluriannuels par secteur⁶

2.1. En investissement

64,3 % des restes à mandater sur AP affectées (3 263,28 M€) s'attachent aux secteurs de l'enseignement secondaire, des transports (dont transports de marchandises) et mobilités, dans la continuité de 2016 (62,1 %) bien que ces secteurs aient mobilisé 59,3 % des crédits de paiement mandatés en 2017 (956,18 M€).

Le niveau des restes à mandater sur ces secteurs est en légère hausse de +24,1 M€ entre 2016 et 2017 malgré l'apurement des RAM réalisé en 2017 sur le secteur de l'enseignement secondaire et des transports et l'augmentation des crédits de paiement consommés en 2017 sur le secteur de l'enseignement secondaire en hausse de +48,40 M€ en 2017 par rapport à 2016 (486,14 M€). Cela s'explique notamment par les investissements qui se poursuivent avec +200,94 M€ en 2017 par rapport à 2016 dont 119,56 M€ pour le secteur des transports et 81,38 M€ pour le secteur de l'enseignement secondaire.

Par ailleurs, le niveau des restes à mandater sur les autres secteurs (hors transports, mobilités et enseignement secondaire) baisse de -160,66 M€, avec 1 813,17 M€ contre 1 973,83 M€ en 2016. Plusieurs secteurs affichent des RAM en diminution sensible : secteur de l'aménagement (-56,44 M€), secteur du logement (-44,34 M€), secteur de la politique de la ville (-39,69 M€), secteur de la recherche (-27,76 M€), et secteur du sport et des loisirs (-26,80 M€).

L'examen des ratios de couverture conduit à distinguer deux catégories de secteurs.

- ❖ La première concerne la réalisation d'infrastructures lourdes :
 - sous la forme de subvention, principalement dans le domaine des transports et de la mobilité, pour lequel le délai moyen de couverture s'élève à 4,47 pour les transports en commun (soit 4 ans et 6 mois) et 4,41 pour le secteur de l'aménagement (soit 4 ans et 5 mois).
 - sous maîtrise d'ouvrage régionale, essentiellement sur le secteur des lycées où le ratio baisse passant de 2,56 en 2016 (2 ans et 7 mois) à 2,18 en 2017 (2 ans et 2 mois) du fait de l'augmentation des mandatements de +58,3 M€ sur le secteur entre 2016 et 2017.
- ❖ La seconde porte sur le subventionnement où la complexité des partenariats induit des ratios de couverture variables d'un secteur d'intervention à l'autre.

Restes à mandater sur autorisations de programme affectées par secteur

⁶ Les montants ici présentés par secteurs au 01/01/2017 pour l'ensemble des états (AP affectées, AP engagées, AE affectées, AE engagées) prennent en compte les changements de périmètre opérés les années précédentes (notamment sur formation professionnelle, apprentissage et emploi ; développement économique, innovation et TIC ; recherche ; enseignement secondaire ; jusqu'en 2016 et sur aménagement ; environnement ; enseignement secondaire ; patrimoine et moyens généraux ; développement économique, innovation et TIC ; sports loisirs ; culture ; actions internationales ; formation professionnelle et apprentissage ; politique de la ville ; citoyenneté en 2017).

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées	Ratio de couverture
Agriculture	8 021 927,23	8 095 847,38	-	-130 870,31	13 023 280,31	2 963 623,99	0,23
Actions internationales	4 180 791,61	1 401 798,00	-	-226 936,51	1 580 328,18	3 775 324,92	2,39
Aménagement	287 773 479,66	66 026 284,15	-	-70 049 280,12	52 417 782,21	231 332 701,48	4,41
Citoyenneté	-	150 000,00	-	-	-	150 000,00	-
Communication	146 554,88	263 200,00	-174 406,66	-54 458,40	159 903,12	20 986,70	0,13
Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-
Culture	63 142 207,35	37 023 211,10	-226 813,16	-1 221 776,73	21 667 910,25	77 048 918,31	3,56
Développement économique , innovation et TIC	279 172 545,21	130 316 847,65	-15 033 699,39	-10 406 319,49	112 234 421,37	271 814 952,61	2,42
Développement social et santé	73 183 807,18	14 379 349,53	-	-4 709 135,14	14 698 171,99	68 155 849,58	4,64
Environnement et énergie	168 074 640,89	60 421 879,30	-19 407,76	-10 749 226,74	56 635 342,57	161 092 543,12	2,84
Enseignement secondaire	1 119 573 289,61	479 565 791,93	-5 462 292,70	-46 857 094,09	486 142 937,69	1 060 676 757,06	2,18
Enseignement supérieur	235 297 736,82	49 089 072,00	-90 000,00	-835 906,92	59 118 860,35	224 342 041,55	3,79
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	87 074 665,54	27 999 493,41	-0,52	-1 345 819,70	26 266 133,21	87 462 205,52	3,33
Logement	297 604 000,76	78 598 271,00	-1 530,00	-11 938 650,70	111 001 439,08	253 260 651,98	2,28
Mobilités	447 852 360,75	97 768 490,24	-	-51 928 469,61	74 982 910,52	418 709 470,86	5,58
Patrimoine et Moyens généraux	3 973 295,53	12 865 000,00	-339 085,46	-12 668,84	1 253 740,45	15 232 800,78	12,15
Personnel et Ressources humaines	23 980,20	94 000,00	-12 323,54	-	76 253,99	29 402,67	0,39
Politique de la ville	103 725 630,35	4 614 328,52	-	-11 545 166,11	32 761 288,97	64 033 503,79	1,95
Recherche	138 253 621,83	30 501 000,00	-	-2 444 626,36	55 816 282,74	110 493 712,73	1,98
Ruralité	33 828 811,33	15 224 958,18	-5 269,05	-2 126 809,75	7 410 420,84	39 511 269,87	5,33
Sécurité	59 599 605,65	22 417 215,00	-95 242,37	-13 123 811,25	16 030 297,86	52 767 469,17	3,29
Systèmes d'Information	4 369 595,48	8 600 000,00	-0,60	-7 470,00	7 455 481,48	5 506 643,40	0,74
Sports et Loisirs	100 038 761,60	31 701 829,59	-36 957,39	-805 106,29	57 660 507,36	73 238 020,15	1,27
Transports en commun	1 638 979 431,07	571 858 610,61	-290 000,00	-82 682 770,91	388 721 033,28	1 739 144 237,49	4,47
Transports de marchandise en site propre	32 812 672,42	21 039 864,33	-	-2 769 089,89	6 331 999,13	44 751 447,73	7,07
Tourisme	10 178 403,64	4 684 285,50	-	-1 002 542,89	1 793 029,64	12 067 116,61	6,73
Fonds européens	16 164 797,27	48 660 459,36	-	-71 448,27	5 882 510,15	58 871 298,21	10,01
TOTAL GENERAL	5 213 046 613,86	1 823 361 086,78	-21 787 028,60	-327 045 455,02	1 611 122 266,74	5 076 452 950,28	3,15

Restes à mandater sur autorisations de programme engagées par secteur

Libellés	AP Engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP engagées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP engagées	Ratio de couverture
Agriculture	7 914 927,23	8 095 847,38	-760,00	-130 110,31	13 023 280,31	2 856 623,99	0,22
Actions internationales	4 181 323,33	1 401 798,00	-196 527,56	-30 940,57	1 580 328,18	3 775 325,02	2,39
Aménagement	280 885 932,15	66 026 284,15	-13 368 491,30	-57 384 946,77	52 417 782,21	223 740 996,02	4,27
Citoyenneté	-	150 000,00	-	-	-	150 000,00	-
Communication	146 723,84	124 171,02	-	-90 005,04	159 903,12	20 986,70	0,13
Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-
Culture	62 087 430,73	36 581 067,04	-1 090 061,21	-148 189,96	21 667 910,25	75 762 336,35	3,50
Développement économique , innovation et TIC	252 955 139,90	134 506 108,31	-8 566 468,70	-2 593 244,87	112 234 421,37	264 067 113,27	2,35
Développement social et santé	73 191 067,15	14 332 491,53	-3 893 167,36	-824 848,20	14 698 171,99	68 107 371,13	4,63
Environnement et énergie	168 267 207,63	58 441 630,94	-9 451 757,91	-1 431 692,18	56 635 342,57	159 190 045,91	2,81
Enseignement secondaire	954 354 720,74	440 963 411,56	-2 204 562,38	-64 696 790,23	486 142 937,69	842 273 842,00	1,73
Enseignement supérieur	168 247 091,94	123 342 358,18	-823 777,67	-10 611 227,56	59 118 860,35	221 035 584,54	3,74
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	86 860 256,94	27 999 423,81	-639 570,89	-686 684,37	26 266 133,21	87 267 292,28	3,32
Logement	297 615 896,94	78 598 271,00	-8 281 366,90	-3 474 872,62	111 001 439,08	253 456 489,34	2,28
Mobilités	419 727 696,40	97 768 490,24	-13 675 904,39	-12 976 590,09	74 982 910,52	415 860 781,64	5,55
Patrimoine et Moyens généraux	1 002 471,78	5 284 404,09	-	-374 273,70	1 253 740,45	4 658 861,72	3,72
Personnel et Ressources humaines	24 916,20	81 676,46	-	-936,00	76 253,99	29 402,67	0,39
Politique de la ville	104 021 202,72	4 614 328,52	-10 892 949,04	-937 027,45	32 761 288,97	64 044 265,78	1,95
Recherche	138 600 292,73	30 501 000,00	-1 364 834,91	-1 426 462,35	55 816 282,74	110 493 712,73	1,98
Ruralité	33 070 862,87	15 224 958,18	-1 731 283,75	-392 135,56	7 410 420,84	38 761 980,90	5,23
Sécurité	51 793 659,17	22 971 622,35	-7 141 396,37	-1 681 681,21	16 030 297,86	49 911 906,08	3,11
Systèmes d'Information	4 076 609,42	8 642 689,33	-	-50 159,93	7 455 481,48	5 213 657,34	0,70
Sports et Loisirs	97 257 276,07	31 892 360,78	-466 162,16	-531 731,34	57 660 507,36	70 491 235,99	1,22
Transports en commun	1 552 013 216,62	571 698 476,61	-482 308,90	-3 907 637,58	388 721 033,28	1 730 600 713,47	4,45
Transports de marchandise en site propre	31 626 418,18	21 039 864,33	-15 440,00	-1 113 299,53	6 331 999,13	45 205 543,85	7,14
Tourisme	10 178 403,64	4 684 285,50	-969 055,78	-33 487,11	1 793 029,64	12 067 116,61	6,73
Fonds européens	16 164 797,27	48 660 459,36	-	-147 740,54	5 882 510,15	58 795 005,94	9,99
TOTAL GENERAL	4 816 265 541,59	1 853 627 478,67	-85 255 847,18	-165 676 715,07	1 611 122 266,74	4 807 838 191,27	2,98

2.2. En fonctionnement

Les restes à mandater sur AE engagées se concentrent à 77 % (581,36 M€) sur les secteurs de la formation professionnelle et de l'apprentissage (470,48 M€), de la recherche (42,82 M€), de la culture (32,19 M€) et de l'enseignement secondaire (35,88 M€).

Tous ne présentent pas le même ratio de couverture sur les autorisations d'engagement affectées. Il est structurellement élevé sur des secteurs tels que la recherche (1,70 soit 1 an et 9 mois), en raison du caractère pluriannuel des projets soutenus (principalement des allocations doctorales de recherche).

Plus généralement et comme cela a déjà été dit précédemment, les ratios de couverture en fonctionnement traduisent plutôt des glissements d'exécution des engagements régionaux sur des exercices consécutifs que la couverture de projets pluriannuels comme en investissement.

Le secteur de la formation professionnelle et de l'apprentissage fait l'objet d'une diminution notable de ses restes à mandater (-40,65 M€ sur les AE affectées et -40,35 M€ sur les AE engagées) liée à une baisse du niveau des affectations en 2017 en raison des à-coups du plan 500 000 formations.

Restes à mandater sur autorisations d'engagement affectées par secteur

Libellés	AE Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE affectées en 2017	AE caduques en 2017	AE clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AE affectées	Ratio de couverture
Agriculture	14 228 229,23	7 140 343,47	-866,80	-882 596,72	13 243 910,36	7 441 198,82	0,56
Actions internationales	2 776 281,87	1 713 776,02	-167 574,94	-300 211,20	1 263 771,42	2 758 500,33	2,18
Aménagement	2 023 706,59	19 484 532,12	-4 580,92	-526 390,81	18 996 089,22	1 981 177,76	0,10
Citoyenneté	9 188 132,75	3 504 262,00	-172 537,35	-1 261 364,79	4 111 535,60	7 146 957,01	1,74
Communication	1 003 007,24	7 473 000,00	-752 780,97	-145 855,30	5 234 564,70	2 342 806,27	0,45
Culture	38 508 352,45	47 813 470,00	-181 264,37	-2 550 265,60	48 749 931,35	34 840 361,13	0,71
Développement économique , innovation et TIC	28 236 903,58	45 527 278,96	-430 707,19	-4 485 827,13	40 928 075,53	27 919 572,69	0,68
Développement social et santé	15 611 442,53	199 113 387,63	-134 064,91	-697 169,00	197 246 698,62	16 646 897,63	0,08
Environnement et énergie	10 441 120,00	20 784 422,42	-298 907,70	-703 686,24	19 174 513,39	11 048 435,09	0,58
Enseignement secondaire	54 383 556,92	264 072 406,17	-691 244,58	-726 806,84	264 873 324,74	52 164 586,93	0,20
Enseignement supérieur	5 933 828,95	8 468 207,00	-5 531,15	-288 308,00	8 274 770,47	5 833 426,33	0,70
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	516 070 756,21	538 695 863,64	-216 554,50	-14 607 502,54	564 028 646,12	475 913 916,69	0,84
Logement	390 279,60	70 000,00	-18 113,93	-89 775,43	274 518,34	77 871,90	0,28
Mobilités	325,86	-	-	-	-	325,86	-
Patrimoine et Moyens généraux	2 119 612,56	42 180 779,00	-2 439 978,48	-125 877,66	38 245 410,82	3 489 124,60	0,09
Personnel et Ressources humaines	678 456,90	3 661 000,00	-313 315,60	-20 805,20	2 927 929,80	1 077 406,30	0,37
Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-
Recherche	50 322 999,53	19 836 686,00	-5 127,30	-2 154 163,75	25 227 553,48	42 772 821,00	1,70
Ruralité	2 178 628,44	3 926 080,38	-13 588,40	-549 018,24	3 099 408,27	2 442 693,91	0,79
Sécurité	1 641 579,85	609 682,54	-	-121 323,71	798 413,89	1 331 524,79	1,67
Systèmes d'Information	1 551 174,91	7 667 000,00	-	-	6 344 787,79	2 873 387,12	0,45
Sports et Loisirs	8 329 372,60	14 900 318,16	-133 525,77	-247 296,37	14 974 238,44	7 874 627,18	0,53
Transports en commun	10 279 762,89	761 685 356,12	-75 510,00	-1 617 597,32	759 958 941,03	10 313 070,66	0,01
Tourisme	520 747,08	16 919 716,00	-	-	16 671 400,00	769 063,08	0,05
Fonds européens	43 497 476,72	29 443 884,80	-297 739,90	-351 364,18	5 186 401,06	67 105 856,38	12,94
TOTAL GENERAL	819 915 735,26	2 064 691 432,43	-6 353 514,76	-32 253 209,03	2 059 834 834,44	786 165 609,46	0,38

Restes à mandater sur autorisations d'engagement engagées par secteur

Libellés	AE Engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE engagées en 2017	AE caduques en 2017	AE clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AE engagées	Ratio de couverture
Agriculture	13 556 684,43	7 028 754,17	-590 671,44	-97 315,01	13 243 910,36	6 653 241,79	0,50
Actions internationales	2 650 558,90	1 697 226,48	-225 908,20	-94 072,02	1 263 771,42	2 784 033,74	2,19
Aménagement	1 423 035,58	18 729 301,00	-	7 273,73	18 996 089,22	1 163 521,09	0,06
Citoyenneté	8 947 999,26	3 483 730,54	-1 081 551,07	-192 535,90	4 111 535,60	7 026 107,23	1,71
Communication	1 000 988,14	6 785 899,10	-	-192 256,37	5 234 564,70	2 360 048,17	0,45
Culture	36 830 669,09	47 592 334,93	-2 299 283,94	-1 186 935,67	48 749 931,35	32 186 853,06	0,66
Développement économique , innovation et TIC	27 494 127,42	44 728 839,92	-3 600 726,84	-934 932,78	40 928 075,53	26 759 232,19	0,65
Développement social et santé	14 952 823,20	199 229 053,28	-412 171,67	-460 611,07	197 246 698,62	16 062 395,12	0,08
Environnement et énergie	9 620 594,65	20 753 399,77	-492 771,98	-179 613,29	19 174 513,39	10 527 095,76	0,55
Enseignement secondaire	35 526 085,20	258 851 699,78	-141 184,86	6 714 114,16	264 873 324,74	35 877 389,54	0,14
Enseignement supérieur	5 958 653,95	8 407 475,85	-119 634,09	-196 198,91	8 274 770,47	5 775 526,33	0,70
Formation professionnelle, apprentissage et emploi	510 321 841,28	538 922 959,49	-8 349 607,48	-6 391 507,01	564 028 646,12	470 475 040,16	0,83
Logement	372 165,67	70 000,00	-88 760,00	-1 015,43	274 518,34	77 871,90	0,28
Mobilités	325,86	-	-	-	-	325,86	-
Patrimoine et Moyens généraux	2 107 405,90	25 596 773,77	-	13 991 129,82	38 245 410,82	3 449 898,67	0,09
Personnel et Ressources humaines	681 121,67	3 356 764,80	-	-57 175,97	2 927 929,80	1 052 780,70	0,36
Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-
Recherche	50 432 739,42	19 874 582,81	-1 229 684,07	-1 027 437,86	25 227 553,48	42 822 646,82	1,70
Ruralité	2 165 040,04	3 926 080,38	-425 054,25	-121 132,38	3 099 408,27	2 445 525,52	0,79
Sécurité	1 643 252,89	609 682,54	-114 861,69	-8 135,06	798 413,89	1 331 524,79	1,67
Systèmes d'information	1 551 174,91	8 235 187,82	-	-568 187,82	6 344 787,79	2 873 387,12	0,45
Sports et Loisirs	6 995 753,97	15 048 149,45	-82 691,77	-661 725,64	14 974 238,44	6 325 247,57	0,42
Transports en commun	9 750 839,29	761 618 706,48	-1 455 011,40	-234 508,32	759 958 941,03	9 721 085,02	0,01
Tourisme	520 147,08	16 899 716,00	-	-	16 671 400,00	748 463,08	0,04
Fonds européens	43 497 476,72	29 146 144,90	-6 656,99	-632 811,62	5 186 401,06	66 817 751,75	12,88
TOTAL GENERAL	788 001 484,52	2 040 372 463,26	-20 716 531,74	7 474 409,38	2 059 834 834,44	755 296 990,98	0,37

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2000

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	2 529 497,97	-	-	-979 302,27	-	1 550 195,70
905 - Aménagement des territoires	2 529 497,97	-	-	-979 302,27	-	1 550 195,70
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 529 497,97	-	-	-979 302,27	-	1 550 195,70
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
906 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	13 572 808,72	-	-	-3 981 717,21	159 922,46	9 431 169,05
902 - Enseignement	13 572 808,72	-	-	-3 981 717,21	159 922,46	9 431 169,05
222 - Lycées publics	9 796 890,41	-	-	-619 667,49	159 922,46	9 017 300,46
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	3 775 918,31	-	-	-3 362 049,72	-	413 868,59
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	11 230 707,27	-	-	-	16 588,80	11 214 118,47
902 - Enseignement	11 230 707,27	-	-	-	16 588,80	11 214 118,47
23 - Enseignement supérieur	11 230 707,27	-	-	-	16 588,80	11 214 118,47
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	3 161 879,70	-	-	-2 716 687,88	-	445 191,82
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
908 - Transports	3 161 879,70	-	-	-2 716 687,88	-	445 191,82
818 - Autres transports en commun	1 808 403,10	-	-	-1 363 211,28	-	445 191,82
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	129 581,66	-	-	-129 581,66	-	-
825 - Sécurité routière	1 223 894,94	-	-	-1 223 894,94	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	118 155,39	-	-	-	-	118 155,39
905 - Aménagement des territoires	92 772,77	-	-	-	-	92 772,77
53 - Espace rural et autres espaces de développement	92 772,77	-	-	-	-	92 772,77
907 - Environnement	25 382,62	-	-	-	-	25 382,62
76 - Patrimoine naturel	25 382,62	-	-	-	-	25 382,62
SE - Sécurité	786 959,18	-	-	-157 036,57	-	629 922,61
902 - Enseignement	369 234,79	-	-	-	-	369 234,79
27 - Sécurité	369 234,79	-	-	-	-	369 234,79
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	417 724,39	-	-	-157 036,57	-	260 687,82
87 - Sécurité	417 724,39	-	-	-157 036,57	-	260 687,82
SI - Systèmes d'information	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
SL - Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	2 654 599,32	-	-	-390 088,88	-	2 264 510,44
908 - Transports	2 654 599,32	-	-	-390 088,88	-	2 264 510,44
810 - Services communs	1 028 706,54	-	-	-144 502,23	-	884 204,31
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	58 641,23	-	-	-58 641,23	-	-
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	1 567 251,55	-	-	-186 945,42	-	1 380 306,13
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	34 054 607,55	-	-	-8 224 832,81	176 511,26	25 653 263,48

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2001

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
AM - Aménagement	6 630 440,06	-	-	-3 827 628,90	-	2 802 811,16
905 - Aménagement des territoires	6 630 440,06	-	-	-3 827 628,90	-	2 802 811,16
52 - Agglomérations et villes moyennes	6 518 779,51	-	-	-3 715 968,35	-	2 802 811,16
53 - Espace rural et autres espaces de développement	111 660,55	-	-	-111 660,55	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique, innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	116 342,84	-	-	-113 151,90	-	3 190,94
907 - Environnement	116 342,84	-	-	-113 151,90	-	3 190,94
71 - Actions transversales	3 190,94	-	-	-	-	3 190,94
72 - Actions en matière de déchets	113 151,90	-	-	-113 151,90	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	12 024 170,04	-	-	-2 765 256,32	-	9 258 913,72
902 - Enseignement	12 024 170,04	-	-	-2 765 256,32	-	9 258 913,72
222 - Lycées publics	8 297 520,05	-	-	-569 655,02	-	7 727 865,03
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	3 726 649,99	-	-	-2 195 601,30	-	1 531 048,69
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	2 665 698,77	-	-	-	52 004,97	2 613 693,80
902 - Enseignement	2 665 698,77	-	-	-	52 004,97	2 613 693,80
23 - Enseignement supérieur	2 665 698,77	-	-	-	52 004,97	2 613 693,80
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	3 642 797,01	-	-	-2 371 289,34	-	1 271 507,67
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	3 642 797,01	-	-	-2 371 289,34	-	1 271 507,67
818 - Autres transports en commun	2 910 172,39	-	-	-1 638 664,72	-	1 271 507,67
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	111 568,49	-	-	-111 568,49	-	-
825 - Sécurité routière	621 056,13	-	-	-621 056,13	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	868 814,05	-	-	-	-	868 814,05
905 - Aménagement des territoires	847 586,14	-	-	-	-	847 586,14
53 - Espace rural et autres espaces de développement	847 586,14	-	-	-	-	847 586,14
907 - Environnement	21 227,91	-	-	-	-	21 227,91
76 - Patrimoine naturel	21 227,91	-	-	-	-	21 227,91
SE - Sécurité	762 880,08	-	-	-81 093,23	-	681 786,85
902 - Enseignement	84 584,35	-	-	-	-	84 584,35
27 - Sécurité	84 584,35	-	-	-	-	84 584,35
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	678 295,73	-	-	-81 093,23	-	597 202,50
87 - Sécurité	678 295,73	-	-	-81 093,23	-	597 202,50
SI - Systèmes d'information	1 196,00	-	-	-	-	1 196,00
900 - Services généraux	1 196,00	-	-	-	-	1 196,00
0202 - Autres moyens généraux	1 196,00	-	-	-	-	1 196,00
SL - Sports et Loisirs	3 343,88	-	-	-	-	3 343,88
903 - Culture, sports et loisirs	3 343,88	-	-	-	-	3 343,88
33 - Loisirs	3 343,88	-	-	-	-	3 343,88
TC - Transports en commun	11 143 600,91	-	-	-2 222 735,67	-	8 920 865,24
908 - Transports	11 143 600,91	-	-	-2 222 735,67	-	8 920 865,24
810 - Services communs	1 770 489,47	-	-	-1 352 629,60	-	417 859,87
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	9 116 348,23	-	-	-613 342,86	-	8 503 005,37
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	256 763,21	-	-	-256 763,21	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	10 996,04	-	-	-10 996,04	-	-
908 - Transports	10 996,04	-	-	-10 996,04	-	-
883 - Transports fluviaux	10 996,04	-	-	-10 996,04	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	37 870 279,68	-	-	-11 392 151,40	52 004,97	26 426 123,31

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2002

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	5 112 629,54	-	-	-4 257 938,00	-	854 691,54
905 - Aménagement des territoires	5 112 629,54	-	-	-4 257 938,00	-	854 691,54
52 - Agglomérations et villes moyennes	5 065 699,61	-	-	-4 226 707,97	-	838 991,64
53 - Espace rural et autres espaces de développement	46 929,93	-	-	-31 230,03	-	15 699,90
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	18 477,68	-	-	-18 477,68	-	-
907 - Environnement	18 477,68	-	-	-18 477,68	-	-
72 - Actions en matière de déchets	18 477,68	-	-	-18 477,68	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	29 485 768,01	-	-	-15 608 463,75	-	13 877 304,26
902 - Enseignement	29 485 768,01	-	-	-15 608 463,75	-	13 877 304,26
222 - Lycées publics	19 441 455,64	-	-	-5 941 891,86	-	13 499 563,78
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	10 044 312,37	-	-	-9 666 571,89	-	377 740,48
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	20 157,18	-	-	-	-	20 157,18
902 - Enseignement	20 157,18	-	-	-	-	20 157,18
23 - Enseignement supérieur	20 157,18	-	-	-	-	20 157,18
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
905 - Aménagement des territoires 54 - Habitat - Logement	- -	- -	- -	- -	- -	- -
MO - Mobilités	3 086 557,41	-	-	-1 966 650,66	-	1 119 906,75
905 - Aménagement des territoires 52 - Agglomérations et villes moyennes 907 - Environnement 77 - Environnement des infrastructures de transport 78 - Autres actions 908 - Transports 818 - Autres transports en commun 821 - Voirie nationale 823 - Voirie départementale 825 - Sécurité routière	- - - - - 3 086 557,41 2 623 185,30 - - 463 372,11	- - - - - - - - -	- - - - - - - - -	- - - - - -1 966 650,66 -1 503 278,55 - -463 372,11	- - - - - - - - -	- - - - - 1 119 906,75 1 119 906,75 - -
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux 0202 - Autres moyens généraux	- -	- -	- -	- -	- -	- -
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires 51 - Politique de la ville	- -	- -	- -	- -	- -	- -
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique 92 - Recherche et innovation	- -	- -	- -	- -	- -	- -
RUR - Ruralité	410 342,88	-	-	-	-	410 342,88
905 - Aménagement des territoires 53 - Espace rural et autres espaces de développement 907 - Environnement 76 - Patrimoine naturel	396 953,26 396 953,26 13 389,62 13 389,62	- - - -	- - - -	- - - -	- - - -	396 953,26 396 953,26 13 389,62 13 389,62
SE - Sécurité	5 078 185,96	-	-	-	-676 395,31	4 401 790,65
902 - Enseignement 27 - Sécurité 903 - Culture, sports et loisirs 37 - Sécurité 905 - Aménagement des territoires 57 - Sécurité 908 - Transports 87 - Sécurité	719 583,64 719 583,64 - - - 4 358 602,32 4 358 602,32	- - - - - - -	- - - - - - -	- - - - - -676 395,31 -676 395,31	- - - - - - -	719 583,64 719 583,64 - - - 3 682 207,01 3 682 207,01
SI - Systèmes d'information	4 583,08	-	-	-	-	4 583,08
900 - Services généraux 0202 - Autres moyens généraux	4 583,08 4 583,08	- -	- -	- -	- -	4 583,08 4 583,08
SL - Sports et Loisirs	16 496,00	-	-	-	-	16 496,00
903 - Culture, sports et loisirs 32 - Sports 33 - Loisirs	16 496,00 - 16 496,00	- - -	- - -	- - -	- - -	16 496,00 - 16 496,00
TC - Transports en commun	28 648 940,26	-	-	-	-19 542 078,52	9 106 861,74
908 - Transports 810 - Services communs 811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs 812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	28 648 940,26 8 877 948,96 19 283 151,00 487 840,30	- - - -	- - - -	- - - -	-19 542 078,52 -1 310 473,22 -17 743 765,00 -487 840,30	9 106 861,74 7 567 475,74 1 539 386,00 -
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports 883 - Transports fluviaux	- -	- -	- -	- -	- -	- -

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	71 882 138,00	-	-	-42 070 003,92	-	29 812 134,08

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2003

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	7 512 762,37	-	-	-4 524 980,65	-	2 987 781,72
905 - Aménagement des territoires	7 512 762,37	-	-	-4 524 980,65	-	2 987 781,72
52 - Agglomérations et villes moyennes	7 072 863,86	-	-	-4 141 673,26	-	2 931 190,60
53 - Espace rural et autres espaces de développement	439 898,51	-	-	-383 307,39	-	56 591,12
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	4 422,47	-	-	-4 422,47	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	4 422,47	-	-	-4 422,47	-	-
311 - Enseignement Artistique	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	4 422,47	-	-	-4 422,47	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	28 846 403,79	-	-	-20 572,99	9 251 475,92	19 574 354,88
902 - Enseignement	28 846 403,79	-	-	-20 572,99	9 251 475,92	19 574 354,88
222 - Lycées publics	17 772 010,70	-	-	-20 572,99	9 251 475,92	8 499 961,79
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des clés mixtes	11 074 393,09	-	-	-	-	11 074 393,09
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	3 896 182,70	-	-	-	1 936,88	3 894 245,82
902 - Enseignement	3 896 182,70	-	-	-	1 936,88	3 894 245,82
23 - Enseignement supérieur	3 896 182,70	-	-	-	1 936,88	3 894 245,82
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	-	-	-	-	-	-

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
901 - Formation professionnelle et apprentissage 11 - Formation professionnelle 12 - Apprentissage	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -	- - -
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires 54 - Habitat - Logement	- -	- -	- -	- -	- -	- -
MO - Mobilités	4 611 429,19	-	-	-3 326 959,83	-	1 284 469,36
905 - Aménagement des territoires 52 - Agglomérations et villes moyennes 907 - Environnement 77 - Environnement des infrastructures de transport 78 - Autres actions 908 - Transports 818 - Autres transports en commun 821 - Voirie nationale 823 - Voirie départementale 825 - Sécurité routière	- - - - - 4 611 429,19 1 882 199,33 119 428,85 1 646 040,10 963 760,91	- - - - - - - - -	- - - - - - - - -	- - - - - -3 326 959,83 -1 302 793,00 -0,06 -1 060 405,86 -963 760,91	- - - - - - - - -	- - - - - 1 284 469,36 579 406,33 119 428,79 585 634,24 -
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux 0202 - Autres moyens généraux	- -	- -	- -	- -	- -	- -
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires 51 - Politique de la ville	- -	- -	- -	- -	- -	- -
RIN - Recherche	829 910,00	-	-	-	134 018,00	695 892,00
909 - Action économique 92 - Recherche et innovation	829 910,00 829 910,00	- -	- -	- -	134 018,00 134 018,00	695 892,00 695 892,00
RUR - Ruralité	265 917,75	-	-	-	-	265 917,75
905 - Aménagement des territoires 53 - Espace rural et autres espaces de développement 907 - Environnement 76 - Patrimoine naturel	254 413,75 254 413,75 11 504,00 11 504,00	- - - -	- - - -	- - - -	- - - -	254 413,75 254 413,75 11 504,00 11 504,00
SE - Sécurité	5 603 310,94	-	-	-	-2 961 675,69	2 641 635,25
902 - Enseignement 27 - Sécurité 903 - Culture, sports et loisirs 37 - Sécurité 905 - Aménagement des territoires 57 - Sécurité 908 - Transports 87 - Sécurité	219 524,40 219 524,40 - - - 5 383 786,54 5 383 786,54	- - - - - - -	- - - - - - -	- - - - - -2 961 675,69 -2 961 675,69	- - - - - - -	219 524,40 219 524,40 - - - 2 422 110,85 2 422 110,85
SI - Systèmes d'Information	33 808,48	-	-	-	-	33 808,48
900 - Services généraux 0202 - Autres moyens généraux	33 808,48 33 808,48	- -	- -	- -	- -	33 808,48 33 808,48
SL - Sports et Loisirs	41 417,69	-	-	-	-	41 417,69
903 - Culture, sports et loisirs 32 - Sports 33 - Loisirs	41 417,69 - 41 417,69	- - -	- - -	- - -	- - -	41 417,69 - 41 417,69
TC - Transports en commun	5 139 139,99	-	-	-	-1 011 166,86	4 127 973,13
908 - Transports 810 - Services communs 811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	5 139 139,99 4 715 185,99 120 024,32	- - -	- - -	- - -	-1 011 166,86 -772 237,18 -	4 127 973,13 3 942 948,81 120 024,32

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	303 929,68	-	-	-238 929,68	-	65 000,00
TMSP - Transports de marchandise en site propre	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	56 784 705,37	-	-	-11 849 778,49	9 387 430,80	35 547 496,08

Situation des restes à mandater sur les autorisations de programme de l'exercice 2004

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
AIE - Actions internationales	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	6 124 735,98	-	-	-5 250 962,88	-	873 773,10
905 - Aménagement des territoires	6 124 735,98	-	-	-5 250 962,88	-	873 773,10
52 - Agglomérations et villes moyennes	5 479 113,29	-	-	-4 635 830,07	-	843 283,22
53 - Espace rural et autres espaces de développement	645 622,69	-	-	-615 132,81	-	30 489,88
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, Sports et Loisirs	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	35 745,51	-	-	-	-	35 745,51
907 - Environnement	35 745,51	-	-	-	-	35 745,51
71 - Actions transversales	35 745,51	-	-	-	-	35 745,51
72 - Actions en matière de déchets	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	19 347 496,46	-	-	-	632 524,08	18 714 972,38
902 - Enseignement	19 347 496,46	-	-	-	632 524,08	18 714 972,38
222 - Lycées publics	17 804 962,89	-	-	-	632 524,08	17 172 438,81
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	1 542 533,57	-	-	-	-	1 542 533,57
28 - Autres services périscolaires et annexes	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	2 327 938,81	-	-	-	663 000,00	1 664 938,81
902 - Enseignement	2 327 938,81	-	-	-	663 000,00	1 664 938,81
23 - Enseignement supérieur	2 327 938,81	-	-	-	663 000,00	1 664 938,81

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	76 264,91	-	-	-	-	76 264,91
901 - Formation professionnelle et apprentissage	76 264,91	-	-	-	-	76 264,91
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	76 264,91	-	-	-	-	76 264,91
LO - Logement	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	5 945 186,66	-	-	-2 090 836,11	-	3 854 350,55
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	5 945 186,66	-	-	-2 090 836,11	-	3 854 350,55
818 - Autres transports en commun	4 451 622,94	-	-	-1 244 554,10	-	3 207 068,84
821 - Voirie nationale	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	647 281,71	-	-	-	-	647 281,71
825 - Sécurité routière	846 282,01	-	-	-846 282,01	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	0,21	-	-	-	-	0,21
900 - Services généraux	0,21	-	-	-	-	0,21
0202 - Autres moyens généraux	0,21	-	-	-	-	0,21
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	259 723,56	-	-	-	-	259 723,56
905 - Aménagement des territoires	240 907,56	-	-	-	-	240 907,56
53 - Espace rural et autres espaces de développement	240 907,56	-	-	-	-	240 907,56
907 - Environnement	18 816,00	-	-	-	-	18 816,00
76 - Patrimoine naturel	18 816,00	-	-	-	-	18 816,00
SE - Sécurité	1 504 368,76	-	-	-566 303,35	-	938 065,41
902 - Enseignement	3 670,00	-	-	-	-	3 670,00
27 - Sécurité	3 670,00	-	-	-	-	3 670,00
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	1 500 698,76	-	-	-566 303,35	-	934 395,41
908 - Transports	1 500 698,76	-	-	-566 303,35	-	934 395,41
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	116 915,22	-	-	-	-	116 915,22
900 - Services généraux	116 915,22	-	-	-	-	116 915,22
0202 - Autres moyens généraux	116 915,22	-	-	-	-	116 915,22
SL - Sports et Loisirs	1 279 277,82	-	-	-	860 000,00	419 277,82
903 - Culture, sports et loisirs	1 279 277,82	-	-	-	860 000,00	419 277,82
32 - Sports	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	1 279 277,82	-	-	-	860 000,00	419 277,82
TC - Transports en commun	32 864 727,80	-	-	-13 267 259,60	-	19 597 468,20
908 - Transports	32 864 727,80	-	-	-13 267 259,60	-	19 597 468,20

Libellés	AP Affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP affectées en 2017	AP caduques en 2017	AP clôturées ou prorogées en 2017	CP consommés en 2017	Restes à mandater sur AP affectées
810 - Services communs	6 124 646,43	-	-	-1 041 516,79	-	5 083 129,64
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	25 615 628,95	-	-	-11 101 290,39	-	14 514 338,56
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	1 124 452,42	-	-	-1 124 452,42	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	30 125,00	-	-	-30 125,00	-	-
908 - Transports	30 125,00	-	-	-30 125,00	-	-
883 - Transports fluviaux	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	30 125,00	-	-	-30 125,00	-	-
TO - Tourisme	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	-	-	-	-	-	-
Total général	69 912 506,70	-	-	-21 205 486,94	2 155 524,08	46 551 495,68

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2005

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS		SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	900 - Services généraux	5 250 000,00	5 250 000,00	2 451 700,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	044 - Aide publique au développement	5 250 000,00	5 250 000,00	2 451 700,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	90 518 000,00	35 700 000,00	126 218 000,00	104 091 388,97	10 155 236,66	-5 532 534,60	-	9 598 807,38	-5 532 534,60	-	4 622 702,06	4 066 272,78
	900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	905 - Aménagement des territoires	87 500 000,00	35 700 000,00	123 200 000,00	102 813 159,57	-5 532 534,60	-	9 598 807,38	-5 532 534,60	-	4 622 702,06	4 066 272,78
	50 - Services communs	50 000,00	20 000 000,00	20 050 000,00	50 000,00	-32 568,30	-	32 568,30	-32 568,30	-	-	-
	52 - Agglomérations et villes moyennes	80 550 000,00	9 900 000,00	90 450 000,00	90 108 153,46	-5 063 402,86	-	8 271 165,29	-5 063 402,86	-	3 591 086,13	3 207 762,43
	53 - Espace rural et autres espaces de développement	6 900 000,00	5 800 000,00	12 700 000,00	12 655 006,11	-436 563,44	-	1 295 073,79	-436 563,44	-	1 031 615,93	858 510,35
	907 - Environnement	3 018 000,00	-	3 018 000,00	1 278 229,40	-	-	-	-	-	-	-
	76 - Patrimoine naturel	3 018 000,00	-	3 018 000,00	1 278 229,40	-	-	-	-	-	-	-
	100 000,00	-	100 000,00	92 123,00	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	92 123,00	-	-	-	-	-	-	-
	40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	92 123,00	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	900 - Services généraux	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-
	0202 - Autres moyens généraux	820 000,00	250 000,00	1 070 000,00	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	10 990 000,00	-	10 990 000,00	337 750,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	900 - Services Généraux	10 990 000,00	-	10 990 000,00	337 750,00	-	-	-	-	-	-	-
	041 - Actions interrégionales	10 990 000,00	-	10 990 000,00	337 750,00	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	27 600 000,00	-	27 600 000,00	28 250 370,33	-	-	-	-	-	-	-	-
	903 - Culture, Sports et Loisirs	27 600 000,00	-	27 600 000,00	28 250 370,33	-	-	-	-	-	-	-
	311 - Enseignement Artistique	2 000 000,00	1 416 326,90	3 416 326,90	3 416 326,90	-	-	-	-	-	-	-
	312 - Activités culturelles et artistiques	19 267 000,00	642 690,73	19 909 690,73	15 678 871,56	-	-	-	-	-	-	-
	313 - Patrimoine	6 333 000,00	-2 059 017,63	4 273 982,37	9 155 171,87	-	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	29 150 000,00	-	29 150 000,00	17 722 687,94	-	-	-	74,00	-74,00	-	-	-
	905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	91 - Interventions économiques transversales	29 150 000,00	-	29 150 000,00	17 722 687,94	-	-	74,00	-74,00	-	-	-
	92 - Recherche et innovation	19 120 000,00	-	19 120 000,00	14 337 287,94	-	-	-	-	-	-	-
	94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 030 000,00	-	10 030 000,00	3 385 400,00	-	-	74,00	-74,00	-	-	-
	71 400 000,00	-	71 400 000,00	67 369 557,00	-	-	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	901 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	13 - Formations sanitaires et sociales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	904 - Santé et action sociale	71 400 000,00	-	71 400 000,00	67 369 557,00	-	-	-	-	-	-	-
	41 - Santé	12 500 000,00	93 392,00	12 593 392,00	11 585 589,00	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	58 900 000,00	-93 392,00	58 806 608,00	55 783 968,00	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	107 230 000,00	-	107 230 000,00	79 680 365,12	-	-	-	-	-	-	-	-
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	104 185 000,00	-	104 185 000,00	76 785 365,12	-	-	-	-	-	-	-	-
71 - Actions transversales	500 000,00	-	500 000,00	3 251,00	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	-	1 750 000,00	171 170,00	-	-	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	8 300 000,00	-	8 300 000,00	7 386 092,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	58 784 000,00	-	58 784 000,00	44 818 339,25	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	7 000 000,00	-	7 000 000,00	1 802 389,17	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	26 851 000,00	-	26 851 000,00	22 496 609,00	-	-	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 000 000,00	-	1 000 000,00	107 514,70	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 045 000,00	-	3 045 000,00	2 895 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 045 000,00	-	3 045 000,00	2 895 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	331 875 000,00	2 477 895,00	334 352 895,00	470 631 106,15	12 003 178,53	-63 936,59	-	2 477 159,59	-71 644,16	-	11 939 241,94	2 405 515,43
902 - Enseignement	331 875 000,00	2 477 895,00	334 352 895,00	470 631 106,15	12 003 178,53	-63 936,59	-	2 477 159,59	-71 644,16	-	11 939 241,94	2 405 515,43
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	292 249 000,00	-11 547 844,53	280 701 155,47	415 222 847,62	10 341 116,43	-63 936,59	-	1 896 275,60	-71 644,16	-	10 277 179,84	1 824 631,44
223 - Lycées privés	14 070 000,00	-	14 070 000,00	15 826 520,00	510 272,73	-	-	-	-	-	510 272,73	-
224 - Participation à des cités mixtes	15 200 000,00	14 483 979,89	29 683 979,89	29 683 979,89	1 073 292,30	-	-	502 386,92	-	-	1 073 292,30	502 386,92
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 356 000,00	-458 240,36	9 897 759,64	9 897 758,64	78 497,07	-	-	78 497,07	-	-	78 497,07	78 497,07
ESU - Enseignement supérieur	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	26 651 436,68	69 378,20	-	-	69 378,20	-	-	69 378,20	69 378,20
902 - Enseignement	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	26 651 436,68	69 378,20	-	-	69 378,20	-	-	69 378,20	69 378,20
23 - Enseignement supérieur	33 000 000,00	-2 477 895,00	30 522 105,00	26 651 436,68	69 378,20	-	-	69 378,20	-	-	69 378,20	69 378,20
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	29 762 000,00	-	29 762 000,00	24 408 964,36	-	-	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	29 762 000,00	-	29 762 000,00	24 408 964,36	-	-	-	-	-	-	-	-
10 - Services communs	152 000,00	-152 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	2 842 000,00	-926 707,80	1 915 292,20	562 256,56	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	26 768 000,00	1 078 707,80	27 846 707,80	23 846 707,80	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	199 858 000,00	-35 700 000,00	164 158 000,00	124 200 083,77	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	199 858 000,00	-35 700 000,00	164 158 000,00	124 200 083,77	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	199 858 000,00	-35 700 000,00	164 158 000,00	124 200 083,77	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	241 897 000,00	-9 667 648,49	232 229 351,51	202 246 350,60	6 062 096,28	-2 505 074,58	-	4 311 079,12	-754 057,42	-	3 557 021,70	3 557 021,70
905 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	11 535 570,00	10 277,00	-	-	10 277,00	-	-	10 277,00	10 277,00
52 - Agglomérations et villes moyennes	8 000 000,00	-	8 000 000,00	11 535 570,00	10 277,00	-	-	10 277,00	-	-	10 277,00	10 277,00
907 - Environnement	59 497 000,00	-	59 497 000,00	50 862 208,80	-	-	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	42 200 000,00	-	42 200 000,00	36 251 273,00	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	17 297 000,00	-	17 297 000,00	14 610 935,80	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	174 400 000,00	-9 667 648,49	164 732 351,51	139 848 571,80	6 051 819,28	-2 505 074,58	-	4 300 802,12	-754 057,42	-	3 546 744,70	3 546 744,70
818 - Autres transports en commun	82 600 000,00	-9 667 648,49	72 932 351,51	50 105 338,00	5 368 042,98	-1 821 298,28	-	4 270 802,12	-724 057,42	-	3 546 744,70	3 546 744,70
821 - Voirie nationale	35 500 000,00	9 010 988,00	44 510 988,00	43 880 988,00	-	-	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	25 000 000,00	-	25 000 000,00	23 761 600,00	30 000,00	-30 000,00	-	30 000,00	-30 000,00	-	-	-
825 - Sécurité routière	31 300 000,00	-9 010 988,00	22 289 012,00	22 100 645,80	653 776,30	-653 776,30	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	7 380 000,00	-250 000,00	7 130 000,00	4 130 400,00	28,10	-	-	28,10	-	-	28,10	28,10
900 - Services généraux	6 380 000,00	-250 000,00	6 130 000,00	3 343 000,00	28,10	-	-	28,10	-	-	28,10	28,10
0202 - Autres moyens généraux	6 380 000,00	-250 000,00	6 130 000,00	3 343 000,00	28,10	-	-	28,10	-	-	28,10	28,10
903 - Culture, sports et loisirs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	787 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	1 000 000,00	-	1 000 000,00	787 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	40 500 000,00	-	40 500 000,00	31 316 989,34	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	40 500 000,00	-	40 500 000,00	31 316 989,34	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	40 500 000,00	-	40 500 000,00	31 316 989,34	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	66 800 000,00	-	66 800 000,00	65 611 590,00	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	3 500 000,00	-	3 500 000,00	3 066 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 500 000,00	-	3 500 000,00	3 066 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	63 300 000,00	-	63 300 000,00	62 545 590,00	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	63 300 000,00	-	63 300 000,00	62 545 590,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	54 473 000,00	-	54 473 000,00	48 662 344,19	2 330 118,41	-180 668,06	-	2 207 002,24	-57 551,89	-	2 149 450,35	2 149 450,35
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	7 622 000,00	-	7 622 000,00	6 476 279,10	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	7 622 000,00	-	7 622 000,00	6 476 279,10	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	2 630 000,00	-	2 630 000,00	1 995 359,45	334,98	-	-	334,98	-	-	334,98	334,98
37 - Sécurité	2 630 000,00	-	2 630 000,00	1 995 359,45	334,98	-	-	334,98	-	-	334,98	334,98
905 - Aménagement des territoires	20 221 000,00	-	20 221 000,00	14 257 030,42	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	20 221 000,00	-	20 221 000,00	14 257 030,42	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	24 000 000,00	-	24 000 000,00	25 933 675,22	2 329 783,43	-180 668,06	-	2 206 667,26	-57 551,89	-	2 149 115,37	2 149 115,37
87 - Sécurité	24 000 000,00	-	24 000 000,00	25 933 675,22	2 329 783,43	-180 668,06	-	2 206 667,26	-57 551,89	-	2 149 115,37	2 149 115,37
SI - Systèmes d'information	4 323 000,00	-	4 323 000,00	3 991 400,00	17 341,91	-	-	17 341,91	-	-	17 341,91	17 341,91
900 - Services généraux	4 323 000,00	-	4 323 000,00	3 991 400,00	17 341,91	-	-	17 341,91	-	-	17 341,91	17 341,91
0202 - Autres moyens généraux	4 323 000,00	-	4 323 000,00	3 991 400,00	17 341,91	-	-	17 341,91	-	-	17 341,91	17 341,91

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	22 404 000,00	-	22 404 000,00	22 569 988,00	576 327,07	-	-	576 327,07	-	-	576 327,07	576 327,07
903 - Culture, sports et loisirs	22 404 000,00	-	22 404 000,00	22 569 988,00	576 327,07	-	-	576 327,07	-	-	576 327,07	576 327,07
32 - Sports	8 490 000,00	-985 000,00	7 505 000,00	7 505 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	13 914 000,00	985 000,00	14 899 000,00	15 064 988,00	576 327,07	-	-	576 327,07	-	-	576 327,07	576 327,07
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	320 100 000,00	9 667 648,49	329 767 648,49	357 101 227,92	13 981 831,92	-302 045,80	-	12 557 961,45	-	1 324 223,80	12 355 562,32	11 233 737,65
908 - Transports	320 100 000,00	9 667 648,49	329 767 648,49	357 101 227,92	13 981 831,92	-302 045,80	-	12 557 961,45	-	1 324 223,80	12 355 562,32	11 233 737,65
810 - Services communs	54 500 000,00	18 299 599,99	72 799 599,99	131 657 091,92	11 407 492,08	-263 306,45	-	10 725 905,27	-	1 324 223,80	9 819 961,83	9 401 681,47
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	203 000 000,00	-41 292 421,50	161 707 578,50	63 979 666,00	1 021 800,50	-	-	318 256,19	-	-	1 021 800,50	318 256,19
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	62 600 000,00	32 660 470,00	95 260 470,00	161 464 470,00	1 552 539,34	-38 739,35	-	1 513 799,99	-	-	1 513 799,99	1 513 799,99
TMSP - Transports de marchandise en site propre	15 650 000,00	-	15 650 000,00	10 723 600,00	450 000,00	-450 000,00	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	15 650 000,00	-	15 650 000,00	10 723 600,00	450 000,00	-450 000,00	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	5 500 000,00	-	5 500 000,00	9 490 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	7 900 000,00	-	7 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	1 233 600,00	450 000,00	-450 000,00	-	-	-	-	-	-
888 - Autres	50 000,00	-	50 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 575 848,09	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 575 848,09	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 575 848,09	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 715 530 000,00	-	1 715 530 000,00	1 697 517 271,46	45 645 537,08	-9 034 259,63	-	31 815 159,06	-6 415 862,07	1 324 223,80	35 287 053,65	24 075 073,19
				98,95 %						0,08 %	-22,69 %	-24,33 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2006

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	4 150 000,00	-	4 150 000,00	2 596 178,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	4 150 000,00	-	4 150 000,00	2 596 178,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	4 150 000,00	-	4 150 000,00	2 596 178,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100 069 000,00	-	100 069 000,00	100 409 412,00	17 112 450,34	-12 661 775,39	-	16 475 084,52	-12 661 775,39	-	4 450 674,95	3 813 309,13
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	97 550 000,00	-	97 550 000,00	98 015 894,00	17 112 450,34	-12 661 775,39	-	16 475 084,52	-12 661 775,39	-	4 450 674,95	3 813 309,13
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	88 050 000,00	640 274,99	88 690 274,99	89 102 558,99	16 219 401,71	-12 041 820,52	-	15 641 702,10	-12 041 820,52	-	4 177 581,19	3 599 881,58
	9 500 000,00	-640 274,99	8 859 725,01	8 913 335,01	893 048,63	-619 954,87	-	833 382,42	-619 954,87	-	273 093,76	213 427,55
	2 519 000,00	-	2 519 000,00	2 393 518,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 519 000,00	-	2 519 000,00	2 393 518,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	300 000,00	-	300 000,00	27 985,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	200 000,00	-	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	200 000,00	-	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100 000,00	-	100 000,00	27 985,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	100 000,00	-	100 000,00	27 985,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	700 000,00	350 000,00	1 050 000,00	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	700 000,00	350 000,00	1 050 000,00	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	700 000,00	350 000,00	1 050 000,00	700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	13 200 000,00	-	13 200 000,00	1 995 000,33	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	13 200 000,00	-	13 200 000,00	1 995 000,33	-	-	-	-	-	-	-	-
	13 200 000,00	-	13 200 000,00	1 995 000,33	-	-	-	-	-	-	-	-
	13 200 000,00	-	13 200 000,00	1 995 000,33	-	-	-	-	-	-	-	-
	35 058 000,00	-	35 058 000,00	33 057 999,07	-	-	-	-	-	-	-	-
	35 058 000,00	-	35 058 000,00	33 057 999,07	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 500 000,00	1 598 990,00	4 098 990,00	4 098 990,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	24 325 000,00	-1 288 206,05	23 036 793,95	23 036 793,84	-	-	-	-	-	-	-	-
	8 233 000,00	-310 783,95	7 922 216,05	5 922 215,23	-	-	-	-	-	-	-	-
	37 792 000,00	-1 200 000,00	36 592 000,00	23 167 061,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	35 058 000,00	-	35 058 000,00	33 057 999,07	-	-	-	-	-	-	-	-
	35 058 000,00	-	35 058 000,00	33 057 999,07	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 500 000,00	1 598 990,00	4 098 990,00	4 098 990,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	24 325 000,00	-1 288 206,05	23 036 793,95	23 036 793,84	-	-	-	-	-	-	-	-
	8 233 000,00	-310 783,95	7 922 216,05	5 922 215,23	-	-	-	-	-	-	-	-
	37 792 000,00	-1 200 000,00	36 592 000,00	23 167 061,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	30 942 000,00	-900 000,00	30 042 000,00	19 717 061,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	6 850 000,00	-300 000,00	6 550 000,00	3 450 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	74 100 000,00	5 500 000,00	79 600 000,00	62 081 211,00	-	-	-	-	-	-	-	-
DSS - Développement social et santé	6 000 000,00	-	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	6 000 000,00	-	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	68 100 000,00	5 500 000,00	73 600 000,00	62 081 211,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	9 600 000,00	4 412 475,00	14 012 475,00	2 479 918,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	58 500 000,00	1 087 525,00	59 587 525,00	59 601 293,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	110 873 000,00	6 200 000,00	117 073 000,00	113 674 979,98	-	-	-	-	-	-	-	-
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	107 473 000,00	5 000 000,00	112 473 000,00	109 574 979,98	-	-	-	-	-	-	-	-
71 - Actions transversales	200 000,00	-200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	17 202 463,07	18 952 463,07	18 952 463,07	-	-	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	6 924 000,00	-2 290 000,00	4 634 000,00	4 493 702,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	56 849 000,00	-5 212 463,07	51 636 536,93	51 222 515,75	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	10 000 000,00	-1 200 000,00	8 800 000,00	8 653 988,96	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	29 648 000,00	-3 300 000,00	26 348 000,00	25 805 165,00	-	-	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	2 102 000,00	-	2 102 000,00	447 145,20	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 400 000,00	1 200 000,00	4 600 000,00	4 100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 400 000,00	1 200 000,00	4 600 000,00	4 100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	477 000 000,00	-2 560 000,00	474 440 000,00	486 272 922,74	27 891 793,11	-17 600,91	-	16 249 097,33	-21 998,22	2 099 875,75	25 774 316,45	14 127 223,36
902 - Enseignement	477 000 000,00	-2 560 000,00	474 440 000,00	486 272 922,74	27 891 793,11	-17 600,91	-	16 249 097,33	-21 998,22	2 099 875,75	25 774 316,45	14 127 223,36
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	418 600 000,00	16 721 247,60	435 321 247,60	448 144 549,27	24 946 555,30	-17 600,91	-	14 996 651,68	-21 998,22	2 099 875,75	22 829 078,64	12 874 777,71
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-5 023 160,00	13 976 840,00	13 976 840,00	175 109,13	-	-	-	-	-	175 109,13	-
224 - Participation à des cités mixtes	29 100 000,00	-14 321 247,60	14 778 752,40	14 069 881,98	2 770 128,68	-	-	1 252 445,65	-	-	2 770 128,68	1 252 445,65
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 300 000,00	63 160,00	10 363 160,00	10 081 651,49	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	86 314 000,00	-	86 314 000,00	74 365 521,59	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	86 314 000,00	-	86 314 000,00	74 365 521,59	-	-	-	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	86 314 000,00	-	86 314 000,00	74 365 521,59	-	-	-	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	26 808 000,00	20 000 000,00	46 808 000,00	46 806 909,00	25 610,87	-	-	-	-	-	25 610,87	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	26 808 000,00	20 000 000,00	46 808 000,00	46 806 909,00	25 610,87	-	-	-	-	-	25 610,87	-
10 - Services communs	100 000,00	-99 971,00	29,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	2 200 000,00	-818 208,00	1 381 792,00	1 380 730,00	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	24 508 000,00	20 918 179,00	45 426 179,00	45 426 179,00	25 610,87	-	-	-	-	-	25 610,87	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	206 000 000,00	-12 714 206,00	193 285 794,00	174 569 655,00	79 625,86	-	-	-	-	-	79 625,86	79 625,86
905 - Aménagement des territoires	206 000 000,00	-12 714 206,00	193 285 794,00	174 569 655,00	79 625,86	-	-	-	-	-	79 625,86	79 625,86
50 - Services communs	20 000 000,00	-	20 000 000,00	18 875 860,00	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	186 000 000,00	-12 714 206,00	173 285 794,00	155 693 795,00	79 625,86	-	-	79 625,86	-	-	79 625,86	79 625,86

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	222 888 000,00	2 249 290,08	225 137 290,08	215 462 500,68	9 738 200,21	-1 494 395,87	-	9 073 560,92	-896 987,78	-	8 243 804,34	8 176 573,14
905 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 380 716,00	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 380 716,00	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	47 408 000,00	-5 000 000,00	42 408 000,00	32 022 656,60	-	-	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	28 700 000,00	-	28 700 000,00	16 856 558,00	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	18 708 000,00	-5 000 000,00	13 708 000,00	15 166 098,60	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	167 480 000,00	7 249 290,08	174 729 290,08	176 059 128,08	9 738 200,21	-1 494 395,87	-	9 073 560,92	-896 987,78	-	8 243 804,34	8 176 573,14
818 - Autres transports en commun	65 900 000,00	8 469 292,08	74 369 292,08	73 829 352,08	4 749 174,87	-1 044 164,40	-	4 534 767,05	-896 987,78	-	3 705 010,47	3 637 779,27
821 - Voirie nationale	43 330 000,00	-1 220 002,00	42 109 998,00	42 109 998,00	-	-	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	23 750 000,00	-	23 750 000,00	23 750 000,00	4 638 793,87	-100 000,00	-	4 538 793,87	-	-	4 538 793,87	4 538 793,87
825 - Sécurité routière	34 500 000,00	-	34 500 000,00	36 369 778,00	350 231,47	-350 231,47	-	-	-	-	-	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	9 015 000,00	-	9 015 000,00	9 372 000,00	9 402,29	-	-	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29
900 - Services généraux	8 015 000,00	-	8 015 000,00	8 248 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	8 015 000,00	-	8 015 000,00	8 248 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 123 500,00	9 402,29	-	-	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29
313 - Patrimoine	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 123 500,00	9 402,29	-	-	9 402,29	-	-	9 402,29	9 402,29
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	53 509 673,34	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	53 509 673,34	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	40 500 000,00	12 714 206,00	53 214 206,00	53 509 673,34	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	88 770 000,00	500 000,00	89 270 000,00	84 977 126,00	231 964,00	-	-	231 964,00	-	-	231 964,00	231 964,00
905 - Aménagement des territoires	18 000 000,00	-	18 000 000,00	17 212 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	18 000 000,00	-	18 000 000,00	17 212 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	70 770 000,00	500 000,00	71 270 000,00	67 765 126,00	231 964,00	-	-	231 964,00	-	-	231 964,00	231 964,00
92 - Recherche et innovation	70 770 000,00	500 000,00	71 270 000,00	67 765 126,00	231 964,00	-	-	231 964,00	-	-	231 964,00	231 964,00
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	50 500 000,00	-	50 500 000,00	35 153 153,89	4 167 340,18	-20 405,82	-	4 167 340,18	-20 405,82	-	4 146 934,36	4 146 934,36
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 725 392,50	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 725 392,50	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 119 499,14	58,61	-	-	58,61	-	-	58,61	58,61
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 119 499,14	58,61	-	-	58,61	-	-	58,61	58,61
905 - Aménagement des territoires	21 200 000,00	-	21 200 000,00	15 621 965,75	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	21 200 000,00	-	21 200 000,00	15 621 965,75	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	22 000 000,00	-	22 000 000,00	11 686 296,50	4 167 281,57	-20 405,82	-	4 167 281,57	-20 405,82	-	4 146 875,75	4 146 875,75
87 - Sécurité	22 000 000,00	-	22 000 000,00	11 686 296,50	4 167 281,57	-20 405,82	-	4 167 281,57	-20 405,82	-	4 146 875,75	4 146 875,75
SI - Systèmes d'information	4 400 000,00	-	4 400 000,00	4 400 000,00	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	1 057 431,74
900 - Services généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	4 400 000,00	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	1 057 431,74
0202 - Autres moyens généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	4 400 000,00	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	-	-	1 057 431,74	1 057 431,74

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	30 492 000,00	-	30 492 000,00	54 341 298,83	186 667,45	-	-	186 667,45	-	-	186 667,45	186 667,45
903 - Culture, sports et loisirs	30 492 000,00	-	30 492 000,00	54 341 298,83	186 667,45	-	-	186 667,45	-	-	186 667,45	186 667,45
32 - Sports	11 990 000,00	-	11 990 000,00	31 379 750,00	-	-	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	18 502 000,00	-	18 502 000,00	22 961 548,83	186 667,45	-	-	186 667,45	-	-	186 667,45	186 667,45
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	380 300 000,00	-7 514 842,00	372 785 158,00	367 131 960,00	36 518 892,69	-3 899 682,99	-	30 530 075,61	-593 987,66	6 401 832,70	26 217 377,00	23 534 255,25
908 - Transports	380 300 000,00	-7 514 842,00	372 785 158,00	367 131 960,00	36 518 892,69	-3 899 682,99	-	30 530 075,61	-593 987,66	6 401 832,70	26 217 377,00	23 534 255,25
810 - Services communs	56 550 000,00	12 975 075,00	69 525 075,00	62 451 075,00	13 177 963,25	-3 517 827,40	-	9 748 904,47	-551 164,96	3 977 832,70	5 682 303,15	5 219 908,81
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	276 950 000,00	-30 778 302,00	246 171 698,00	247 592 500,00	15 316 051,83	-42 823,20	-	15 316 051,30	-42 822,70	2 424 000,00	12 849 228,63	12 849 228,60
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	46 800 000,00	10 288 385,00	57 088 385,00	57 088 385,00	8 024 877,61	-339 032,39	-	5 465 119,84	-	-	7 685 845,22	5 465 119,84
TMSP - Transports de marchandise en site propre	20 000 000,00	-954 450,08	19 045 549,92	22 356 166,36	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	20 000 000,00	-954 450,08	19 045 549,92	22 356 166,36	-	-	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	9 850 000,00	-	9 850 000,00	19 203 666,36	-	-	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	7 900 000,00	-2 356 950,08	5 543 049,92	-	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	2 200 000,00	1 452 500,00	3 652 500,00	3 152 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
888 - Autres	50 000,00	-50 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 199 997,77	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 199 997,77	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 450 000,00	-	4 450 000,00	4 199 997,77	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 023 679 000,00	22 569 998,00	2 046 248 998,00	1 970 628 711,58	97 019 378,74	-18 093 860,98	-	78 060 249,90	-14 195 154,87	8 501 708,45	70 423 809,31	55 363 386,58
				96,30 %						0,43 %	-27,41 %	-29,08 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2007

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	3 550 000,00	-	3 550 000,00	3 142 866,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	3 550 000,00	-	3 550 000,00	3 142 866,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	3 550 000,00	-	3 550 000,00	3 142 866,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	94 500 000,00	-	94 500 000,00	81 428 824,93	15 863 556,12	-12 746 140,82	-	14 208 003,44	-12 746 140,82	-	3 117 415,30	1 461 862,62
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	92 000 000,00	-	92 000 000,00	80 538 135,44	15 863 556,12	-12 746 140,82	-	14 208 003,44	-12 746 140,82	-	3 117 415,30	1 461 862,62
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	77 500 000,00	-4 817 181,67	72 682 818,33	61 220 953,77	13 235 226,63	-11 741 703,95	-	11 741 703,95	-11 741 703,95	-	1 493 522,68	-
	14 500 000,00	4 817 181,67	19 317 181,67	19 317 181,67	2 628 329,49	-1 004 436,87	-	2 466 299,49	-1 004 436,87	-	1 623 892,62	1 461 862,62
2 500 000,00	-	2 500 000,00	890 689,49	-	-	-	-	-	-	-	-	
2 500 000,00	-	2 500 000,00	890 689,49	-	-	-	-	-	-	-	-	
600 000,00	-	600 000,00	3 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	500 000,00	-	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	3 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	3 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-
1 280 000,00	-	1 280 000,00	704 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 280 000,00	-	1 280 000,00	704 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 700 000,00	-	9 700 000,00	607 333,33	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 700 000,00	-	9 700 000,00	607 333,33	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 700 000,00	-	9 700 000,00	607 333,33	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33 137 000,00	-	33 137 000,00	34 157 485,54	-	-	-	-	-	-	-	-	-
33 137 000,00	-	33 137 000,00	34 157 485,54	-	-	-	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	-1 178 000,14	3 321 999,86	3 309 954,30	-	-	-	-	-	-	-	-	-
312 - Activités culturelles et artistiques	867 202,00	24 467 202,00	25 499 733,10	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	310 798,14	5 347 798,14	5 347 798,14	-	-	-	-	-	-	-	-	-
47 450 000,00	-	47 450 000,00	42 741 744,50	1 131 621,50	-	-	-	1 131 621,50	-	90 090,00	1 041 531,50	1 041 531,50
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	47 450 000,00	-	47 450 000,00	42 741 744,50	1 131 621,50	-	-	1 131 621,50	-	90 090,00	1 041 531,50	1 041 531,50
91 - Interventions économiques transversales	40 750 000,00	-	40 750 000,00	40 694 444,50	1 131 621,50	-	-	1 131 621,50	-	90 090,00	1 041 531,50	1 041 531,50
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	6 700 000,00	-	6 700 000,00	2 047 300,00	-	-	-	-	-	-	-	-
78 763 000,00	-	78 763 000,00	74 976 542,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 000 000,00	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	3 000 000,00	-	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Santé et action sociale	75 763 000,00	-	75 763 000,00	74 976 542,80	-	-	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	12 000 000,00	-	12 000 000,00	10 202 029,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	63 763 000,00	-	63 763 000,00	64 774 513,80	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	115 000 000,00	-5 862 888,45	109 137 111,55	93 774 356,64	606 228,58	-	-	606 228,58	-	-	606 228,58	606 228,58
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	111 200 000,00	-5 862 888,45	105 337 111,55	90 404 356,64	606 228,58	-	-	606 228,58	-	-	606 228,58	606 228,58
71 - Actions transversales	700 000,00	-	700 000,00	233 953,69	30 000,00	-	-	30 000,00	-	-	30 000,00	30 000,00
72 - Actions en matière de déchets	2 250 000,00	-	2 250 000,00	576 257,29	-	-	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	3 500 000,00	-	3 500 000,00	162 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	54 295 000,00	-	54 295 000,00	53 317 174,40	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	16 000 000,00	-5 862 888,45	10 137 111,55	8 940 344,26	576 228,58	-	-	576 228,58	-	-	576 228,58	576 228,58
76 - Patrimoine naturel	31 875 000,00	-	31 875 000,00	27 067 942,00	-	-	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	2 580 000,00	-	2 580 000,00	106 285,00	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 370 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 370 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	432 775 000,00	1 800 000,00	434 575 000,00	438 514 524,28	60 097 320,57	-26 650,75	-	44 096 281,26	-61 488,30	30 884 248,75	29 186 421,07	13 150 564,21
902 - Enseignement	432 775 000,00	1 800 000,00	434 575 000,00	438 514 524,28	60 097 320,57	-26 650,75	-	44 096 281,26	-61 488,30	30 884 248,75	29 186 421,07	13 150 564,21
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	373 792 000,00	14 880 610,71	388 672 610,71	392 612 134,99	59 702 711,71	-26 650,75	-	43 701 672,14	-61 468,04	30 882 231,30	28 793 829,66	12 757 972,80
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	19 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	-12 401 250,29	14 198 749,71	14 198 749,71	394 608,86	-	-	394 609,12	-0,26	2 017,45	392 591,41	392 591,41
28 - Autres services périscolaires et annexes	13 383 000,00	-679 360,42	12 703 639,58	12 703 639,58	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 757 303,85	731 673,05	-8 583,10	-	731 673,05	-8 583,10	29 876,79	693 213,16	693 213,16
902 - Enseignement	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 757 303,85	731 673,05	-8 583,10	-	731 673,05	-8 583,10	29 876,79	693 213,16	693 213,16
23 - Enseignement supérieur	21 758 000,00	-	21 758 000,00	21 757 303,85	731 673,05	-8 583,10	-	731 673,05	-8 583,10	29 876,79	693 213,16	693 213,16
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	34 440 000,00	-	34 440 000,00	34 594 969,52	70 162,97	-	-	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
901 - Formation professionnelle et apprentissage	34 440 000,00	-	34 440 000,00	34 594 969,52	70 162,97	-	-	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
10 - Services communs	100 000,00	-100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	740 000,00	-330 792,00	409 208,00	273 777,52	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	33 600 000,00	430 792,00	34 030 792,00	34 321 192,00	70 162,97	-	-	70 162,97	-	-	70 162,97	70 162,97
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	169 968 068,45	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	169 968 068,45	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	166 660 000,00	8 024 107,00	174 684 107,00	169 968 068,45	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	215 900 000,00	-22 693 462,86	193 206 537,14	199 607 831,58	9 234 699,67	-1 622 861,18	-	7 384 350,98	-485 625,74	-	7 611 838,49	6 898 725,24
905 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 622 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 622 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	50 000 000,00	5 862 888,45	55 862 888,45	55 862 888,45	142 786,00	-	-	142 786,00	-	-	142 786,00	142 786,00
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 500 000,00	-	35 500 000,00	35 500 000,00	142 786,00	-	-	142 786,00	-	-	142 786,00	142 786,00
78 - Autres actions	14 500 000,00	5 862 888,45	20 362 888,45	20 362 888,45	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	161 900 000,00	-28 556 351,31	133 343 648,69	141 122 443,13	9 091 913,67	-1 622 861,18	-	7 241 564,98	-485 625,74	-	7 469 052,49	6 755 939,24
818 - Autres transports en commun	80 000 000,00	-28 556 351,31	51 443 648,69	51 294 050,00	6 145 920,92	-1 037 268,44	-	4 905 778,22	-485 625,74	-	5 108 652,48	4 420 152,48
821 - Voirie nationale	23 400 000,00	-	23 400 000,00	29 576 000,00	153 082,00	-	-	153 082,00	-	-	153 082,00	153 082,00
823 - Voirie départementale	24 000 000,00	-	24 000 000,00	24 000 000,00	2 455 269,21	-272 584,45	-	2 182 704,76	-	-	2 182 704,76	2 182 704,76
825 - Sécurité routière	34 500 000,00	-	34 500 000,00	36 252 393,13	337 641,54	-313 028,29	-	-	-	-	24 613,25	-
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	5 015 000,00	-	5 015 000,00	4 225 000,00	37 483,37	-	-	37 483,37	-	-	37 483,37	37 483,37
900 - Services généraux	3 265 000,00	-	3 265 000,00	3 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	3 265 000,00	-	3 265 000,00	3 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 750 000,00	-	1 750 000,00	975 000,00	37 483,37	-	-	37 483,37	-	-	37 483,37	37 483,37
313 - Patrimoine	1 750 000,00	-	1 750 000,00	975 000,00	37 483,37	-	-	37 483,37	-	-	37 483,37	37 483,37
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	7 124 432,00	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	7 124 432,00	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	45 000 000,00	-8 024 107,00	36 975 893,00	7 124 432,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	82 200 000,00	-	82 200 000,00	72 097 337,00	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	5 500 000,00	-	5 500 000,00	1 804 330,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	5 500 000,00	-	5 500 000,00	1 804 330,00	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	76 700 000,00	-	76 700 000,00	70 293 007,00	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	76 700 000,00	-	76 700 000,00	70 293 007,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	44 300 000,00	-	44 300 000,00	19 996 442,69	3 163 084,09	-	-	3 163 084,09	-	-	3 163 084,09	3 163 084,09
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 499 611,00	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 499 611,00	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	2 250 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	20 500 000,00	-	20 500 000,00	8 290 713,69	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	20 500 000,00	-	20 500 000,00	8 290 713,69	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	16 500 000,00	-	16 500 000,00	3 956 118,00	3 163 084,09	-	-	3 163 084,09	-	-	3 163 084,09	3 163 084,09
87 - Sécurité	16 500 000,00	-	16 500 000,00	3 956 118,00	3 163 084,09	-	-	3 163 084,09	-	-	3 163 084,09	3 163 084,09
SI - Systèmes d'information	4 130 000,00	-	4 130 000,00	3 443 320,00	188 961,05	-	-	188 961,05	-	-	188 961,05	188 961,05
900 - Services généraux	4 130 000,00	-	4 130 000,00	3 443 320,00	188 961,05	-	-	188 961,05	-	-	188 961,05	188 961,05
0202 - Autres moyens généraux	4 130 000,00	-	4 130 000,00	3 443 320,00	188 961,05	-	-	188 961,05	-	-	188 961,05	188 961,05

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	32 389 000,00	-	32 389 000,00	41 566 996,22	165 342,63	-	-	165 342,63	-	-	165 342,63	165 342,63
903 - Culture, sports et loisirs	32 389 000,00	-	32 389 000,00	41 566 996,22	165 342,63	-	-	165 342,63	-	-	165 342,63	165 342,63
32 - Sports	16 505 000,00	-	16 505 000,00	24 540 887,20	-	-	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	15 884 000,00	-	15 884 000,00	17 026 109,02	165 342,63	-	-	165 342,63	-	-	165 342,63	165 342,63
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	395 100 000,00	28 556 351,31	423 656 351,31	423 011 979,31	19 368 803,97	-2 123 354,13	-	14 408 633,94	-50 631,00	-	17 245 449,84	14 358 002,94
908 - Transports	395 100 000,00	28 556 351,31	423 656 351,31	423 011 979,31	19 368 803,97	-2 123 354,13	-	14 408 633,94	-50 631,00	-	17 245 449,84	14 358 002,94
810 - Services communs	65 600 000,00	5 170 170,00	70 770 170,00	70 765 295,00	13 388 388,84	-80 838,41	-	11 628 734,56	-50 631,00	-	13 307 550,43	11 578 103,56
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	280 500 000,00	51 367 039,31	331 867 039,31	331 867 039,31	4 167 224,21	-229 324,80	-	2 779 899,38	-	-	3 937 899,41	2 779 899,38
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	49 000 000,00	-27 980 858,00	21 019 142,00	20 379 645,00	1 813 190,92	-1 813 190,92	-	-	-	-	-	-
TMSP - Transports de marchandise en site propre	15 600 000,00	-	15 600 000,00	22 798 800,00	48 527,23	-48 527,23	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	15 600 000,00	-	15 600 000,00	22 798 800,00	48 527,23	-48 527,23	-	-	-	-	-	-
883 - Transports fluviaux	7 300 000,00	-	7 300 000,00	14 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	1 300 000,00	-1 073 800,00	226 200,00	125 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	7 000 000,00	1 073 800,00	8 073 800,00	8 073 800,00	48 527,23	-48 527,23	-	-	-	-	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 533 000,00	-	4 533 000,00	4 482 518,03	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 533 000,00	-	4 533 000,00	4 482 518,03	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 533 000,00	-	4 533 000,00	4 482 518,03	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 883 780 000,00	1 800 000,00	1 885 580 000,00	1 794 726 651,67	110 707 464,80	-16 576 117,21	-	86 191 826,86	-13 352 448,96	31 004 215,54	63 127 132,05	41 835 162,36
				95,18 %						1,73 %	-42,98 %	-51,46 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2008

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 791 141,00	50 000,00	-	-	50 000,00	-	-	50 000,00	50 000,00
	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 791 141,00	50 000,00	-	-	50 000,00	-	-	50 000,00	50 000,00
	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 791 141,00	50 000,00	-	-	50 000,00	-	-	50 000,00	50 000,00
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	76 330 000,00	401 087,43	76 731 087,43	55 028 741,42	6 394 921,98	-3 291 322,24	-	5 568 897,63	-3 291 322,24	1 002 695,06	2 100 904,68	1 274 880,33
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	74 650 000,00	-	74 650 000,00	52 443 621,39	6 394 921,98	-3 291 322,24	-	5 568 897,63	-3 291 322,24	1 002 695,06	2 100 904,68	1 274 880,33
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	64 150 000,00	-124 610,76	64 025 389,24	41 819 010,63	5 130 440,92	-3 291 322,24	-	4 482 017,30	-3 291 322,24	1 002 695,06	836 423,62	188 000,00
10 500 000,00	124 610,76	10 624 610,76	10 624 610,76	1 264 481,06	-	-	1 086 880,33	-	-	1 264 481,06	1 086 880,33	
1 680 000,00	401 087,43	2 081 087,43	2 585 120,03	-	-	-	-	-	-	-	-	
1 680 000,00	401 087,43	2 081 087,43	2 585 120,03	-	-	-	-	-	-	-	-	
100 000,00	-	100 000,00	60 224,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	100 000,00	-	100 000,00	60 224,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	60 224,00	-	-	-	-	-	-	-	-
1 200 000,00	-	1 200 000,00	840 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 200 000,00	-	1 200 000,00	840 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 200 000,00	-	1 200 000,00	840 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8 700 000,00	-	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8 700 000,00	-	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8 700 000,00	-	8 700 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29 550 000,00	-	29 550 000,00	25 505 163,65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
29 550 000,00	-	29 550 000,00	25 505 163,65	-	-	-	-	-	-	-	-	-
311 - Enseignement Artistique	854 811,00	-	4 854 811,00	4 854 811,00	-	-	-	-	-	-	-	-
21 795 000,00	-	21 795 000,00	18 215 101,36	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3 755 000,00	-854 811,00	2 900 189,00	2 435 251,29	-	-	-	-	-	-	-	-	-
44 600 000,00	-	44 600 000,00	34 881 283,76	-	-	-	-	2,00	-2,00	-	-	-
44 600 000,00	-	44 600 000,00	34 881 283,76	-	-	-	-	2,00	-2,00	-	-	-
37 700 000,00	-	37 700 000,00	30 505 263,76	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 900 000,00	-	6 900 000,00	4 376 020,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
75 434 000,00	-	75 434 000,00	76 310 097,82	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 300 000,00	-	1 300 000,00	608 838,82	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 300 000,00	-	1 300 000,00	608 838,82	-	-	-	-	-	-	-	-	-
74 134 000,00	-	74 134 000,00	75 701 259,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9 300 000,00	-553 529,00	8 746 471,00	8 410 003,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
64 834 000,00	553 529,00	65 387 529,00	67 291 256,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	112 905 000,00	-894 587,98	112 010 412,02	101 611 345,49	320 823,66	-143 028,24	-	319 081,70	-143 028,24	-	177 795,42	176 053,46
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	109 255 000,00	-894 587,98	108 360 412,02	98 790 496,92	320 823,66	-143 028,24	-	319 081,70	-143 028,24	-	177 795,42	176 053,46
71 - Actions transversales	475 000,00	-	475 000,00	75 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	6 250 000,00	-894 587,98	5 355 412,02	518 353,50	474,39	-	-	474,39	-	-	474,39	474,39
73 - Politique de l'air	1 450 000,00	-254 667,84	1 195 332,16	275 046,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	53 720 000,00	-	53 720 000,00	53 719 960,73	13 575,91	-	-	13 575,91	-	-	13 575,91	13 575,91
75 - Politique de l'énergie	18 000 000,00	2 954 667,84	20 954 667,84	21 022 489,19	305 031,40	-143 028,24	-	305 031,40	-143 028,24	-	162 003,16	162 003,16
76 - Patrimoine naturel	26 275 000,00	-	26 275 000,00	22 950 964,50	1 741,96	-	-	-	-	-	1 741,96	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	3 085 000,00	-2 700 000,00	385 000,00	228 683,00	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 650 000,00	-	3 650 000,00	2 820 848,57	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 650 000,00	-	3 650 000,00	2 820 848,57	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	423 800 000,00	-	423 800 000,00	519 542 704,31	72 801 955,16	-135 353,78	-	66 148 121,30	-228 380,28	11 889 984,10	60 776 617,28	54 029 756,92
902 - Enseignement	423 800 000,00	-	423 800 000,00	519 542 704,31	72 801 955,16	-135 353,78	-	66 148 121,30	-228 380,28	11 889 984,10	60 776 617,28	54 029 756,92
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	364 777 000,00	4 672 166,33	369 449 166,33	464 489 489,34	72 039 132,39	-56 677,44	-	65 385 298,53	-145 341,43	11 888 386,87	60 094 068,08	53 351 570,23
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	19 520 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	-837 231,34	25 762 768,66	25 947 408,66	762 822,77	-78 676,34	-	762 822,77	-83 038,85	1 597,23	682 549,20	678 186,69
28 - Autres services périscolaires et annexes	13 423 000,00	-3 834 934,99	9 588 065,01	9 585 806,31	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	39 248 000,00	-	39 248 000,00	39 243 640,03	3 443 787,62	-	-	3 459 150,62	-15 495,19	62 681,22	3 381 106,40	3 380 974,21
902 - Enseignement	39 248 000,00	-	39 248 000,00	39 243 640,03	3 443 787,62	-	-	3 459 150,62	-15 495,19	62 681,22	3 381 106,40	3 380 974,21
23 - Enseignement supérieur	39 248 000,00	-	39 248 000,00	39 243 640,03	3 443 787,62	-	-	3 459 150,62	-15 495,19	62 681,22	3 381 106,40	3 380 974,21
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	30 500 000,00	-	30 500 000,00	30 431 075,15	10 616,58	-	-	10 616,58	-	-	10 616,58	10 616,58
901 - Formation professionnelle et apprentissage	30 500 000,00	-	30 500 000,00	30 431 075,15	10 616,58	-	-	10 616,58	-	-	10 616,58	10 616,58
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	500 000,00	-417 889,00	82 111,00	13 186,15	852,89	-	-	852,89	-	-	852,89	852,89
12 - Apprentissage	30 000 000,00	417 889,00	30 417 889,00	30 417 889,00	9 763,69	-	-	9 763,69	-	-	9 763,69	9 763,69
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	171 800 000,00	6 858 186,00	178 658 186,00	177 361 013,87	89 673,74	-89 673,74	-	89 673,74	-89 673,74	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	171 800 000,00	6 858 186,00	178 658 186,00	177 361 013,87	89 673,74	-89 673,74	-	89 673,74	-89 673,74	-	-	-
50 - Services communs	3 000 000,00	-	3 000 000,00	1 629 928,16	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	168 800 000,00	6 858 186,00	175 658 186,00	175 731 085,71	89 673,74	-89 673,74	-	89 673,74	-89 673,74	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	248 100 000,00	-53 843 361,25	194 256 638,75	169 480 420,72	15 882 684,11	-1 600 040,78	-	14 158 312,67	-902 432,89	-	14 282 643,33	13 255 879,78
905 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	677 775,00	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	677 775,00	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	50 000 000,00	493 500,55	50 493 500,55	46 636 442,05	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	4 560 667,59
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 500 000,00	-	35 500 000,00	31 642 941,50	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	-	-	4 560 667,59	4 560 667,59
78 - Autres actions	14 500 000,00	493 500,55	14 993 500,55	14 993 500,55	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	194 100 000,00	-54 336 861,80	139 763 138,20	122 166 203,67	11 322 016,52	-1 600 040,78	-	9 597 645,08	-902 432,89	-	9 721 975,74	8 695 212,19
818 - Autres transports en commun	129 500 000,00	-54 336 861,80	75 163 138,20	56 025 478,41	4 222 884,45	-1 224 809,99	-	3 646 092,12	-698 968,81	-	2 998 074,46	2 947 123,31
821 - Voirie nationale	23 500 000,00	-	23 500 000,00	25 040 725,26	-	-	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	17 000 000,00	-	17 000 000,00	17 000 000,00	4 678 381,48	-	-	4 678 381,48	-	-	4 678 381,48	4 678 381,48
825 - Sécurité routière	24 100 000,00	-	24 100 000,00	24 100 000,00	2 420 750,59	-375 230,79	-	1 273 171,48	-203 464,08	-	2 045 519,80	1 069 707,40
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 950 000,00	-	2 950 000,00	2 102 760,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	2 300 000,00	-	2 300 000,00	1 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 300 000,00	-	2 300 000,00	1 900 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	650 000,00	-	650 000,00	202 760,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	650 000,00	-	650 000,00	202 760,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	25 114 871,17	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	25 114 871,17	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	45 000 000,00	-6 858 186,00	38 141 814,00	25 114 871,17	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	101 000 000,00	-	101 000 000,00	82 680 286,00	61 034,66	-61 034,66	-	61 034,66	-61 034,66	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	6 905 000,00	-	6 905 000,00	4 166 347,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	6 905 000,00	-	6 905 000,00	4 166 347,00	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	94 095 000,00	-	94 095 000,00	78 513 939,00	61 034,66	-61 034,66	-	61 034,66	-61 034,66	-	-	-
92 - Recherche et innovation	94 095 000,00	-	94 095 000,00	78 513 939,00	61 034,66	-61 034,66	-	61 034,66	-61 034,66	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	32 000 000,00	-	32 000 000,00	19 419 506,77	661 850,70	-59 881,99	-	661 850,70	-59 881,99	-	601 968,71	601 968,71
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	5 063 905,00	2 202,01	-	-	2 202,01	-	-	2 202,01	2 202,01
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	5 063 905,00	2 202,01	-	-	2 202,01	-	-	2 202,01	2 202,01
903 - Culture, sports et loisirs	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	102 254,46	-	-	102 254,46	-	-	102 254,46	102 254,46
37 - Sécurité	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	102 254,46	-	-	102 254,46	-	-	102 254,46	102 254,46
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	9 964 345,52	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	15 000 000,00	-	15 000 000,00	9 964 345,52	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	10 000 000,00	-	10 000 000,00	2 391 256,25	557 394,23	-59 881,99	-	557 394,23	-59 881,99	-	497 512,24	497 512,24
87 - Sécurité	10 000 000,00	-	10 000 000,00	2 391 256,25	557 394,23	-59 881,99	-	557 394,23	-59 881,99	-	497 512,24	497 512,24
SI - Systèmes d'information	5 075 000,00	-	5 075 000,00	5 075 000,00	189 948,77	-	-	189 948,77	-	-	189 948,77	189 948,77
900 - Services généraux	5 075 000,00	-	5 075 000,00	5 075 000,00	189 948,77	-	-	189 948,77	-	-	189 948,77	189 948,77
0202 - Autres moyens généraux	5 075 000,00	-	5 075 000,00	5 075 000,00	189 948,77	-	-	189 948,77	-	-	189 948,77	189 948,77

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	40 280 000,00	-	40 280 000,00	41 381 803,50	209 078,46	-	-	209 078,46	-	88 785,93	120 292,53	120 292,53
903 - Culture, sports et loisirs	40 280 000,00	-	40 280 000,00	41 381 803,50	209 078,46	-	-	209 078,46	-	88 785,93	120 292,53	120 292,53
32 - Sports	18 100 000,00	-	18 100 000,00	18 097 803,50	89 144,85	-	-	89 144,85	-	88 785,93	358,92	358,92
33 - Loisirs	22 180 000,00	-	22 180 000,00	23 284 000,00	119 933,61	-	-	119 933,61	-	-	119 933,61	119 933,61
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	512 300 000,00	52 851 861,80	565 151 861,80	527 925 656,80	54 043 047,90	-25 446 346,56	-	27 206 822,43	-71 593,06	52 778,49	28 543 922,85	27 082 450,88
908 - Transports	512 300 000,00	52 851 861,80	565 151 861,80	527 925 656,80	54 043 047,90	-25 446 346,56	-	27 206 822,43	-71 593,06	52 778,49	28 543 922,85	27 082 450,88
810 - Services communs	108 000 000,00	-43 086 431,00	64 913 569,00	54 571 364,00	24 948 079,42	-21 836 805,81	-	1 721 394,70	-71 593,06	-	3 111 273,61	1 649 801,64
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	365 300 000,00	92 451 861,80	457 751 861,80	439 177 861,80	24 600 353,84	-1 400 317,06	-	23 200 036,78	-	52 778,49	23 147 258,29	23 147 258,29
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	39 000 000,00	3 486 431,00	42 486 431,00	34 176 431,00	4 494 614,64	-2 209 223,69	-	2 285 390,95	-	-	2 285 390,95	2 285 390,95
TMSP - Transports de marchandise en site propre	34 400 000,00	1 485 000,00	35 885 000,00	33 360 435,67	82 389,19	-80 690,85	-	-	-	-	1 698,34	-
908 - Transports	34 400 000,00	1 485 000,00	35 885 000,00	33 360 435,67	82 389,19	-80 690,85	-	-	-	-	1 698,34	-
883 - Transports fluviaux	26 200 000,00	-1 000 000,00	25 200 000,00	25 151 475,67	80 444,25	-80 444,25	-	-	-	-	-	-
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 700 000,00	4 539 960,00	7 239 960,00	7 258 960,00	1 944,94	-246,60	-	-	-	-	1 698,34	-
885 - Liaisons multimodales	5 500 000,00	-2 054 960,00	3 445 040,00	950 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 955 537,18	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 955 537,18	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 020 000,00	-	4 020 000,00	3 955 537,18	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 044 492 000,00	-	2 044 492 000,00	1 976 102 708,31	154 241 812,53	-30 907 372,84	-	118 132 591,26	-4 862 844,29	13 096 924,80	110 237 514,89	100 172 822,17
				96,65 %						0,66 %	-28,53 %	-15,20 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2009

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS			
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017	
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	AIE - Actions internationales et européennes												
	900 - Services généraux	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 032 218,00	97 064,62	-	97 064,62	-	-	97 064,62	97 064,62	
	044 - Aide publique au développement	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 032 218,00	97 064,62	-	97 064,62	-	-	97 064,62	97 064,62	
	048 - Autres actions internationales	5 200 000,00	-	5 200 000,00	4 032 218,00	97 064,62	-	97 064,62	-	-	97 064,62	97 064,62	
	AM - Aménagement												
	900 - Services généraux	101 232 000,00	-16 941 451,00	84 290 549,00	84 516 411,68	2 089 450,54	-450 717,28	-	1 605 633,16	-501 781,87	578 192,36	1 060 540,90	525 658,93
	041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	905 - Aménagement des territoires	98 000 000,00	-16 941 451,00	81 058 549,00	81 448 902,46	2 089 450,54	-450 717,28	-	1 605 633,16	-501 781,87	578 192,36	1 060 540,90	525 658,93
	50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	52 - Agglomérations et villes moyennes	87 500 000,00	-15 277 386,20	72 222 613,80	72 627 526,14	2 080 545,76	-441 812,50	-	1 596 728,38	-492 877,09	578 192,36	1 060 540,90	525 658,93
53 - Espace rural et autres espaces de développement	10 500 000,00	-1 664 064,80	8 835 935,20	8 821 376,32	8 904,78	-8 904,78	-	8 904,78	-8 904,78	-	-	-	
907 - Environnement	3 232 000,00	-	3 232 000,00	3 067 509,22	-	-	-	-	-	-	-	-	
76 - Patrimoine naturel	3 232 000,00	-	3 232 000,00	3 067 509,22	-	-	-	-	-	-	-	-	
CI - Citoyenneté													
900 - Services généraux	70 000,00	-	70 000,00	58 492,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
904 - Développement social et Santé	70 000,00	-	70 000,00	58 492,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
40 - Services communs	70 000,00	-	70 000,00	58 492,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
COM - Communication													
900 - Services généraux	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
0202 - Autres moyens généraux	1 600 000,00	-	1 600 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
COO - Coopération interrégionale													
900 - Services Généraux	7 500 000,00	-	7 500 000,00	5 099 840,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
041 - Actions interrégionales	7 500 000,00	-	7 500 000,00	5 099 840,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
CU - Culture													
903 - Culture, Sports et Loisirs	30 005 000,00	-	30 005 000,00	29 613 633,05	19 997,12	-	-	19 997,12	-	-	19 997,12	19 997,12	
311 - Enseignement Artistique	1 500 000,00	-	1 500 000,00	1 290 949,00	-	-	-	19 997,12	-	-	19 997,12	19 997,12	
312 - Activités culturelles et artistiques	24 305 000,00	619 107,00	24 924 107,00	24 914 104,99	-	-	-	-	-	-	-	-	
313 - Patrimoine	4 200 000,00	-619 107,00	3 580 893,00	3 408 579,06	19 997,12	-	-	19 997,12	-	-	19 997,12	19 997,12	
DEEE - Développement économique , innovation et TIC													
905 - Aménagement des territoires	51 000 000,00	-	51 000 000,00	46 101 216,15	240 194,00	-188 028,00	-	240 194,00	-188 028,00	-	52 166,00	52 166,00	
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
909 - Action économique	51 000 000,00	-	51 000 000,00	46 101 216,15	240 194,00	-188 028,00	-	240 194,00	-188 028,00	-	52 166,00	52 166,00	
91 - Interventions économiques transversales	42 000 000,00	178 461,00	42 178 461,00	38 525 756,15	-	-	-	-	-	-	-	-	
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	9 000 000,00	-178 461,00	8 821 539,00	7 575 460,00	240 194,00	-188 028,00	-	240 194,00	-188 028,00	-	52 166,00	52 166,00	
DSS - Développement social et santé													
901 - Formation professionnelle et apprentissage	76 300 000,00	-	76 300 000,00	63 631 710,76	8 959,61	-	-	8 959,61	-	-	8 959,61	8 959,61	
13 - Formations sanitaires et sociales	1 200 000,00	-	1 200 000,00	637 840,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
904 - Santé et action sociale	1 200 000,00	-	1 200 000,00	637 840,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
41 - Santé	75 100 000,00	-	75 100 000,00	62 993 870,76	8 959,61	-	-	8 959,61	-	-	8 959,61	8 959,61	
41 - Santé	8 000 000,00	-	8 000 000,00	4 178 809,38	-	-	-	-	-	-	-	-	
42 - Action sociale	67 100 000,00	-	67 100 000,00	58 815 061,38	8 959,61	-	-	8 959,61	-	-	8 959,61	8 959,61	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	108 673 000,00	-2 815 602,10	105 857 397,90	103 507 621,72	54 051,39	-	-	-	-	-	54 051,39	-
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	104 973 000,00	-2 815 602,10	102 157 397,90	101 284 584,94	54 051,39	-	-	-	-	-	54 051,39	-
71 - Actions transversales	250 000,00	753 344,00	1 003 344,00	1 003 344,00	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	3 000 000,00	-778 566,32	2 221 433,68	2 221 433,68	54 051,39	-	-	-	-	-	54 051,39	-
73 - Politique de l'air	635 000,00	-143 403,78	491 596,22	335 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	51 900 000,00	-	51 900 000,00	51 904 000,15	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	23 288 000,00	-254 912,00	23 033 088,00	22 713 967,06	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	24 300 000,00	-1 003 344,00	23 296 656,00	22 895 560,05	-	-	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 600 000,00	-1 388 720,00	211 280,00	211 280,00	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 700 000,00	-	3 700 000,00	2 223 036,78	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 700 000,00	-	3 700 000,00	2 223 036,78	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	350 000 000,00	-	350 000 000,00	347 163 199,86	12 168 640,93	-55 455,73	-	12 163 934,51	-60 184,32	3 628 463,41	8 484 721,79	8 475 286,78
902 - Enseignement	350 000 000,00	-	350 000 000,00	347 163 199,86	12 168 640,93	-55 455,73	-	12 163 934,51	-60 184,32	3 628 463,41	8 484 721,79	8 475 286,78
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	294 100 000,00	-13 604 533,28	280 495 466,72	278 661 378,94	11 279 818,45	-34 964,57	-	11 275 112,03	-38 976,95	3 380 728,05	7 864 125,83	7 855 407,03
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	19 242 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	26 600 000,00	9 795 601,29	36 395 601,29	35 415 888,93	888 822,48	-20 491,16	-	888 822,48	-21 207,37	247 735,36	620 595,96	619 879,75
28 - Autres services périscolaires et annexes	10 300 000,00	3 808 931,99	14 108 931,99	13 843 931,99	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 763 969,00	5 478 738,73	-	-	5 478 738,73	-	7 593,96	5 471 144,77	5 471 144,77
902 - Enseignement	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 763 969,00	5 478 738,73	-	-	5 478 738,73	-	7 593,96	5 471 144,77	5 471 144,77
23 - Enseignement supérieur	48 085 000,00	-	48 085 000,00	42 763 969,00	5 478 738,73	-	-	5 478 738,73	-	7 593,96	5 471 144,77	5 471 144,77
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	28 900 000,00	-	28 900 000,00	28 983 846,15	3 454,46	-	-	3 454,46	-	-	3 454,46	3 454,46
901 - Formation professionnelle et apprentissage	28 900 000,00	-	28 900 000,00	28 983 846,15	3 454,46	-	-	3 454,46	-	-	3 454,46	3 454,46
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	500 000,00	-172 698,00	327 302,00	245 148,15	3 057,29	-	-	3 057,29	-	-	3 057,29	3 057,29
12 - Apprentissage	28 400 000,00	172 698,00	28 572 698,00	28 738 698,00	397,17	-	-	397,17	-	-	397,17	397,17
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	189 000 000,00	17 704 495,10	206 704 495,10	206 881 459,85	694 609,10	-	-	694 609,10	-	-	694 609,10	694 609,10
905 - Aménagement des territoires	189 000 000,00	17 704 495,10	206 704 495,10	206 881 459,85	694 609,10	-	-	694 609,10	-	-	694 609,10	694 609,10
50 - Services communs	-	763 044,10	763 044,10	763 044,10	694 609,10	-	-	694 609,10	-	-	694 609,10	694 609,10
54 - Habitat - Logement	189 000 000,00	16 941 451,00	205 941 451,00	206 118 415,75	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	224 100 000,00	6 261 397,10	230 361 397,10	193 857 356,60	21 936 822,60	-7 433 054,29	-	13 568 480,94	-123 271,70	191 041,92	14 312 726,39	13 254 167,32
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 990 000,00	854 545,59	-	-	854 545,59	-	-	854 545,59	854 545,59
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 990 000,00	854 545,59	-	-	854 545,59	-	-	854 545,59	854 545,59
907 - Environnement	50 700 000,00	2 815 602,10	53 515 602,10	52 777 602,10	-	-	-	-	-	-	-	-
77 - Environnement des infrastructures de transport	35 100 000,00	-	35 100 000,00	34 362 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	15 600 000,00	2 815 602,10	18 415 602,10	18 415 602,10	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	171 400 000,00	3 445 795,00	174 845 795,00	139 089 754,50	21 082 277,01	-7 433 054,29	-	12 713 935,35	-123 271,70	191 041,92	13 458 180,80	12 399 621,73
818 - Autres transports en commun	109 500 000,00	-136 950,00	109 363 050,00	71 271 759,50	13 283 772,52	-5 206 075,45	-	7 686 663,64	-13 650,51	38 381,09	8 039 315,98	7 634 632,04
821 - Voirie nationale	25 000 000,00	3 582 745,00	28 582 745,00	30 582 745,00	25 171,00	-	-	2 572 466,08	-	152 660,83	3 004 382,20	2 419 805,25
823 - Voirie départementale	15 900 000,00	-	15 900 000,00	15 900 000,00	3 157 043,03	-	-	2 454 805,63	-109 621,19	-	2 389 311,62	2 345 184,44
825 - Sécurité routière	21 000 000,00	-	21 000 000,00	21 335 250,00	4 616 290,46	-2 226 978,84	-	39 938,66	-	-	39 938,66	39 938,66
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	6 870 000,00	-	6 870 000,00	5 685 480,00	39 938,66	-	-	39 938,66	-	-	39 938,66	39 938,66
900 - Services généraux	6 400 000,00	-	6 400 000,00	5 325 480,00	39 938,66	-	-	39 938,66	-	-	39 938,66	39 938,66
0202 - Autres moyens généraux	6 400 000,00	-	6 400 000,00	5 325 480,00	39 938,66	-	-	39 938,66	-	-	39 938,66	39 938,66
903 - Culture, sports et loisirs	470 000,00	-	470 000,00	360 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	470 000,00	-	470 000,00	360 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	55 000 000,00	-763 044,10	54 236 955,90	54 225 628,46	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	55 000 000,00	-763 044,10	54 236 955,90	54 225 628,46	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	55 000 000,00	-763 044,10	54 236 955,90	54 225 628,46	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	110 500 000,00	-	110 500 000,00	99 199 037,89	81 054,40	-	-	81 054,40	-	-	81 054,40	81 054,40
905 - Aménagement des territoires	11 120 000,00	-	11 120 000,00	10 761 169,89	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	11 120 000,00	-	11 120 000,00	10 761 169,89	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	99 380 000,00	-	99 380 000,00	88 437 868,00	81 054,40	-	-	81 054,40	-	-	81 054,40	81 054,40
92 - Recherche et innovation	99 380 000,00	-	99 380 000,00	88 437 868,00	81 054,40	-	-	81 054,40	-	-	81 054,40	81 054,40
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	31 540 000,00	-2 000 000,00	29 540 000,00	22 106 669,51	5 455,29	-	-	5 455,29	-	-	5 455,29	5 455,29
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	5 109 314,00	5 455,29	-	-	5 455,29	-	-	5 455,29	5 455,29
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	5 109 314,00	5 455,29	-	-	5 455,29	-	-	5 455,29	5 455,29
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 575 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 575 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	15 740 000,00	-	15 740 000,00	15 422 355,51	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	15 740 000,00	-	15 740 000,00	15 422 355,51	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	9 000 000,00	-2 000 000,00	7 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	9 000 000,00	-2 000 000,00	7 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 655 000,00	172 640,07	-	-	172 640,07	-	-	172 640,07	172 640,07
900 - Services généraux	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 655 000,00	172 640,07	-	-	172 640,07	-	-	172 640,07	172 640,07
0202 - Autres moyens généraux	6 655 000,00	-	6 655 000,00	6 655 000,00	172 640,07	-	-	172 640,07	-	-	172 640,07	172 640,07

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	42 030 000,00	-	42 030 000,00	41 029 230,64	73 917,24	-	-	73 917,24	-	-	73 917,24	73 917,24
903 - Culture, sports et loisirs	42 030 000,00	-	42 030 000,00	41 029 230,64	73 917,24	-	-	73 917,24	-	-	73 917,24	73 917,24
32 - Sports	20 150 000,00	-2 135 000,00	18 015 000,00	17 014 231,25	-	-	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	21 880 000,00	2 135 000,00	24 015 000,00	24 014 999,39	73 917,24	-	-	73 917,24	-	-	73 917,24	73 917,24
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	547 500 000,00	-3 795 795,00	543 704 205,00	505 156 109,53	25 931 235,78	-2 219 385,25	-	23 643 500,01	-38 317,50	1 811 082,85	21 900 767,68	21 794 099,66
908 - Transports	547 500 000,00	-3 795 795,00	543 704 205,00	505 156 109,53	25 931 235,78	-2 219 385,25	-	23 643 500,01	-38 317,50	1 811 082,85	21 900 767,68	21 794 099,66
810 - Services communs	4 000 000,00	7 345 730,00	11 345 730,00	8 710 795,00	367 086,57	-233 780,66	-	145 373,41	-12 067,50	-	133 305,91	133 305,91
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	488 500 000,00	-562 000,00	487 938 000,00	456 465 059,53	16 361 939,99	-61 661,16	-	16 219 860,81	-26 250,00	1 811 082,85	14 489 195,98	14 382 527,96
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	55 000 000,00	-10 579 525,00	44 420 475,00	39 980 265,00	9 202 209,22	-1 923 943,43	-	7 278 265,79	-	-	7 278 265,79	7 278 265,79
TMSP - Transports de marchandise en site propre	34 400 000,00	2 350 000,00	36 750 000,00	36 267 750,00	6 414 612,63	-640 737,90	-	5 773 874,73	-	-	5 773 874,73	5 773 874,73
908 - Transports	34 400 000,00	2 350 000,00	36 750 000,00	36 267 750,00	6 414 612,63	-640 737,90	-	5 773 874,73	-	-	5 773 874,73	5 773 874,73
883 - Transports fluviaux	25 000 000,00	-3 367 000,00	21 633 000,00	21 550 750,00	3 193 452,39	-65 506,96	-	3 127 945,43	-	-	3 127 945,43	3 127 945,43
884 - Transports ferroviaires de marchandises	6 300 000,00	-985 000,00	5 315 000,00	5 315 000,00	575 230,94	-575 230,94	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	3 100 000,00	6 702 000,00	9 802 000,00	9 402 000,00	2 645 929,30	-	-	2 645 929,30	-	-	2 645 929,30	2 645 929,30
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 470 000,00	-	4 470 000,00	4 469 999,95	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	4 470 000,00	-	4 470 000,00	4 469 999,95	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 470 000,00	-	4 470 000,00	4 469 999,95	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 060 630 000,00	-	2 060 630 000,00	1 932 005 880,80	75 510 837,17	-10 987 378,45	-	63 671 446,65	-911 583,39	6 216 374,50	58 307 084,22	56 543 488,76
				93,76 %						0,32 %	-22,78 %	-11,19 %

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	115 105 000,00	-	115 105 000,00	95 781 520,91	1 796 961,54	-1 068 208,75	-	1 796 961,54	-1 068 208,75	178 504,93	550 247,86	550 247,86
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	111 555 000,00	-	111 555 000,00	93 052 549,93	1 796 961,54	-1 068 208,75	-	1 796 961,54	-1 068 208,75	178 504,93	550 247,86	550 247,86
71 - Actions transversales	570 000,00	368 918,78	938 918,78	938 918,78	-	-	-	-	-	-	-	-
72 - Actions en matière de déchets	6 150 000,00	-193 190,50	5 956 809,50	4 527 343,12	252 027,87	-138 587,11	-	252 027,87	-138 587,11	113 440,76	0,00	-0,00
73 - Politique de l'air	935 000,00	-	935 000,00	335 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	52 800 000,00	-368 918,78	52 431 081,22	41 749 403,53	55 821,10	-55 821,10	-	55 821,10	-55 821,10	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	26 600 000,00	193 190,50	26 793 190,50	25 793 190,50	1 395 434,79	-860 662,30	-	1 395 434,79	-860 662,30	25 255,28	509 517,21	509 517,21
76 - Patrimoine naturel	23 200 000,00	-	23 200 000,00	19 444 694,00	90 877,78	-10 338,24	-	90 877,78	-10 338,24	39 808,89	40 730,65	40 730,65
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 300 000,00	-	1 300 000,00	264 000,00	2 800,00	-2 800,00	-	2 800,00	-2 800,00	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 550 000,00	-	3 550 000,00	2 728 970,98	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 550 000,00	-	3 550 000,00	2 728 970,98	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	350 000 000,00	-	350 000 000,00	244 174 928,99	14 373 497,45	-269 120,46	-	14 085 436,38	-357 411,22	9 040 786,33	5 063 590,66	4 687 238,83
902 - Enseignement	350 000 000,00	-	350 000 000,00	244 174 928,99	14 373 497,45	-269 120,46	-	14 085 436,38	-357 411,22	9 040 786,33	5 063 590,66	4 687 238,83
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	286 078 000,00	-4 622 150,00	281 455 850,00	198 701 987,80	11 990 639,63	-250 694,61	-	12 048 647,20	-284 486,90	8 853 734,31	2 886 210,71	2 910 425,99
223 - Lycées privés	19 000 000,00	-	19 000 000,00	15 650 720,00	378 435,35	-	-	378 435,35	-	-	378 435,35	378 435,35
224 - Participation à des cités mixtes	32 600 000,00	4 622 150,00	37 222 150,00	20 133 175,46	1 947 203,93	-18 425,85	-	1 546 636,82	-18 425,85	129 833,48	1 798 944,60	1 398 377,49
28 - Autres services périscolaires et annexes	12 322 000,00	-	12 322 000,00	9 689 045,73	57 218,54	-	-	111 717,01	-54 498,47	57 218,54	-0,00	-0,00
ESU - Enseignement supérieur	50 906 000,00	-	50 906 000,00	38 847 800,00	696 527,11	-	-	711 221,18	-14 694,07	175 033,32	521 493,79	521 493,79
902 - Enseignement	50 906 000,00	-	50 906 000,00	38 847 800,00	696 527,11	-	-	711 221,18	-14 694,07	175 033,32	521 493,79	521 493,79
23 - Enseignement supérieur	50 906 000,00	-	50 906 000,00	38 847 800,00	696 527,11	-	-	711 221,18	-14 694,07	175 033,32	521 493,79	521 493,79
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	33 500 000,00	-	33 500 000,00	26 048 486,00	6 013,08	-	-	6 013,08	-	-	6 013,08	6 013,08
901 - Formation professionnelle et apprentissage	33 500 000,00	-	33 500 000,00	26 048 486,00	6 013,08	-	-	6 013,08	-	-	6 013,08	6 013,08
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	500 000,00	-40 000,00	460 000,00	20 000,00	1 208,29	-	-	1 208,29	-	-	1 208,29	1 208,29
12 - Apprentissage	33 000 000,00	40 000,00	33 040 000,00	26 028 486,00	4 804,79	-	-	4 804,79	-	-	4 804,79	4 804,79
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	209 000 000,00	-	209 000 000,00	182 843 861,83	598 251,29	-245 443,79	-	598 251,29	-245 443,79	352 807,50	-	0,00
905 - Aménagement des territoires	209 000 000,00	-	209 000 000,00	182 843 861,83	598 251,29	-245 443,79	-	598 251,29	-245 443,79	352 807,50	-	0,00
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	209 000 000,00	-	209 000 000,00	182 843 861,83	598 251,29	-245 443,79	-	598 251,29	-245 443,79	352 807,50	-	0,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	216 300 000,00	-5 771 170,30	210 528 829,70	149 647 642,97	18 071 323,15	-775 054,20	-	18 071 323,15	-775 054,20	1 539 247,01	15 757 021,94	15 757 021,94
905 - Aménagement des territoires	5 000 000,00	1 407 934,00	6 407 934,00	1 907 934,00	1 085 069,92	-	-	1 085 069,92	-	-	1 085 069,92	1 085 069,92
52 - Agglomérations et villes moyennes	5 000 000,00	1 407 934,00	6 407 934,00	1 907 934,00	1 085 069,92	-	-	1 085 069,92	-	-	1 085 069,92	1 085 069,92
907 - Environnement	46 500 000,00	-	46 500 000,00	43 853 183,09	3 315 715,88	-653 128,59	-	3 315 715,88	-653 128,59	383 075,97	2 279 511,32	2 279 511,32
77 - Environnement des infrastructures de transport	28 600 000,00	-1 768 724,11	26 831 275,89	26 484 458,98	3 251 838,16	-589 250,87	-	3 251 838,16	-589 250,87	383 075,97	2 279 511,32	2 279 511,32
78 - Autres actions	17 900 000,00	1 768 724,11	19 668 724,11	17 368 724,11	63 877,72	-63 877,72	-	63 877,72	-63 877,72	-	-	-
908 - Transports	164 800 000,00	-7 179 104,30	157 620 895,70	103 886 525,88	13 670 537,35	-121 925,61	-	13 670 537,35	-121 925,61	1 156 171,04	12 392 440,70	12 392 440,70
818 - Autres transports en commun	108 300 000,00	-7 179 104,30	101 120 895,70	47 480 575,88	9 709 546,52	-121 925,61	-	9 709 546,52	-121 925,61	1 121 593,83	8 466 027,08	8 466 027,08
821 - Voirie nationale	26 000 000,00	899 300,00	26 899 300,00	26 899 300,00	-	-	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	14 500 000,00	-899 300,00	13 600 700,00	13 506 650,00	1 284 289,27	-	-	1 284 289,27	-	34 577,21	1 249 712,06	1 249 712,06
825 - Sécurité routière	16 000 000,00	-	16 000 000,00	16 000 000,00	2 676 701,56	-	-	2 676 701,56	-	-	2 676 701,56	2 676 701,56
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	11 350 000,00	-	11 350 000,00	10 736 000,00	183 779,21	-	-	163 072,82	-	-	183 779,21	163 072,82
900 - Services généraux	10 820 000,00	-	10 820 000,00	10 235 000,00	179 805,16	-	-	159 098,77	-	-	179 805,16	159 098,77
0202 - Autres moyens généraux	10 820 000,00	-	10 820 000,00	10 235 000,00	179 805,16	-	-	159 098,77	-	-	179 805,16	159 098,77
903 - Culture, sports et loisirs	530 000,00	-	530 000,00	501 000,00	3 974,05	-	-	3 974,05	-	-	3 974,05	3 974,05
313 - Patrimoine	530 000,00	-	530 000,00	501 000,00	3 974,05	-	-	3 974,05	-	-	3 974,05	3 974,05
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	60 000 000,00	-	60 000 000,00	56 720 434,34	3 141 520,48	-261 402,56	-	3 141 520,48	-261 402,56	2 782 315,09	97 802,83	97 802,83
905 - Aménagement des territoires	60 000 000,00	-	60 000 000,00	56 720 434,34	3 141 520,48	-261 402,56	-	3 141 520,48	-261 402,56	2 782 315,09	97 802,83	97 802,83
51 - Politique de la ville	60 000 000,00	-	60 000 000,00	56 720 434,34	3 141 520,48	-261 402,56	-	3 141 520,48	-261 402,56	2 782 315,09	97 802,83	97 802,83
RIN - Recherche	112 755 000,00	-	112 755 000,00	95 570 603,00	8 330 219,23	-513 718,80	-	8 451 046,02	-634 545,59	5 407 696,53	2 408 803,90	2 408 803,90
905 - Aménagement des territoires	10 800 000,00	-	10 800 000,00	7 716 284,00	2 670 452,32	-7 801,82	-	2 670 452,32	-7 801,82	815 739,80	1 846 910,70	1 846 910,70
56 - Technologies de l'information et de la communication	10 800 000,00	-	10 800 000,00	7 716 284,00	2 670 452,32	-7 801,82	-	2 670 452,32	-7 801,82	815 739,80	1 846 910,70	1 846 910,70
909 - Action économique	101 955 000,00	-	101 955 000,00	87 854 319,00	5 659 766,91	-505 916,98	-	5 780 593,70	-626 743,77	4 591 956,73	561 893,20	561 893,20
92 - Recherche et innovation	101 955 000,00	-	101 955 000,00	87 854 319,00	5 659 766,91	-505 916,98	-	5 780 593,70	-626 743,77	4 591 956,73	561 893,20	561 893,20
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	22 800 000,00	-	22 800 000,00	7 739 467,00	4 408,33	-	-	4 408,33	-	-	4 408,33	4 408,33
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 711 488,00	4 408,33	-	-	4 408,33	-	-	4 408,33	4 408,33
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 711 488,00	4 408,33	-	-	4 408,33	-	-	4 408,33	4 408,33
903 - Culture, sports et loisirs	1 800 000,00	-	1 800 000,00	887 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	1 800 000,00	-	1 800 000,00	887 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	11 200 000,00	-	11 200 000,00	2 140 979,00	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	11 200 000,00	-	11 200 000,00	2 140 979,00	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	4 800 000,00	-	4 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	4 800 000,00	-	4 800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 515 000,00	250 007,90	-	-	250 007,90	-	-	250 007,90	250 007,90
900 - Services généraux	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 515 000,00	250 007,90	-	-	250 007,90	-	-	250 007,90	250 007,90
0202 - Autres moyens généraux	4 854 000,00	-	4 854 000,00	4 515 000,00	250 007,90	-	-	250 007,90	-	-	250 007,90	250 007,90

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	39 310 000,00	-	39 310 000,00	35 862 830,16	1 757 473,09	-204,62	-	1 757 473,09	-204,62	-	1 757 268,47	1 757 268,47
903 - Culture, sports et loisirs	39 310 000,00	-	39 310 000,00	35 862 830,16	1 757 473,09	-204,62	-	1 757 473,09	-204,62	-	1 757 268,47	1 757 268,47
32 - Sports	18 930 000,00	-	18 930 000,00	16 603 730,16	1 756 425,01	-	-	1 756 425,01	-	-	1 756 425,01	1 756 425,01
33 - Loisirs	20 380 000,00	-	20 380 000,00	19 259 100,00	1 048,08	-204,62	-	1 048,08	-204,62	-	843,46	843,46
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	549 200 000,00	7 179 104,30	556 379 104,30	411 955 611,90	45 868 563,09	-993 036,29	-	45 871 559,53	-973 889,44	10 774 339,90	34 101 186,90	34 123 330,19
908 - Transports	549 200 000,00	7 179 104,30	556 379 104,30	411 955 611,90	45 868 563,09	-993 036,29	-	45 871 559,53	-973 889,44	10 774 339,90	34 101 186,90	34 123 330,19
810 - Services communs	12 000 000,00	14 687 800,00	26 687 800,00	25 822 800,00	4 295 160,88	-559 312,05	-	4 295 160,88	-559 312,05	-	3 735 848,83	3 735 848,83
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	496 200 000,00	-26 866 145,70	469 333 854,30	357 391 140,00	39 130 681,38	-433 724,24	-	39 133 677,82	-414 577,39	10 774 339,90	27 922 617,24	27 944 760,53
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	41 000 000,00	19 357 450,00	60 357 450,00	28 741 671,90	2 442 720,83	-	-	2 442 720,83	-	-	2 442 720,83	2 442 720,83
T MSP - Transports de marchandise en site propre	34 000 000,00	-	34 000 000,00	6 755 582,00	3 350 956,37	-60 345,95	-	3 350 956,37	-60 345,95	-	3 290 610,42	3 290 610,42
908 - Transports	34 000 000,00	-	34 000 000,00	6 755 582,00	3 350 956,37	-60 345,95	-	3 350 956,37	-60 345,95	-	3 290 610,42	3 290 610,42
883 - Transports fluviaux	23 200 000,00	-	23 200 000,00	5 123 000,00	3 246 232,57	-	-	3 246 232,57	-	-	3 246 232,57	3 246 232,57
884 - Transports ferroviaires de marchandises	800 000,00	-	800 000,00	145 082,00	11 700,00	-11 700,00	-	11 700,00	-11 700,00	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	10 000 000,00	-	10 000 000,00	1 487 500,00	93 023,80	-48 645,95	-	93 023,80	-48 645,95	-	44 377,85	44 377,85
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 190 000,00	-	4 190 000,00	4 109 254,53	100 255,96	-100 255,96	-	100 255,96	-100 255,96	-	-	-
909 - Action économique	4 190 000,00	-	4 190 000,00	4 109 254,53	100 255,96	-100 255,96	-	100 255,96	-100 255,96	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	4 190 000,00	-	4 190 000,00	4 109 254,53	100 255,96	-100 255,96	-	100 255,96	-100 255,96	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 113 923 000,00	-	2 113 923 000,00	1 580 777 700,39	103 876 230,60	-7 475 589,21	-	103 380 512,70	-7 356 406,69	31 562 510,12	64 838 131,27	64 461 595,89
				74,78 %						2,00 %	-37,58 %	-37,65 %

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	115 785 000,00	-	115 785 000,00	91 515 427,09	9 370 217,16	-3 115 671,07	-	9 768 361,25	-3 513 815,16	2 773 122,68	3 481 423,41	3 481 423,41
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	110 105 000,00	-	110 105 000,00	88 724 318,83	9 370 217,16	-3 115 671,07	-	9 768 361,25	-3 513 815,16	2 773 122,68	3 481 423,41	3 481 423,41
71 - Actions transversales	2 553 000,00	1 448 544,97	4 001 544,97	4 001 544,97	1 487 639,17	-1 487 410,51	-	1 487 639,17	-1 487 410,51	-	228,66	228,66
72 - Actions en matière de déchets	6 276 000,00	-1 295 136,33	4 980 863,67	4 403 639,32	353 855,05	-11 803,53	-	353 855,05	-11 803,53	16 551,87	325 499,65	325 499,65
73 - Politique de l'air	1 000 000,00	-	1 000 000,00	618 007,00	75 733,18	-	-	75 733,18	-	5 409,14	70 324,04	70 324,04
74 - Politique de l'eau	29 700 000,00	-	29 700 000,00	28 970 551,77	1 907 263,84	-1 654 068,03	-	1 907 263,84	-1 654 068,03	10 065,12	243 130,69	243 130,69
75 - Politique de l'énergie	45 000 000,00	-	45 000 000,00	26 128 747,57	4 410 055,12	42 229,75	-	4 808 199,21	-355 914,34	1 674 825,93	2 777 458,94	2 777 458,94
76 - Patrimoine naturel	24 376 000,00	-153 408,64	24 222 591,36	24 156 384,20	1 135 670,80	-4 618,75	-	1 135 670,80	-4 618,75	1 066 270,62	64 781,43	64 781,43
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	1 200 000,00	-	1 200 000,00	445 444,00	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	5 680 000,00	-	5 680 000,00	2 791 108,26	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5 680 000,00	-	5 680 000,00	2 791 108,26	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	372 000 000,00	-	372 000 000,00	287 617 973,17	42 971 069,38	-346 679,80	-	43 152 921,11	-506 189,89	10 755 201,50	31 869 188,08	31 891 529,72
902 - Enseignement	372 000 000,00	-	372 000 000,00	287 617 973,17	42 971 069,38	-346 679,80	-	43 152 921,11	-506 189,89	10 755 201,50	31 869 188,08	31 891 529,72
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	316 237 000,00	-16 830 258,88	299 406 741,12	228 089 114,80	29 207 319,65	-252 176,82	-	29 188 807,25	-211 322,78	6 741 807,22	22 213 335,61	22 235 677,25
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	8 210 000,52	676 652,70	-92 842,59	-	676 652,70	-92 842,59	78 285,17	505 524,94	505 524,94
224 - Participation à des cités mixtes	33 298 000,00	16 721 646,20	50 019 646,20	38 775 445,17	12 912 174,15	-1 660,39	-	12 927 567,95	-17 054,19	3 933 977,23	8 976 536,53	8 976 536,53
28 - Autres services périscolaires et annexes	14 165 000,00	108 612,68	14 273 612,68	12 543 412,68	174 922,88	-	-	359 893,21	-184 970,33	1 131,88	173 791,00	173 791,00
ESU - Enseignement supérieur	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 680 000,00	2 312 950,55	-	-	2 312 950,55	-	2 060 205,51	252 745,04	252 745,04
902 - Enseignement	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 680 000,00	2 312 950,55	-	-	2 312 950,55	-	2 060 205,51	252 745,04	252 745,04
23 - Enseignement supérieur	52 629 000,00	-	52 629 000,00	38 680 000,00	2 312 950,55	-	-	2 312 950,55	-	2 060 205,51	252 745,04	252 745,04
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	38 000 000,00	-	38 000 000,00	37 538 705,08	383 058,22	-153 998,53	-	383 058,22	-154 536,39	89 959,46	139 100,23	138 562,37
901 - Formation professionnelle et apprentissage	38 000 000,00	-	38 000 000,00	37 538 705,08	383 058,22	-153 998,53	-	383 058,22	-154 536,39	89 959,46	139 100,23	138 562,37
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	1 000 000,00	-47 248,00	952 752,00	491 457,08	450,91	-112,43	-	450,91	-112,43	-	338,48	338,48
12 - Apprentissage	37 000 000,00	47 248,00	37 047 248,00	37 047 248,00	382 607,31	-153 886,10	-	382 607,31	-154 423,96	89 959,46	138 761,75	138 223,89
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	227 700 000,00	-	227 700 000,00	200 807 127,46	7 112 353,54	-1 627 474,65	-	7 112 353,54	-1 605 732,46	4 346 270,97	1 138 607,92	1 160 350,11
905 - Aménagement des territoires	227 700 000,00	-	227 700 000,00	200 807 127,46	7 112 353,54	-1 627 474,65	-	7 112 353,54	-1 605 732,46	4 346 270,97	1 138 607,92	1 160 350,11
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	227 700 000,00	-	227 700 000,00	200 807 127,46	7 112 353,54	-1 627 474,65	-	7 112 353,54	-1 605 732,46	4 346 270,97	1 138 607,92	1 160 350,11

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	190 000 000,00	-19 879 112,00	170 120 888,00	87 592 878,95	15 822 859,75	-519 688,30	-	15 822 859,75	-519 688,30	732 461,27	14 570 710,18	14 570 710,18
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 958 194,00	838 347,81	-	-	838 347,81	-	30 316,78	808 031,03	808 031,03
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 958 194,00	838 347,81	-	-	838 347,81	-	30 316,78	808 031,03	808 031,03
907 - Environnement	50 000 000,00	-	50 000 000,00	32 078 128,95	4 533 917,72	-	-	4 533 917,72	-	114 482,00	4 419 435,72	4 419 435,72
77 - Environnement des infrastructures de transport	26 000 000,00	-	26 000 000,00	13 764 894,40	2 911 531,83	-	-	2 911 531,83	-	8 000,00	2 903 531,83	2 903 531,83
78 - Autres actions	24 000 000,00	-	24 000 000,00	18 313 234,55	1 622 385,89	-	-	1 622 385,89	-	106 482,00	1 515 903,89	1 515 903,89
908 - Transports	138 000 000,00	-19 879 112,00	118 120 888,00	53 556 556,00	10 450 594,22	-519 688,30	-	10 450 594,22	-519 688,30	587 662,49	9 343 243,43	9 343 243,43
818 - Autres transports en commun	101 000 000,00	-21 558 771,00	79 441 229,00	25 361 826,00	4 363 935,13	-344 665,61	-	4 363 935,13	-344 665,61	312 539,30	3 706 730,22	3 706 730,22
821 - Voirie nationale	11 500 000,00	-135 900,00	11 364 100,00	11 336 675,00	-	-	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	7 500 000,00	1 815 559,00	9 315 559,00	9 315 559,00	5 272 220,91	-	-	5 272 220,91	-	249 495,79	5 022 725,12	5 022 725,12
825 - Sécurité routière	18 000 000,00	-	18 000 000,00	7 542 496,00	814 438,18	-175 022,69	-	814 438,18	-175 022,69	25 627,40	613 788,09	613 788,09
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	15 920 000,00	-	15 920 000,00	15 920 000,00	75 353,89	-0,01	-	75 353,89	-0,01	168,00	75 185,88	75 185,88
900 - Services généraux	15 420 000,00	-	15 420 000,00	15 420 000,00	39 799,08	-0,01	-	39 799,08	-0,01	168,00	39 631,07	39 631,07
0202 - Autres moyens généraux	15 420 000,00	-	15 420 000,00	15 420 000,00	39 799,08	-0,01	-	39 799,08	-0,01	168,00	39 631,07	39 631,07
903 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00	35 554,81	-	-	35 554,81	-	-	35 554,81	35 554,81
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00	35 554,81	-	-	35 554,81	-	-	35 554,81	35 554,81
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	70 000 000,00	-	70 000 000,00	69 881 489,57	3 160 090,37	-1 094 029,33	-	3 194 278,56	-1 128 217,52	1 571 852,88	494 208,16	494 208,16
905 - Aménagement des territoires	70 000 000,00	-	70 000 000,00	69 881 489,57	3 160 090,37	-1 094 029,33	-	3 194 278,56	-1 128 217,52	1 571 852,88	494 208,16	494 208,16
51 - Politique de la ville	70 000 000,00	-	70 000 000,00	69 881 489,57	3 160 090,37	-1 094 029,33	-	3 194 278,56	-1 128 217,52	1 571 852,88	494 208,16	494 208,16
RIN - Recherche	104 615 000,00	-	104 615 000,00	88 346 152,46	23 566 529,82	-978 906,55	-	23 900 191,35	-1 312 568,08	9 434 119,75	13 153 503,52	13 153 503,52
905 - Aménagement des territoires	11 450 000,00	-	11 450 000,00	6 014 815,80	5 963,60	-1 638,80	-	5 963,60	-1 638,80	-	4 324,80	4 324,80
56 - Technologies de l'information et de la communication	11 450 000,00	-	11 450 000,00	6 014 815,80	5 963,60	-1 638,80	-	5 963,60	-1 638,80	-	4 324,80	4 324,80
909 - Action économique	93 165 000,00	-	93 165 000,00	82 331 336,66	23 560 566,22	-977 267,75	-	23 894 227,75	-1 310 929,28	9 434 119,75	13 149 178,72	13 149 178,72
92 - Recherche et innovation	93 165 000,00	-	93 165 000,00	82 331 336,66	23 560 566,22	-977 267,75	-	23 894 227,75	-1 310 929,28	9 434 119,75	13 149 178,72	13 149 178,72
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	24 800 000,00	13 176 757,00	37 976 757,00	31 205 276,50	1 733 201,04	-140 396,37	-	1 733 201,04	-140 396,37	666 500,00	906 304,67	906 304,67
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	5 000 000,00	-	5 000 000,00	3 109 003,00	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	5 000 000,00	-	5 000 000,00	3 109 003,00	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 494 600,00	140 396,37	-140 396,37	-	140 396,37	-140 396,37	-	-	-
37 - Sécurité	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 494 600,00	140 396,37	-140 396,37	-	140 396,37	-140 396,37	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	11 000 000,00	-	11 000 000,00	7 424 916,50	1 592 804,67	-	-	1 592 804,67	-	666 500,00	906 304,67	906 304,67
57 - Sécurité	11 000 000,00	-	11 000 000,00	7 424 916,50	1 592 804,67	-	-	1 592 804,67	-	666 500,00	906 304,67	906 304,67
908 - Transports	7 100 000,00	13 176 757,00	20 276 757,00	19 176 757,00	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	7 100 000,00	13 176 757,00	20 276 757,00	19 176 757,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	182 367,65	-	-	182 367,65	-	33 772,46	148 595,19	148 595,19
900 - Services généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	182 367,65	-	-	182 367,65	-	33 772,46	148 595,19	148 595,19
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	182 367,65	-	-	182 367,65	-	33 772,46	148 595,19	148 595,19

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS			
	AP ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017			
SL - Sports et Loisirs	39 176 000,00	-	39 176 000,00	36 263 009,59	1 967 095,39	-95 703,74	-	1 967 095,39	-95 703,74	1 468 772,48	402 619,17	402 619,17			
903 - Culture, sports et loisirs	39 176 000,00	-	39 176 000,00	36 263 009,59	1 967 095,39	-95 703,74	-	1 967 095,39	-95 703,74	1 468 772,48	402 619,17	402 619,17			
32 - Sports	19 426 000,00	-	19 426 000,00	18 557 375,84	1 892 136,90	-95 703,74	-	1 892 136,90	-95 703,74	1 435 472,48	360 960,68	360 960,68			
33 - Loisirs	19 750 000,00	-	19 750 000,00	17 705 633,75	74 958,49	-	-	74 958,49	-	33 300,00	41 658,49	41 658,49			
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
TC - Transports en commun	600 250 000,00	23 792 082,73	624 042 082,73	403 341 272,85	82 864 159,45	-561 436,91	-	82 864 159,45	-561 436,91	28 239 265,80	54 063 456,74	54 063 456,74			
908 - Transports	600 250 000,00	23 792 082,73	624 042 082,73	403 341 272,85	82 864 159,45	-561 436,91	-	82 864 159,45	-561 436,91	28 239 265,80	54 063 456,74	54 063 456,74			
810 - Services communs	18 250 000,00	-2 565 000,00	15 685 000,00	15 636 266,00	1 911 578,69	-168 279,72	-	1 911 578,69	-168 279,72	55 009,82	1 688 289,15	1 688 289,15			
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	527 000 000,00	29 053 822,88	556 053 822,88	350 401 747,00	75 016 784,27	-12 063,79	-	75 016 784,27	-12 063,79	27 633 928,68	47 370 791,80	47 370 791,80			
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	55 000 000,00	-2 696 740,15	52 303 259,85	37 303 259,85	5 935 796,49	-381 093,40	-	5 935 796,49	-381 093,40	550 327,30	5 004 375,79	5 004 375,79			
TMSP - Transports de marchandise en site propre	45 000 000,00	-17 089 727,73	27 910 272,27	7 910 000,00	337 236,28	-	-	337 236,28	-	-	337 236,28	337 236,28			
908 - Transports	45 000 000,00	-17 089 727,73	27 910 272,27	7 910 000,00	337 236,28	-	-	337 236,28	-	-	337 236,28	337 236,28			
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-2 240 000,00	7 760 000,00	7 760 000,00	337 236,28	-	-	337 236,28	-	-	337 236,28	337 236,28			
884 - Transports ferroviaires de marchandises	800 000,00	-800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
885 - Liaisons multimodales	34 200 000,00	-14 049 727,73	20 150 272,27	150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-			
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
TO - Tourisme	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 740 724,40	95 541,12	-82 887,05	-	95 541,12	-82 887,05	4 497,00	8 157,07	8 157,07			
909 - Action économique	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 740 724,40	95 541,12	-82 887,05	-	95 541,12	-82 887,05	4 497,00	8 157,07	8 157,07			
95 - Tourisme et thermalisme	3 760 000,00	-	3 760 000,00	3 740 724,40	95 541,12	-82 887,05	-	95 541,12	-82 887,05	4 497,00	8 157,07	8 157,07			
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Total général	2 240 770 000,00	-	2 240 770 000,00	1 682 340 987,45	229 822 474,60	-11 955 755,33	-	230 771 154,45	-13 837 829,86	70 255 524,24	147 611 195,03	146 677 800,35			
				75,08 %						4,18 %	-35,77 %	-36,44 %			

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2012

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS			
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017	
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	AIE - Actions internationales et européennes	4 400 000,00	-	4 400 000,00	2 395 080,00	363 564,60	-148 767,52	-	363 564,60	-148 767,52	170 126,01	44 671,07	
	900 - Services généraux	4 400 000,00	-	4 400 000,00	2 395 080,00	363 564,60	-148 767,52	-	363 564,60	-148 767,52	170 126,01	44 671,07	
	044 - Aide publique au développement	4 400 000,00	-	4 400 000,00	2 395 080,00	363 564,60	-148 767,52	-	363 564,60	-148 767,52	170 126,01	44 671,07	
	048 - Autres actions internationales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	AM - Aménagement	103 850 000,00	-	103 850 000,00	97 097 767,22	18 016 586,52	-2 812 348,48	-	18 016 586,52	-2 812 348,48	8 321 351,21	6 882 886,83	
	900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CI - Citoyenneté	100 050 000,00	-	100 050 000,00	93 693 456,39	17 552 397,51	-2 811 809,81	-	17 552 397,51	-2 811 809,81	8 171 923,25	6 568 664,45	6 568 664,45	
	50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	52 - Agglomérations et villes moyennes	91 450 000,00	-	91 450 000,00	86 135 645,80	17 439 024,95	-2 797 109,81	-	17 439 024,95	-2 797 109,81	8 132 396,03	6 509 519,11	
	53 - Espace rural et autres espaces de développement	8 600 000,00	-	8 600 000,00	7 557 810,59	113 372,56	-14 700,00	-	113 372,56	-14 700,00	39 527,22	59 145,34	
	907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 404 310,83	464 189,01	-538,67	-	464 189,01	-538,67	149 427,96	314 222,38	
	76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 404 310,83	464 189,01	-538,67	-	464 189,01	-538,67	149 427,96	314 222,38	
	COM - Communication	575 000,00	-	575 000,00	540 000,00	-	-	-	-	-	-	-	
	900 - Services généraux	575 000,00	-	575 000,00	540 000,00	-	-	-	-	-	-	-	
	0202 - Autres moyens généraux	575 000,00	-	575 000,00	540 000,00	-	-	-	-	-	-	-	
	COO - Coopération interrégionale	22 520 000,00	-	22 520 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	
CU - Culture	22 520 000,00	-	22 520 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	900 - Services Généraux	22 520 000,00	-	22 520 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	
	041 - Actions interrégionales	22 520 000,00	-	22 520 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	
	32 950 000,00	-	32 950 000,00	27 919 398,00	4 815 151,30	-235 290,83	-	4 815 151,30	-235 290,83	2 080 008,47	2 499 852,00	2 499 852,00	
	903 - Culture, Sports et Loisirs	32 950 000,00	-	32 950 000,00	27 919 398,00	4 815 151,30	-235 290,83	-	4 815 151,30	-235 290,83	2 080 008,47	2 499 852,00	
	311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-88 109,00	2 411 891,00	1 829 388,00	-	-	-	-	-	-	-	
	312 - Activités culturelles et artistiques	26 962 000,00	1 506 511,00	28 468 511,00	24 022 690,00	4 628 609,52	-235 290,83	-	4 628 609,52	2 035 283,24	2 358 035,45	2 358 035,45	
	313 - Patrimoine	3 488 000,00	-1 418 402,00	2 069 598,00	2 067 320,00	186 541,78	-	-	44 725,23	141 816,55	141 816,55	141 816,55	
	DEEE - Développement économique , innovation et TIC	124 350 000,00	-	124 350 000,00	79 003 202,91	8 904 061,34	-2 317 347,42	-	8 923 200,36	-2 336 486,44	2 898 979,52	3 687 734,40	3 687 734,40
	905 - Aménagement des territoires	20 340 000,00	-	20 340 000,00	3 617 853,20	923 501,43	-252 623,55	-	923 501,43	-252 623,55	78 411,66	592 466,22	592 466,22
DSS - Développement social et santé	56 - Technologies de l'information et de la communication	20 340 000,00	-	20 340 000,00	3 617 853,20	923 501,43	-252 623,55	-	923 501,43	-252 623,55	78 411,66	592 466,22	592 466,22
	909 - Action économique	104 010 000,00	-	104 010 000,00	75 385 349,71	7 980 559,91	-2 064 723,87	-	7 999 698,93	-2 083 862,89	2 820 567,86	3 095 268,18	3 095 268,18
	91 - Interventions économiques transversales	58 610 000,00	-	58 610 000,00	44 387 331,00	716 618,52	-85 075,53	-	716 618,52	-85 075,53	156 405,04	475 137,95	475 137,95
	92 - Recherche et innovation	40 000 000,00	-	40 000 000,00	25 904 773,71	5 663 190,41	-625 990,29	-	5 682 329,43	-645 129,31	2 617 608,69	2 419 591,43	2 419 591,43
	94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 400 000,00	-	5 400 000,00	5 093 245,00	1 600 750,98	-1 353 658,05	-	1 600 750,98	-1 353 658,05	46 554,13	200 538,80	200 538,80
	80 845 000,00	-	80 845 000,00	51 163 026,65	6 495 288,95	-739 745,03	-	6 495 288,95	-739 745,03	777 426,27	4 978 117,65	4 978 117,65	
	901 - Formation professionnelle et apprentissage	1 400 000,00	-	1 400 000,00	859 629,11	79 320,11	-	-	-	-	79 320,11	79 320,11	79 320,11
	13 - Formations sanitaires et sociales	1 400 000,00	-	1 400 000,00	859 629,11	79 320,11	-	-	-	-	79 320,11	79 320,11	79 320,11
	904 - Santé et action sociale	79 445 000,00	-	79 445 000,00	50 303 397,54	6 415 968,84	-739 745,03	-	6 415 968,84	-739 745,03	777 426,27	4 898 797,54	4 898 797,54
	41 - Santé	7 960 000,00	-	7 960 000,00	3 634 139,78	192 209,70	-39 759,04	-	192 209,70	-39 759,04	64 271,01	88 179,65	88 179,65
42 - Action sociale	71 485 000,00	-	71 485 000,00	46 669 257,76	6 223 759,14	-699 985,99	-	6 223 759,14	-699 985,99	713 155,26	4 810 617,89	4 810 617,89	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	102 294 000,00	2 300 000,00	104 594 000,00	70 296 713,60	6 868 628,04	-1 039 987,65	-	6 868 628,04	-1 039 987,65	1 026 338,15	4 802 302,24	4 802 302,24
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	98 314 000,00	2 300 000,00	100 614 000,00	67 390 151,24	6 846 865,04	-1 039 987,65	-	6 846 865,04	-1 039 987,65	1 026 338,15	4 780 539,24	4 780 539,24
71 - Actions transversales	1 610 000,00	-	1 610 000,00	1 218 417,16	152 840,08	-31 854,91	-	152 840,08	-31 854,91	-	120 985,17	120 985,17
72 - Actions en matière de déchets	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 335 215,43	575 891,02	-149 879,60	-	575 891,02	-149 879,60	45 918,86	380 092,56	380 092,56
73 - Politique de l'air	700 000,00	-	700 000,00	511 294,08	29 067,81	-	-	29 067,81	-	-	29 067,81	29 067,81
74 - Politique de l'eau	23 375 000,00	-468 859,90	22 906 140,10	19 291 053,98	1 250 983,46	-429 876,94	-	1 250 983,46	-429 876,94	527 390,23	293 716,29	293 716,29
75 - Politique de l'énergie	44 336 000,00	-69 140,10	44 266 859,90	17 077 076,50	4 120 774,99	-334 307,40	-	4 120 774,99	-334 307,40	448 614,06	3 337 853,53	3 337 853,53
76 - Patrimoine naturel	23 093 000,00	2 838 000,00	25 931 000,00	25 485 441,09	717 307,68	-94 068,80	-	717 307,68	-94 068,80	4 415,00	618 823,88	618 823,88
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	700 000,00	-	700 000,00	471 653,00	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	3 980 000,00	-	3 980 000,00	2 906 562,36	21 763,00	-	-	21 763,00	-	-	21 763,00	21 763,00
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	3 980 000,00	-	3 980 000,00	2 906 562,36	21 763,00	-	-	21 763,00	-	-	21 763,00	21 763,00
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	399 158 000,00	-	399 158 000,00	328 813 653,62	48 391 659,35	-1 081 811,45	1 000,00	48 785 864,56	-1 477 575,59	15 171 322,94	32 138 524,96	32 137 966,03
902 - Enseignement	399 158 000,00	-	399 158 000,00	328 813 653,62	48 391 659,35	-1 081 811,45	1 000,00	48 785 864,56	-1 477 575,59	15 171 322,94	32 138 524,96	32 137 966,03
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	335 232 000,00	-6 890 220,52	328 341 779,48	268 303 900,47	42 936 490,47	-727 116,28	1 000,00	43 004 706,62	-793 891,36	13 919 476,03	28 289 898,16	28 292 339,23
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-312 030,00	7 987 970,00	7 987 970,00	1 876 030,25	-106 671,03	-	1 876 030,25	-106 671,03	357 980,97	1 411 378,25	1 411 378,25
224 - Participation à des cités mixtes	40 471 000,00	7 236 500,52	47 707 500,52	41 817 100,52	783 559,26	-36 640,99	-	1 109 548,32	-365 630,05	374 898,16	372 020,11	369 020,11
28 - Autres services périscolaires et annexes	15 155 000,00	-34 250,00	15 120 750,00	10 704 682,63	2 795 579,37	-211 383,15	-	2 795 579,37	-211 383,15	518 967,78	2 065 228,44	2 065 228,44
ESU - Enseignement supérieur	62 500 000,00	-	62 500 000,00	52 712 850,00	9 910 049,75	-623 777,67	-	9 910 163,10	-623 891,02	5 801 820,48	3 484 451,60	3 484 451,60
902 - Enseignement	62 500 000,00	-	62 500 000,00	52 712 850,00	9 910 049,75	-623 777,67	-	9 910 163,10	-623 891,02	5 801 820,48	3 484 451,60	3 484 451,60
23 - Enseignement supérieur	62 500 000,00	-	62 500 000,00	52 712 850,00	9 910 049,75	-623 777,67	-	9 910 163,10	-623 891,02	5 801 820,48	3 484 451,60	3 484 451,60
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	38 500 000,00	-	38 500 000,00	30 818 246,00	12 446 507,19	-667 703,18	-	12 446 507,19	-667 703,18	1 438 427,79	10 340 376,22	10 340 376,22
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 900 000,00	-	37 900 000,00	30 476 496,00	12 415 507,19	-636 703,18	-	12 415 507,19	-636 703,18	1 438 427,79	10 340 376,22	10 340 376,22
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	800 000,00	-289 474,00	510 526,00	160 526,00	2 738,48	-	-	2 738,48	-	-	2 738,48	2 738,48
12 - Apprentissage	37 100 000,00	289 474,00	37 389 474,00	30 315 970,00	12 412 768,71	-636 703,18	-	12 412 768,71	-636 703,18	1 438 427,79	10 337 637,74	10 337 637,74
909 - Action économique	600 000,00	-	600 000,00	341 750,00	31 000,00	-31 000,00	-	31 000,00	-31 000,00	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	600 000,00	-	600 000,00	341 750,00	31 000,00	-31 000,00	-	31 000,00	-31 000,00	-	-	-
LO - Logement	215 200 000,00	-7 502 003,17	207 697 996,83	168 090 559,80	19 437 235,12	-2 387 623,69	-	19 437 072,64	-2 369 507,21	11 866 755,11	5 182 856,32	5 200 810,32
905 - Aménagement des territoires	215 200 000,00	-7 502 003,17	207 697 996,83	168 090 559,80	19 437 235,12	-2 387 623,69	-	19 437 072,64	-2 369 507,21	11 866 755,11	5 182 856,32	5 200 810,32
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	215 200 000,00	-7 502 003,17	207 697 996,83	168 090 559,80	19 437 235,12	-2 387 623,69	-	19 437 072,64	-2 369 507,21	11 866 755,11	5 182 856,32	5 200 810,32

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	191 393 000,00	12 801 052,00	204 194 052,00	121 507 752,00	29 364 556,96	-1 026 339,16	-	29 364 556,96	-1 026 339,16	4 499 818,93	23 838 398,87	23 838 398,87
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	56 893 000,00	-2 300 000,00	54 593 000,00	31 359 268,90	7 984 509,08	-476 825,60	-	7 984 509,08	-476 825,60	783 497,30	6 724 186,18	6 724 186,18
77 - Environnement des infrastructures de transport	30 893 000,00	-71 756,70	30 821 243,30	13 587 512,20	4 334 501,75	-	-	4 334 501,75	-	97 913,56	4 236 588,19	4 236 588,19
78 - Autres actions	26 000 000,00	-2 228 243,30	23 771 756,70	17 771 756,70	3 650 007,33	-476 825,60	-	3 650 007,33	-476 825,60	685 583,74	2 487 597,99	2 487 597,99
908 - Transports	132 500 000,00	15 101 052,00	147 601 052,00	90 148 483,10	21 380 047,88	-549 513,56	-	21 380 047,88	-549 513,56	3 716 321,63	17 114 212,69	17 114 212,69
818 - Autres transports en commun	83 000 000,00	16 740 823,00	99 740 823,00	64 740 823,00	18 943 867,39	-549 513,56	-	18 943 867,39	-549 513,56	3 535 853,00	14 858 500,83	14 858 500,83
821 - Voirie nationale	15 000 000,00	-	15 000 000,00	15 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	6 500 000,00	-	6 500 000,00	5 047 431,10	2 194 580,49	-	-	2 194 580,49	-	17 068,63	2 177 511,86	2 177 511,86
825 - Sécurité routière	28 000 000,00	-1 639 771,00	26 360 229,00	5 360 229,00	241 600,00	-	-	241 600,00	-	163 400,00	78 200,00	78 200,00
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	21 610 000,00	35 880,00	21 645 880,00	21 396 500,00	32 504,92	-14,40	-	32 504,92	-14,40	-	32 490,52	32 490,52
900 - Services généraux	20 910 000,00	35 880,00	20 945 880,00	20 735 000,00	32 504,92	-14,40	-	32 504,92	-14,40	-	32 490,52	32 490,52
0202 - Autres moyens généraux	20 910 000,00	35 880,00	20 945 880,00	20 735 000,00	32 504,92	-14,40	-	32 504,92	-14,40	-	32 490,52	32 490,52
903 - Culture, sports et loisirs	700 000,00	-	700 000,00	661 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	700 000,00	-	700 000,00	661 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	82 502 003,17	14 837 341,68	-2 570 881,78	-	15 098 725,86	-2 832 265,96	3 819 532,85	8 446 927,05	8 446 927,05
905 - Aménagement des territoires	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	82 502 003,17	14 837 341,68	-2 570 881,78	-	15 098 725,86	-2 832 265,96	3 819 532,85	8 446 927,05	8 446 927,05
51 - Politique de la ville	75 000 000,00	7 502 003,17	82 502 003,17	82 502 003,17	14 837 341,68	-2 570 881,78	-	15 098 725,86	-2 832 265,96	3 819 532,85	8 446 927,05	8 446 927,05
RIN - Recherche	49 100 000,00	-	49 100 000,00	43 285 462,00	19 666 770,69	-635 512,49	-	19 671 441,61	-640 183,41	5 270 108,89	13 761 149,31	13 761 149,31
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	49 100 000,00	-	49 100 000,00	43 285 462,00	19 666 770,69	-635 512,49	-	19 671 441,61	-640 183,41	5 270 108,89	13 761 149,31	13 761 149,31
92 - Recherche et innovation	49 100 000,00	-	49 100 000,00	43 285 462,00	19 666 770,69	-635 512,49	-	19 671 441,61	-640 183,41	5 270 108,89	13 761 149,31	13 761 149,31
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	25 800 000,00	-743 463,87	25 056 536,13	10 679 467,05	34 733,08	-	-	34 734,00	-0,92	34 733,08	-	-
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	4 600 000,00	-	4 600 000,00	2 977 260,00	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	4 600 000,00	-	4 600 000,00	2 977 260,00	-	-	-	-	-	-	-	-
903 - Culture, sports et loisirs	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 102 207,05	34 733,08	-0,92	-	34 734,00	-0,92	34 733,08	-	-
37 - Sécurité	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 102 207,05	34 733,08	-0,92	-	34 734,00	-0,92	34 733,08	-	-
905 - Aménagement des territoires	10 000 000,00	-	10 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	10 000 000,00	-	10 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
908 - Transports	10 000 000,00	-743 463,87	9 256 536,13	6 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	10 000 000,00	-743 463,87	9 256 536,13	6 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	4 108 200,00	128 211,52	-	-	128 211,52	-	-	128 211,52	128 211,52
900 - Services généraux	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	4 108 200,00	128 211,52	-	-	128 211,52	-	-	128 211,52	128 211,52
0202 - Autres moyens généraux	4 800 000,00	-35 880,00	4 764 120,00	4 108 200,00	128 211,52	-	-	128 211,52	-	-	128 211,52	128 211,52

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	51 100 000,00	-	51 100 000,00	42 453 598,01	4 285 481,72	-236 611,25	-	4 285 481,72	-236 611,25	1 850 369,36	2 198 501,11	2 198 501,11
903 - Culture, sports et loisirs	51 100 000,00	-	51 100 000,00	42 453 598,01	4 285 481,72	-236 611,25	-	4 285 481,72	-236 611,25	1 850 369,36	2 198 501,11	2 198 501,11
32 - Sports	31 350 000,00	-	31 350 000,00	26 363 024,36	3 424 648,48	-	-	3 424 648,48	-	1 628 302,05	1 796 346,43	1 796 346,43
33 - Loisirs	19 750 000,00	-	19 750 000,00	16 090 573,65	860 833,24	-236 611,25	-	860 833,24	-236 611,25	222 067,31	402 154,68	402 154,68
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	621 600 000,00	-12 932 906,13	608 667 093,87	383 347 356,57	97 895 331,98	-67 232,35	-	97 895 331,98	-67 232,35	20 616 759,39	77 211 340,24	77 211 340,24
908 - Transports	621 600 000,00	-12 932 906,13	608 667 093,87	383 347 356,57	97 895 331,98	-67 232,35	-	97 895 331,98	-67 232,35	20 616 759,39	77 211 340,24	77 211 340,24
810 - Services communs	19 100 000,00	-1 095 626,13	18 004 373,87	15 004 373,87	42 457,54	-	-	42 457,54	-	-	42 457,54	42 457,54
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	546 500 000,00	-17 128 327,50	529 371 672,50	309 051 935,20	89 814 610,71	-46 362,07	-	89 814 610,71	-46 362,07	18 340 496,01	71 427 752,63	71 427 752,63
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	56 000 000,00	5 291 047,50	61 291 047,50	59 291 047,50	8 038 263,73	-20 870,28	-	8 038 263,73	-20 870,28	2 276 263,38	5 741 130,07	5 741 130,07
T MSP - Transports de marchandise en site propre	69 000 000,00	-1 424 682,00	67 575 318,00	13 337 318,00	3 142 934,02	-731 516,44	-	3 142 934,02	-731 516,44	1 415 428,07	995 989,51	995 989,51
908 - Transports	69 000 000,00	-1 424 682,00	67 575 318,00	13 337 318,00	3 142 934,02	-731 516,44	-	3 142 934,02	-731 516,44	1 415 428,07	995 989,51	995 989,51
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-	10 000 000,00	9 032 168,00	2 974 596,52	-716 076,44	-	2 974 596,52	-716 076,44	1 415 428,07	843 092,01	843 092,01
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 500 000,00	-1 247 800,00	1 252 200,00	752 200,00	15 440,00	-15 440,00	-	15 440,00	-15 440,00	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	56 500 000,00	-176 882,00	56 323 118,00	3 552 950,00	152 897,50	-	-	152 897,50	-	-	152 897,50	152 897,50
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 496 731,85	820 420,04	-95 065,77	-	820 420,04	-95 065,77	-	725 354,27	725 354,27
909 - Action économique	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 496 731,85	820 420,04	-95 065,77	-	820 420,04	-95 065,77	-	725 354,27	725 354,27
95 - Tourisme et thermalisme	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 496 731,85	820 420,04	-95 065,77	-	820 420,04	-95 065,77	-	725 354,27	725 354,27
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 301 045 000,00	-	2 301 045 000,00	1 636 964 886,45	305 857 018,77	-17 417 576,56	1 000,00	306 536 369,89	-18 080 532,61	87 059 306,52	201 380 135,69	201 397 530,76
				71,14 %						5,32 %	-34,16 %	-34,30 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2013

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	3 850 000,00	-	3 850 000,00	1 867 420,00	764 115,92	-34 495,87	-	764 115,92	-34 495,77	170 336,11	559 283,94	559 284,04
900 - Services généraux	3 850 000,00	-	3 850 000,00	1 867 420,00	764 115,92	-34 495,87	-	764 115,92	-34 495,77	170 336,11	559 283,94	559 284,04
044 - Aide publique au développement	3 450 000,00	-41 000,00	3 409 000,00	1 426 420,00	455 415,92	-34 495,87	-	455 415,92	-34 495,77	170 336,11	250 583,94	250 584,04
048 - Autres actions internationales	400 000,00	41 000,00	441 000,00	441 000,00	308 700,00	-	-	308 700,00	-	-	308 700,00	308 700,00
AM - Aménagement	104 850 000,00	-	104 850 000,00	98 173 935,41	26 566 873,61	-1 403 782,42	-	26 566 873,61	-1 395 628,03	9 763 689,74	15 399 401,45	15 407 555,84
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	101 050 000,00	-	101 050 000,00	95 523 530,25	25 297 305,39	-1 290 291,16	-	25 297 305,39	-1 289 152,61	9 011 493,63	14 995 520,60	14 996 659,15
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	93 400 000,00	-	93 400 000,00	88 298 519,24	24 221 246,51	-697 485,49	-	24 221 246,51	-697 485,49	8 727 213,56	14 796 547,46	14 796 547,46
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 650 000,00	-	7 650 000,00	7 225 011,01	1 076 058,88	-592 805,67	-	1 076 058,88	-591 667,12	284 280,07	198 973,14	200 111,69
907 - Environnement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	2 650 405,16	1 269 568,22	-113 491,26	-	1 269 568,22	-106 475,42	752 196,11	403 880,85	410 896,69
76 - Patrimoine naturel	3 800 000,00	-	3 800 000,00	2 650 405,16	1 269 568,22	-113 491,26	-	1 269 568,22	-106 475,42	752 196,11	403 880,85	410 896,69
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	167 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	167 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	167 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	32 950 000,00	-	32 950 000,00	28 333 689,91	7 691 510,16	-480 518,91	-	7 691 510,16	-480 518,91	3 148 069,98	4 062 921,27	4 062 921,27
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 950 000,00	-	32 950 000,00	28 333 689,91	7 691 510,16	-480 518,91	-	7 691 510,16	-480 518,91	3 148 069,98	4 062 921,27	4 062 921,27
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	2 286 735,00	514 214,52	-	-	514 214,52	-	-	514 214,52	514 214,52
312 - Activités culturelles et artistiques	27 825 000,00	95 967,00	27 920 967,00	23 866 931,91	7 036 156,79	-441 418,91	-	7 036 156,79	-441 418,91	3 133 304,58	3 461 433,30	3 461 433,30
313 - Patrimoine	2 625 000,00	-95 967,00	2 529 033,00	2 180 023,00	141 138,85	-39 100,00	-	141 138,85	-39 100,00	14 765,40	87 273,45	87 273,45
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	128 600 000,00	-35 000,00	128 565 000,00	102 167 476,83	30 104 049,26	-4 733 574,39	-	30 410 622,27	-5 040 147,40	7 061 258,66	18 309 216,21	18 309 216,21
905 - Aménagement des territoires	19 800 000,00	-	19 800 000,00	16 671 009,28	5 860 393,07	-293 932,55	-	5 912 143,07	-345 682,55	3 302 620,33	2 263 840,19	2 263 840,19
56 - Technologies de l'information et de la communication	19 800 000,00	-	19 800 000,00	16 671 009,28	5 860 393,07	-293 932,55	-	5 912 143,07	-345 682,55	3 302 620,33	2 263 840,19	2 263 840,19
909 - Action économique	108 800 000,00	-35 000,00	108 765 000,00	85 496 467,55	24 243 656,19	-4 439 641,84	-	24 498 479,20	-4 694 464,85	3 758 638,33	16 045 376,02	16 045 376,02
91 - Interventions économiques transversales	64 510 000,00	-35 000,00	64 475 000,00	48 461 012,39	11 921 323,87	-3 342 640,30	-	11 921 323,87	-3 342 640,30	446 353,91	8 132 329,66	8 132 329,66
92 - Recherche et innovation	38 490 000,00	-	38 490 000,00	31 469 583,16	10 451 101,94	-808 579,54	-	10 705 924,95	-1 063 402,55	3 085 698,08	6 556 824,32	6 556 824,32
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 800 000,00	-	5 800 000,00	5 565 872,00	1 871 230,38	-288 422,00	-	1 871 230,38	-288 422,00	226 586,34	1 356 222,04	1 356 222,04
DSS - Développement social et santé	81 072 000,00	-	81 072 000,00	41 990 731,12	9 674 784,57	-373 522,84	-	9 683 664,99	-382 403,26	2 791 857,71	6 509 404,02	6 509 404,02
901 - Formation professionnelle et apprentissage	5 372 000,00	-	5 372 000,00	4 860 069,37	1 796 010,15	-	-	1 797 789,39	-1 779,24	796 385,10	999 625,05	999 625,05
13 - Formations sanitaires et sociales	5 372 000,00	-	5 372 000,00	4 860 069,37	1 796 010,15	-	-	1 797 789,39	-1 779,24	796 385,10	999 625,05	999 625,05
904 - Santé et action sociale	75 700 000,00	-	75 700 000,00	37 130 661,75	7 878 774,42	-373 522,84	-	7 885 875,60	-380 624,02	1 995 472,61	5 509 778,97	5 509 778,97
41 - Santé	8 260 000,00	-	8 260 000,00	6 281 132,71	872 178,47	-150 304,11	-	872 178,47	-150 304,11	74 814,18	647 060,18	647 060,18
42 - Action sociale	67 440 000,00	-	67 440 000,00	30 849 529,04	7 006 595,95	-223 218,73	-	7 013 697,13	-230 319,91	1 920 658,43	4 862 718,79	4 862 718,79

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	104 800 000,00	-	104 800 000,00	72 228 965,21	13 614 302,44	-2 911 300,29	-	13 614 302,44	-2 682 061,17	5 134 052,96	5 568 949,19	5 798 188,31
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	100 600 000,00	-	100 600 000,00	69 989 577,63	13 200 047,82	-2 911 300,29	-	13 200 047,82	-2 682 061,17	4 745 625,57	5 543 121,96	5 772 361,08
71 - Actions transversales	1 326 000,00	-	1 326 000,00	1 277 381,69	128 855,83	-25 458,00	-	128 855,83	-25 458,00	85 106,38	18 291,45	18 291,45
72 - Actions en matière de déchets	5 153 200,00	-1 000 000,00	4 153 200,00	1 837 782,55	650 257,25	-131 216,29	-	650 257,25	-131 216,29	190 609,82	328 431,14	328 431,14
73 - Politique de l'air	920 000,00	-	920 000,00	791 699,90	96 999,90	-96 999,90	-	96 999,90	-96 999,90	-	-	-
74 - Politique de l'eau	23 550 800,00	1 429 034,92	24 979 834,92	18 079 834,92	4 738 778,66	-741 700,92	-	4 738 778,66	-512 461,80	3 000 737,36	996 340,38	1 225 579,50
75 - Politique de l'énergie	44 800 000,00	-4 386 291,95	40 413 708,05	19 748 900,94	7 109 502,04	-1 840 754,43	-	7 109 502,04	-1 840 754,43	1 241 434,52	4 027 313,09	4 027 313,09
76 - Patrimoine naturel	24 250 000,00	3 957 257,03	28 207 257,03	27 807 250,03	475 654,14	-75 170,75	-	475 654,14	-75 170,75	227 737,49	172 745,90	172 745,90
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	600 000,00	-	600 000,00	446 727,60	-	-	-	-	-	-	-	-
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	4 200 000,00	-	4 200 000,00	2 239 387,58	414 254,62	-	-	414 254,62	-	388 427,39	25 827,23	25 827,23
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	4 200 000,00	-	4 200 000,00	2 239 387,58	414 254,62	-	-	414 254,62	-	388 427,39	25 827,23	25 827,23
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	405 144 000,00	-	405 144 000,00	332 324 987,67	64 298 252,46	-1 361 559,72	167 052,00	64 538 820,02	-1 774 999,05	22 213 728,47	40 722 964,27	40 717 144,50
902 - Enseignement	405 144 000,00	-	405 144 000,00	332 324 987,67	64 298 252,46	-1 361 559,72	167 052,00	64 538 820,02	-1 774 999,05	22 213 728,47	40 722 964,27	40 717 144,50
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	353 132 000,00	-2 632 444,41	350 499 555,59	294 632 669,90	57 943 721,71	-154 702,26	167 052,00	58 104 861,26	-488 713,58	19 993 281,95	37 795 737,50	37 789 917,73
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	8 027 230,00	2 493 458,89	-62 410,34	-	2 493 458,89	-62 410,34	968 127,57	1 462 920,98	1 462 920,98
224 - Participation à des cités mixtes	28 592 000,00	2 818 434,00	31 410 434,00	23 242 333,36	2 600 855,86	-34 231,12	-	2 600 283,87	-113 659,13	1 102 318,95	1 464 305,79	1 464 305,79
28 - Autres services périscolaires et annexes	15 120 000,00	-185 989,59	14 934 010,41	6 422 754,41	1 260 216,00	-1 110 216,00	-	1 260 216,00	-1 110 216,00	150 000,00	-	-
ESU - Enseignement supérieur	69 230 000,00	-	69 230 000,00	66 826 855,53	21 438 107,38	-	-	21 438 107,38	-	5 519 451,90	15 918 655,48	15 918 655,48
902 - Enseignement	69 230 000,00	-	69 230 000,00	66 826 855,53	21 438 107,38	-	-	21 438 107,38	-	5 519 451,90	15 918 655,48	15 918 655,48
23 - Enseignement supérieur	69 230 000,00	-	69 230 000,00	66 826 855,53	21 438 107,38	-	-	21 438 107,38	-	5 519 451,90	15 918 655,48	15 918 655,48
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	37 550 000,00	35 000,00	37 585 000,00	37 416 483,02	6 517 406,71	-101 472,02	-	6 463 871,82	-47 937,13	3 461 440,76	2 954 493,93	2 954 493,93
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 550 000,00	-	37 550 000,00	37 381 483,02	6 517 406,71	-101 472,02	-	6 463 871,82	-47 937,13	3 461 440,76	2 954 493,93	2 954 493,93
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	450 000,00	-168 383,98	281 616,02	281 616,02	139 296,17	-96 868,74	-	143 811,68	-101 384,25	38 045,38	4 382,05	4 382,05
12 - Apprentissage	37 100 000,00	168 383,98	37 268 383,98	37 099 867,00	6 378 110,54	-4 603,28	-	6 320 060,14	53 447,12	3 423 395,38	2 950 111,88	2 950 111,88
909 - Action économique	-	35 000,00	35 000,00	35 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	35 000,00	35 000,00	35 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	151 292 811,98	31 516 123,43	-2 432 311,88	-	31 526 491,81	-2 368 239,05	13 130 122,77	15 953 688,78	16 028 129,99
905 - Aménagement des territoires	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	151 292 811,98	31 516 123,43	-2 432 311,88	-	31 526 491,81	-2 368 239,05	13 130 122,77	15 953 688,78	16 028 129,99
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	193 000 000,00	-9 114 563,89	183 885 436,11	151 292 811,98	31 516 123,43	-2 432 311,88	-	31 526 491,81	-2 368 239,05	13 130 122,77	15 953 688,78	16 028 129,99

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	166 000 000,00	5 542 620,00	171 542 620,00	113 580 475,41	36 703 542,95	-13 000 219,55	-	36 703 542,95	-12 986 455,71	3 834 201,46	19 869 121,94	19 882 885,78
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	44 500 000,00	-	44 500 000,00	29 037 855,41	6 020 153,02	-1 637 377,99	-	6 020 153,02	-1 638 925,97	1 305 611,16	3 077 163,87	3 075 615,89
77 - Environnement des infrastructures de transport	18 500 000,00	-	18 500 000,00	9 162 569,31	2 110 465,38	-918 317,29	-	2 110 465,38	-918 317,29	666 479,08	525 669,01	525 669,01
78 - Autres actions	26 000 000,00	-	26 000 000,00	19 875 286,10	3 909 687,64	-719 060,70	-	3 909 687,64	-720 608,68	639 132,08	2 551 494,86	2 549 946,88
908 - Transports	119 500 000,00	5 542 620,00	125 042 620,00	82 542 620,00	30 683 389,93	-11 362 841,56	-	30 683 389,93	-11 347 529,74	2 528 590,30	16 791 958,07	16 807 269,89
818 - Autres transports en commun	66 500 000,00	-3 382 876,00	63 117 124,00	41 617 124,00	19 839 274,40	-667 701,99	-	19 839 274,40	-667 701,99	2 492 418,05	16 679 154,36	16 679 154,36
821 - Voirie nationale	22 000 000,00	9 000 000,00	31 000 000,00	30 000 000,00	9 000 000,00	-9 000 000,00	-	9 000 000,00	-9 000 000,00	-	-	-
823 - Voirie départementale	4 500 000,00	-	4 500 000,00	4 500 000,00	1 650 000,00	-1 650 000,00	-	1 650 000,00	-1 650 000,00	-	-	-
825 - Sécurité routière	26 500 000,00	-74 504,00	26 425 496,00	6 425 496,00	194 115,53	-45 139,57	-	194 115,53	-29 827,75	36 172,25	112 803,71	128 115,53
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	4 495 000,00	-	4 495 000,00	4 382 625,00	11 344,80	-	-	11 344,80	-	6 419,66	4 925,14	4 925,14
900 - Services généraux	4 290 000,00	-	4 290 000,00	4 177 625,00	11 337,60	-	-	11 337,60	-	6 419,66	4 917,94	4 917,94
0202 - Autres moyens généraux	4 290 000,00	-	4 290 000,00	4 177 625,00	11 337,60	-	-	11 337,60	-	6 419,66	4 917,94	4 917,94
903 - Culture, sports et loisirs	205 000,00	-	205 000,00	205 000,00	7,20	-	-	7,20	-	-	7,20	7,20
313 - Patrimoine	205 000,00	-	205 000,00	205 000,00	7,20	-	-	7,20	-	-	7,20	7,20
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	99 114 563,89	22 917 346,99	-3 737 636,38	-	22 917 346,99	-3 737 636,38	5 587 441,69	13 592 268,92	13 592 268,92
905 - Aménagement des territoires	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	99 114 563,89	22 917 346,99	-3 737 636,38	-	22 917 346,99	-3 737 636,38	5 587 441,69	13 592 268,92	13 592 268,92
51 - Politique de la ville	90 000 000,00	9 114 563,89	99 114 563,89	99 114 563,89	22 917 346,99	-3 737 636,38	-	22 917 346,99	-3 737 636,38	5 587 441,69	13 592 268,92	13 592 268,92
RIN - Recherche	43 000 000,00	-	43 000 000,00	39 476 104,49	25 870 275,51	-193 654,78	-	25 923 167,72	-246 546,99	14 504 310,30	11 172 310,43	11 172 310,43
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	43 000 000,00	-	43 000 000,00	39 476 104,49	25 870 275,51	-193 654,78	-	25 923 167,72	-246 546,99	14 504 310,30	11 172 310,43	11 172 310,43
92 - Recherche et innovation	43 000 000,00	-	43 000 000,00	39 476 104,49	25 870 275,51	-193 654,78	-	25 923 167,72	-246 546,99	14 504 310,30	11 172 310,43	11 172 310,43
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	26 100 000,00	-150 000,00	25 950 000,00	19 000 473,95	4 268 268,73	-1 040 158,94	-	4 268 268,73	-1 040 158,94	1 501 631,71	1 726 478,08	1 726 478,08
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 302 944,00	50 000,00	-	-	50 000,00	-	1 077,96	48 922,04	48 922,04
27 - Sécurité	3 800 000,00	-	3 800 000,00	3 302 944,00	50 000,00	-	-	50 000,00	-	1 077,96	48 922,04	48 922,04
903 - Culture, sports et loisirs	2 700 000,00	-	2 700 000,00	2 632 471,00	543 257,70	-	-	543 257,70	-	143 312,29	399 945,41	399 945,41
37 - Sécurité	2 700 000,00	-	2 700 000,00	2 632 471,00	543 257,70	-	-	543 257,70	-	143 312,29	399 945,41	399 945,41
905 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 215 058,95	3 675 011,03	-1 040 158,94	-	3 675 011,03	-1 040 158,94	1 357 241,46	1 277 610,63	1 277 610,63
57 - Sécurité	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 215 058,95	3 675 011,03	-1 040 158,94	-	3 675 011,03	-1 040 158,94	1 357 241,46	1 277 610,63	1 277 610,63
908 - Transports	10 000 000,00	-150 000,00	9 850 000,00	5 850 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	10 000 000,00	-150 000,00	9 850 000,00	5 850 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 624 000,00	64 583,92	-	-	64 583,92	-	18 000,00	46 583,92	46 583,92
900 - Services généraux	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 624 000,00	64 583,92	-	-	64 583,92	-	18 000,00	46 583,92	46 583,92
0202 - Autres moyens généraux	4 624 000,00	-	4 624 000,00	4 624 000,00	64 583,92	-	-	64 583,92	-	18 000,00	46 583,92	46 583,92

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	51 400 000,00	-	51 400 000,00	40 648 507,68	26 091 047,87	-46 035,27	-	26 091 047,87	-46 035,27	25 059 685,38	985 327,22	985 327,22
903 - Culture, sports et loisirs	51 400 000,00	-	51 400 000,00	40 648 507,68	26 091 047,87	-46 035,27	-	26 091 047,87	-46 035,27	25 059 685,38	985 327,22	985 327,22
32 - Sports	35 342 000,00	-	35 342 000,00	34 590 631,21	25 483 452,35	-39 963,70	-	25 483 452,35	-39 963,70	24 776 879,65	666 609,00	666 609,00
33 - Loisirs	16 058 000,00	-	16 058 000,00	6 057 876,47	607 595,52	-6 071,57	-	607 595,52	-6 071,57	282 805,73	318 718,22	318 718,22
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	623 850 000,00	-3 223 503,50	620 626 496,50	407 700 943,93	105 963 417,16	-1 236 715,11	-	105 963 417,16	-1 236 715,11	37 612 471,97	67 114 230,08	67 114 230,08
908 - Transports	623 850 000,00	-3 223 503,50	620 626 496,50	407 700 943,93	105 963 417,16	-1 236 715,11	-	105 963 417,16	-1 236 715,11	37 612 471,97	67 114 230,08	67 114 230,08
810 - Services communs	22 850 000,00	-6 094 237,30	16 755 762,70	16 755 762,70	339 973,97	-150 000,00	-	339 973,97	-150 000,00	30 908,03	159 065,94	159 065,94
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	553 000 000,00	12 183 073,80	565 183 073,80	360 257 521,23	105 547 990,80	-1 086 715,11	-	105 547 990,80	-1 086 715,11	37 581 563,94	66 879 711,75	66 879 711,75
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	48 000 000,00	-9 312 340,00	38 687 660,00	30 687 660,00	75 452,39	-	-	75 452,39	-	-	75 452,39	75 452,39
TMSP - Transports de marchandise en site propre	69 000 000,00	-2 169 116,50	66 830 883,50	12 330 883,50	2 817 263,79	-195 731,26	-	2 929 394,10	-307 861,57	1 185 129,82	1 436 402,71	1 436 402,71
908 - Transports	69 000 000,00	-2 169 116,50	66 830 883,50	12 330 883,50	2 817 263,79	-195 731,26	-	2 929 394,10	-307 861,57	1 185 129,82	1 436 402,71	1 436 402,71
883 - Transports fluviaux	10 000 000,00	-255 150,00	9 744 850,00	7 744 850,00	2 205 079,24	-	-	2 205 079,24	-	982 027,62	1 223 051,62	1 223 051,62
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 500 000,00	-1 219 314,00	1 280 686,00	1 130 686,00	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	56 500 000,00	-694 652,50	55 805 347,50	3 455 347,50	612 184,55	-195 731,26	-	724 314,86	-307 861,57	203 102,20	213 351,09	213 351,09
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 834 860,00	1 323 008,29	-200 000,00	-	1 323 008,29	-200 000,00	212 499,18	910 509,11	910 509,11
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 834 860,00	1 323 008,29	-200 000,00	-	1 323 008,29	-200 000,00	212 499,18	910 509,11	910 509,11
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 834 860,00	1 323 008,29	-200 000,00	-	1 323 008,29	-200 000,00	212 499,18	910 509,11	910 509,11
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 247 215 000,00	-	2 247 215 000,00	1 678 833 794,53	438 215 625,95	-33 482 689,63	167 052,00	438 893 502,95	-34 007 839,74	161 915 800,23	242 817 136,09	243 136 914,98
				74,71 %						9,64 %	-44,59 %	-44,60 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2014

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	3 150 000,00	-	3 150 000,00	1 887 864,00	859 543,27	-37 500,20	-	860 074,99	-38 031,92	384 526,82	437 516,25	437 516,25
900 - Services généraux	3 150 000,00	-	3 150 000,00	1 887 864,00	859 543,27	-37 500,20	-	860 074,99	-38 031,92	384 526,82	437 516,25	437 516,25
044 - Aide publique au développement	2 950 000,00	-	2 950 000,00	1 887 864,00	859 543,27	-37 500,20	-	860 074,99	-38 031,92	384 526,82	437 516,25	437 516,25
048 - Autres actions internationales	200 000,00	-	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	119 500 000,00	-	119 500 000,00	113 301 499,89	67 612 152,63	-7 532 338,65	-	67 612 152,63	-7 532 338,65	14 365 894,54	45 713 919,44	45 713 919,44
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	115 900 000,00	-	115 900 000,00	111 754 594,26	66 705 526,83	-7 267 429,46	-	66 705 526,83	-7 267 429,46	14 007 033,03	45 431 064,34	45 431 064,34
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	108 000 000,00	-	108 000 000,00	103 863 307,86	63 730 167,59	-6 653 357,46	-	63 730 167,59	-6 653 357,46	12 743 318,48	44 333 491,65	44 333 491,65
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 900 000,00	-	7 900 000,00	7 891 286,40	2 975 359,24	-614 072,00	-	2 975 359,24	-614 072,00	1 263 714,55	1 097 572,69	1 097 572,69
907 - Environnement	3 600 000,00	-	3 600 000,00	1 546 905,63	906 625,80	-264 909,19	-	906 625,80	-264 909,19	358 861,51	282 855,10	282 855,10
76 - Patrimoine naturel	3 600 000,00	-	3 600 000,00	1 546 905,63	906 625,80	-264 909,19	-	906 625,80	-264 909,19	358 861,51	282 855,10	282 855,10
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	400 000,00	-	400 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	400 000,00	-	400 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	400 000,00	-	400 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	34 100 000,00	-	34 100 000,00	22 382 869,50	9 286 846,25	-181 374,00	-	9 301 332,08	-195 859,83	4 168 867,48	4 936 604,77	4 936 604,77
903 - Culture, Sports et Loisirs	34 100 000,00	-	34 100 000,00	22 382 869,50	9 286 846,25	-181 374,00	-	9 301 332,08	-195 859,83	4 168 867,48	4 936 604,77	4 936 604,77
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	1 524 490,00	936 516,48	-	-	936 516,48	-	-	936 516,48	936 516,48
312 - Activités culturelles et artistiques	28 475 000,00	-1 627 153,50	26 847 846,50	16 106 226,00	6 426 166,17	-161 721,00	-	6 426 166,17	-161 721,00	2 958 568,80	3 305 876,37	3 305 876,37
313 - Patrimoine	3 125 000,00	1 627 153,50	4 752 153,50	4 752 153,50	1 924 163,60	-19 653,00	-	1 938 649,43	-34 138,83	1 210 298,68	694 211,92	694 211,92
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	165 040 000,00	-	165 040 000,00	129 861 386,36	62 936 281,19	-16 349 735,88	-	48 054 404,06	-1 467 858,75	14 867 506,62	31 719 038,69	31 719 038,69
905 - Aménagement des territoires	26 900 000,00	-	26 900 000,00	22 987 619,95	17 498 948,14	-129 676,89	-	17 606 321,80	-237 050,55	3 967 714,64	13 401 556,61	13 401 556,61
56 - Technologies de l'information et de la communication	26 900 000,00	-	26 900 000,00	22 987 619,95	17 498 948,14	-129 676,89	-	17 606 321,80	-237 050,55	3 967 714,64	13 401 556,61	13 401 556,61
909 - Action économique	138 140 000,00	-	138 140 000,00	106 873 766,41	45 437 333,05	-16 220 058,99	-	30 448 082,26	-1 230 808,20	10 899 791,98	18 317 482,08	18 317 482,08
91 - Interventions économiques transversales	78 410 000,00	-1 895 241,00	76 514 759,00	50 858 389,52	22 481 540,79	-15 363 592,74	-	7 481 540,79	-363 592,74	2 357 872,15	4 760 075,90	4 760 075,90
92 - Recherche et innovation	39 290 000,00	-	39 290 000,00	33 981 661,80	15 670 907,17	-776 564,25	-	15 681 656,38	-787 313,46	7 015 359,66	7 878 983,26	7 878 983,26
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	20 440 000,00	1 895 241,00	22 335 241,00	22 033 715,09	7 284 885,09	-79 902,00	-	7 284 885,09	-79 902,00	1 526 560,17	5 678 422,92	5 678 422,92
DSS - Développement social et santé	69 060 000,00	-	69 060 000,00	40 372 620,79	20 776 724,53	-2 450 383,20	-	20 776 724,53	-2 450 383,20	3 353 013,82	14 973 327,51	14 973 327,51
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 300 000,00	-	3 300 000,00	2 815 838,00	879 704,31	-245 622,39	-	879 704,31	-245 622,39	181 629,42	452 452,50	452 452,50
13 - Formations sanitaires et sociales	3 300 000,00	-	3 300 000,00	2 815 838,00	879 704,31	-245 622,39	-	879 704,31	-245 622,39	181 629,42	452 452,50	452 452,50
904 - Santé et action sociale	65 760 000,00	-	65 760 000,00	37 556 782,79	19 897 020,22	-2 204 760,81	-	19 897 020,22	-2 204 760,81	3 171 384,40	14 520 875,01	14 520 875,01
41 - Santé	8 160 000,00	-	8 160 000,00	3 334 567,09	970 687,11	-102 510,28	-	970 687,11	-102 510,28	456 369,20	411 807,63	411 807,63
42 - Action sociale	57 600 000,00	-	57 600 000,00	34 222 215,70	18 926 333,11	-2 102 250,53	-	18 926 333,11	-2 102 250,53	2 715 015,20	14 109 067,38	14 109 067,38

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	108 730 000,00	-	108 730 000,00	72 797 375,79	33 025 059,64	-1 535 064,14	30 609,24	32 975 059,64	-1 515 673,38	11 314 178,92	20 175 816,58	20 175 816,58
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	104 220 000,00	-	104 220 000,00	70 107 958,17	32 627 578,15	-1 534 304,14	30 609,24	32 577 578,15	-1 514 913,38	11 205 740,69	19 887 533,32	19 887 533,32
71 - Actions transversales	520 000,00	-	520 000,00	153 874,75	113 518,66	-37 788,57	-	113 518,66	-37 788,57	23 749,49	51 980,60	51 980,60
72 - Actions en matière de déchets	10 870 000,00	-	10 870 000,00	4 039 861,58	2 216 837,01	-671 389,47	-	2 216 837,01	-671 389,47	479 121,84	1 066 325,70	1 066 325,70
73 - Politique de l'air	620 000,00	-	620 000,00	620 000,00	19 394,42	-9 395,20	-	19 394,42	-9 395,20	9 999,22	-0,00	-0,00
74 - Politique de l'eau	16 970 000,00	817 880,94	17 787 880,94	16 262 660,16	6 512 288,40	-360 861,91	-	6 512 288,40	-360 861,91	2 289 327,61	3 862 098,88	3 862 098,88
75 - Politique de l'énergie	48 990 000,00	-	48 990 000,00	27 013 054,58	15 650 891,66	-331 586,13	-	15 650 891,66	-331 586,13	5 242 197,53	10 077 108,00	10 077 108,00
76 - Patrimoine naturel	25 750 000,00	-817 880,94	24 932 119,06	21 584 421,10	8 044 789,12	-117 231,86	30 609,24	7 994 789,12	-97 841,10	3 108 679,62	4 818 877,64	4 818 877,64
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	500 000,00	-	500 000,00	434 086,00	69 858,88	-6 051,00	-	69 858,88	-6 051,00	52 665,38	11 142,50	11 142,50
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	4 510 000,00	-	4 510 000,00	2 689 417,62	397 481,49	-760,00	-	397 481,49	-760,00	108 438,23	288 283,26	288 283,26
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	4 510 000,00	-	4 510 000,00	2 689 417,62	397 481,49	-760,00	-	397 481,49	-760,00	108 438,23	288 283,26	288 283,26
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	424 150 000,00	-	424 150 000,00	366 629 301,47	129 363 969,18	-6 302 959,50	6 224 303,23	120 106 774,49	-3 250 564,73	48 355 517,05	74 705 492,63	74 724 995,94
902 - Enseignement	424 150 000,00	-	424 150 000,00	366 629 301,47	129 363 969,18	-6 302 959,50	6 224 303,23	120 106 774,49	-3 250 564,73	48 355 517,05	74 705 492,63	74 724 995,94
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	383 258 000,00	-7 928 388,21	375 329 611,79	323 066 821,06	115 477 380,32	-3 443 475,18	4 797 401,38	108 792 857,24	-1 555 353,48	42 825 434,41	69 208 470,73	69 209 470,73
223 - Lycées privés	8 300 000,00	-	8 300 000,00	8 300 000,00	5 857 167,52	-746 197,31	-	5 857 167,52	-746 197,31	2 585 885,44	2 525 084,77	2 525 084,77
224 - Participation à des cités mixtes	19 972 000,00	10 822 677,21	30 794 677,21	29 621 877,21	6 563 921,34	-2 113 287,01	1 426 901,85	3 991 249,73	-949 013,94	2 051 970,56	2 398 663,77	2 417 167,08
28 - Autres services périscolaires et annexes	12 620 000,00	-2 894 289,00	9 725 711,00	5 640 603,20	1 465 500,00	-	-	1 465 500,00	-	892 226,64	573 273,36	573 273,36
ESU - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 767 480,00	26 000 109,07	-290 000,00	-	25 911 326,47	-201 217,40	14 824 262,56	10 885 846,51	10 885 846,51
902 - Enseignement	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 767 480,00	26 000 109,07	-290 000,00	-	25 911 326,47	-201 217,40	14 824 262,56	10 885 846,51	10 885 846,51
23 - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	52 767 480,00	26 000 109,07	-290 000,00	-	25 911 326,47	-201 217,40	14 824 262,56	10 885 846,51	10 885 846,51
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	37 600 000,00	-	37 600 000,00	29 665 338,00	22 202 390,07	-186 331,65	-	22 231 903,15	-215 844,73	2 799 659,70	19 216 398,72	19 216 398,72
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 600 000,00	-	37 600 000,00	29 665 338,00	22 202 390,07	-186 331,65	-	22 231 903,15	-215 844,73	2 799 659,70	19 216 398,72	19 216 398,72
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	300 000,00	-	300 000,00	130 340,00	94 940,10	-	-	94 940,10	-	21 478,25	73 461,85	73 461,85
12 - Apprentissage	37 300 000,00	-	37 300 000,00	29 534 998,00	22 107 449,97	-186 331,65	-	22 136 963,05	-215 844,73	2 778 181,45	19 142 936,87	19 142 936,87
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	173 000 000,00	-	173 000 000,00	130 889 749,71	56 214 754,77	-4 643 440,60	-	56 214 754,77	-4 563 622,75	25 707 234,93	25 864 079,24	25 943 897,09
905 - Aménagement des territoires	173 000 000,00	-	173 000 000,00	130 889 749,71	56 214 754,77	-4 643 440,60	-	56 214 754,77	-4 563 622,75	25 707 234,93	25 864 079,24	25 943 897,09
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	173 000 000,00	-	173 000 000,00	130 889 749,71	56 214 754,77	-4 643 440,60	-	56 214 754,77	-4 563 622,75	25 707 234,93	25 864 079,24	25 943 897,09

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	166 000 000,00	-5 770 521,00	160 229 479,00	100 748 280,62	57 067 257,47	-1 127 234,10	-	57 067 257,47	-1 127 234,10	11 982 008,01	43 958 015,36	43 958 015,36
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	800 000,00	240 576,41	-	-	240 576,41	-	-	240 576,41	240 576,41
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	800 000,00	240 576,41	-	-	240 576,41	-	-	240 576,41	240 576,41
907 - Environnement	32 250 000,00	-	32 250 000,00	25 780 560,12	16 456 992,55	-832 831,76	-	16 456 992,55	-832 831,76	4 404 386,42	11 219 774,37	11 219 774,37
77 - Environnement des infrastructures de transport	8 000 000,00	-137 955,71	7 862 044,29	5 642 604,41	4 930 916,09	-	-	4 930 916,09	-	1 939 113,95	2 991 802,14	2 991 802,14
78 - Autres actions	24 250 000,00	137 955,71	24 387 955,71	20 137 955,71	11 526 076,46	-832 831,76	-	11 526 076,46	-832 831,76	2 465 272,47	8 227 972,23	8 227 972,23
908 - Transports	131 750 000,00	-5 770 521,00	125 979 479,00	74 167 720,50	40 369 688,51	-294 402,34	-	40 369 688,51	-294 402,34	7 577 621,59	32 497 664,58	32 497 664,58
818 - Autres transports en commun	84 750 000,00	-6 357 321,00	78 392 679,00	46 580 920,50	34 789 505,62	-39 333,62	-	34 789 505,62	-39 333,62	6 695 816,89	28 054 355,11	28 054 355,11
821 - Voirie nationale	18 000 000,00	-13 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
823 - Voirie départementale	4 000 000,00	13 000 000,00	17 000 000,00	17 000 000,00	3 352 432,71	-	-	3 352 432,71	-	155 689,40	3 196 743,31	3 196 743,31
825 - Sécurité routière	25 000 000,00	586 800,00	25 586 800,00	5 586 800,00	2 227 750,18	-255 068,72	-	2 227 750,18	-255 068,72	726 115,30	1 246 566,16	1 246 566,16
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 600 000,00	-	2 600 000,00	2 535 000,00	700 504,89	-515 547,30	113 282,04	122 390,57	-50 208,01	119 183,44	65 774,15	66 281,16
900 - Services généraux	2 310 000,00	-	2 310 000,00	2 245 000,00	448 277,65	-299 888,44	76 713,66	122 390,57	-50 208,01	113 193,04	35 196,17	35 703,18
0202 - Autres moyens généraux	2 310 000,00	-	2 310 000,00	2 245 000,00	448 277,65	-299 888,44	76 713,66	122 390,57	-50 208,01	113 193,04	35 196,17	35 703,18
903 - Culture, sports et loisirs	290 000,00	-	290 000,00	290 000,00	252 227,24	-215 658,86	36 568,38	-	-	5 990,40	30 577,98	30 577,98
313 - Patrimoine	290 000,00	-	290 000,00	290 000,00	252 227,24	-215 658,86	36 568,38	-	-	5 990,40	30 577,98	30 577,98
PRH - Personnel et Ressources humaines	98 000,00	-	98 000,00	98 000,00	4 650,00	-	-	4 650,00	-	-	4 650,00	4 650,00
900 - Services généraux	98 000,00	-	98 000,00	98 000,00	4 650,00	-	-	4 650,00	-	-	4 650,00	4 650,00
0201 - Personnel non ventilé	98 000,00	-	98 000,00	98 000,00	4 650,00	-	-	4 650,00	-	-	4 650,00	4 650,00
PV - Politique de la ville	78 000 000,00	-	78 000 000,00	51 662 035,00	31 695 895,45	-3 881 216,06	-	31 695 895,45	-3 870 454,07	12 968 816,91	14 845 862,48	14 856 624,47
905 - Aménagement des territoires	78 000 000,00	-	78 000 000,00	51 662 035,00	31 695 895,45	-3 881 216,06	-	31 695 895,45	-3 870 454,07	12 968 816,91	14 845 862,48	14 856 624,47
51 - Politique de la ville	78 000 000,00	-	78 000 000,00	51 662 035,00	31 695 895,45	-3 881 216,06	-	31 695 895,45	-3 870 454,07	12 968 816,91	14 845 862,48	14 856 624,47
RIN - Recherche	33 000 000,00	-	33 000 000,00	22 495 566,00	20 694 315,52	-744 861,31	-	20 703 421,72	-753 967,51	8 887 998,37	11 061 455,84	11 061 455,84
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	33 000 000,00	-	33 000 000,00	22 495 566,00	20 694 315,52	-744 861,31	-	20 703 421,72	-753 967,51	8 887 998,37	11 061 455,84	11 061 455,84
92 - Recherche et innovation	33 000 000,00	-	33 000 000,00	22 495 566,00	20 694 315,52	-744 861,31	-	20 703 421,72	-753 967,51	8 887 998,37	11 061 455,84	11 061 455,84
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	26 000 000,00	-	26 000 000,00	18 590 728,18	12 736 684,54	-6 903 559,77	3 366,00	12 640 758,77	-6 811 000,00	1 665 901,68	4 167 223,09	4 167 223,09
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	3 839 000,00	-	3 839 000,00	3 286 754,00	179 509,77	-84 230,17	-	95 279,60	-	28 541,68	66 737,92	66 737,92
27 - Sécurité	3 839 000,00	-	3 839 000,00	3 286 754,00	179 509,77	-84 230,17	-	95 279,60	-	28 541,68	66 737,92	66 737,92
903 - Culture, sports et loisirs	3 380 000,00	-	3 380 000,00	2 829 741,00	1 478 030,31	-8 329,60	3 366,00	1 466 334,71	-	100 395,02	1 369 305,69	1 369 305,69
37 - Sécurité	3 380 000,00	-	3 380 000,00	2 829 741,00	1 478 030,31	-8 329,60	3 366,00	1 466 334,71	-	100 395,02	1 369 305,69	1 369 305,69
905 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	5 733 233,18	4 338 144,46	-70 000,00	-	4 338 144,46	-70 000,00	1 536 964,98	2 731 179,48	2 731 179,48
57 - Sécurité	9 600 000,00	-	9 600 000,00	5 733 233,18	4 338 144,46	-70 000,00	-	4 338 144,46	-70 000,00	1 536 964,98	2 731 179,48	2 731 179,48
908 - Transports	9 181 000,00	-	9 181 000,00	6 741 000,00	6 741 000,00	-6 741 000,00	-	6 741 000,00	-6 741 000,00	-	-	-
87 - Sécurité	9 181 000,00	-	9 181 000,00	6 741 000,00	6 741 000,00	-6 741 000,00	-	6 741 000,00	-6 741 000,00	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 632 000,00	226 271,66	-	-	226 271,66	-	1 089,43	225 182,23	225 182,23
900 - Services généraux	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 632 000,00	226 271,66	-	-	226 271,66	-	1 089,43	225 182,23	225 182,23
0202 - Autres moyens généraux	4 632 000,00	-	4 632 000,00	4 632 000,00	226 271,66	-	-	226 271,66	-	1 089,43	225 182,23	225 182,23

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	54 700 000,00	-	54 700 000,00	37 475 251,03	19 780 537,94	-336 109,15	2 229 133,02	17 515 202,48	-303 906,86	13 013 529,38	6 430 899,41	6 426 899,26
903 - Culture, sports et loisirs	54 700 000,00	-	54 700 000,00	37 475 251,03	19 780 537,94	-336 109,15	2 229 133,02	17 515 202,48	-303 906,86	13 013 529,38	6 430 899,41	6 426 899,26
32 - Sports	32 500 000,00	-	32 500 000,00	23 435 258,09	15 717 386,33	-302 652,70	-	15 717 386,33	-302 652,70	12 261 602,92	3 153 130,71	3 153 130,71
33 - Loisirs	22 200 000,00	-	22 200 000,00	14 039 992,94	4 063 151,61	-33 456,45	2 229 133,02	1 797 816,15	-1 254,16	751 926,46	3 277 768,70	3 273 768,55
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	787 000 000,00	5 770 521,00	792 770 521,00	453 162 721,30	255 951 934,22	-430 562,27	-	255 661 934,22	-140 562,27	68 596 832,09	186 924 539,86	186 924 539,86
908 - Transports	787 000 000,00	5 770 521,00	792 770 521,00	453 162 721,30	255 951 934,22	-430 562,27	-	255 661 934,22	-140 562,27	68 596 832,09	186 924 539,86	186 924 539,86
810 - Services communs	27 000 000,00	-8 647 983,00	18 352 017,00	13 852 016,80	2 752 846,19	-360 562,27	-	2 462 846,19	-70 562,27	182 169,98	2 210 113,94	2 210 113,94
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	651 000 000,00	9 654 504,00	660 654 504,00	350 756 704,50	220 355 148,87	-70 000,00	-	220 355 148,87	-70 000,00	54 724 675,30	165 560 473,57	165 560 473,57
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	109 000 000,00	4 764 000,00	113 764 000,00	88 554 000,00	32 843 939,16	-	-	32 843 939,16	-	13 689 986,81	19 153 952,35	19 153 952,35
TMSLP - Transports de marchandise en site propre	46 500 000,00	-	46 500 000,00	12 912 691,81	4 289 491,32	-7 331,94	-	4 290 088,49	-7 929,11	2 947 512,51	1 334 646,87	1 334 646,87
908 - Transports	46 500 000,00	-	46 500 000,00	12 912 691,81	4 289 491,32	-7 331,94	-	4 290 088,49	-7 929,11	2 947 512,51	1 334 646,87	1 334 646,87
883 - Transports fluviaux	9 850 000,00	415 000,00	10 265 000,00	10 265 000,00	3 744 374,49	-	-	3 744 374,49	-	2 409 727,62	1 334 646,87	1 334 646,87
884 - Transports ferroviaires de marchandises	1 500 000,00	-350 000,00	1 150 000,00	81 149,31	-	-	-	-	-	-	-	-
885 - Liaisons multimodales	35 150 000,00	-65 000,00	35 085 000,00	2 566 542,50	545 116,83	-7 331,94	-	545 714,00	-7 929,11	537 784,89	-	-
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 860 918,00	2 187 585,91	-524 000,00	-	2 187 585,91	-524 000,00	325 142,74	1 338 443,17	1 338 443,17
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 860 918,00	2 187 585,91	-524 000,00	-	2 187 585,91	-524 000,00	325 142,74	1 338 443,17	1 338 443,17
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 860 918,00	2 187 585,91	-524 000,00	-	2 187 585,91	-524 000,00	325 142,74	1 338 443,17	1 338 443,17
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 409 460 000,00	-	2 409 460 000,00	1 670 078 677,45	833 612 959,52	-53 979 549,72	8 600 693,53	806 159 963,55	-35 020 657,27	260 648 677,00	518 984 732,80	519 091 322,81
				69,31 %						15,61 %	-37,74 %	-35,61 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2015

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	3 400 000,00	-	3 400 000,00	2 343 719,00	1 395 554,93	-220,69	-	1 395 554,93	-220,69	128 189,85	1 267 144,39	1 267 144,39
900 - Services généraux	3 400 000,00	-	3 400 000,00	2 343 719,00	1 395 554,93	-220,69	-	1 395 554,93	-220,69	128 189,85	1 267 144,39	1 267 144,39
044 - Aide publique au développement	3 200 000,00	-	3 200 000,00	2 213 719,00	1 265 554,93	-220,69	-	1 265 554,93	-220,69	128 189,85	1 137 144,39	1 137 144,39
048 - Autres actions internationales	200 000,00	-	200 000,00	130 000,00	130 000,00	-	-	130 000,00	-	-	130 000,00	130 000,00
AM - Aménagement	114 500 000,00	-	114 500 000,00	72 481 318,26	59 245 315,00	-734 145,73	-	59 245 315,00	-733 640,63	14 534 174,07	43 976 995,20	43 977 500,30
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	112 000 000,00	-	112 000 000,00	70 712 569,50	57 765 948,62	-733 640,63	-	57 765 948,62	-733 640,63	14 257 848,16	42 774 459,83	42 774 459,83
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	104 400 000,00	-	104 400 000,00	63 822 063,35	52 467 489,00	-647 867,81	-	52 467 489,00	-647 867,81	12 648 017,18	39 171 604,01	39 171 604,01
53 - Espace rural et autres espaces de développement	7 600 000,00	-	7 600 000,00	6 890 506,15	5 298 459,62	-85 772,82	-	5 298 459,62	-85 772,82	1 609 830,98	3 602 855,82	3 602 855,82
907 - Environnement	2 500 000,00	-	2 500 000,00	1 768 748,76	1 479 366,38	-505,10	-	1 479 366,38	-	276 325,91	1 202 535,37	1 203 040,47
76 - Patrimoine naturel	2 500 000,00	-	2 500 000,00	1 768 748,76	1 479 366,38	-505,10	-	1 479 366,38	-	276 325,91	1 202 535,37	1 203 040,47
CI - Citoyenneté	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	400 000,00	-	400 000,00	300 000,00	61 339,20	-50 678,40	-	61 339,20	-50 678,40	10 660,80	-0,00	-0,00
900 - Services généraux	400 000,00	-	400 000,00	300 000,00	61 339,20	-50 678,40	-	61 339,20	-50 678,40	10 660,80	-0,00	-0,00
0202 - Autres moyens généraux	400 000,00	-	400 000,00	300 000,00	61 339,20	-50 678,40	-	61 339,20	-50 678,40	10 660,80	-0,00	-0,00
COO - Coopération interrégionale	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services Généraux	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	2 200 000,00	-	2 200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	34 100 000,00	-3 573 849,55	30 526 150,45	19 373 958,00	15 854 673,20	-38 815,55	-	15 771 868,80	-38 815,55	3 394 313,89	12 421 543,76	12 338 739,36
903 - Culture, Sports et Loisirs	34 100 000,00	-3 573 849,55	30 526 150,45	19 373 958,00	15 854 673,20	-38 815,55	-	15 771 868,80	-38 815,55	3 394 313,89	12 421 543,76	12 338 739,36
311 - Enseignement Artistique	2 500 000,00	-	2 500 000,00	1 829 388,00	1 829 388,00	-	-	1 829 388,00	-	731 755,20	1 097 632,80	1 097 632,80
312 - Activités culturelles et artistiques	27 812 000,00	-6 434 204,55	21 377 795,45	10 896 215,00	8 956 200,90	-38 815,55	-	8 873 396,50	-38 815,55	1 537 197,21	7 380 188,14	7 297 383,74
313 - Patrimoine	3 788 000,00	2 860 355,00	6 648 355,00	6 648 355,00	5 069 084,30	-	-	5 069 084,30	-	1 125 361,48	3 943 722,82	3 943 722,82
DEEE - Développement économique , Innovation et TIC	157 300 000,00	-	157 300 000,00	98 426 465,18	56 060 632,38	-28 579,37	-	56 161 929,42	-129 876,41	10 045 106,25	45 986 946,76	45 986 946,76
905 - Aménagement des territoires	26 800 000,00	-	26 800 000,00	19 607 511,35	18 326 999,90	-1 431,99	-	18 326 999,90	-1 431,99	1 970 746,20	16 354 821,71	16 354 821,71
56 - Technologies de l'information et de la communication	26 800 000,00	-	26 800 000,00	19 607 511,35	18 326 999,90	-1 431,99	-	18 326 999,90	-1 431,99	1 970 746,20	16 354 821,71	16 354 821,71
909 - Action économique	130 500 000,00	-	130 500 000,00	78 818 953,83	37 733 632,48	-27 147,38	-	37 834 929,52	-128 444,42	8 074 360,05	29 632 125,05	29 632 125,05
91 - Interventions économiques transversales	64 620 000,00	-	64 620 000,00	24 569 220,51	3 707 085,45	-27 147,38	-	3 707 085,45	-27 147,38	550 369,25	3 129 568,82	3 129 568,82
92 - Recherche et innovation	39 500 000,00	-	39 500 000,00	28 440 295,75	19 071 802,08	-	-	19 173 099,12	-101 297,04	3 222 988,73	15 848 813,35	15 848 813,35
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	26 380 000,00	-	26 380 000,00	25 809 437,57	14 954 744,95	-	-	14 954 744,95	-	4 301 002,07	10 653 742,88	10 653 742,88
DSS - Développement social et santé	54 700 000,00	-	54 700 000,00	28 460 940,73	18 268 758,92	-149 174,50	-	18 268 758,92	-149 174,50	2 747 303,12	15 372 281,30	15 372 281,30
901 - Formation professionnelle et apprentissage	2 800 000,00	-	2 800 000,00	2 104 474,40	1 140 136,79	-1 404,22	-	1 140 136,79	-1 404,22	542 261,41	596 471,16	596 471,16
13 - Formations sanitaires et sociales	2 800 000,00	-	2 800 000,00	2 104 474,40	1 140 136,79	-1 404,22	-	1 140 136,79	-1 404,22	542 261,41	596 471,16	596 471,16
904 - Santé et action sociale	51 900 000,00	-	51 900 000,00	26 356 466,33	17 128 622,13	-147 770,28	-	17 128 622,13	-147 770,28	2 205 041,71	14 775 810,14	14 775 810,14
41 - Santé	8 200 000,00	-	8 200 000,00	4 892 655,30	3 690 271,65	-39 762,90	-	3 690 271,65	-39 762,90	1 282 933,53	2 367 575,22	2 367 575,22
42 - Action sociale	43 700 000,00	-	43 700 000,00	21 463 811,03	13 438 350,48	-108 007,38	-	13 438 350,48	-108 007,38	922 108,18	12 408 234,92	12 408 234,92

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	113 600 000,00	-	113 600 000,00	73 239 853,97	56 452 606,06	-650 415,96	-	56 245 822,06	-615 717,34	18 931 430,12	36 870 759,98	36 698 674,60
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	108 000 000,00	-	108 000 000,00	70 689 217,82	54 738 463,05	-567 620,13	-	54 638 679,05	-532 921,51	17 525 148,81	36 645 694,11	36 580 608,73
71 - Actions transversales	300 000,00	-	300 000,00	232 280,00	188 363,40	-503,42	-	88 579,40	-503,42	14 218,78	173 641,20	73 857,20
72 - Actions en matière de déchets	12 630 000,00	-	12 630 000,00	5 399 168,85	4 391 730,39	-143 145,64	-	4 391 730,39	-134 969,64	1 211 488,33	3 037 096,42	3 045 272,42
73 - Politique de l'air	620 000,00	-	620 000,00	620 000,00	248 000,00	-	-	248 000,00	-	248 000,00	-	-
74 - Politique de l'eau	14 700 000,00	-178 814,94	14 521 185,06	6 810 425,87	4 858 407,66	-160 680,23	-	4 858 407,66	-134 157,61	2 183 742,79	2 513 984,64	2 540 507,26
75 - Politique de l'énergie	55 700 000,00	178 814,94	55 878 814,94	34 893 610,07	25 242 106,03	-321 881,47	-	25 242 106,03	-321 881,47	7 829 812,62	17 090 411,94	17 090 411,94
76 - Patrimoine naturel	23 650 000,00	-	23 650 000,00	22 424 433,03	19 800 555,57	-22 812,60	-	19 800 555,57	-22 812,60	5 956 483,06	13 821 259,91	13 821 259,91
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	400 000,00	-	400 000,00	309 300,00	9 300,00	81 403,23	-	9 300,00	81 403,23	81 403,23	9 300,00	9 300,00
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	5 600 000,00	-	5 600 000,00	2 550 636,15	1 714 143,01	-82 795,83	-	1 607 143,01	-82 795,83	1 406 281,31	225 065,87	118 065,87
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5 600 000,00	-	5 600 000,00	2 550 636,15	1 714 143,01	-82 795,83	-	1 607 143,01	-82 795,83	1 406 281,31	225 065,87	118 065,87
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	435 250 000,00	-2 357 184,00	432 892 816,00	380 513 391,12	173 558 541,51	-30 000,00	19 026 957,76	148 604 292,07	-4 505 257,50	68 983 909,77	104 544 631,74	94 142 082,56
902 - Enseignement	435 250 000,00	-2 357 184,00	432 892 816,00	380 513 391,12	173 558 541,51	-30 000,00	19 026 957,76	148 604 292,07	-4 505 257,50	68 983 909,77	104 544 631,74	94 142 082,56
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	391 587 000,00	-5 403 768,45	386 183 231,55	338 997 811,90	152 294 786,20	-30 000,00	17 577 183,54	129 390 774,23	-3 698 597,26	61 997 231,57	90 267 554,63	81 272 128,94
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	36 343 000,00	3 390 679,00	39 733 679,00	35 792 666,00	17 201 377,43	-	1 318 133,82	15 265 917,07	-789 796,95	6 064 279,20	11 137 098,23	9 729 974,74
28 - Autres services périscolaires et annexes	7 320 000,00	-344 094,55	6 975 905,45	5 722 913,22	4 062 377,88	-	131 640,40	3 947 600,77	-16 863,29	922 399,00	3 139 978,88	3 139 978,88
ESU - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	58 115 470,00	48 575 730,63	-3 546,15	-	58 770 285,93	-10 571 124,45	19 255 321,96	29 316 862,52	28 943 839,52
902 - Enseignement	69 000 000,00	-	69 000 000,00	58 115 470,00	48 575 730,63	-3 546,15	-	58 770 285,93	-10 571 124,45	19 255 321,96	29 316 862,52	28 943 839,52
23 - Enseignement supérieur	69 000 000,00	-	69 000 000,00	58 115 470,00	48 575 730,63	-3 546,15	-	58 770 285,93	-10 571 124,45	19 255 321,96	29 316 862,52	28 943 839,52
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	37 600 000,00	-	37 600 000,00	30 807 282,22	25 949 989,91	-213 398,34	-	25 861 477,90	-217 316,33	8 889 497,76	16 847 093,81	16 754 663,81
901 - Formation professionnelle et apprentissage	37 600 000,00	-	37 600 000,00	30 807 282,22	25 949 989,91	-213 398,34	-	25 861 477,90	-217 316,33	8 889 497,76	16 847 093,81	16 754 663,81
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	300 000,00	-	300 000,00	95 539,60	60 084,70	-	-	60 084,70	-	36 288,50	23 796,20	23 796,20
12 - Apprentissage	37 300 000,00	-	37 300 000,00	30 711 742,62	25 889 905,21	-213 398,34	-	25 801 393,20	-217 316,33	8 853 209,26	16 823 297,61	16 730 867,61
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	162 500 000,00	-	162 500 000,00	127 577 909,37	89 059 659,85	-317 946,90	-	89 059 659,85	-317 594,79	27 948 257,92	60 793 455,03	60 793 807,14
905 - Aménagement des territoires	162 500 000,00	-	162 500 000,00	127 577 909,37	89 059 659,85	-317 946,90	-	89 059 659,85	-317 594,79	27 948 257,92	60 793 455,03	60 793 807,14
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	162 500 000,00	-	162 500 000,00	127 577 909,37	89 059 659,85	-317 946,90	-	89 059 659,85	-317 594,79	27 948 257,92	60 793 455,03	60 793 807,14

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	166 000 000,00	17 597 379,93	183 597 379,93	126 119 115,19	93 195 131,14	-326 105,80	-	93 255 059,40	-382 820,30	24 204 782,00	68 664 243,34	68 667 457,10
905 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 000 000,00	-	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	34 000 000,00	-	34 000 000,00	28 021 735,26	25 689 784,81	-34 258,55	-	25 689 784,81	-31 044,79	3 588 971,56	22 066 554,70	22 069 768,46
77 - Environnement des infrastructures de transport	9 500 000,00	1 623 104,41	11 123 104,41	11 123 104,41	10 634 789,41	-	-	10 634 789,41	-	1 192 000,00	9 442 789,41	9 442 789,41
78 - Autres actions	24 500 000,00	-1 623 104,41	22 876 895,59	16 898 630,85	15 054 995,40	-34 258,55	-	15 054 995,40	-31 044,79	2 396 971,56	12 623 765,29	12 626 979,05
908 - Transports	130 000 000,00	17 597 379,93	147 597 379,93	98 097 379,93	67 505 346,33	-291 847,25	-	67 505 274,59	-351 775,51	20 615 810,44	46 597 688,64	46 597 688,64
818 - Autres transports en commun	72 000 000,00	724 149,93	72 724 149,93	44 224 149,93	39 916 986,25	-	-	39 916 986,25	-	9 402 232,38	30 514 753,87	30 514 753,87
821 - Voirie nationale	18 000 000,00	20 800 000,00	38 800 000,00	38 800 000,00	20 314 627,21	-	-	20 314 627,21	-	8 328 338,50	11 986 288,71	11 986 288,71
823 - Voirie départementale	15 000 000,00	-5 618 770,00	9 381 230,00	8 381 230,00	4 173 183,35	-61 664,59	-	4 173 183,35	-61 664,59	1 644 043,62	2 467 475,14	2 467 475,14
825 - Sécurité routière	25 000 000,00	1 692 000,00	26 692 000,00	6 692 000,00	3 100 549,52	-230 182,66	-	3 160 477,78	-290 110,92	1 241 195,94	1 629 170,92	1 629 170,92
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 820 000,00	2 234 440,37	-	399 873,49	120 012,14	-81 906,59	307 330,35	1 927 110,02	130 648,69
900 - Services généraux	3 430 000,00	-	3 430 000,00	3 430 000,00	1 989 375,25	-	399 873,49	120 012,14	-81 906,59	307 330,35	1 682 044,90	130 648,69
0202 - Autres moyens généraux	3 430 000,00	-	3 430 000,00	3 430 000,00	1 989 375,25	-	399 873,49	120 012,14	-81 906,59	307 330,35	1 682 044,90	130 648,69
903 - Culture, sports et loisirs	570 000,00	-	570 000,00	390 000,00	245 065,12	-	-	-	-	-	245 065,12	-
313 - Patrimoine	570 000,00	-	570 000,00	390 000,00	245 065,12	-	-	-	-	-	245 065,12	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0201 - Personnel non ventilé	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	40 000 000,00	-	40 000 000,00	34 788 343,22	27 973 435,38	-	-	27 973 435,38	-	6 031 329,55	21 942 105,83	21 942 105,83
905 - Aménagement des territoires	40 000 000,00	-	40 000 000,00	34 788 343,22	27 973 435,38	-	-	27 973 435,38	-	6 031 329,55	21 942 105,83	21 942 105,83
51 - Politique de la ville	40 000 000,00	-	40 000 000,00	34 788 343,22	27 973 435,38	-	-	27 973 435,38	-	6 031 329,55	21 942 105,83	21 942 105,83
RIN - Recherche	33 000 000,00	-	33 000 000,00	27 692 870,00	26 110 780,48	-2 258,92	-	26 110 780,48	-2 258,92	12 853 705,73	13 254 815,83	13 254 815,83
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	33 000 000,00	-	33 000 000,00	27 692 870,00	26 110 780,48	-2 258,92	-	26 110 780,48	-2 258,92	12 853 705,73	13 254 815,83	13 254 815,83
92 - Recherche et innovation	33 000 000,00	-	33 000 000,00	27 692 870,00	26 110 780,48	-2 258,92	-	26 110 780,48	-2 258,92	12 853 705,73	13 254 815,83	13 254 815,83
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	11 250 000,00	2 357 184,00	13 607 184,00	6 717 224,00	1 338 997,99	-	10 265,82	1 228 040,98	-10 265,82	771 238,67	567 759,32	456 802,31
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	3 293 000,00	2 357 184,00	5 650 184,00	5 650 184,00	805 484,98	-	10 265,82	735 484,98	-10 265,82	726 238,67	79 246,31	9 246,31
27 - Sécurité	3 293 000,00	2 357 184,00	5 650 184,00	5 650 184,00	805 484,98	-	10 265,82	735 484,98	-10 265,82	726 238,67	79 246,31	9 246,31
903 - Culture, sports et loisirs	1 400 000,00	-	1 400 000,00	999 669,00	466 142,01	-	-	425 185,00	-	45 000,00	421 142,01	380 185,00
37 - Sécurité	1 400 000,00	-	1 400 000,00	999 669,00	466 142,01	-	-	425 185,00	-	45 000,00	421 142,01	380 185,00
905 - Aménagement des territoires	5 150 000,00	-	5 150 000,00	67 371,00	67 371,00	-	-	67 371,00	-	-	67 371,00	67 371,00
57 - Sécurité	5 150 000,00	-	5 150 000,00	67 371,00	67 371,00	-	-	67 371,00	-	-	67 371,00	67 371,00
908 - Transports	1 407 000,00	-	1 407 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	1 407 000,00	-	1 407 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 252 500,00	455 712,37	-7 470,00	-	162 726,31	-7 470,00	18 062,04	430 180,33	137 194,27
900 - Services généraux	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 252 500,00	455 712,37	-7 470,00	-	162 726,31	-7 470,00	18 062,04	430 180,33	137 194,27
0202 - Autres moyens généraux	5 500 000,00	-	5 500 000,00	5 252 500,00	455 712,37	-7 470,00	-	162 726,31	-7 470,00	18 062,04	430 180,33	137 194,27

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	26 000 000,00	3 573 849,55	29 573 849,55	29 493 516,30	19 675 491,97	-82 552,10	156 487,93	19 633 738,41	-222 119,58	5 009 084,62	14 583 855,25	14 559 022,14
903 - Culture, sports et loisirs	26 000 000,00	3 573 849,55	29 573 849,55	29 493 516,30	19 675 491,97	-82 552,10	156 487,93	19 633 738,41	-222 119,58	5 009 084,62	14 583 855,25	14 559 022,14
32 - Sports	10 920 000,00	-	10 920 000,00	10 839 666,75	7 106 311,44	-81 252,10	6 091,55	7 135 752,43	-116 784,64	3 645 488,05	3 379 571,29	3 379 571,29
33 - Loisirs	15 080 000,00	3 573 849,55	18 653 849,55	18 653 849,55	12 569 180,53	-1 300,00	150 396,38	12 497 985,98	-105 334,94	1 363 596,57	11 204 283,96	11 179 450,85
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TC - Transports en commun	790 000 000,00	-13 606 064,73	776 393 935,27	419 092 041,79	359 069 119,88	-743 646,51	139 866,00	358 774 119,88	-593 646,51	69 610 535,77	288 714 937,60	288 709 803,60
908 - Transports	790 000 000,00	-13 606 064,73	776 393 935,27	419 092 041,79	359 069 119,88	-743 646,51	139 866,00	358 774 119,88	-593 646,51	69 610 535,77	288 714 937,60	288 709 803,60
810 - Services communs	27 000 000,00	-2 728 495,50	24 271 504,50	24 271 504,50	9 088 418,61	-180 031,09	139 866,00	8 793 418,61	-30 031,09	5 818 445,58	3 089 941,94	3 084 807,94
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	672 000 000,00	14 189 554,07	686 189 554,07	368 887 660,59	333 837 075,92	-512 791,74	-	333 837 075,92	-512 791,74	59 702 585,86	273 621 698,32	273 621 698,32
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	91 000 000,00	-25 067 123,30	65 932 876,70	25 932 876,70	16 143 625,35	-50 823,68	-	16 143 625,35	-50 823,68	4 089 504,33	12 003 297,34	12 003 297,34
T MSP - Transports de marchandise en site propre	46 500 000,00	-3 991 315,20	42 508 684,80	7 718 687,52	7 633 380,26	-455 794,46	-	7 633 380,26	-	514 005,60	6 663 580,20	7 119 374,66
908 - Transports	46 500 000,00	-3 991 315,20	42 508 684,80	7 718 687,52	7 633 380,26	-455 794,46	-	7 633 380,26	-	514 005,60	6 663 580,20	7 119 374,66
883 - Transports fluviaux	9 350 000,00	-2 939 335,73	6 410 664,27	4 120 666,99	4 120 666,99	-455 794,46	-	4 120 666,99	-	-	3 664 872,53	4 120 666,99
884 - Transports ferroviaires de marchandises	6 800 000,00	-1 348 070,47	5 451 929,53	651 929,53	651 929,53	-	-	651 929,53	-	51 929,53	600 000,00	600 000,00
885 - Liaisons multimodales	30 350 000,00	296 091,00	30 646 091,00	2 946 091,00	2 860 783,74	-	-	2 860 783,74	-	462 076,07	2 398 707,67	2 398 707,67
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 212 974,96	2 377 528,32	-	-	2 377 528,32	-	276 190,81	2 101 337,51	2 101 337,51
909 - Action économique	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 212 974,96	2 377 528,32	-	-	2 377 528,32	-	276 190,81	2 101 337,51	2 101 337,51
95 - Tourisme et thermalisme	5 000 000,00	-	5 000 000,00	4 212 974,96	2 377 528,32	-	-	2 377 528,32	-	276 190,81	2 101 337,51	2 101 337,51
UE - Fonds européens	25 116 000,00	-	25 116 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
906 - Gestion des fonds européens	25 116 000,00	-	25 116 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	25 116 000,00	-	25 116 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 337 016 000,00	-	2 337 016 000,00	1 556 647 580,83	1 084 546 819,75	-3 834 749,38	19 733 451,00	1 066 715 125,64	-18 629 904,31	294 464 430,65	786 247 639,72	773 354 241,68
				66,61 %						18,92 %	-27,50 %	-27,50 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2016

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS			
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017	
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
909 - Action économique 93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
AIE - Actions internationales et européennes	2 100 000,00	-	2 100 000,00	646 029,00	636 029,00	-	-	636 029,00	-	266 989,60	369 039,40	369 039,40	
900 - Services généraux	2 100 000,00	-	2 100 000,00	646 029,00	636 029,00	-	-	636 029,00	-	266 989,60	369 039,40	369 039,40	
044 - Aide publique au développement 048 - Autres actions internationales	1 800 000,00	-	1 800 000,00	646 029,00	636 029,00	-	-	636 029,00	-	266 989,60	369 039,40	369 039,40	
AM - Aménagement	72 633 000,00	-	72 633 000,00	52 718 997,76	50 597 840,97	-392 105,34	-	50 597 840,97	-392 105,34	6 666 637,14	43 539 098,49	43 539 098,49	
900 - Services généraux	333 000,00	-	333 000,00	323 090,87	323 090,87	-	-	323 090,87	-	27 891,98	295 198,89	295 198,89	
041 - Actions interrégionales	333 000,00	-	333 000,00	323 090,87	323 090,87	-	-	323 090,87	-	27 891,98	295 198,89	295 198,89	
905 - Aménagement des territoires	70 500 000,00	-	70 500 000,00	50 735 724,29	48 649 967,50	-392 105,34	-	48 649 967,50	-392 105,34	6 374 313,16	41 883 549,00	41 883 549,00	
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
52 - Agglomérations et villes moyennes	57 000 000,00	-600 000,00	56 400 000,00	36 881 553,79	36 583 528,45	-250 352,48	-	36 583 528,45	-250 352,48	4 331 494,77	32 001 681,20	32 001 681,20	
53 - Espace rural et autres espaces de développement	13 500 000,00	600 000,00	14 100 000,00	13 854 170,50	12 066 439,05	-141 752,86	-	12 066 439,05	-141 752,86	2 042 818,39	9 881 867,80	9 881 867,80	
907 - Environnement	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 660 182,60	1 624 782,60	-	-	1 624 782,60	-	264 432,00	1 360 350,60	1 360 350,60	
76 - Patrimoine naturel	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 660 182,60	1 624 782,60	-	-	1 624 782,60	-	264 432,00	1 360 350,60	1 360 350,60	
CI - Citoyenneté	800 000,00	-	800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
900 - Services généraux	800 000,00	-	800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
021 - Conseil régional	800 000,00	-	800 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COM - Communication	300 000,00	-	300 000,00	200 000,00	85 215,68	-3 780,00	-	85 384,64	-3 948,96	70 017,60	11 418,08	11 418,08	
900 - Services généraux	300 000,00	-	300 000,00	200 000,00	85 215,68	-3 780,00	-	85 384,64	-3 948,96	70 017,60	11 418,08	11 418,08	
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	200 000,00	85 215,68	-3 780,00	-	85 384,64	-3 948,96	70 017,60	11 418,08	11 418,08	
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
900 - Services Généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CU - Culture	32 400 000,00	-	32 400 000,00	24 297 457,94	23 615 159,38	-42 717,35	-	23 365 159,38	-42 717,35	6 532 042,31	17 040 399,72	16 790 399,72	
903 - Culture, Sports et Loisirs	32 400 000,00	-	32 400 000,00	24 297 457,94	23 615 159,38	-42 717,35	-	23 365 159,38	-42 717,35	6 532 042,31	17 040 399,72	16 790 399,72	
311 - Enseignement Artistique	1 000 000,00	-	1 000 000,00	1 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
312 - Activités culturelles et artistiques	27 685 000,00	-1 475 467,01	26 209 532,99	19 106 990,93	18 890 986,85	-42 717,35	-	18 640 986,85	-42 717,35	5 820 855,30	13 027 414,20	12 777 414,20	
313 - Patrimoine	3 715 000,00	1 475 467,01	5 190 467,01	5 190 467,01	4 724 172,53	-	-	4 724 172,53	-	711 187,01	4 012 985,52	4 012 985,52	
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	104 600 000,00	-425 000,00	104 175 000,00	102 173 233,56	93 283 108,48	-111 625,47	-	81 346 008,48	-111 625,47	24 628 691,52	68 542 791,49	64 294 952,15	
905 - Aménagement des territoires	12 500 000,00	-	12 500 000,00	10 511 337,54	10 511 337,54	-33 447,08	-	8 574 237,54	-33 447,08	1 565 916,78	8 911 973,68	8 064 134,34	
56 - Technologies de l'information et de la communication	12 500 000,00	-	12 500 000,00	10 511 337,54	10 511 337,54	-33 447,08	-	8 574 237,54	-33 447,08	1 565 916,78	8 911 973,68	8 064 134,34	
909 - Action économique	92 100 000,00	-425 000,00	91 675 000,00	91 661 896,02	82 771 770,94	-78 178,39	-	72 771 770,94	-78 178,39	23 062 774,74	59 630 817,81	56 230 817,81	
91 - Interventions économiques transversales	33 900 000,00	-12 264 000,00	21 636 000,00	21 627 247,00	17 862 110,70	-2 999,31	-	7 862 110,70	-2 999,31	8 617 090,36	9 242 021,03	5 842 021,03	
92 - Recherche et innovation	29 500 000,00	-	29 500 000,00	29 499 591,02	25 826 405,30	-62 938,12	-	25 826 405,30	-62 938,12	6 976 067,93	18 787 399,25	18 787 399,25	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	28 700 000,00	11 839 000,00	40 539 000,00	40 535 058,00	39 083 254,94	-12 240,96	-	39 083 254,94	-12 240,96	7 469 616,45	31 601 397,53	31 601 397,53	
DSS - Développement social et santé	17 150 000,00	-	17 150 000,00	14 378 258,76	11 996 434,26	-24 880,67	-	11 996 434,26	-24 880,67	2 008 431,23	9 963 122,36	9 963 122,36	
901 - Formation professionnelle et apprentissage	3 500 000,00	-	3 500 000,00	2 254 876,00	1 996 905,60	-1 586,30	-	1 996 905,60	-1 586,30	596 050,36	1 399 268,94	1 399 268,94	
13 - Formations sanitaires et sociales	3 500 000,00	-	3 500 000,00	2 254 876,00	1 996 905,60	-1 586,30	-	1 996 905,60	-1 586,30	596 050,36	1 399 268,94	1 399 268,94	
904 - Santé et action sociale	13 650 000,00	-	13 650 000,00	12 123 382,76	9 999 528,66	-23 294,37	-	9 999 528,66	-23 294,37	1 412 380,87	8 563 853,42	8 563 853,42	
41 - Santé	3 250 000,00	-	3 250 000,00	2 637 520,32	2 341 881,22	-16 616,61	-	2 341 881,22	-16 616,61	503 256,84	1 822 007,77	1 822 007,77	
42 - Action sociale	10 400 000,00	-	10 400 000,00	9 485 862,44	7 657 647,44	-6 677,76	-	7 657 647,44	-6 677,76	909 124,03	6 741 845,65	6 741 845,65	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	69 030 000,00	800 000,00	69 830 000,00	56 343 108,17	53 812 110,23	-304 182,13	-	53 812 110,23	-304 182,13	9 793 361,59	43 714 566,51	43 714 566,51
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	63 530 000,00	-	63 530 000,00	50 448 823,06	48 337 825,12	-256 867,65	-	48 337 825,12	-256 867,65	5 667 840,39	42 413 117,08	42 413 117,08
71 - Actions transversales	200 000,00	-	200 000,00	120 310,00	120 310,00	-	-	120 310,00	-	20 070,90	100 239,10	100 239,10
72 - Actions en matière de déchets	8 000 000,00	-	8 000 000,00	7 198 563,07	6 921 043,10	-45 455,86	-	6 921 043,10	-45 455,86	1 639 129,43	5 236 457,81	5 236 457,81
73 - Politique de l'air	1 560 000,00	-	1 560 000,00	1 560 000,00	1 560 000,00	-	-	1 560 000,00	-	229 546,55	1 330 453,45	1 330 453,45
74 - Politique de l'eau	5 800 000,00	2 043 813,63	7 843 813,63	7 423 813,63	7 423 813,63	-119 739,49	-	7 423 813,63	-119 739,49	1 670 095,10	5 633 979,04	5 633 979,04
75 - Politique de l'énergie	34 700 000,00	-1 931 566,24	32 768 433,76	22 538 846,25	22 511 270,25	-73 663,91	-	22 511 270,25	-73 663,91	1 446 848,28	20 990 758,06	20 990 758,06
76 - Patrimoine naturel	13 000 000,00	-112 247,39	12 887 752,61	11 337 290,11	9 531 388,14	-18 008,39	-	9 531 388,14	-18 008,39	457 319,71	9 056 060,04	9 056 060,04
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	270 000,00	-	270 000,00	270 000,00	270 000,00	-	-	270 000,00	-	204 830,42	65 169,58	65 169,58
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	5 500 000,00	800 000,00	6 300 000,00	5 894 285,11	5 474 285,11	-47 314,48	-	5 474 285,11	-47 314,48	4 125 521,20	1 301 449,43	1 301 449,43
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	5 500 000,00	800 000,00	6 300 000,00	5 894 285,11	5 474 285,11	-47 314,48	-	5 474 285,11	-47 314,48	4 125 521,20	1 301 449,43	1 301 449,43
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	401 497 000,00	-130 688,00	401 366 312,00	398 184 376,96	285 471 930,63	-21 468,55	35 993 200,07	240 539 764,59	-7 322 642,12	135 898 503,41	149 551 958,67	133 311 819,13
902 - Enseignement	401 497 000,00	-130 688,00	401 366 312,00	398 184 376,96	285 471 930,63	-21 468,55	35 993 200,07	240 539 764,59	-7 322 642,12	135 898 503,41	149 551 958,67	133 311 819,13
21 - Enseignement du premier degré	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	326 645 000,00	-12 557 125,50	314 087 874,50	310 905 939,46	219 158 354,25	-19 943,01	32 212 927,85	182 551 418,68	-6 239 358,23	115 107 547,41	104 030 863,83	93 417 440,89
223 - Lycées privés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	74 372 000,00	12 387 937,50	86 759 937,50	86 759 937,50	66 051 876,38	-1 525,54	3 780 272,22	57 730 845,91	-1 083 283,89	20 533 456,00	45 516 894,84	39 894 378,24
28 - Autres services périscolaires et annexes	480 000,00	38 500,00	518 500,00	518 500,00	261 700,00	-	-	257 500,00	-	257 500,00	4 200,00	-
ESU - Enseignement supérieur	96 500 000,00	-	96 500 000,00	96 500 000,00	96 500 000,00	-	75 000 000,00	21 500 000,00	-	7 146 000,00	89 354 000,00	89 354 000,00
902 - Enseignement	96 500 000,00	-	96 500 000,00	96 500 000,00	96 500 000,00	-	75 000 000,00	21 500 000,00	-	7 146 000,00	89 354 000,00	89 354 000,00
23 - Enseignement supérieur	96 500 000,00	-	96 500 000,00	96 500 000,00	96 500 000,00	-	75 000 000,00	21 500 000,00	-	7 146 000,00	89 354 000,00	89 354 000,00
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	26 000 000,00	-	26 000 000,00	20 414 006,00	18 940 822,96	-22 915,98	-	18 940 823,96	-22 916,98	8 608 813,37	10 309 093,61	10 309 093,61
901 - Formation professionnelle et apprentissage	26 000 000,00	-	26 000 000,00	20 414 006,00	18 940 822,96	-22 915,98	-	18 940 823,96	-22 916,98	8 608 813,37	10 309 093,61	10 309 093,61
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	26 000 000,00	-	26 000 000,00	20 414 006,00	18 940 822,96	-22 915,98	-	18 940 823,96	-22 916,98	8 608 813,37	10 309 093,61	10 309 093,61
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	110 700 000,00	-	110 700 000,00	94 495 321,00	92 801 714,06	-194 735,45	-	92 803 404,34	-196 425,73	24 602 228,75	68 004 749,86	68 004 749,86
905 - Aménagement des territoires	110 700 000,00	-	110 700 000,00	94 495 321,00	92 801 714,06	-194 735,45	-	92 803 404,34	-196 425,73	24 602 228,75	68 004 749,86	68 004 749,86
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	110 700 000,00	-	110 700 000,00	94 495 321,00	92 801 714,06	-194 735,45	-	92 803 404,34	-196 425,73	24 602 228,75	68 004 749,86	68 004 749,86

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	116 600 000,00	5 510 885,30	122 110 885,30	112 330 679,58	104 356 338,88	-0,25	-	104 356 338,88	-	24 216 971,58	80 139 367,05	80 139 367,30
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	24 700 000,00	-	24 700 000,00	14 919 794,28	14 794 326,58	-	-	14 794 326,58	-	1 567 244,62	13 227 081,96	13 227 081,96
77 - Environnement des infrastructures de transport	7 700 000,00	-	7 700 000,00	265 000,00	265 000,00	-	-	265 000,00	-	265 000,00	-	-
78 - Autres actions	17 000 000,00	-	17 000 000,00	14 654 794,28	14 529 326,58	-	-	14 529 326,58	-	1 302 244,62	13 227 081,96	13 227 081,96
908 - Transports	91 900 000,00	5 510 885,30	97 410 885,30	97 410 885,30	89 562 012,30	-0,25	-	89 562 012,30	-	22 649 726,96	66 912 285,09	66 912 285,34
818 - Autres transports en commun	25 800 000,00	-5 961 510,00	19 838 490,00	19 838 490,00	19 838 490,00	-0,25	-	19 838 490,00	-	3 811 505,00	16 026 984,75	16 026 985,00
821 - Voirie nationale	47 100 000,00	7 180 000,00	54 280 000,00	54 280 000,00	46 431 127,00	-	-	46 431 127,00	-	11 319 107,50	35 112 019,50	35 112 019,50
823 - Voirie départementale	15 000 000,00	3 971 650,30	18 971 650,30	18 971 650,30	18 971 650,30	-	-	18 971 650,30	-	7 080 971,84	11 890 678,46	11 890 678,46
825 - Sécurité routière	4 000 000,00	320 745,00	4 320 745,00	4 320 745,00	4 320 745,00	-	-	4 320 745,00	-	438 142,62	3 882 602,38	3 882 602,38
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	2 655 000,00	-	2 655 000,00	1 835 000,00	1 491 339,16	-12 654,43	482 305,18	496 471,99	-253 043,34	565 217,89	913 466,84	160 515,94
900 - Services généraux	2 295 000,00	-	2 295 000,00	1 555 000,00	1 232 228,90	-12 654,43	482 305,18	477 361,73	-253 043,34	549 722,91	669 851,56	156 900,66
0202 - Autres moyens généraux	2 295 000,00	-	2 295 000,00	1 555 000,00	1 232 228,90	-12 654,43	482 305,18	477 361,73	-253 043,34	549 722,91	669 851,56	156 900,66
903 - Culture, sports et loisirs	360 000,00	-	360 000,00	280 000,00	259 110,26	-	-	19 110,26	-	15 494,98	243 615,28	3 615,28
313 - Patrimoine	360 000,00	-	360 000,00	280 000,00	259 110,26	-	-	19 110,26	-	15 494,98	243 615,28	3 615,28
PRH - Personnel et Ressources humaines	100 000,00	-	100 000,00	94 000,00	19 330,20	-	-	20 266,20	-936,00	9 831,01	9 499,19	9 499,19
900 - Services généraux	100 000,00	-	100 000,00	94 000,00	19 330,20	-	-	20 266,20	-936,00	9 831,01	9 499,19	9 499,19
0201 - Personnel non ventilé	100 000,00	-	100 000,00	94 000,00	19 330,20	-	-	20 266,20	-936,00	9 831,01	9 499,19	9 499,19
PV - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	22 400 000,00	-375 000,00	22 025 000,00	19 850 000,00	19 847 600,00	-1 173,13	-	19 847 600,00	-1 173,13	171 994,30	19 674 432,57	19 674 432,57
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	22 400 000,00	-375 000,00	22 025 000,00	19 850 000,00	19 847 600,00	-1 173,13	-	19 847 600,00	-1 173,13	171 994,30	19 674 432,57	19 674 432,57
92 - Recherche et innovation	22 400 000,00	-375 000,00	22 025 000,00	19 850 000,00	19 847 600,00	-1 173,13	-	19 847 600,00	-1 173,13	171 994,30	19 674 432,57	19 674 432,57
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	18 790 000,00	130 688,00	18 920 688,00	18 267 478,95	12 790 819,41	-304,85	1 518 154,06	11 375 632,16	-327 679,53	1 918 511,69	10 872 002,87	10 647 595,00
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	10 290 000,00	130 688,00	10 420 688,00	10 420 688,00	4 944 028,46	-	1 518 154,06	3 528 841,21	-327 374,68	1 494 015,08	3 450 013,38	3 225 605,51
27 - Sécurité	10 290 000,00	130 688,00	10 420 688,00	10 420 688,00	4 944 028,46	-	1 518 154,06	3 528 841,21	-327 374,68	1 494 015,08	3 450 013,38	3 225 605,51
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	8 500 000,00	-	8 500 000,00	7 846 790,95	7 846 790,95	-304,85	-	7 846 790,95	-304,85	424 496,61	7 421 989,49	7 421 989,49
57 - Sécurité	8 500 000,00	-	8 500 000,00	7 846 790,95	7 846 790,95	-304,85	-	7 846 790,95	-304,85	424 496,61	7 421 989,49	7 421 989,49
908 - Transports	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	5 632 000,00	-	5 632 000,00	5 387 000,00	1 279 614,14	-	-	1 279 614,14	-	979 701,25	299 912,89	299 912,89
900 - Services généraux	5 632 000,00	-	5 632 000,00	5 387 000,00	1 279 614,14	-	-	1 279 614,14	-	979 701,25	299 912,89	299 912,89
0202 - Autres moyens généraux	5 632 000,00	-	5 632 000,00	5 387 000,00	1 279 614,14	-	-	1 279 614,14	-	979 701,25	299 912,89	299 912,89

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SL - Sports et Loisirs	29 545 000,00	-	29 545 000,00	27 463 644,54	23 788 297,92	-41 323,23	405 349,05	23 314 564,34	-87 627,86	7 280 409,31	16 466 565,38	16 351 876,22
903 - Culture, sports et loisirs	29 545 000,00	-	29 545 000,00	27 463 644,54	23 788 297,92	-41 323,23	405 349,05	23 314 564,34	-87 627,86	7 280 409,31	16 466 565,38	16 351 876,22
32 - Sports	18 265 000,00	-	18 265 000,00	17 820 141,33	17 357 018,85	-40 770,33	8 079,74	17 327 018,85	-40 770,33	4 945 291,23	12 370 957,29	12 349 037,03
33 - Loisirs	9 880 000,00	-	9 880 000,00	8 348 530,21	5 302 362,57	-532,89	397 269,31	4 858 628,99	-46 837,52	1 882 154,09	3 419 675,59	3 326 906,69
37 - Sécurité	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 294 973,00	1 128 916,50	-20,01	-	1 128 916,50	-20,01	452 963,99	675 932,50	675 932,50
TC - Transports en commun	475 900 000,00	-5 510 885,30	470 389 114,70	454 604 325,17	452 556 087,54	-	-	452 556 087,54	-	125 372 601,64	327 183 485,90	327 183 485,90
908 - Transports	475 900 000,00	-5 510 885,30	470 389 114,70	454 604 325,17	452 556 087,54	-	-	452 556 087,54	-	125 372 601,64	327 183 485,90	327 183 485,90
810 - Services communs	27 200 000,00	37 570 823,20	64 770 823,20	64 770 823,20	62 745 808,77	-	-	62 745 808,77	-	29 796 470,38	32 949 338,39	32 949 338,39
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	421 500 000,00	-46 762 748,22	374 737 251,78	358 952 462,25	358 929 239,05	-	-	358 929 239,05	-	82 796 758,29	276 132 480,76	276 132 480,76
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	27 200 000,00	3 681 039,72	30 881 039,72	30 881 039,72	30 881 039,72	-	-	30 881 039,72	-	12 779 372,97	18 101 666,75	18 101 666,75
TMSP - Transports de marchandise en site propre	7 500 000,00	-	7 500 000,00	4 168 553,93	4 168 553,93	-21 086,46	-	4 168 553,93	-21 086,46	269 923,13	3 877 544,34	3 877 544,34
908 - Transports	7 500 000,00	-	7 500 000,00	4 168 553,93	4 168 553,93	-21 086,46	-	4 168 553,93	-21 086,46	269 923,13	3 877 544,34	3 877 544,34
883 - Transports fluviaux	3 200 000,00	159 600,00	3 359 600,00	3 359 600,00	3 359 600,00	-	-	3 359 600,00	-	78 221,36	3 281 378,64	3 281 378,64
884 - Transports ferroviaires de marchandises	2 370 000,00	-159 600,00	2 210 400,00	62 040,71	62 040,71	-	-	62 040,71	-	62 040,71	-	-
885 - Liaisons multimodales	1 930 000,00	-	1 930 000,00	746 913,22	746 913,22	-21 086,46	-	746 913,22	-21 086,46	129 661,06	596 165,70	596 165,70
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 281 120,00	3 274 064,00	-334,11	-	3 274 064,00	-334,11	729 234,29	2 544 495,60	2 544 495,60
909 - Action économique	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 281 120,00	3 274 064,00	-334,11	-	3 274 064,00	-334,11	729 234,29	2 544 495,60	2 544 495,60
95 - Tourisme et thermalisme	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 281 120,00	3 274 064,00	-334,11	-	3 274 064,00	-334,11	729 234,29	2 544 495,60	2 544 495,60
UE - Fonds européens	69 755 000,00	-	69 755 000,00	16 164 797,27	16 164 797,27	-71 448,27	-	16 164 797,27	-147 740,54	1 460 461,11	14 632 887,89	14 556 595,62
906 - Gestion des fonds européens	69 755 000,00	-	69 755 000,00	16 164 797,27	16 164 797,27	-71 448,27	-	16 164 797,27	-147 740,54	1 460 461,11	14 632 887,89	14 556 595,62
62 - FEDER	69 755 000,00	-	69 755 000,00	16 164 797,27	16 164 797,27	-71 448,27	-	16 164 797,27	-147 740,54	1 460 461,11	14 632 887,89	14 556 595,62
Total général	1 701 587 000,00	-	1 701 587 000,00	1 523 797 388,59	1 367 477 208,10	-1 266 735,67	121 088 269,02	1 232 476 950,30	-9 261 065,72	389 196 573,72	977 013 898,71	955 107 579,88
				89,55 %						25,54 %	-28,55 %	-22,51 %

LES AUTORISATIONS DE PROGRAMME 2017

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	6 500 000,00	1 595 847,38	8 095 847,38	8 095 847,38	-	-	8 095 847,38	-	-	6 994 612,18	1 101 235,20	1 101 235,20
909 - Action économique	6 500 000,00	1 595 847,38	8 095 847,38	8 095 847,38	-	-	8 095 847,38	-	-	6 994 612,18	1 101 235,20	1 101 235,20
93 - Agriculture, pêche et agro- industrie	6 500 000,00	1 595 847,38	8 095 847,38	8 095 847,38	-	-	8 095 847,38	-	-	6 994 612,18	1 101 235,20	1 101 235,20
AIE - Actions internationales et européennes	2 000 000,00	344 000,00	2 344 000,00	1 401 798,00	-	-	1 401 798,00	-	-	452 192,75	949 605,25	949 605,25
900 - Services généraux	2 000 000,00	344 000,00	2 344 000,00	1 401 798,00	-	-	1 401 798,00	-	-	452 192,75	949 605,25	949 605,25
044 - Aide publique au développement	450 000,00	-	450 000,00	300 800,00	-	-	300 800,00	-	-	63 021,75	237 778,25	237 778,25
048 - Autres actions internationales	1 550 000,00	344 000,00	1 894 000,00	1 100 998,00	-	-	1 100 998,00	-	-	389 171,00	711 827,00	711 827,00
AM - Aménagement	53 900 000,00	12 308 731,00	66 208 731,00	66 026 284,15	-	-	66 026 284,15	-	-	920 281,42	65 106 002,73	65 106 002,73
900 - Services généraux	400 000,00	-	400 000,00	375 400,00	-	-	375 400,00	-	-	-	375 400,00	375 400,00
041 - Actions interrégionales	400 000,00	-	400 000,00	375 400,00	-	-	375 400,00	-	-	-	375 400,00	375 400,00
905 - Aménagement des territoires	53 500 000,00	12 308 731,00	65 808 731,00	65 650 884,15	-	-	65 650 884,15	-	-	920 281,42	64 730 602,73	64 730 602,73
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	53 500 000,00	12 308 731,00	65 808 731,00	65 650 884,15	-	-	65 650 884,15	-	-	920 281,42	64 730 602,73	64 730 602,73
53 - Espace rural et autres espaces de développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CI - Citoyenneté	800 000,00	-	800 000,00	150 000,00	-	-	150 000,00	-	-	-	150 000,00	150 000,00
900 - Services généraux	800 000,00	-	800 000,00	150 000,00	-	-	150 000,00	-	-	-	150 000,00	150 000,00
021 - Conseil régional	800 000,00	-	800 000,00	150 000,00	-	-	150 000,00	-	-	-	150 000,00	150 000,00
904 - Développement social et Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	280 000,00	-	280 000,00	263 200,00	-	-174 406,66	124 171,02	-	-35 377,68	79 224,72	9 568,62	9 568,62
900 - Services généraux	280 000,00	-	280 000,00	263 200,00	-	-174 406,66	124 171,02	-	-35 377,68	79 224,72	9 568,62	9 568,62
0202 - Autres moyens généraux	280 000,00	-	280 000,00	263 200,00	-	-174 406,66	124 171,02	-	-35 377,68	79 224,72	9 568,62	9 568,62
COO - Coopération interrégionale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CU - Culture	40 690 000,00	-2 832 335,00	37 857 665,00	37 023 211,10	-	-11 154,30	36 544 498,66	-	-1 154,30	1 818 613,31	35 193 443,49	34 724 731,05
903 - Culture, Sports et Loisirs	40 690 000,00	-2 832 335,00	37 857 665,00	37 023 211,10	-	-11 154,30	36 544 498,66	-	-1 154,30	1 818 613,31	35 193 443,49	34 724 731,05
311 - Enseignement Artistique	1 000 000,00	454 694,00	1 454 694,00	1 454 694,00	-	-	1 454 694,00	-	-	-	1 454 694,00	1 454 694,00
312 - Activités culturelles et artistiques	35 435 000,00	-3 693 688,00	31 741 312,00	30 908 858,10	-	-1 154,30	30 438 145,66	-	-1 154,30	1 613 156,27	29 292 547,53	28 823 835,09
313 - Patrimoine	4 255 000,00	406 659,00	4 661 659,00	4 661 659,00	-	-10 000,00	4 651 659,00	-	-	205 457,04	4 446 201,96	4 446 201,96
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	138 390 000,00	-	138 390 000,00	130 318 847,65	-	-33 699,39	126 816 847,65	-	-33 699,39	46 087 347,51	84 195 800,75	80 695 800,75
905 - Aménagement des territoires	17 000 000,00	-	17 000 000,00	13 459 872,00	-	-	13 459 872,00	-	-	78 316,36	13 381 555,64	13 381 555,64
56 - Technologies de l'information et de la communication	17 000 000,00	-	17 000 000,00	13 459 872,00	-	-	13 459 872,00	-	-	78 316,36	13 381 555,64	13 381 555,64
909 - Action économique	121 390 000,00	-	121 390 000,00	116 656 975,65	-	-33 699,39	113 356 975,65	-	-33 699,39	46 009 031,15	70 814 245,11	67 314 245,11
91 - Interventions économiques transversales	39 500 000,00	1 814 250,00	41 314 250,00	41 314 250,00	-	-	39 814 250,00	-	-	28 324 400,00	12 989 850,00	11 489 850,00
92 - Recherche et innovation	42 000 000,00	400 000,00	42 400 000,00	41 736 975,65	-	-33 699,39	39 736 975,65	-	-33 699,39	15 159 970,49	26 543 305,77	24 543 305,77
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	39 890 000,00	-2 214 250,00	37 675 750,00	33 805 750,00	-	-	33 805 750,00	-	-	2 524 660,66	31 281 089,34	31 281 089,34
DSS - Développement social et santé	19 950 000,00	-905 125,00	19 044 875,00	14 379 349,53	-	-	14 332 491,53	-	-	2 331 272,16	12 001 219,37	12 001 219,37
901 - Formation professionnelle et apprentissage	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 521 429,00	-	-	3 474 571,00	-	-	593 412,65	2 928 016,35	2 881 158,35
13 - Formations sanitaires et sociales	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 521 429,00	-	-	3 474 571,00	-	-	593 412,65	2 928 016,35	2 881 158,35
904 - Santé et action sociale	15 450 000,00	-905 125,00	14 544 875,00	10 857 920,53	-	-	10 857 920,53	-	-	1 737 859,51	9 120 061,02	9 120 061,02
41 - Santé	3 750 000,00	-	3 750 000,00	3 250 021,12	-	-	3 250 021,12	-	-	96 163,75	3 153 857,37	3 153 857,37
42 - Action sociale	11 700 000,00	-905 125,00	10 794 875,00	7 607 899,41	-	-	7 607 899,41	-	-	1 641 696,76	5 966 203,65	5 966 203,65

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
EAE - Environnement et énergie	88 580 000,00	-10 569 526,29	76 010 473,71	60 421 879,30	-	-17,00	58 411 021,70	-	-17,00	13 513 021,35	46 908 840,95	44 887 983,35
905	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	82 580 000,00	-8 973 678,91	73 606 321,09	58 421 879,30	-	-17,00	58 411 021,70	-	-17,00	13 513 021,35	44 908 840,95	44 887 983,35
71 - Actions transversales	30 800 000,00	-3 875 841,31	26 924 158,69	20 768 354,72	-	-	20 757 497,12	-	-	802 354,10	19 966 000,62	19 955 143,02
72 - Actions en matière de déchets	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 425 110,30	-	-	2 425 110,30	-	-	-	2 425 110,30	2 425 110,30
73 - Politique de l'air	4 760 000,00	-	4 760 000,00	760 000,00	-	-	760 000,00	-	-	-	760 000,00	760 000,00
74 - Politique de l'eau	1 900 000,00	-291 008,69	1 608 991,31	1 608 991,31	-	-	1 608 991,31	-	-	39 322,25	1 569 669,06	1 569 669,06
75 - Politique de l'énergie	12 000 000,00	-	12 000 000,00	11 434 759,00	-	-17,00	11 434 759,00	-	-17,00	2 440 113,00	8 994 629,00	8 994 629,00
76 - Patrimoine naturel	13 850 000,00	-806 828,91	13 043 171,09	10 687 663,97	-	-	10 687 663,97	-	-	1 800 000,00	8 887 663,97	8 887 663,97
77 - Environnement des infrastructures de transport	15 000 000,00	-4 000 000,00	11 000 000,00	10 467 000,00	-	-	10 467 000,00	-	-	8 269 232,00	2 197 768,00	2 197 768,00
78 - Autres actions	270 000,00	-	270 000,00	270 000,00	-	-	270 000,00	-	-	162 000,00	108 000,00	108 000,00
908	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
883	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Développement économique	4 000 000,00	-1 595 847,38	2 404 152,62	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	2 000 000,00	-
93 - Agriculture, pêche et agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	4 000 000,00	-1 595 847,38	2 404 152,62	2 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
ESE - Enseignement secondaire	504 500 000,00	-2 804 063,00	501 695 937,00	479 565 791,93	-	-50 030,51	379 550 898,50	-	-4 706 278,19	117 177 473,75	362 338 287,67	257 667 146,56
902 - Enseignement	504 500 000,00	-2 804 063,00	501 695 937,00	479 565 791,93	-	-50 030,51	379 550 898,50	-	-4 706 278,19	117 177 473,75	362 338 287,67	257 667 146,56
21 - Enseignement du premier degré	4 500 000,00	-4 167,00	4 495 833,00	4 495 832,65	-	-	4 495 832,65	-	-	169 674,44	4 326 158,21	4 326 158,21
221 - Collèges	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	393 630 000,00	-3 477 344,00	390 152 656,00	389 828 901,28	-	-20,74	309 581 847,29	-	-4 499 829,73	103 267 837,53	286 561 043,01	201 814 180,03
223 - Lycées privés	2 000 000,00	-	2 000 000,00	2 000 000,00	-	-	2 000 000,00	-	-	-	2 000 000,00	2 000 000,00
224 - Participation à des cités mixtes	103 390 000,00	677 448,00	104 067 448,00	82 572 498,00	-	-50 009,77	62 804 658,56	-	-206 448,46	13 503 461,78	69 019 026,45	49 094 748,32
28 - Autres services périscolaires et annexes	980 000,00	-	980 000,00	668 560,00	-	-	668 560,00	-	-	236 500,00	432 060,00	432 060,00
ESU - Enseignement supérieur	50 700 000,00	-	50 700 000,00	49 089 072,00	-	-	48 342 358,18	-	-	3 503 082,00	45 585 990,00	44 839 276,18
902 - Enseignement	50 700 000,00	-	50 700 000,00	49 089 072,00	-	-	48 342 358,18	-	-	3 503 082,00	45 585 990,00	44 839 276,18
23 - Enseignement supérieur	50 700 000,00	-	50 700 000,00	49 089 072,00	-	-	48 342 358,18	-	-	3 503 082,00	45 585 990,00	44 839 276,18
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	28 000 000,00	-	28 000 000,00	27 999 493,41	-	-0,52	27 999 423,81	-	-0,52	978 334,37	27 021 158,52	27 021 088,92
901 - Formation professionnelle et apprentissage	28 000 000,00	-	28 000 000,00	27 999 493,41	-	-0,52	27 999 423,81	-	-0,52	978 334,37	27 021 158,52	27 021 088,92
10 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12 - Apprentissage	28 000 000,00	-	28 000 000,00	27 999 493,41	-	-0,52	27 999 423,81	-	-0,52	978 334,37	27 021 158,52	27 021 088,92
909 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	80 100 000,00	-	80 100 000,00	78 598 271,00	-	-1 530,00	78 598 271,00	-	-	3 047 761,13	75 548 979,87	75 550 509,87
905 - Aménagement des territoires	80 100 000,00	-	80 100 000,00	78 598 271,00	-	-1 530,00	78 598 271,00	-	-	3 047 761,13	75 548 979,87	75 550 509,87
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	80 100 000,00	-	80 100 000,00	78 598 271,00	-	-1 530,00	78 598 271,00	-	-	3 047 761,13	75 548 979,87	75 550 509,87

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
MO - Mobilités	74 500 000,00	26 009 903,86	100 509 903,86	97 768 490,24	-	-	97 768 490,24	-	-	3 782 378,34	93 986 111,90	93 986 111,90
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
907 - Environnement	17 000 000,00	-	17 000 000,00	16 966 416,38	-	-	16 966 416,38	-	-	60 307,50	16 906 108,88	16 906 108,88
77 - Environnement des infrastructures de transport	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	17 000 000,00	-	17 000 000,00	16 966 416,38	-	-	16 966 416,38	-	-	60 307,50	16 906 108,88	16 906 108,88
908 - Transports	57 500 000,00	26 009 903,86	83 509 903,86	80 802 073,86	-	-	80 802 073,86	-	-	3 722 070,84	77 080 003,02	77 080 003,02
818 - Autres transports en commun	23 000 000,00	-9 188 407,91	13 811 592,09	11 103 762,09	-	-	11 103 762,09	-	-	2 722 070,84	8 381 691,25	8 381 691,25
821 - Voirie nationale	14 500 000,00	2 000 000,00	16 500 000,00	16 500 000,00	-	-	16 500 000,00	-	-	1 000 000,00	15 500 000,00	15 500 000,00
823 - Voirie départementale	14 000 000,00	35 550 000,00	49 550 000,00	49 550 000,00	-	-	49 550 000,00	-	-	-	49 550 000,00	49 550 000,00
825 - Sécurité routière	6 000 000,00	-2 351 688,23	3 648 311,77	3 648 311,77	-	-	3 648 311,77	-	-	-	3 648 311,77	3 648 311,77
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	12 995 000,00	-	12 995 000,00	12 865 000,00	-	-39 197,02	4 325 511,76	-	10 898,65	276 906,49	12 548 896,49	4 059 503,92
900 - Services généraux	12 995 000,00	-	12 995 000,00	12 865 000,00	-	-39 197,02	4 325 511,76	-	10 898,65	276 906,49	12 548 896,49	4 059 503,92
0202 - Autres moyens généraux	12 995 000,00	-	12 995 000,00	12 865 000,00	-	-39 197,02	4 325 511,76	-	10 898,65	276 906,49	12 548 896,49	4 059 503,92
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	200 000,00	-	200 000,00	94 000,00	-	-12 323,54	81 676,46	-	-	66 422,98	15 253,48	15 253,48
900 - Services généraux	200 000,00	-	200 000,00	94 000,00	-	-12 323,54	81 676,46	-	-	66 422,98	15 253,48	15 253,48
0201 - Personnel non ventilé	200 000,00	-	200 000,00	94 000,00	-	-12 323,54	81 676,46	-	-	66 422,98	15 253,48	15 253,48
PV - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	4 614 328,52	-	-	4 614 328,52	-	-	-	4 614 328,52	4 614 328,52
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	4 614 328,52	-	-	4 614 328,52	-	-	-	4 614 328,52	4 614 328,52
51 - Politique de la ville	15 000 000,00	-	15 000 000,00	4 614 328,52	-	-	4 614 328,52	-	-	-	4 614 328,52	4 614 328,52
RIN - Recherche	30 510 000,00	-	30 510 000,00	30 501 000,00	-	-	30 501 000,00	-	-	907 772,16	29 593 227,84	29 593 227,84
905 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
909 - Action économique	30 510 000,00	-	30 510 000,00	30 501 000,00	-	-	30 501 000,00	-	-	907 772,16	29 593 227,84	29 593 227,84
92 - Recherche et innovation	30 510 000,00	-	30 510 000,00	30 501 000,00	-	-	30 501 000,00	-	-	907 772,16	29 593 227,84	29 593 227,84
RUR - Ruralité	17 000 000,00	773 678,91	17 773 678,91	15 224 958,18	-	-5 289,05	15 224 958,18	-	-5 289,05	305 497,67	14 914 191,46	14 914 191,46
905 - Aménagement des territoires	15 000 000,00	-	15 000 000,00	12 451 279,27	-	-4 991,17	12 451 279,27	-	-4 991,17	251 775,55	12 194 512,55	12 194 512,55
53 - Espace rural et autres espaces de développement	15 000 000,00	-	15 000 000,00	12 451 279,27	-	-4 991,17	12 451 279,27	-	-4 991,17	251 775,55	12 194 512,55	12 194 512,55
907 - Environnement	2 000 000,00	773 678,91	2 773 678,91	2 773 678,91	-	-277,88	2 773 678,91	-	-277,88	53 722,12	2 719 678,91	2 719 678,91
76 - Patrimoine naturel	2 000 000,00	773 678,91	2 773 678,91	2 773 678,91	-	-277,88	2 773 678,91	-	-277,88	53 722,12	2 719 678,91	2 719 678,91
SE - Sécurité	21 000 000,00	2 799 896,00	23 799 896,00	22 417 215,00	-	-2 682,60	21 439 836,47	-	-2 682,61	9 451 781,03	12 962 751,37	11 985 372,83
901	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
902 - Enseignement	10 290 000,00	2 799 896,00	13 089 896,00	13 089 896,00	-	-0,01	12 112 517,47	-	-0,01	9 196 483,29	3 893 412,71	2 916 034,17
27 - Sécurité	10 290 000,00	2 799 896,00	13 089 896,00	13 089 896,00	-	-0,01	12 112 517,47	-	-0,01	9 196 483,29	3 893 412,71	2 916 034,17
903 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
37 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
905 - Aménagement des territoires	10 710 000,00	-	10 710 000,00	9 327 319,00	-	-2 682,60	9 327 319,00	-	-2 682,60	255 297,74	9 069 338,66	9 069 338,66
57 - Sécurité	10 710 000,00	-	10 710 000,00	9 327 319,00	-	-2 682,60	9 327 319,00	-	-2 682,60	255 297,74	9 069 338,66	9 069 338,66
908 - Transports	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
87 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	8 000 000,00	600 000,00	8 600 000,00	8 600 000,00	-	-0,60	8 642 689,33	-	-42 689,93	6 404 856,30	2 195 143,10	2 195 143,10
900 - Services généraux	8 000 000,00	600 000,00	8 600 000,00	8 600 000,00	-	-0,60	8 642 689,33	-	-42 689,93	6 404 856,30	2 195 143,10	2 195 143,10
0202 - Autres moyens généraux	8 000 000,00	600 000,00	8 600 000,00	8 600 000,00	-	-0,60	8 642 689,33	-	-42 689,93	6 404 856,30	2 195 143,10	2 195 143,10

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AP ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AP ouvertes	Total AP affectées	AP affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AP engagées	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AP caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AP affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AP affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017		
SL - Sports et Loisirs	46 600 000,00	-367 104,00	46 232 896,00	31 701 829,59	-	-3 524,32	29 101 390,78	-	-5 684,32	2 950 899,44	28 747 405,83	26 144 807,02		
903 - Culture, sports et loisirs	46 600 000,00	-367 104,00	46 232 896,00	31 701 829,59	-	-3 524,32	29 101 390,78	-	-5 684,32	2 950 899,44	28 747 405,83	26 144 807,02		
32 - Sports	37 470 000,00	155 696,00	37 625 696,00	24 162 329,06	-	-	22 365 677,06	-	-2 160,00	1 792 629,96	22 369 699,10	20 570 887,10		
33 - Loisirs	7 730 000,00	-1 570 700,00	6 159 300,00	5 091 600,53	-	-3 480,00	4 717 813,72	-	-3 480,00	1 055 413,80	4 032 706,73	3 658 919,92		
37 - Sécurité	1 400 000,00	1 047 900,00	2 447 900,00	2 447 900,00	-	-44,32	2 017 900,00	-	-44,32	102 855,68	2 345 000,00	1 915 000,00		
TC - Transports en commun	630 000 000,00	-26 009 903,86	603 990 096,14	571 858 610,61	-	-	571 558 610,61	-	-	18 308 308,88	553 550 301,73	553 250 301,73		
908 - Transports	630 000 000,00	-26 009 903,86	603 990 096,14	571 858 610,61	-	-	571 558 610,61	-	-	18 308 308,88	553 550 301,73	553 250 301,73		
810 - Services communs	26 000 000,00	15 997 857,91	41 997 857,91	41 719 994,00	-	-	41 419 994,00	-	-	240 000,00	41 479 994,00	41 179 994,00		
811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs	583 000 000,00	-40 444 450,00	542 555 550,00	517 436 681,36	-	-	517 436 681,36	-	-	13 268 308,88	504 168 372,48	504 168 372,48		
812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires	21 000 000,00	-1 563 311,77	19 436 688,23	12 701 935,25	-	-	12 701 935,25	-	-	4 800 000,00	7 901 935,25	7 901 935,25		
TMSP - Transports de marchandise en site propre	24 500 000,00	-	24 500 000,00	21 039 864,33	-	-	21 039 864,33	-	-	-	21 039 864,33	21 039 864,33		
908 - Transports	24 500 000,00	-	24 500 000,00	21 039 864,33	-	-	21 039 864,33	-	-	-	21 039 864,33	21 039 864,33		
883 - Transports fluviaux	13 000 000,00	5 129 015,33	18 129 015,33	18 129 015,33	-	-	18 129 015,33	-	-	-	18 129 015,33	18 129 015,33		
884 - Transports ferroviaires de marchandises	500 000,00	-	500 000,00	180 000,00	-	-	180 000,00	-	-	-	180 000,00	180 000,00		
885 - Liaisons multimodales	11 000 000,00	-5 129 015,33	5 870 984,67	2 730 849,00	-	-	2 730 849,00	-	-	-	2 730 849,00	2 730 849,00		
888 - Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
TO - Tourisme	6 000 000,00	-	6 000 000,00	4 684 285,50	-	-	4 684 285,50	-	-	245 465,62	4 438 819,88	4 438 819,88		
909 - Action économique	6 000 000,00	-	6 000 000,00	4 684 285,50	-	-	4 684 285,50	-	-	245 465,62	4 438 819,88	4 438 819,88		
95 - Tourisme et thermalisme	6 000 000,00	-	6 000 000,00	4 684 285,50	-	-	4 684 285,50	-	-	245 465,62	4 438 819,88	4 438 819,88		
UE - Fonds européens	103 660 000,00	-	103 660 000,00	48 660 459,36	-	-	48 660 459,36	-	-	4 422 049,04	44 238 410,32	44 238 410,32		
906 - Gestion des fonds européens	103 660 000,00	-	103 660 000,00	48 660 459,36	-	-	48 660 459,36	-	-	4 422 049,04	44 238 410,32	44 238 410,32		
62 - FEDER	103 660 000,00	-	103 660 000,00	48 660 459,36	-	-	48 660 459,36	-	-	4 422 049,04	44 238 410,32	44 238 410,32		
Total général	2 002 355 000,00	944 000,00	2 003 299 000,00	1 823 361 086,78	-	-333 835,51	1 704 037 013,12	-	-4 821 954,34	244 025 554,60	1 579 001 696,67	1 455 189 504,18		
				91,02 %						13,38 %	-	-		

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2005

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	AIE - Actions internationales et européennes	3 725 000,00	10 000,00	3 735 000,00	3 703 276,14	-	-	-	-	-	-	-
	900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	930 - Services généraux	3 725 000,00	10 000,00	3 735 000,00	3 703 276,14	-	-	-	-	-	-	-
	042 - Actions européennes	500 000,00	-70 000,00	430 000,00	429 065,05	-	-	-	-	-	-	-
	044 - Aide publique au développement	2 735 000,00	-	2 735 000,00	2 707 354,59	-	-	-	-	-	-	-
	048 - Autres actions internationales	490 000,00	80 000,00	570 000,00	566 856,50	-	-	-	-	-	-	-
	AM - Aménagement	26 443 000,00	2 000 000,00	28 443 000,00	24 383 940,95	430 845,03	-430 603,02	-	430 845,03	-	242,01	430 845,03
	930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 789 000,00	2 000 000,00	25 789 000,00	22 009 509,37	430 603,02	-430 603,02	-	430 603,02	-	-	430 603,02	
50 - Services communs	21 872 000,00	2 000 000,00	23 872 000,00	20 811 864,00	430 603,02	-430 603,02	-	430 603,02	-	-	430 603,02	
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 917 000,00	-	1 917 000,00	1 197 645,37	-	-	-	-	-	-	-	
937 - Environnement	2 654 000,00	-	2 654 000,00	2 374 431,58	242,01	-	-	242,01	-	-	242,01	
76 - Patrimoine naturel	2 654 000,00	-	2 654 000,00	2 374 431,58	242,01	-	-	242,01	-	-	242,01	
CI - Citoyenneté	2 600 000,00	-330 104,00	2 269 896,00	919 523,00	-	-	-	-	-	-	-	
930 - Services généraux	2 000 000,00	-	2 000 000,00	669 786,00	-	-	-	-	-	-	-	
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
021 - Conseil régional	2 000 000,00	-	2 000 000,00	669 786,00	-	-	-	-	-	-	-	
934 - Développement social et santé	600 000,00	-330 104,00	269 896,00	249 737,00	-	-	-	-	-	-	-	
40 - Services communs	600 000,00	-330 104,00	269 896,00	249 737,00	-	-	-	-	-	-	-	
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
COM - Communication	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 340 340,00	93 835,72	-	-	93 835,72	-	-	93 835,72	
930 - Services généraux	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 340 340,00	93 835,72	-	-	93 835,72	-	-	93 835,72	
0202 - Autres moyens généraux	14 930 000,00	39 129,90	14 969 129,90	12 340 340,00	93 835,72	-	-	93 835,72	-	-	93 835,72	
CU - Culture	43 136 000,00	2 239 761,00	45 375 761,00	45 417 546,30	9 284,73	-	-	9 284,73	-	-	9 284,73	
933 - Culture, sports et loisirs	43 136 000,00	2 239 761,00	45 375 761,00	45 417 546,30	9 284,73	-	-	9 284,73	-	-	9 284,73	
312 - Activités culturelles et artistiques	43 136 000,00	2 127 902,75	45 263 902,75	45 305 688,05	9 284,73	-	-	9 284,73	-	-	9 284,73	
313 - Patrimoine	-	111 858,25	111 858,25	111 858,25	-	-	-	-	-	-	-	
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	31 583 000,00	63 500,00	31 646 500,00	27 758 857,46	225 917,53	-	-	225 917,53	-	-	225 917,53	
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
939 - Action économique	31 583 000,00	63 500,00	31 646 500,00	27 758 857,46	225 917,53	-	-	225 917,53	-	-	225 917,53	
91 - Interventions économiques transversales	24 151 000,00	-1 108 900,00	23 042 100,00	19 946 463,46	225 917,53	-	-	225 917,53	-	-	225 917,53	
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	7 432 000,00	1 172 400,00	8 604 400,00	7 812 394,00	-	-	-	-	-	-	-	

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
DSS - Développement social et santé	13 425 000,00	85 704 711,80	99 129 711,80	139 747 906,00	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	1 699 048,80	1 699 048,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	-	1 699 048,80	1 699 048,80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
934 - Santé et Action sociale	13 425 000,00	84 005 663,00	97 430 663,00	139 747 906,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	2 205 000,00	351 607,80	2 556 607,80	1 751 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
41 - Santé	5 904 000,00	53 213 364,60	59 117 364,60	103 543 386,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	5 316 000,00	30 440 690,60	35 756 690,60	34 453 520,00	-	-	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	19 872 000,00	263 554,60	20 135 554,60	16 317 946,09	57 456,04	-	-	57 456,04	-	-	57 456,04	57 456,04
937 - Environnement	16 355 000,00	227 054,60	16 582 054,60	13 408 846,92	20 880,29	-	-	20 880,29	-	-	20 880,29	20 880,29
71 - Actions transversales	5 965 000,00	256 574,60	6 221 574,60	1 951 512,99	17 989,86	-	-	17 989,86	-	-	17 989,86	17 989,86
72 - Actions en matière de déchets	1 145 000,00	-	1 145 000,00	281 812,21	-	-	-	-	-	-	-	-
73 - Politique de l'air	1 050 000,00	-	1 050 000,00	668 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	854 000,00	-	854 000,00	317 671,94	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	320 000,00	-	320 000,00	3 670 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	6 552 000,00	-	6 552 000,00	6 416 237,13	2 890,43	-	-	2 890,43	-	-	2 890,43	2 890,43
78 - Autres actions	469 000,00	-29 520,00	439 480,00	103 612,65	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	3 517 000,00	36 500,00	3 553 500,00	2 909 099,17	36 575,75	-	-	36 575,75	-	-	36 575,75	36 575,75
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	3 517 000,00	36 500,00	3 553 500,00	2 909 099,17	36 575,75	-	-	36 575,75	-	-	36 575,75	36 575,75
ESE - Enseignement secondaire	172 500 000,00	-	172 500 000,00	172 473 476,17	48 437,20	-	-	48 437,20	-	-	48 437,20	48 437,20
932 - Enseignement	172 500 000,00	-	172 500 000,00	172 473 476,17	48 437,20	-	-	48 437,20	-	-	48 437,20	48 437,20
222 - Lycées publics	113 340 000,00	279 444,98	113 619 444,98	113 673 085,15	-	-	-	-	-	-	-	-
223 - Lycées privés	20 500 000,00	357 768,66	20 857 768,66	20 857 768,66	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	13 640 000,00	-342 930,33	13 297 069,67	13 297 069,67	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	25 020 000,00	-294 283,31	24 725 716,69	24 645 552,69	48 437,20	-	-	48 437,20	-	-	48 437,20	48 437,20
ESU - Enseignement supérieur	6 433 000,00	-	6 433 000,00	5 589 506,00	73 448,37	-	-	73 448,37	-	-	73 448,37	73 448,37
932 - Enseignement	6 433 000,00	-	6 433 000,00	5 589 506,00	73 448,37	-	-	73 448,37	-	-	73 448,37	73 448,37
23 - Enseignement supérieur	6 433 000,00	-	6 433 000,00	5 589 506,00	73 448,37	-	-	73 448,37	-	-	73 448,37	73 448,37
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	499 065 000,00	3 474 429,97	502 539 429,97	376 668 317,06	9 719 257,61	-	-	9 719 257,61	-	-	9 719 257,61	9 719 257,61
931 - Formation professionnelle et apprentissage	499 065 000,00	3 474 429,97	502 539 429,97	376 668 317,06	9 719 257,61	-	-	9 719 257,61	-	-	9 719 257,61	9 719 257,61
10 - Services Communs	7 975 000,00	-130 442,00	7 844 558,00	7 956 873,73	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	229 341 000,00	3 234 871,97	232 575 871,97	152 936 922,40	9 129 099,49	-	-	9 129 099,49	-	-	9 129 099,49	9 129 099,49
12 - Apprentissage	261 749 000,00	370 000,00	262 119 000,00	215 774 520,93	590 158,12	-	-	590 158,12	-	-	590 158,12	590 158,12
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 676 086,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 676 086,00	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 676 086,00	-	-	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	291 000,00	-225 566,59	65 433,41	30 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	291 000,00	-225 566,59	65 433,41	30 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	291 000,00	-225 566,59	65 433,41	30 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 924 000,00	-1 280 000,00	42 644 000,00	35 088 610,70	177 272,14	-	-	177 272,14	-	-	177 272,14	177 272,14
	43 654 000,00	-1 280 000,00	42 374 000,00	34 888 610,70	177 272,14	-	-	177 272,14	-	-	177 272,14	177 272,14
	-	-	-	1 664 413,70	567,57	-	-	567,57	-	-	567,57	567,57
	39 323 000,00	-1 280 000,00	38 043 000,00	30 227 147,00	176 549,42	-	-	176 549,42	-	-	176 549,42	176 549,42
	3 756 000,00	-	3 756 000,00	2 568 200,00	155,15	-	-	155,15	-	-	155,15	155,15
	575 000,00	-	575 000,00	428 850,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	270 000,00	-	270 000,00	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	270 000,00	-	270 000,00	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	12 797 000,00	-200 000,00	12 597 000,00	1 111 600,00	12 578,61	-	-	12 578,61	-	-	12 578,61	12 578,61
	12 797 000,00	-200 000,00	12 597 000,00	1 111 600,00	12 578,61	-	-	12 578,61	-	-	12 578,61	12 578,61
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-200 000,00	-200 000,00	749 000,00	12 578,61	-	-	12 578,61	-	-	12 578,61	12 578,61
	1 830 000,00	-	1 830 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	8 465 000,00	-	8 465 000,00	305 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 502 000,00	-	2 502 000,00	57 600,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	8 574 000,00	-	8 574 000,00	8 563 110,00	35 880,00	-	-	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
	8 574 000,00	-	8 574 000,00	8 563 110,00	35 880,00	-	-	35 880,00	-	-	35 880,00	35 880,00
RIN - Recherche	25 830 000,00	-100 000,00	25 730 000,00	25 594 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	630 000,00	-	630 000,00	630 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	630 000,00	-	630 000,00	630 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	25 200 000,00	-100 000,00	25 100 000,00	24 964 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	25 200 000,00	-100 000,00	25 100 000,00	24 964 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	2 635 000,00	-	2 635 000,00	2 551 491,39	215,27	-	-	215,27	-	-	215,27	215,27
	435 000,00	-	435 000,00	119 171,55	215,27	-	-	215,27	-	-	215,27	215,27
SI - Systèmes d'information	435 000,00	-	435 000,00	119 171,55	215,27	-	-	215,27	-	-	215,27	215,27
	2 200 000,00	-	2 200 000,00	2 432 319,84	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 200 000,00	-	2 200 000,00	2 432 319,84	-	-	-	-	-	-	-	-
SL - Sports et Loisirs	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	4 779 675,85	50 969,68	-	-	50 969,68	-	-	50 969,68	50 969,68
	3 237 000,00	480 000,00	3 717 000,00	4 779 675,85	50 969,68	-	-	50 969,68	-	-	50 969,68	50 969,68
930	9 390 000,00	-	9 390 000,00	9 169 323,00	3 902,69	-	-	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	9 390 000,00	-	9 390 000,00	9 169 323,00	3 902,69	-	-	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69
	8 595 000,00	-30 900,00	8 564 100,00	8 340 923,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	795 000,00	30 900,00	825 900,00	828 400,00	3 902,69	-	-	3 902,69	-	-	3 902,69	3 902,69

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2005	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	325 000 000,00	553 389,93	325 553 389,93	303 637 900,00	-	-	-	-	-	-	-	-
938 - Transports	325 000 000,00	553 389,93	325 553 389,93	303 637 900,00	-	-	-	-	-	-	-	-
80 - Services communs	500 000,00	-	500 000,00	307 600,00	-	-	-	-	-	-	-	-
810 - Services communs	321 400 000,00	503 389,93	321 903 389,93	300 180 300,00	-	-	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	3 100 000,00	50 000,00	3 150 000,00	3 150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 485 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 485 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	10 627 000,00	-	10 627 000,00	10 485 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	1 277 757 000,00	92 692 806,61	1 370 449 806,61	1 228 008 232,11	10 939 300,62	-430 603,02	-	10 939 300,62	-	-	10 508 697,60	10 939 300,62
				89,61 %							-3,94 %	0,00 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2006

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	4 090 000,00	-	4 090 000,00	4 087 374,50	64 609,45	-	-	64 609,45	-	-	64 609,45	64 609,45
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	4 090 000,00	-	4 090 000,00	4 087 374,50	64 609,45	-	-	64 609,45	-	-	64 609,45	64 609,45
042 - Actions européennes	600 000,00	-62 981,20	537 018,80	529 215,30	19 672,10	-	-	19 672,10	-	-	19 672,10	19 672,10
044 - Aide publique au développement	2 810 000,00	229 992,20	3 039 992,20	2 994 170,20	39 234,09	-	-	39 234,09	-	-	39 234,09	39 234,09
048 - Autres actions internationales	680 000,00	-167 011,00	512 989,00	563 989,00	5 703,26	-	-	5 703,26	-	-	5 703,26	5 703,26
AM - Aménagement	24 855 000,00	-350 000,00	24 505 000,00	24 236 888,83	32 370,58	-27 149,31	-	32 370,58	-	-	5 221,27	32 370,58
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	22 326 000,00	-350 000,00	21 976 000,00	22 008 744,77	32 272,58	-27 149,31	-	32 272,58	-	-	5 123,27	32 272,58
50 - Services communs	20 700 000,00	-350 000,00	20 350 000,00	19 707 880,00	32 272,58	-27 149,31	-	32 272,58	-	-	5 123,27	32 272,58
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 626 000,00	-	1 626 000,00	2 300 864,77	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	2 529 000,00	-	2 529 000,00	2 228 144,06	98,00	-	-	98,00	-	-	98,00	98,00
76 - Patrimoine naturel	2 529 000,00	-	2 529 000,00	2 228 144,06	98,00	-	-	98,00	-	-	98,00	98,00
CI - Citoyenneté	3 700 000,00	-	3 700 000,00	2 991 992,88	390,71	-	-	390,71	-	-	390,71	390,71
930 - Services généraux	3 250 000,00	-	3 250 000,00	2 667 271,88	390,71	-	-	390,71	-	-	390,71	390,71
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	2 750 000,00	-	2 750 000,00	2 317 271,88	390,71	-	-	390,71	-	-	390,71	390,71
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	324 721,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	324 721,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	16 302 000,00	-	16 302 000,00	5 298 940,00	1 676,41	-	-	1 676,41	-	-	1 676,41	1 676,41
930 - Services généraux	16 302 000,00	-	16 302 000,00	5 298 940,00	1 676,41	-	-	1 676,41	-	-	1 676,41	1 676,41
0202 - Autres moyens généraux	16 302 000,00	-	16 302 000,00	5 298 940,00	1 676,41	-	-	1 676,41	-	-	1 676,41	1 676,41
CU - Culture	46 265 000,00	2 105 000,00	48 370 000,00	50 801 650,50	28 991,91	-	-	28 991,91	-	-	28 991,91	28 991,91
933 - Culture, sports et loisirs	46 265 000,00	2 105 000,00	48 370 000,00	50 801 650,50	28 991,91	-	-	28 991,91	-	-	28 991,91	28 991,91
312 - Activités culturelles et artistiques	46 140 000,00	2 105 000,00	48 245 000,00	50 694 189,00	28 991,91	-	-	28 991,91	-	-	28 991,91	28 991,91
313 - Patrimoine	125 000,00	-	125 000,00	107 461,50	-	-	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	59 207 000,00	-	59 207 000,00	29 250 485,73	477 028,81	-	-	477 028,81	-	-	477 028,81	477 028,81
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	59 207 000,00	-	59 207 000,00	29 250 485,73	477 028,81	-	-	477 028,81	-	-	477 028,81	477 028,81
91 - Interventions économiques transversales	50 543 000,00	-	50 543 000,00	23 606 485,73	477 028,81	-	-	477 028,81	-	-	477 028,81	477 028,81
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	8 664 000,00	-	8 664 000,00	5 644 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
DSS - Développement social et santé	147 146 000,00	3 577 000,00	150 723 000,00	156 251 612,00	119,60	-	-	119,60	-	-	119,60	119,60
931 - Formation professionnelle et apprentissage	135 352 000,00	2 877 000,00	138 229 000,00	140 935 475,00	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	135 352 000,00	2 877 000,00	138 229 000,00	140 935 475,00	-	-	-	-	-	-	-	-
934 - Santé et Action sociale	11 794 000,00	700 000,00	12 494 000,00	15 316 137,00	119,60	-	-	119,60	-	-	119,60	119,60
40 - Services communs	2 218 000,00	-	2 218 000,00	6 637 506,00	119,60	-	-	119,60	-	-	119,60	119,60
41 - Santé	5 576 000,00	700 000,00	6 276 000,00	5 853 032,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	4 000 000,00	-	4 000 000,00	2 825 599,00	-	-	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	22 569 000,00	-	22 569 000,00	19 474 197,01	245 160,20	-	-	245 160,20	-	-	245 160,20	245 160,20
937 - Environnement	18 662 000,00	-	18 662 000,00	16 313 341,02	232 682,38	-	-	232 682,38	-	-	232 682,38	232 682,38
71 - Actions transversales	6 683 000,00	-	6 683 000,00	4 209 491,16	205 884,86	-	-	205 884,86	-	-	205 884,86	205 884,86
72 - Actions en matière de déchets	1 250 000,00	-	1 250 000,00	577 396,00	15 953,51	-	-	15 953,51	-	-	15 953,51	15 953,51
73 - Politique de l'air	1 456 000,00	-	1 456 000,00	650 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
74 - Politique de l'eau	800 000,00	-52 644,00	747 356,00	366 986,81	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	300 000,00	52 644,00	352 644,00	3 535 644,00	3 344,00	-	-	3 344,00	-	-	3 344,00	3 344,00
76 - Patrimoine naturel	7 756 000,00	-	7 756 000,00	6 714 724,00	7 500,01	-	-	7 500,01	-	-	7 500,01	7 500,01
78 - Autres actions	417 000,00	-	417 000,00	259 099,05	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	3 907 000,00	-	3 907 000,00	3 160 855,99	12 477,82	-	-	12 477,82	-	-	12 477,82	12 477,82
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	3 907 000,00	-	3 907 000,00	3 160 855,99	12 477,82	-	-	12 477,82	-	-	12 477,82	12 477,82
ESE - Enseignement secondaire	197 845 000,00	9 213 000,00	207 058 000,00	205 999 881,51	24 574,00	-	-	24 574,00	-	-	24 574,00	24 574,00
932 - Enseignement	197 845 000,00	9 213 000,00	207 058 000,00	205 999 881,51	24 574,00	-	-	24 574,00	-	-	24 574,00	24 574,00
222 - Lycées publics	121 274 000,00	5 048 558,93	126 322 558,93	126 914 309,67	24 574,00	-	-	24 574,00	-	-	24 574,00	24 574,00
223 - Lycées privés	22 000 000,00	-745 625,84	21 254 374,16	21 254 374,16	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	13 541 000,00	244 895,83	13 785 895,83	14 029 031,22	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	41 030 000,00	4 665 171,08	45 695 171,08	43 802 166,46	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	9 794 000,00	-	9 794 000,00	9 019 360,98	45 114,78	-	-	45 114,78	-	-	45 114,78	45 114,78
932 - Enseignement	9 794 000,00	-	9 794 000,00	9 019 360,98	45 114,78	-	-	45 114,78	-	-	45 114,78	45 114,78
23 - Enseignement supérieur	9 794 000,00	-	9 794 000,00	9 019 360,98	45 114,78	-	-	45 114,78	-	-	45 114,78	45 114,78
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	537 016 000,00	30 710 000,00	567 726 000,00	238 395 538,11	9 939 319,23	-	-	9 939 319,23	-	-	9 939 319,23	9 939 319,23
931 - Formation professionnelle et apprentissage	537 016 000,00	30 710 000,00	567 726 000,00	238 395 538,11	9 939 319,23	-	-	9 939 319,23	-	-	9 939 319,23	9 939 319,23
10 - Services Communs	9 828 000,00	-690 134,28	9 137 865,72	8 669 859,50	0,40	-	-	0,40	-	-	0,40	0,40
11 - Formation professionnelle	245 198 000,00	1 400 134,28	246 598 134,28	95 787 419,05	7 772 960,99	-	-	7 772 960,99	-	-	7 772 960,99	7 772 960,99
12 - Apprentissage	281 990 000,00	30 000 000,00	311 990 000,00	133 938 259,56	2 166 357,84	-	-	2 166 357,84	-	-	2 166 357,84	2 166 357,84
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	3 740 000,00	-	3 740 000,00	2 359 866,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	3 740 000,00	-	3 740 000,00	2 359 866,00	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	2 000 000,00	-	2 000 000,00	324 650,00	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 740 000,00	-	1 740 000,00	2 035 216,00	-	-	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	141 000,00	-	141 000,00	11 193,60	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	141 000,00	-	141 000,00	11 193,60	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	141 000,00	-	141 000,00	11 193,60	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2006	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	46 763 000,00	-30 000,00	46 733 000,00	11 847 277,00	5 172,27	-	-	5 172,27	-	-	5 172,27	5 172,27
930 - Services généraux	46 263 000,00	-30 000,00	46 233 000,00	11 779 777,00	5 172,27	-	-	5 172,27	-	-	5 172,27	5 172,27
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	277 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	41 932 000,00	-280 000,00	41 652 000,00	10 431 277,00	5 172,27	-	-	5 172,27	-	-	5 172,27	5 172,27
021 - Conseil régional	3 756 000,00	250 000,00	4 006 000,00	927 250,00	-	-	-	-	-	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	575 000,00	-	575 000,00	143 750,00	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	67 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	67 500,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 329 000,00	30 000,00	3 359 000,00	658 000,00	48 474,53	-	-	48 474,53	-	-	48 474,53	48 474,53
930 - Services généraux	2 514 000,00	30 000,00	2 544 000,00	458 000,00	48 474,53	-	-	48 474,53	-	-	48 474,53	48 474,53
0201 - Personnel non ventilé	-	30 000,00	30 000,00	275 000,00	10 246,13	-	-	10 246,13	-	-	10 246,13	10 246,13
0202 - Autres moyens généraux	1 571 000,00	-	1 571 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	125 000,00	38 228,40	-	-	38 228,40	-	-	38 228,40	38 228,40
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	58 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	815 000,00	-	815 000,00	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	815 000,00	-	815 000,00	200 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	8 000 000,00	-	8 000 000,00	9 452 212,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	8 000 000,00	-	8 000 000,00	9 452 212,00	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	8 000 000,00	-	8 000 000,00	9 452 212,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	36 290 000,00	-	36 290 000,00	36 268 755,68	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	720 000,00	-	720 000,00	690 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	720 000,00	-	720 000,00	690 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	35 570 000,00	-	35 570 000,00	35 578 755,68	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	35 570 000,00	-	35 570 000,00	35 578 755,68	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	2 925 000,00	-	2 925 000,00	3 195 595,05	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	135 000,00	-	135 000,00	91 237,55	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	135 000,00	-	135 000,00	91 237,55	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 790 000,00	-	2 790 000,00	3 104 357,50	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 790 000,00	-	2 790 000,00	3 104 357,50	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 300 000,00	81 422,13	-	-	81 422,13	-	-	81 422,13	81 422,13
930 - Services généraux	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 300 000,00	81 422,13	-	-	81 422,13	-	-	81 422,13	81 422,13
0202 - Autres moyens généraux	3 300 000,00	-	3 300 000,00	3 300 000,00	81 422,13	-	-	81 422,13	-	-	81 422,13	81 422,13
SL - Sports et Loisirs	9 894 000,00	-	9 894 000,00	10 877 979,00	2 000,00	-	-	2 000,00	-	-	2 000,00	2 000,00
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 894 000,00	-	9 894 000,00	10 877 979,00	2 000,00	-	-	2 000,00	-	-	2 000,00	2 000,00
32 - Sports	8 881 000,00	-	8 881 000,00	10 216 879,00	2 000,00	-	-	2 000,00	-	-	2 000,00	2 000,00
33 - Loisirs	1 013 000,00	-	1 013 000,00	661 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-

[illegible]

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2007

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	4 494 000,00	-	4 494 000,00	4 485 009,38	38 472,39	-	-	38 472,39	-	-	38 472,39	38 472,39
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	4 494 000,00	-	4 494 000,00	4 485 009,38	38 472,39	-	-	38 472,39	-	-	38 472,39	38 472,39
042 - Actions européennes	700 000,00	-	700 000,00	601 809,55	1 482,60	-	-	1 482,60	-	-	1 482,60	1 482,60
044 - Aide publique au développement	2 875 000,00	96 300,00	2 971 300,00	2 910 499,83	36 989,79	-	-	36 989,79	-	-	36 989,79	36 989,79
048 - Autres actions internationales	919 000,00	-96 300,00	822 700,00	972 700,00	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	25 450 000,00	-	25 450 000,00	24 180 894,60	721,87	-30,77	-	721,87	-	-	691,10	721,87
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 271 000,00	-	23 271 000,00	22 607 557,61	371,43	-30,77	-	371,43	-	-	340,66	371,43
50 - Services communs	21 450 000,00	-287 000,00	21 163 000,00	20 619 557,61	371,43	-30,77	-	371,43	-	-	340,66	371,43
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 821 000,00	287 000,00	2 108 000,00	1 988 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	2 179 000,00	-	2 179 000,00	1 573 336,99	350,44	-	-	350,44	-	-	350,44	350,44
76 - Patrimoine naturel	2 179 000,00	-	2 179 000,00	1 573 336,99	350,44	-	-	350,44	-	-	350,44	350,44
CI - Citoyenneté	4 590 000,00	-500 000,00	4 090 000,00	3 938 219,17	2 767,44	-	-	2 767,44	-	-	2 767,44	2 767,44
930 - Services généraux	4 140 000,00	-500 000,00	3 640 000,00	3 712 091,17	2 767,44	-	-	2 767,44	-	-	2 767,44	2 767,44
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-500 000,00	-	500 000,00	2 033,25	-	-	2 033,25	-	-	2 033,25	2 033,25
021 - Conseil régional	3 640 000,00	-	3 640 000,00	3 212 091,17	734,19	-	-	734,19	-	-	734,19	734,19
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	226 128,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	226 128,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	8 638 200,00	1 674,40	-	-	1 674,40	-	-	1 674,40	1 674,40
930 - Services généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	8 638 200,00	1 674,40	-	-	1 674,40	-	-	1 674,40	1 674,40
0202 - Autres moyens généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	8 638 200,00	1 674,40	-	-	1 674,40	-	-	1 674,40	1 674,40
CU - Culture	52 302 000,00	2 135 000,00	54 437 000,00	59 015 586,12	43 943,85	-	-	43 943,85	-	-	43 943,85	43 943,85
933 - Culture, sports et loisirs	52 302 000,00	2 135 000,00	54 437 000,00	59 015 586,12	43 943,85	-	-	43 943,85	-	-	43 943,85	43 943,85
312 - Activités culturelles et artistiques	52 163 000,00	2 135 000,00	54 298 000,00	58 868 772,62	43 943,85	-	-	43 943,85	-	-	43 943,85	43 943,85
313 - Patrimoine	139 000,00	-	139 000,00	146 813,50	-	-	-	-	-	-	-	-
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	64 885 000,00	-75 000,00	64 810 000,00	30 761 762,16	1 643 230,12	-	-	1 643 230,12	-	-	1 643 230,12	1 643 230,12
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	64 885 000,00	-75 000,00	64 810 000,00	30 761 762,16	1 643 230,12	-	-	1 643 230,12	-	-	1 643 230,12	1 643 230,12
91 - Interventions économiques transversales	54 474 000,00	-75 000,00	54 399 000,00	26 208 344,16	1 104 399,57	-	-	1 104 399,57	-	-	1 104 399,57	1 104 399,57
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 411 000,00	-	10 411 000,00	4 553 418,00	538 830,55	-	-	538 830,55	-	-	538 830,55	538 830,55

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
DSS - Développement social et santé	168 384 000,00	-255 000,00	168 129 000,00	173 722 638,20	55 559,24	-	-	55 559,24	-	-	55 559,24	55 559,24
931 - Formation professionnelle et apprentissage	156 225 000,00	-	156 225 000,00	156 465 384,20	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	156 225 000,00	-	156 225 000,00	156 465 384,20	-	-	-	-	-	-	-	-
934 - Santé et Action sociale	12 159 000,00	-255 000,00	11 904 000,00	17 257 254,00	55 559,24	-	-	55 559,24	-	-	55 559,24	55 559,24
40 - Services communs	2 238 000,00	-255 000,00	1 983 000,00	7 891 459,00	1 614,11	-	-	1 614,11	-	-	1 614,11	1 614,11
41 - Santé	5 686 000,00	-	5 686 000,00	5 403 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	4 235 000,00	-	4 235 000,00	3 962 395,00	53 945,13	-	-	53 945,13	-	-	53 945,13	53 945,13
EAE - Environnement et énergie	25 000 000,00	105 000,00	25 105 000,00	25 453 258,08	96 797,00	-	-	96 797,00	-	-	96 797,00	96 797,00
937 - Environnement	20 098 000,00	105 000,00	20 203 000,00	21 014 662,95	92 304,04	-	-	92 304,04	-	-	92 304,04	92 304,04
71 - Actions transversales	7 678 000,00	-496 774,00	7 181 226,00	4 847 733,30	7 800,40	-	-	7 800,40	-	-	7 800,40	7 800,40
72 - Actions en matière de déchets	1 250 000,00	601 774,00	1 851 774,00	1 971 774,00	22 955,23	-	-	22 955,23	-	-	22 955,23	22 955,23
73 - Politique de l'air	1 550 000,00	-	1 550 000,00	1 141 779,70	59 630,40	-	-	59 630,40	-	-	59 630,40	59 630,40
74 - Politique de l'eau	520 000,00	-	520 000,00	460 979,90	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	300 000,00	150 012,60	450 012,60	4 148 488,60	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
76 - Patrimoine naturel	8 411 000,00	-150 012,60	8 260 987,40	8 120 767,00	1 918,00	-	-	1 918,00	-	-	1 918,00	1 918,00
78 - Autres actions	389 000,00	-	389 000,00	323 140,45	4 492,96	-	-	4 492,96	-	-	4 492,96	4 492,96
939 - Action Economique	4 902 000,00	-	4 902 000,00	4 438 595,13	4 492,96	-	-	4 492,96	-	-	4 492,96	4 492,96
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	4 902 000,00	-	4 902 000,00	4 438 595,13	4 492,96	-	-	4 492,96	-	-	4 492,96	4 492,96
ESE - Enseignement secondaire	222 488 000,00	1 034 891,00	223 522 891,00	229 940 126,34	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	222 488 000,00	1 034 891,00	223 522 891,00	229 940 126,34	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	124 537 000,00	1 564 626,30	126 101 626,30	126 604 625,61	-	-	-	-	-	-	-	-
223 - Lycées privés	38 900 000,00	488 980,33	39 388 980,33	44 974 114,72	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	16 419 000,00	1 636 446,80	18 055 446,80	18 055 446,80	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	42 632 000,00	-2 655 162,43	39 976 837,57	40 305 939,21	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	12 852 000,00	-	12 852 000,00	17 351 406,70	28 810,00	-	-	28 810,00	-	-	28 810,00	28 810,00
932 - Enseignement	12 852 000,00	-	12 852 000,00	17 351 406,70	28 810,00	-	-	28 810,00	-	-	28 810,00	28 810,00
23 - Enseignement supérieur	12 852 000,00	-	12 852 000,00	17 351 406,70	28 810,00	-	-	28 810,00	-	-	28 810,00	28 810,00
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	629 138 000,00	-	629 138 000,00	544 660 668,09	14 630 410,79	-	-	14 630 410,79	-	-	14 630 410,79	14 630 410,79
931 - Formation professionnelle et apprentissage	629 138 000,00	-	629 138 000,00	544 660 668,09	14 630 410,79	-	-	14 630 410,79	-	-	14 630 410,79	14 630 410,79
10 - Services Communs	9 390 000,00	-	9 390 000,00	11 293 807,15	1 523,35	-	-	1 523,35	-	-	1 523,35	1 523,35
11 - Formation professionnelle	288 004 000,00	150 000,00	288 154 000,00	246 975 607,75	14 628 887,44	-	-	14 628 887,44	-	-	14 628 887,44	14 628 887,44
12 - Apprentissage	331 744 000,00	-150 000,00	331 594 000,00	286 391 253,19	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	1 920 000,00	-	1 920 000,00	1 858 692,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 920 000,00	-	1 920 000,00	1 858 692,00	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 920 000,00	-	1 920 000,00	1 858 692,00	-	-	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	300 000,00	-	300 000,00	14 490,40	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	300 000,00	-	300 000,00	14 490,40	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	300 000,00	-	300 000,00	14 490,40	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	46 548 000,00	-905 000,00	45 643 000,00	35 453 877,00	85 681,73	-	-	85 681,73	-	-	85 681,73	85 681,73
930 - Services généraux	45 858 000,00	-905 000,00	44 953 000,00	34 936 877,00	63 005,57	-	-	63 005,57	-	-	63 005,57	63 005,57
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	705 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	41 414 000,00	-950 000,00	40 464 000,00	31 172 777,00	62 607,32	-	-	62 607,32	-	-	62 607,32	62 607,32
021 - Conseil régional	3 869 000,00	45 000,00	3 914 000,00	2 628 600,00	-	-	-	-	-	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	575 000,00	-	575 000,00	430 500,00	398,25	-	-	398,25	-	-	398,25	398,25
933 - Culture, sports et loisirs	690 000,00	-	690 000,00	517 000,00	22 676,16	-	-	22 676,16	-	-	22 676,16	22 676,16
313 - Patrimoine	690 000,00	-	690 000,00	517 000,00	22 676,16	-	-	22 676,16	-	-	22 676,16	22 676,16
PRH - Personnel et Ressources humaines	2 760 000,00	-	2 760 000,00	2 372 000,00	28 777,85	-	-	28 777,85	-	-	28 777,85	28 777,85
930 - Services généraux	2 366 000,00	-	2 366 000,00	2 068 000,00	28 777,85	-	-	28 777,85	-	-	28 777,85	28 777,85
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	1 423 000,00	9 433,35	-	-	9 433,35	-	-	9 433,35	9 433,35
0202 - Autres moyens généraux	1 423 000,00	-	1 423 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	550 000,00	19 344,50	-	-	19 344,50	-	-	19 344,50	19 344,50
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	95 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	394 000,00	-	394 000,00	304 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	394 000,00	-	394 000,00	304 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	9 168 213,46	20 027,06	-	-	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
935 - Aménagement des territoires	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	9 168 213,46	20 027,06	-	-	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
51 - Politique de la ville	10 100 000,00	82 414,65	10 182 414,65	9 168 213,46	20 027,06	-	-	20 027,06	-	-	20 027,06	20 027,06
RIN - Recherche	42 075 000,00	-60 000,00	42 015 000,00	38 568 355,25	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 220 000,00	-	1 220 000,00	1 035 488,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	1 220 000,00	-	1 220 000,00	1 035 488,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	40 855 000,00	-60 000,00	40 795 000,00	37 532 867,25	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	40 855 000,00	-60 000,00	40 795 000,00	37 532 867,25	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 412 585,35	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 412 585,35	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 790 000,00	-97 414,65	2 692 585,35	3 412 585,35	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	3 810 000,00	165 470,23	-	-	165 470,23	-	-	165 470,23	165 470,23
930 - Services généraux	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	3 810 000,00	165 470,23	-	-	165 470,23	-	-	165 470,23	165 470,23
0202 - Autres moyens généraux	3 810 000,00	950 000,00	4 760 000,00	3 810 000,00	165 470,23	-	-	165 470,23	-	-	165 470,23	165 470,23
SL - Sports et Loisirs	9 926 000,00	447 000,00	10 373 000,00	13 325 815,00	-	-	-	-	-	-	-	-
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 926 000,00	447 000,00	10 373 000,00	13 325 815,00	-	-	-	-	-	-	-	-
32 - Sports	8 565 000,00	447 000,00	9 012 000,00	12 564 815,00	-	-	-	-	-	-	-	-
33 - Loisirs	1 361 000,00	-	1 361 000,00	761 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-

	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2007	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
SECTEURS LOLF	TC - Transports en commun	-	643 165 000,00	635 128 839,61	1 634,80	-	-	1 634,80	-	-	1 634,80	1 634,80
	938 - Transports	-	643 165 000,00	635 128 839,61	1 634,80	-	-	1 634,80	-	-	1 634,80	1 634,80
	80 - Services communs	-150 000,00	350 000,00	660 118,00	1 146,00	-	-	1 146,00	-	-	1 146,00	1 146,00
	810 - Services communs	150 000,00	636 115 000,00	628 724 405,61	488,80	-	-	488,80	-	-	488,80	488,80
	818 - Autres transports en commun	-	6 700 000,00	5 744 316,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	TOT - Tourisme	-	16 637 000,00	17 769 662,45	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	939 - Action économique	-	16 637 000,00	17 769 662,45	-	-	-	-	-	-	-	-
	95 - Tourisme et thermalisme	-	16 637 000,00	17 769 662,45	-	-	-	-	-	-	-	-
		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 004 738 000,00	3 361 891,00	2 008 099 891,00	1 883 030 299,36	16 843 978,77	-30,77	-	16 843 978,77	-	-	16 843 948,00	16 843 978,77
				93,77 %						-	-0,00 %	-

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2008

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	4 840 000,00	-	4 840 000,00	4 619 106,99	99 287,99	-	-	99 287,99	-	-	99 287,99	99 287,99
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	4 840 000,00	-	4 840 000,00	4 619 106,99	99 287,99	-	-	99 287,99	-	-	99 287,99	99 287,99
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-	1 200 000,00	1 140 136,40	23 721,89	-	-	23 721,89	-	-	23 721,89	23 721,89
044 - Aide publique au développement	2 675 000,00	39 290,59	2 714 290,59	2 714 290,59	75 481,65	-	-	75 481,65	-	-	75 481,65	75 481,65
048 - Autres actions internationales	965 000,00	-39 290,59	925 709,41	764 680,00	84,45	-	-	84,45	-	-	84,45	84,45
AM - Aménagement	27 855 000,00	-	27 855 000,00	26 841 448,90	29 885,59	-27 449,80	-	29 885,59	-	-	2 435,79	29 885,59
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 805 000,00	-	23 805 000,00	23 032 750,00	27 638,20	-27 449,80	-	27 638,20	-	-	188,40	27 638,20
50 - Services communs	19 920 000,00	-	19 920 000,00	20 005 350,00	27 638,20	-27 449,80	-	27 638,20	-	-	188,40	27 638,20
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 885 000,00	-	3 885 000,00	3 027 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 050 000,00	-	4 050 000,00	3 808 698,90	2 247,39	-	-	2 247,39	-	-	2 247,39	2 247,39
76 - Patrimoine naturel	4 050 000,00	-	4 050 000,00	3 808 698,90	2 247,39	-	-	2 247,39	-	-	2 247,39	2 247,39
CI - Citoyenneté	4 715 000,00	-500 000,00	4 215 000,00	4 448 019,17	9 446,25	-	-	9 446,25	-	-	9 446,25	9 446,25
930 - Services généraux	4 265 000,00	-500 000,00	3 765 000,00	3 998 058,17	9 446,25	-	-	9 446,25	-	-	9 446,25	9 446,25
0202 - Autres moyens généraux	500 000,00	-500 000,00	-	400 000,00	2 619,19	-	-	2 619,19	-	-	2 619,19	2 619,19
021 - Conseil régional	3 765 000,00	-	3 765 000,00	3 598 058,17	6 827,06	-	-	6 827,06	-	-	6 827,06	6 827,06
934 - Développement social et santé	450 000,00	-	450 000,00	449 961,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	450 000,00	-	450 000,00	449 961,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	11 089 000,00	78 043,29	-	-	78 043,29	-	-	78 043,29	78 043,29
930 - Services généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	11 089 000,00	78 043,29	-	-	78 043,29	-	-	78 043,29	78 043,29
0202 - Autres moyens généraux	15 124 000,00	500 000,00	15 624 000,00	11 089 000,00	78 043,29	-	-	78 043,29	-	-	78 043,29	78 043,29
CU - Culture	53 420 000,00	2 000 000,00	55 420 000,00	55 438 803,25	45 291,63	-	-	45 291,63	-	-	45 291,63	45 291,63
933 - Culture, sports et loisirs	53 420 000,00	2 000 000,00	55 420 000,00	55 438 803,25	45 291,63	-	-	45 291,63	-	-	45 291,63	45 291,63
312 - Activités culturelles et artistiques	53 241 000,00	2 000 000,00	55 241 000,00	55 261 731,00	29 782,67	-	-	29 782,67	-	-	29 782,67	29 782,67
313 - Patrimoine	179 000,00	-	179 000,00	177 072,25	15 508,96	-	-	15 508,96	-	-	15 508,96	15 508,96
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	69 557 000,00	651 018,00	70 208 018,00	70 242 378,03	1 304 504,59	-0,04	-	1 304 504,63	-0,04	-	1 304 504,59	1 304 504,59
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	69 557 000,00	651 018,00	70 208 018,00	70 242 378,03	1 304 504,59	-0,04	-	1 304 504,63	-0,04	-	1 304 504,59	1 304 504,59
91 - Interventions économiques transversales	58 812 000,00	507 510,03	59 319 510,03	59 353 871,03	724 578,37	-0,04	-	724 578,41	-0,04	-	724 578,37	724 578,37
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	10 745 000,00	143 507,97	10 888 507,97	10 888 507,00	579 926,22	-	-	579 926,22	-	-	579 926,22	579 926,22

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
DSS - Développement social et santé	177 188 000,00	-	177 188 000,00	180 461 322,00	154 644,02	-	-	154 644,02	-	-	154 644,02	154 644,02
931 - Formation professionnelle et apprentissage	164 151 000,00	-	164 151 000,00	167 699 667,00	14 270,84	-	-	14 270,84	-	-	14 270,84	14 270,84
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 385 203,00	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	160 763 000,00	-	160 763 000,00	164 314 464,00	14 270,84	-	-	14 270,84	-	-	14 270,84	14 270,84
934 - Santé et Action sociale	13 037 000,00	-	13 037 000,00	12 761 655,00	140 373,18	-	-	140 373,18	-	-	140 373,18	140 373,18
40 - Services communs	1 992 000,00	111 500,00	2 103 500,00	2 101 500,00	4 828,18	-	-	4 828,18	-	-	4 828,18	4 828,18
41 - Santé	6 045 000,00	-80 000,00	5 965 000,00	5 938 382,00	-	-	-	-	-	-	-	-
42 - Action sociale	5 000 000,00	-31 500,00	4 968 500,00	4 721 773,00	135 545,00	-	-	135 545,00	-	-	135 545,00	135 545,00
EAE - Environnement et énergie	30 858 000,00	-141 018,00	30 716 982,00	28 115 304,52	249 821,65	-	-	167 295,88	-	-	249 821,65	167 295,88
937 - Environnement	25 438 000,00	-	25 438 000,00	23 293 677,07	164 600,10	-	-	164 600,10	-	-	164 600,10	164 600,10
71 - Actions transversales	7 210 000,00	-	7 210 000,00	2 491 329,65	6 943,50	-	-	6 943,50	-	-	6 943,50	6 943,50
72 - Actions en matière de déchets	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 575 000,00	153 108,39	-	-	153 108,39	-	-	153 108,39	153 108,39
73 - Politique de l'air	1 500 000,00	-28 551,00	1 471 449,00	945 480,00	3 825,24	-	-	3 825,24	-	-	3 825,24	3 825,24
74 - Politique de l'eau	775 000,00	-	775 000,00	487 552,50	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	433 000,00	28 551,00	461 551,00	4 053 551,00	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	13 270 000,00	-	13 270 000,00	13 233 011,92	722,97	-	-	722,97	-	-	722,97	722,97
78 - Autres actions	550 000,00	-	550 000,00	507 752,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 420 000,00	-141 018,00	5 278 982,00	4 821 627,45	85 221,55	-	-	2 695,78	-	-	85 221,55	2 695,78
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 420 000,00	-141 018,00	5 278 982,00	4 821 627,45	85 221,55	-	-	2 695,78	-	-	85 221,55	2 695,78
ESE - Enseignement secondaire	210 893 000,00	2 434 383,00	213 327 383,00	213 964 584,35	10 064,39	-	-	10 064,39	-	-	10 064,39	10 064,39
932 - Enseignement	210 893 000,00	2 434 383,00	213 327 383,00	213 964 584,35	10 064,39	-	-	10 064,39	-	-	10 064,39	10 064,39
222 - Lycées publics	125 921 000,00	6 722 281,72	132 643 281,72	133 505 781,72	10 064,39	-	-	10 064,39	-	-	10 064,39	10 064,39
223 - Lycées privés	38 900 000,00	1 239 155,27	40 139 155,27	40 139 155,27	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	16 062 000,00	2 568 387,55	18 630 387,55	18 784 945,55	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	30 010 000,00	-8 095 441,54	21 914 558,46	21 534 701,81	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	13 300 000,00	-	13 300 000,00	12 266 253,91	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	13 300 000,00	-	13 300 000,00	12 266 253,91	-	-	-	-	-	-	-	-
23 - Enseignement supérieur	13 300 000,00	-	13 300 000,00	12 266 253,91	-	-	-	-	-	-	-	-
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	634 083 000,00	560 978,00	634 643 978,00	568 416 104,34	11 930 555,92	-	-	11 667 197,56	-	-	11 930 555,92	11 667 197,56
931 - Formation professionnelle et apprentissage	634 083 000,00	560 978,00	634 643 978,00	568 416 104,34	11 930 555,92	-	-	11 667 197,56	-	-	11 930 555,92	11 667 197,56
10 - Services Communs	7 966 000,00	63 836,50	8 029 836,50	8 031 410,50	30 351,65	-	-	30 351,65	-	-	30 351,65	30 351,65
11 - Formation professionnelle	275 397 000,00	560 978,00	275 957 978,00	207 145 104,95	11 900 204,27	-	-	11 636 845,91	-	-	11 900 204,27	11 636 845,91
12 - Apprentissage	350 720 000,00	-63 836,50	350 656 163,50	353 239 588,89	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	1 950 000,00	-	1 950 000,00	1 399 228,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 950 000,00	-	1 950 000,00	1 399 228,00	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	100 000,00	-	100 000,00	16 900,00	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 850 000,00	-	1 850 000,00	1 382 328,00	-	-	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	150 000,00	-	150 000,00	13 838,40	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	150 000,00	-	150 000,00	13 838,40	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	150 000,00	-	150 000,00	13 838,40	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	47 812 000,00	350 000,00	48 162 000,00	42 857 247,00	19 319,30	-	-	19 319,30	-	-	19 319,30	19 319,30
930 - Services généraux	47 312 000,00	350 000,00	47 662 000,00	42 572 247,00	19 319,30	-	-	19 319,30	-	-	19 319,30	19 319,30
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	42 753 000,00	350 000,00	43 103 000,00	38 518 247,00	18 635,36	-	-	18 635,36	-	-	18 635,36	18 635,36
021 - Conseil régional	3 899 000,00	-	3 899 000,00	3 604 000,00	585,96	-	-	585,96	-	-	585,96	585,96
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	660 000,00	-	660 000,00	450 000,00	97,98	-	-	97,98	-	-	97,98	97,98
933 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	285 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	285 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 642 000,00	-350 000,00	3 292 000,00	2 959 000,00	7 211,60	-	-	7 211,60	-	-	7 211,60	7 211,60
930 - Services généraux	3 262 000,00	-350 000,00	2 912 000,00	2 694 000,00	7 211,60	-	-	7 211,60	-	-	7 211,60	7 211,60
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 319 000,00	-350 000,00	1 969 000,00	1 864 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	770 000,00	7 211,60	-	-	7 211,60	-	-	7 211,60	7 211,60
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	60 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	380 000,00	-	380 000,00	265 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
222 - Lycées publics	380 000,00	-	380 000,00	265 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	8 185 782,84	11 242,78	-	-	11 242,78	-	-	11 242,78	11 242,78
935 - Aménagement des territoires	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	8 185 782,84	11 242,78	-	-	11 242,78	-	-	11 242,78	11 242,78
51 - Politique de la ville	9 940 000,00	-70 763,50	9 869 236,50	8 185 782,84	11 242,78	-	-	11 242,78	-	-	11 242,78	11 242,78
RIN - Recherche	41 648 000,00	-	41 648 000,00	39 071 736,25	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 848 000,00	-	1 848 000,00	1 250 345,00	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	1 848 000,00	-	1 848 000,00	1 250 345,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	39 800 000,00	-	39 800 000,00	37 821 391,25	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	39 800 000,00	-	39 800 000,00	37 821 391,25	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 826 763,50	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 826 763,50	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 756 000,00	70 763,50	2 826 763,50	2 826 763,50	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 117 000,00	10 001,80	-	-	10 001,80	-	-	10 001,80	10 001,80
930 - Services généraux	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 117 000,00	10 001,80	-	-	10 001,80	-	-	10 001,80	10 001,80
0202 - Autres moyens généraux	4 117 000,00	-	4 117 000,00	4 117 000,00	10 001,80	-	-	10 001,80	-	-	10 001,80	10 001,80
SL - Sports et Loisirs	9 585 000,00	-	9 585 000,00	9 030 041,00	51,65	-	-	51,65	-	-	51,65	51,65
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 585 000,00	-	9 585 000,00	9 030 041,00	51,65	-	-	51,65	-	-	51,65	51,65
32 - Sports	8 115 000,00	75 000,00	8 190 000,00	8 235 784,00	51,65	-	-	51,65	-	-	51,65	51,65
33 - Loisirs	1 470 000,00	-75 000,00	1 395 000,00	794 257,00	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2008	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	677 415 000,00	-	677 415 000,00	660 370 416,00	56 624,46	-	-	56 624,46	-	-	56 624,46	56 624,46
938 - Transports	677 415 000,00	-	677 415 000,00	660 370 416,00	56 624,46	-	-	56 624,46	-	-	56 624,46	56 624,46
80 - Services communs	770 000,00	54 052,00	824 052,00	824 052,00	56 619,48	-	-	56 619,48	-	-	56 619,48	56 619,48
810 - Services communs	667 645 000,00	-54 052,00	667 590 948,00	653 546 364,00	4,98	-	-	4,98	-	-	4,98	4,98
818 - Autres transports en commun	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	23 675 000,00	-	23 675 000,00	35 944 651,58	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	23 675 000,00	-	23 675 000,00	35 944 651,58	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	23 675 000,00	-	23 675 000,00	35 944 651,58	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 064 523 000,00	5 505 361,00	2 070 028 361,00	1 982 678 030,03	14 015 996,91	-27 449,80	-	13 670 112,82	-0,04	-	13 988 547,11	13 670 112,78
				95,78 %						-	-0,20 %	-0,00 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2009

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	4 703 000,00	-500 000,00	4 203 000,00	3 974 293,13	420 807,22	-	-	420 807,22	-	-	420 807,22	420 807,22
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	4 703 000,00	-500 000,00	4 203 000,00	3 974 293,13	420 807,22	-	-	420 807,22	-	-	420 807,22	420 807,22
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-178 813,00	1 021 187,00	979 187,00	294 569,98	-	-	294 569,98	-	-	294 569,98	294 569,98
044 - Aide publique au développement	2 250 000,00	-	2 250 000,00	2 139 187,06	8 479,23	-	-	8 479,23	-	-	8 479,23	8 479,23
048 - Autres actions internationales	1 253 000,00	-321 187,00	931 813,00	855 919,07	117 758,01	-	-	117 758,01	-	-	117 758,01	117 758,01
AM - Aménagement	29 447 000,00	-	29 447 000,00	27 895 289,16	72 544,72	-11 083,75	-	72 544,72	-	-	61 460,97	72 544,72
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	25 450 000,00	-	25 450 000,00	24 102 636,00	44 045,13	-11 083,75	-	44 045,13	-	-	32 961,38	44 045,13
50 - Services communs	21 450 000,00	-	21 450 000,00	21 031 236,00	44 045,13	-11 083,75	-	44 045,13	-	-	32 961,38	44 045,13
52 - Agglomérations et villes moyennes	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 071 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	3 997 000,00	-	3 997 000,00	3 792 653,16	28 499,59	-	-	28 499,59	-	-	28 499,59	28 499,59
76 - Patrimoine naturel	3 997 000,00	-	3 997 000,00	3 792 653,16	28 499,59	-	-	28 499,59	-	-	28 499,59	28 499,59
CI - Citoyenneté	5 540 000,00	-544 000,00	4 996 000,00	4 674 904,25	8 061,33	-	-	8 061,33	-	-	8 061,33	8 061,33
930 - Services généraux	4 540 000,00	-544 000,00	3 996 000,00	3 955 067,45	8 061,33	-	-	8 061,33	-	-	8 061,33	8 061,33
0202 - Autres moyens généraux	350 000,00	-350 000,00	-	544 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 190 000,00	-194 000,00	3 996 000,00	3 411 067,45	8 061,33	-	-	8 061,33	-	-	8 061,33	8 061,33
934 - Développement social et santé	1 000 000,00	-	1 000 000,00	719 836,80	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	719 836,80	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	8 905 000,00	4 990,00	-	-	4 990,00	-	-	4 990,00	4 990,00
930 - Services généraux	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	8 905 000,00	4 990,00	-	-	4 990,00	-	-	4 990,00	4 990,00
0202 - Autres moyens généraux	13 900 000,00	434 000,00	14 334 000,00	8 905 000,00	4 990,00	-	-	4 990,00	-	-	4 990,00	4 990,00
CU - Culture	54 560 000,00	2 010 000,00	56 570 000,00	55 844 847,00	6 340,61	-	-	1 885,01	-	-	6 340,61	1 885,01
933 - Culture, sports et loisirs	54 560 000,00	2 010 000,00	56 570 000,00	55 844 847,00	6 340,61	-	-	1 885,01	-	-	6 340,61	1 885,01
312 - Activités culturelles et artistiques	54 381 000,00	2 000 000,00	56 381 000,00	55 655 847,00	1 871,01	-	-	1 871,01	-	-	1 871,01	1 871,01
313 - Patrimoine	179 000,00	10 000,00	189 000,00	189 000,00	4 469,60	-	-	14,00	-	-	4 469,60	14,00
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	92 669 000,00	-	92 669 000,00	87 411 921,92	664 895,47	-0,01	-	664 895,48	-0,01	-	664 895,47	664 895,47
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	92 669 000,00	-	92 669 000,00	87 411 921,92	664 895,47	-0,01	-	664 895,48	-0,01	-	664 895,47	664 895,47
91 - Interventions économiques transversales	74 054 000,00	-163 985,00	73 890 015,00	68 522 799,92	9 544,49	-0,01	-	9 544,50	-0,01	-	9 544,49	9 544,49
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	18 615 000,00	163 985,00	18 778 985,00	18 889 122,00	655 350,98	-	-	655 350,98	-	-	655 350,98	655 350,98

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
DSS - Développement social et santé	179 916 000,00	-	179 916 000,00	174 310 855,05	248 529,28	-	-	248 529,28	-	-	248 529,28	248 529,28
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 629 000,00	-	166 629 000,00	162 085 841,00	4 181,35	-	-	4 181,35	-	-	4 181,35	4 181,35
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	2 560 630,00	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	163 241 000,00	-	163 241 000,00	159 525 211,00	4 181,35	-	-	4 181,35	-	-	4 181,35	4 181,35
934 - Santé et Action sociale	13 287 000,00	-	13 287 000,00	12 225 014,05	244 347,93	-	-	244 347,93	-	-	244 347,93	244 347,93
40 - Services communs	1 942 000,00	155 825,00	2 097 825,00	2 010 010,34	55 442,26	-	-	55 442,26	-	-	55 442,26	55 442,26
41 - Santé	6 447 000,00	-	6 447 000,00	6 444 072,00	179 446,07	-	-	179 446,07	-	-	179 446,07	179 446,07
42 - Action sociale	4 898 000,00	-155 825,00	4 742 175,00	3 770 931,71	9 459,60	-	-	9 459,60	-	-	9 459,60	9 459,60
EAE - Environnement et énergie	32 649 000,00	-	32 649 000,00	30 450 748,99	72 480,18	-	-	72 480,18	-	-	72 480,18	72 480,18
937 - Environnement	27 279 000,00	-	27 279 000,00	25 670 610,95	67 660,18	-	-	67 660,18	-	-	67 660,18	67 660,18
71 - Actions transversales	6 510 000,00	-9 738,80	6 500 261,20	2 114 921,48	35 317,99	-	-	35 317,99	-	-	35 317,99	35 317,99
72 - Actions en matière de déchets	1 750 000,00	-	1 750 000,00	1 710 049,08	30 814,12	-	-	30 814,12	-	-	30 814,12	30 814,12
73 - Politique de l'air	1 554 000,00	-57 812,52	1 496 187,48	1 070 000,00	1 528,07	-	-	1 528,07	-	-	1 528,07	1 528,07
74 - Politique de l'eau	535 000,00	16 151,32	551 151,32	551 151,32	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	540 000,00	51 400,00	591 400,00	4 449 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	15 640 000,00	-	15 640 000,00	15 071 089,07	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autres actions	750 000,00	-	750 000,00	704 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 370 000,00	-	5 370 000,00	4 780 138,04	4 800,00	-	-	4 800,00	-	-	4 800,00	4 800,00
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 370 000,00	-	5 370 000,00	4 780 138,04	4 800,00	-	-	4 800,00	-	-	4 800,00	4 800,00
ESE - Enseignement secondaire	221 934 000,00	-	221 934 000,00	214 575 475,29	104 900,94	-	-	104 900,94	-	-	104 900,94	104 900,94
932 - Enseignement	221 934 000,00	-	221 934 000,00	214 575 475,29	104 900,94	-	-	104 900,94	-	-	104 900,94	104 900,94
222 - Lycées publics	130 011 000,00	1 367 714,20	131 378 714,20	131 378 714,20	104 900,94	-	-	104 900,94	-	-	104 900,94	104 900,94
223 - Lycées privés	39 990 000,00	1 682 488,60	41 672 488,60	41 672 488,60	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	18 033 000,00	392 059,00	18 425 059,00	18 425 059,00	-	-	-	-	-	-	-	-
28 - Autres services périscolaires et annexes	33 900 000,00	-3 442 261,80	30 457 738,20	23 099 213,49	-	-	-	-	-	-	-	-
ESU - Enseignement supérieur	13 080 000,00	-	13 080 000,00	12 236 572,81	46 686,59	-	-	46 686,59	-	-	46 686,59	46 686,59
932 - Enseignement	13 080 000,00	-	13 080 000,00	12 236 572,81	46 686,59	-	-	46 686,59	-	-	46 686,59	46 686,59
23 - Enseignement supérieur	13 080 000,00	-	13 080 000,00	12 236 572,81	46 686,59	-	-	46 686,59	-	-	46 686,59	46 686,59
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	633 767 000,00	-	633 767 000,00	488 000 799,81	13 138 687,54	-	-	13 138 687,54	-	-	13 138 687,54	13 138 687,54
931 - Formation professionnelle et apprentissage	633 767 000,00	-	633 767 000,00	488 000 799,81	13 138 687,54	-	-	13 138 687,54	-	-	13 138 687,54	13 138 687,54
10 - Services Communs	8 203 000,00	200 000,00	8 403 000,00	8 279 000,00	21 796,39	-	-	21 796,39	-	-	21 796,39	21 796,39
11 - Formation professionnelle	273 086 000,00	4 451 852,00	277 537 852,00	196 107 652,63	13 116 891,15	-	-	13 116 891,15	-	-	13 116 891,15	13 116 891,15
12 - Apprentissage	352 478 000,00	-4 651 852,00	347 826 148,00	283 614 147,18	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	1 790 000,00	-	1 790 000,00	1 323 832,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 790 000,00	-	1 790 000,00	1 323 832,00	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	900,00	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 790 000,00	-	1 790 000,00	1 322 932,00	-	-	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	50 000,00	-	50 000,00	32 139,10	325,86	-	-	325,86	-	-	325,86	325,86
937 - Environnement	50 000,00	-	50 000,00	32 139,10	325,86	-	-	325,86	-	-	325,86	325,86
78 - Autre actions	50 000,00	-	50 000,00	32 139,10	325,86	-	-	325,86	-	-	325,86	325,86

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	49 858 000,00	-943 000,00	48 915 000,00	44 975 247,00	9 911,23	-	-	9 911,23	-	-	9 911,23	9 911,23
930 - Services généraux	49 358 000,00	-943 000,00	48 415 000,00	44 625 247,00	9 911,22	-	-	9 911,22	-	-	9 911,22	9 911,22
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	44 883 000,00	-943 000,00	43 940 000,00	41 099 247,00	9 729,27	-	-	9 729,27	-	-	9 729,27	9 729,27
021 - Conseil régional	3 915 000,00	-	3 915 000,00	2 966 000,00	181,95	-	-	181,95	-	-	181,95	181,95
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	560 000,00	-	560 000,00	560 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
313 - Patrimoine	500 000,00	-	500 000,00	350 000,00	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 258 000,00	-	3 258 000,00	2 720 500,00	56 606,08	-	-	56 606,08	-	-	56 606,08	56 606,08
930 - Services généraux	2 943 000,00	-	2 943 000,00	2 464 250,00	56 604,08	-	-	56 604,08	-	-	56 604,08	56 604,08
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 000 000,00	113 000,00	2 113 000,00	1 634 250,00	35 097,33	-	-	35 097,33	-	-	35 097,33	35 097,33
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	770 000,00	18 356,75	-	-	18 356,75	-	-	18 356,75	18 356,75
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-113 000,00	60 000,00	60 000,00	3 150,00	-	-	3 150,00	-	-	3 150,00	3 150,00
932 - Enseignement	315 000,00	-	315 000,00	256 250,00	2,00	-	-	2,00	-	-	2,00	2,00
222 - Lycées publics	315 000,00	-	315 000,00	256 250,00	2,00	-	-	2,00	-	-	2,00	2,00
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 801 186,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 801 186,00	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 600 000,00	-	9 600 000,00	7 801 186,00	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	43 146 000,00	-	43 146 000,00	40 463 269,93	2 392,00	-	-	2 392,00	-	-	2 392,00	2 392,00
935 - Aménagement des territoires	2 816 000,00	-	2 816 000,00	2 368 051,68	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	2 816 000,00	-	2 816 000,00	2 368 051,68	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	40 330 000,00	-	40 330 000,00	38 095 218,25	2 392,00	-	-	2 392,00	-	-	2 392,00	2 392,00
92 - Recherche et innovation	40 330 000,00	-	40 330 000,00	38 095 218,25	2 392,00	-	-	2 392,00	-	-	2 392,00	2 392,00
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	3 248 000,00	-	3 248 000,00	3 625 499,33	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	487 000,00	-	487 000,00	972 392,33	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	487 000,00	-	487 000,00	972 392,33	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 761 000,00	-	2 761 000,00	2 653 107,00	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 761 000,00	-	2 761 000,00	2 653 107,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 393 000,00	85 884,27	-	-	85 884,27	-	-	85 884,27	85 884,27
930 - Services généraux	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 393 000,00	85 884,27	-	-	85 884,27	-	-	85 884,27	85 884,27
0202 - Autres moyens généraux	4 893 000,00	1 553 000,00	6 446 000,00	5 393 000,00	85 884,27	-	-	85 884,27	-	-	85 884,27	85 884,27
SL - Sports et Loisirs	9 469 000,00	-	9 469 000,00	8 532 869,00	25 512,20	-	-	25 512,20	-	-	25 512,20	25 512,20
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 469 000,00	-	9 469 000,00	8 532 869,00	25 512,20	-	-	25 512,20	-	-	25 512,20	25 512,20
32 - Sports	8 059 000,00	-	8 059 000,00	7 815 326,00	25 000,20	-	-	25 000,20	-	-	25 000,20	25 000,20
33 - Loisirs	1 410 000,00	-	1 410 000,00	717 543,00	512,00	-	-	512,00	-	-	512,00	512,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2009	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	693 355 000,00	-	693 355 000,00	711 180 000,00	154,91	-	-	154,91	-	-	154,91	154,91
938 - Transports	693 355 000,00	-	693 355 000,00	711 180 000,00	154,91	-	-	154,91	-	-	154,91	154,91
80 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	55 000,00	154,91	-	-	154,91	-	-	154,91	154,91
810 - Services communs	683 355 000,00	-	683 355 000,00	704 525 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 114 963,37	118,00	-	-	118,00	-	-	118,00	118,00
939 - Action économique	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 114 963,37	118,00	-	-	118,00	-	-	118,00	118,00
95 - Tourisme et thermalisme	24 583 000,00	-	24 583 000,00	25 114 963,37	118,00	-	-	118,00	-	-	118,00	118,00
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 125 415 000,00	2 010 000,00	2 127 425 000,00	1 959 443 213,14	14 969 808,43	-11 083,75	-	14 965 352,84	-0,01	-	14 958 724,68	14 965 352,83
				92,10 %						-	-0,07 %	-0,00 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2010

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	5 110 000,00	-	5 110 000,00	4 247 371,09	668,27	-	-	668,27	-	-	668,27	668,27
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	5 110 000,00	-	5 110 000,00	4 247 371,09	668,27	-	-	668,27	-	-	668,27	668,27
042 - Actions européennes	1 200 000,00	-	1 200 000,00	866 221,09	236,36	-	-	236,36	-	-	236,36	236,36
044 - Aide publique au développement	2 460 000,00	-	2 460 000,00	2 458 928,00	45,04	-	-	45,04	-	-	45,04	45,04
048 - Autres actions internationales	1 450 000,00	-	1 450 000,00	922 222,00	386,87	-	-	386,87	-	-	386,87	386,87
AM - Aménagement	28 622 000,00	-	28 622 000,00	24 302 869,13	1 753,36	-1 638,03	-	1 753,36	-	-	115,33	1 753,36
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	23 924 000,00	-	23 924 000,00	20 132 963,15	1 638,04	-1 638,03	-	1 638,04	-	-	0,01	1 638,04
50 - Services communs	20 714 000,00	-70 000,00	20 644 000,00	19 946 563,15	1 638,04	-1 638,03	-	1 638,04	-	-	0,01	1 638,04
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 210 000,00	70 000,00	3 280 000,00	186 400,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 698 000,00	-	4 698 000,00	4 169 905,98	115,32	-	-	115,32	-	-	115,32	115,32
76 - Patrimoine naturel	4 698 000,00	-	4 698 000,00	4 169 905,98	115,32	-	-	115,32	-	-	115,32	115,32
CI - Citoyenneté	5 500 000,00	-	5 500 000,00	4 286 940,00	13 827,22	-	-	13 827,22	-	-	13 827,22	13 827,22
930 - Services généraux	4 500 000,00	-	4 500 000,00	3 566 640,00	13 827,22	-	-	13 827,22	-	-	13 827,22	13 827,22
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 266 640,00	13 827,22	-	-	13 827,22	-	-	13 827,22	13 827,22
934 - Développement social et santé	1 000 000,00	-	1 000 000,00	720 300,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	720 300,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	13 900 000,00	-	13 900 000,00	12 356 500,00	3 289,00	-	-	3 289,00	-	-	3 289,00	3 289,00
930 - Services généraux	13 900 000,00	-	13 900 000,00	12 356 500,00	3 289,00	-	-	3 289,00	-	-	3 289,00	3 289,00
0202 - Autres moyens généraux	13 900 000,00	-	13 900 000,00	12 356 500,00	3 289,00	-	-	3 289,00	-	-	3 289,00	3 289,00
CU - Culture	55 704 000,00	2 000 000,00	57 704 000,00	57 048 408,00	2 535,89	-	-	2 535,89	-	-	2 535,89	2 535,89
933 - Culture, sports et loisirs	55 704 000,00	2 000 000,00	57 704 000,00	57 048 408,00	2 535,89	-	-	2 535,89	-	-	2 535,89	2 535,89
312 - Activités culturelles et artistiques	55 525 000,00	2 000 000,00	57 525 000,00	56 869 408,00	2 535,88	-	-	2 535,88	-	-	2 535,88	2 535,88
313 - Patrimoine	179 000,00	-	179 000,00	179 000,00	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	87 875 000,00	-	87 875 000,00	82 599 977,73	1 546 493,75	-134 304,96	-	1 546 493,76	-134 304,97	-	1 412 188,79	1 412 188,79
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	87 875 000,00	-	87 875 000,00	82 599 977,73	1 546 493,75	-134 304,96	-	1 546 493,76	-134 304,97	-	1 412 188,79	1 412 188,79
91 - Interventions économiques transversales	72 075 000,00	-	72 075 000,00	68 066 128,73	580 797,35	-18 443,96	-	580 797,36	-18 443,97	-	562 353,39	562 353,39
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	15 800 000,00	-	15 800 000,00	14 533 849,00	965 696,40	-115 861,00	-	965 696,40	-115 861,00	-	849 835,40	849 835,40

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
DSS - Développement social et santé	178 305 000,00	-	178 305 000,00	173 599 390,00	10 628,58	-	-	10 628,58	-	-	10 628,58	10 628,58
931 - Formation professionnelle et apprentissage	166 910 000,00	-	166 910 000,00	162 227 649,00	240,75	-	-	240,75	-	-	240,75	240,75
11 - Formation professionnelle	3 388 000,00	-	3 388 000,00	3 388 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
13 - Formations sanitaires et sociales	163 522 000,00	-	163 522 000,00	158 839 649,00	240,75	-	-	240,75	-	-	240,75	240,75
934 - Santé et Action sociale	11 395 000,00	-	11 395 000,00	11 371 741,00	10 387,83	-	-	10 387,83	-	-	10 387,83	10 387,83
40 - Services communs	1 852 000,00	44 296,00	1 896 296,00	1 863 500,00	1 106,27	-	-	1 106,27	-	-	1 106,27	1 106,27
41 - Santé	6 037 000,00	-	6 037 000,00	6 046 537,00	9 281,56	-	-	9 281,56	-	-	9 281,56	9 281,56
42 - Action sociale	3 506 000,00	-44 296,00	3 461 704,00	3 461 704,00	-	-	-	-	-	-	-	-
EAE - Environnement et énergie	32 630 000,00	-	32 630 000,00	30 837 299,92	151 622,17	-	-	151 622,17	-	-	151 622,17	151 622,17
937 - Environnement	27 140 000,00	-	27 140 000,00	25 738 955,92	151 011,82	-	-	151 011,82	-	-	151 011,82	151 011,82
71 - Actions transversales	6 275 000,00	166 201,67	6 441 201,67	2 406 292,07	5 741,03	-	-	5 741,03	-	-	5 741,03	5 741,03
72 - Actions en matière de déchets	2 750 000,00	-	2 750 000,00	2 550 200,93	123 218,47	-	-	123 218,47	-	-	123 218,47	123 218,47
73 - Politique de l'air	1 130 000,00	-44 775,12	1 085 224,88	890 000,00	207,51	-	-	207,51	-	-	207,51	207,51
74 - Politique de l'eau	565 000,00	44 775,12	609 775,12	609 775,12	-	-	-	-	-	-	-	-
75 - Politique de l'énergie	480 000,00	-89 105,00	390 895,00	4 302 040,00	74,14	-	-	74,14	-	-	74,14	74,14
76 - Patrimoine naturel	15 240 000,00	-77 096,67	15 162 903,33	14 312 847,80	21 770,67	-	-	21 770,67	-	-	21 770,67	21 770,67
78 - Autres actions	700 000,00	-	700 000,00	667 800,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action Economique	5 490 000,00	-	5 490 000,00	5 098 344,00	610,35	-	-	610,35	-	-	610,35	610,35
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	5 490 000,00	-	5 490 000,00	5 098 344,00	610,35	-	-	610,35	-	-	610,35	610,35
ESE - Enseignement secondaire	213 807 000,00	253 068,00	214 060 068,00	223 951 965,54	48 407,89	-	-	48 407,89	-	-	48 407,89	48 407,89
932 - Enseignement	213 807 000,00	253 068,00	214 060 068,00	223 951 965,54	48 407,89	-	-	48 407,89	-	-	48 407,89	48 407,89
222 - Lycées publics	128 883 000,00	1 504 307,00	130 387 307,00	130 370 536,00	10 707,51	-	-	10 707,51	-	-	10 707,51	10 707,51
223 - Lycées privés	41 749 000,00	410 834,37	42 159 834,37	42 224 397,97	-	-	-	-	-	-	-	-
224 - Participation à des cités mixtes	17 059 000,00	-291 307,00	16 767 693,00	16 762 953,00	37 608,38	-	-	37 608,38	-	-	37 608,38	37 608,38
28 - Autres services périscolaires et annexes	26 116 000,00	-1 370 766,37	24 745 233,63	34 594 078,57	92,00	-	-	92,00	-	-	92,00	92,00
ESU - Enseignement supérieur	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	11 534 324,80	1 800,00	-	-	1 800,00	-	-	1 800,00	1 800,00
932 - Enseignement	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	11 534 324,80	1 800,00	-	-	1 800,00	-	-	1 800,00	1 800,00
23 - Enseignement supérieur	12 207 000,00	-253 068,00	11 953 932,00	11 534 324,80	1 800,00	-	-	1 800,00	-	-	1 800,00	1 800,00
FPA - Formation professionnelle, apprentissage et emploi	646 737 000,00	-	646 737 000,00	590 756 847,50	18 924 883,65	-	-	18 924 883,65	-	-	18 924 883,65	18 924 883,65
931 - Formation professionnelle et apprentissage	646 737 000,00	-	646 737 000,00	590 756 847,50	18 924 883,65	-	-	18 924 883,65	-	-	18 924 883,65	18 924 883,65
10 - Services Communs	8 072 000,00	268 603,62	8 340 603,62	8 340 603,62	11 756,58	-	-	11 756,58	-	-	11 756,58	11 756,58
11 - Formation professionnelle	292 965 000,00	-	292 965 000,00	284 290 868,62	18 913 127,07	-	-	18 913 127,07	-	-	18 913 127,07	18 913 127,07
12 - Apprentissage	345 700 000,00	-268 603,62	345 431 396,38	298 125 375,26	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
91 - Interventions économiques transversales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LO - Logement	1 353 000,00	-	1 353 000,00	1 245 744,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	1 353 000,00	-	1 353 000,00	1 245 744,00	-	-	-	-	-	-	-	-
50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
54 - Habitat - Logement	1 353 000,00	-	1 353 000,00	1 245 744,00	-	-	-	-	-	-	-	-
MO - Mobilités	35 000,00	-	35 000,00	23 398,40	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	35 000,00	-	35 000,00	23 398,40	-	-	-	-	-	-	-	-
78 - Autre actions	35 000,00	-	35 000,00	23 398,40	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	50 242 000,00	65 000,00	50 307 000,00	48 026 689,00	30 485,75	-	-	30 485,75	-	-	30 485,75	30 485,75
930 - Services généraux	49 857 000,00	65 000,00	49 922 000,00	47 641 689,00	30 485,75	-	-	30 485,75	-	-	30 485,75	30 485,75
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	45 442 000,00	65 000,00	45 507 000,00	43 256 689,00	29 797,02	-	-	29 797,02	-	-	29 797,02	29 797,02
021 - Conseil régional	3 915 000,00	-	3 915 000,00	3 885 000,00	688,73	-	-	688,73	-	-	688,73	688,73
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	500 000,00	-	500 000,00	500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	385 000,00	-	385 000,00	385 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	385 000,00	-	385 000,00	385 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 505 000,00	-65 000,00	3 440 000,00	3 252 856,00	12 626,72	-	-	12 626,72	-	-	12 626,72	12 626,72
930 - Services généraux	3 070 000,00	-65 000,00	3 005 000,00	2 817 856,00	1 523,37	-	-	1 523,37	-	-	1 523,37	1 523,37
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 127 000,00	-65 000,00	2 062 000,00	2 124 856,00	1 523,37	-	-	1 523,37	-	-	1 523,37	1 523,37
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	600 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	173 000,00	-	173 000,00	93 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	435 000,00	-	435 000,00	435 000,00	11 103,35	-	-	11 103,35	-	-	11 103,35	11 103,35
222 - Lycées publics	435 000,00	-	435 000,00	435 000,00	11 103,35	-	-	11 103,35	-	-	11 103,35	11 103,35
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 399 468,50	1 782,07	-	-	1 782,07	-	-	1 782,07	1 782,07
935 - Aménagement des territoires	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 399 468,50	1 782,07	-	-	1 782,07	-	-	1 782,07	1 782,07
51 - Politique de la ville	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 399 468,50	1 782,07	-	-	1 782,07	-	-	1 782,07	1 782,07
RIN - Recherche	43 377 000,00	-	43 377 000,00	38 638 330,21	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 572 000,00	-	2 572 000,00	1 526 131,80	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	2 572 000,00	-	2 572 000,00	1 526 131,80	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	40 805 000,00	-	40 805 000,00	37 112 198,41	-	-	-	-	-	-	-	-
92 - Recherche et innovation	40 805 000,00	-	40 805 000,00	37 112 198,41	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	3 723 000,00	-	3 723 000,00	3 526 659,00	33 012,40	-	-	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40
932 - Enseignement	1 115 000,00	-	1 115 000,00	1 115 064,00	33 012,40	-	-	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40
27 - Sécurité	1 115 000,00	-	1 115 000,00	1 115 064,00	33 012,40	-	-	33 012,40	-	-	33 012,40	33 012,40
935 - Aménagement des territoires	2 608 000,00	-	2 608 000,00	2 411 595,00	-	-	-	-	-	-	-	-
57 - Sécurité	2 608 000,00	-	2 608 000,00	2 411 595,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 125 000,00	62 382,32	-	-	62 382,32	-	-	62 382,32	62 382,32
930 - Services généraux	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 125 000,00	62 382,32	-	-	62 382,32	-	-	62 382,32	62 382,32
0202 - Autres moyens généraux	5 125 000,00	-	5 125 000,00	5 125 000,00	62 382,32	-	-	62 382,32	-	-	62 382,32	62 382,32
SL - Sports et Loisirs	9 304 000,00	-	9 304 000,00	8 313 085,00	13 757,00	-	-	13 757,00	-	-	13 757,00	13 757,00
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	9 304 000,00	-	9 304 000,00	8 313 085,00	13 757,00	-	-	13 757,00	-	-	13 757,00	13 757,00
32 - Sports	7 722 000,00	-	7 722 000,00	7 402 193,00	13 757,00	-	-	13 757,00	-	-	13 757,00	13 757,00
33 - Loisirs	1 582 000,00	-	1 582 000,00	910 892,00	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2010	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	716 055 000,00	-	716 055 000,00	714 654 629,99	-	-	-	-	-	-	-	-
938 - Transports	716 055 000,00	-	716 055 000,00	714 654 629,99	-	-	-	-	-	-	-	-
80 - Services communs	140 000,00	65 105,50	205 105,50	205 105,50	-	-	-	-	-	-	-	-
810 - Services communs	707 915 000,00	-3 565 105,50	704 349 894,50	704 349 524,49	-	-	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	8 000 000,00	3 500 000,00	11 500 000,00	10 100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 203 196,83	29,08	-	-	29,08	-	-	29,08	29,08
939 - Action économique	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 203 196,83	29,08	-	-	29,08	-	-	29,08	29,08
95 - Tourisme et thermalisme	24 747 000,00	-	24 747 000,00	24 203 196,83	29,08	-	-	29,08	-	-	29,08	29,08
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 147 163 000,00	2 000 000,00	2 149 163 000,00	2 069 930 950,64	20 859 985,12	-135 942,99	-	20 859 985,13	-134 304,97	-	20 724 042,13	20 725 680,16
				96,31 %							-0,65 %	-0,64 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2011

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	5 028 000,00	230 000,00	5 258 000,00	4 930 048,55	19 213,03	-	-	19 213,03	-	-	19 213,03	19 213,03
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	5 028 000,00	230 000,00	5 258 000,00	4 930 048,55	19 213,03	-	-	19 213,03	-	-	19 213,03	19 213,03
042 - Actions européennes	1 200 000,00	230 000,00	1 430 000,00	1 055 601,80	19 179,31	-	-	19 179,31	-	-	19 179,31	19 179,31
044 - Aide publique au développement	2 730 000,00	-	2 730 000,00	2 903 332,75	0,20	-	-	0,20	-	-	0,20	0,20
048 - Autres actions internationales	1 098 000,00	-	1 098 000,00	971 114,00	33,52	-	-	33,52	-	-	33,52	33,52
AM - Aménagement	30 887 000,00	-	30 887 000,00	30 681 907,02	31 981,40	-26 364,08	-	31 981,40	-	-	5 617,32	31 981,40
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	26 321 000,00	-	26 321 000,00	26 320 791,13	30 728,85	-26 364,08	-	30 728,85	-	-	4 364,77	30 728,85
50 - Services communs	23 290 000,00	-12 426,00	23 277 574,00	23 277 365,13	30 728,85	-26 364,08	-	30 728,85	-	-	4 364,77	30 728,85
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 031 000,00	12 426,00	3 043 426,00	3 043 426,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 566 000,00	-	4 566 000,00	4 361 115,89	1 252,55	-	-	1 252,55	-	-	1 252,55	1 252,55
76 - Patrimoine naturel	4 566 000,00	-	4 566 000,00	4 361 115,89	1 252,55	-	-	1 252,55	-	-	1 252,55	1 252,55
CI - Citoyenneté	5 525 000,00	-	5 525 000,00	4 517 965,35	5 547,97	-	-	5 547,97	-	-	5 547,97	5 547,97
930 - Services généraux	4 275 000,00	-	4 275 000,00	3 542 265,35	5 547,97	-	-	5 547,97	-	-	5 547,97	5 547,97
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	300 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	3 975 000,00	-	3 975 000,00	3 242 265,35	5 547,97	-	-	5 547,97	-	-	5 547,97	5 547,97
934 - Développement social et santé	1 250 000,00	-	1 250 000,00	975 700,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 250 000,00	-	1 250 000,00	975 700,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	14 250 000,00	-	14 250 000,00	13 533 400,00	517,87	-	-	517,87	-	-	517,87	517,87
930 - Services généraux	14 250 000,00	-	14 250 000,00	13 533 400,00	517,87	-	-	517,87	-	-	517,87	517,87
0202 - Autres moyens généraux	14 250 000,00	-	14 250 000,00	13 533 400,00	517,87	-	-	517,87	-	-	517,87	517,87
CU - Culture	57 414 000,00	2 011 000,00	59 425 000,00	59 192 703,22	27 690,81	-	-	27 690,81	-	-	27 690,81	27 690,81
933 - Culture, sports et loisirs	57 414 000,00	2 011 000,00	59 425 000,00	59 192 703,22	27 690,81	-	-	27 690,81	-	-	27 690,81	27 690,81
312 - Activités culturelles et artistiques	57 235 000,00	2 000 000,00	59 235 000,00	59 002 703,22	23 009,12	-	-	23 009,12	-	-	23 009,12	23 009,12
313 - Patrimoine	179 000,00	11 000,00	190 000,00	190 000,00	4 681,69	-	-	4 681,69	-	-	4 681,69	4 681,69
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	81 200 000,00	-	81 200 000,00	75 176 136,97	44 236,91	-	-	44 236,91	-	-	44 236,91	44 236,91
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	81 200 000,00	-	81 200 000,00	75 176 136,97	44 236,91	-	-	44 236,91	-	-	44 236,91	44 236,91
91 - Interventions économiques transversales	68 722 000,00	-	68 722 000,00	63 979 907,97	44 236,91	-	-	44 236,91	-	-	44 236,91	44 236,91
92 - Recherche et innovation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	12 478 000,00	-	12 478 000,00	11 196 229,00	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	45 386 000,00	-70 000,00	45 316 000,00	43 372 013,00	2 237,15	-	-	2 237,15	-	-	2 237,15	2 237,15
	45 006 000,00	-70 000,00	44 936 000,00	42 992 013,00	2 237,15	-	-	2 237,15	-	-	2 237,15	2 237,15
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	40 629 000,00	-85 000,00	40 544 000,00	38 600 013,00	2 046,19	-	-	2 046,19	-	-	2 046,19	2 046,19
	3 952 000,00	-	3 952 000,00	3 952 000,00	15,92	-	-	15,92	-	-	15,92	15,92
	425 000,00	15 000,00	440 000,00	440 000,00	175,04	-	-	175,04	-	-	175,04	175,04
	380 000,00	-	380 000,00	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	380 000,00	-	380 000,00	380 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	3 324 000,00	70 000,00	3 394 000,00	3 393 500,00	26 097,29	-	-	26 097,29	-	-	26 097,29	26 097,29
	2 889 000,00	70 000,00	2 959 000,00	2 958 500,00	25 917,88	-	-	25 917,88	-	-	25 917,88	25 917,88
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 019 000,00	296 000,00	2 315 000,00	2 314 500,00	7 237,88	-	-	7 237,88	-	-	7 237,88	7 237,88
	770 000,00	-211 000,00	559 000,00	559 000,00	18 680,00	-	-	18 680,00	-	-	18 680,00	18 680,00
	100 000,00	-15 000,00	85 000,00	85 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	435 000,00	-	435 000,00	435 000,00	179,41	-	-	179,41	-	-	179,41	179,41
	435 000,00	-	435 000,00	435 000,00	179,41	-	-	179,41	-	-	179,41	179,41
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 425 712,50	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
	9 300 000,00	-	9 300 000,00	7 425 712,50	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
RIN - Recherche	44 750 000,00	-	44 750 000,00	42 415 091,25	96 790,82	-	-	96 790,82	-	-	96 790,82	96 790,82
	3 170 000,00	-	3 170 000,00	2 452 807,44	-	-	-	-	-	-	-	-
	3 170 000,00	-	3 170 000,00	2 452 807,44	-	-	-	-	-	-	-	-
	41 580 000,00	-	41 580 000,00	39 962 283,81	96 790,82	-	-	96 790,82	-	-	96 790,82	96 790,82
	41 580 000,00	-	41 580 000,00	39 962 283,81	96 790,82	-	-	96 790,82	-	-	96 790,82	96 790,82
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	3 923 000,00	-	3 923 000,00	3 512 949,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	1 116 000,00	-	1 116 000,00	1 105 064,00	-	-	-	-	-	-	-	-
SI - Systèmes d'information	1 116 000,00	-	1 116 000,00	1 105 064,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 807 000,00	-	2 807 000,00	2 407 885,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 807 000,00	-	2 807 000,00	2 407 885,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 550 000,00	82 212,43	-	-	82 212,43	-	-	82 212,43	82 212,43
SL - Sports et Loisirs	4 550 000,00	-	4 550 000,00	4 550 000,00	82 212,43	-	-	82 212,43	-	-	82 212,43	82 212,43
	10 481 000,00	-	10 481 000,00	10 359 228,00	164 592,06	-	-	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10 481 000,00	-	10 481 000,00	10 359 228,00	164 592,06	-	-	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
	8 783 000,00	-41 225,00	8 741 775,00	8 620 003,00	164 592,06	-	-	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
931 - Formation professionnelle et apprentissage	1 698 000,00	41 225,00	1 739 225,00	1 739 225,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10 481 000,00	-	10 481 000,00	10 359 228,00	164 592,06	-	-	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
	8 783 000,00	-41 225,00	8 741 775,00	8 620 003,00	164 592,06	-	-	164 592,06	-	-	164 592,06	164 592,06
933 - Culture, sports et loisirs	1 698 000,00	41 225,00	1 739 225,00	1 739 225,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	-											

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2011	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	746 700 000,00	-	746 700 000,00	739 621 629,00	129 105,25	-	-	129 105,25	-	-	129 105,25	129 105,25
938 - Transports	746 700 000,00	-	746 700 000,00	739 621 629,00	129 105,25	-	-	129 105,25	-	-	129 105,25	129 105,25
80 - Services communs	2 438 000,00	323 804,00	2 761 804,00	2 761 964,00	129 105,25	-	-	129 105,25	-	-	129 105,25	129 105,25
810 - Services communs	732 762 000,00	-323 804,00	732 438 196,00	725 359 665,00	-	-	-	-	-	-	-	-
818 - Autres transports en commun	11 500 000,00	-	11 500 000,00	11 500 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	24 550 000,00	-	24 550 000,00	24 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 188 656 300,00	14 241 000,00	2 202 897 300,00	2 140 452 804,02	20 060 888,44	-26 364,08	-	20 060 888,44	-	48 736,80	19 985 787,56	20 012 151,64
				97,17 %						0,00 %	-0,37 %	-0,24 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2012

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	5 666 000,00	292 000,00	5 958 000,00	5 497 056,68	83 575,77	-73 289,87	-	83 575,77	-73 289,87	-	10 285,90	10 285,90
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	5 666 000,00	292 000,00	5 958 000,00	5 497 056,68	83 575,77	-73 289,87	-	83 575,77	-73 289,87	-	10 285,90	10 285,90
042 - Actions européennes	1 000 000,00	295 811,00	1 295 811,00	1 042 310,93	6 992,16	-	-	6 992,16	-	-	6 992,16	6 992,16
044 - Aide publique au développement	3 018 000,00	-	3 018 000,00	2 980 214,75	1 525,23	-	-	1 525,23	-	-	1 525,23	1 525,23
048 - Autres actions internationales	1 648 000,00	-3 811,00	1 644 189,00	1 474 531,00	75 058,38	-73 289,87	-	75 058,38	-73 289,87	-	1 768,51	1 768,51
AM - Aménagement	31 974 000,00	-186 582,97	31 787 417,03	31 347 679,74	83 752,36	-36 223,57	-	83 752,36	-34 653,25	-	47 528,79	49 099,11
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	27 816 000,00	-	27 816 000,00	27 688 420,00	36 283,83	-1 570,32	-	36 283,83	-	-	34 713,51	36 283,83
50 - Services communs	24 666 000,00	22 626,00	24 688 626,00	24 688 420,00	36 283,83	-1 570,32	-	36 283,83	-	-	34 713,51	36 283,83
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 150 000,00	-22 626,00	3 127 374,00	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 158 000,00	-186 582,97	3 971 417,03	3 659 259,74	47 468,53	-34 653,25	-	47 468,53	-34 653,25	-	12 815,28	12 815,28
76 - Patrimoine naturel	4 158 000,00	-186 582,97	3 971 417,03	3 659 259,74	47 468,53	-34 653,25	-	47 468,53	-34 653,25	-	12 815,28	12 815,28
CI - Citoyenneté	6 155 000,00	-	6 155 000,00	4 792 080,16	53 508,16	-53 146,50	-	53 508,16	-53 146,50	-	361,66	361,66
930 - Services généraux	4 705 000,00	-	4 705 000,00	3 489 880,16	53 508,16	-53 146,50	-	53 508,16	-53 146,50	-	361,66	361,66
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 555 000,00	-	4 555 000,00	3 389 880,16	53 508,16	-53 146,50	-	53 508,16	-53 146,50	-	361,66	361,66
934 - Développement social et santé	1 450 000,00	-	1 450 000,00	1 302 200,00	-	-	-	-	-	-	-	-
40 - Services communs	1 450 000,00	-	1 450 000,00	1 302 200,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	13 650 000,00	-	13 650 000,00	13 458 000,00	432,28	-	-	432,28	-	-	432,28	432,28
930 - Services généraux	13 650 000,00	-	13 650 000,00	13 458 000,00	432,28	-	-	432,28	-	-	432,28	432,28
0202 - Autres moyens généraux	13 650 000,00	-	13 650 000,00	13 458 000,00	432,28	-	-	432,28	-	-	432,28	432,28
CU - Culture	60 844 000,00	2 018 000,00	62 862 000,00	61 876 835,29	433 235,03	-25 138,33	-	433 235,03	-25 138,33	186 908,30	221 188,40	221 188,40
933 - Culture, sports et loisirs	60 844 000,00	2 018 000,00	62 862 000,00	61 876 835,29	433 235,03	-25 138,33	-	433 235,03	-25 138,33	186 908,30	221 188,40	221 188,40
312 - Activités culturelles et artistiques	60 665 000,00	2 000 000,00	62 665 000,00	61 684 835,29	431 049,63	-25 138,33	-	431 049,63	-25 138,33	186 908,30	219 003,00	219 003,00
313 - Patrimoine	179 000,00	18 000,00	197 000,00	192 000,00	2 185,40	-	-	2 185,40	-	-	2 185,40	2 185,40
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	52 050 000,00	-	52 050 000,00	46 805 503,39	592 681,43	-577 535,63	-	592 684,43	-577 538,63	-	15 145,80	15 145,80
935 - Aménagement des territoires	3 950 000,00	-	3 950 000,00	3 509 809,14	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 950 000,00	-	3 950 000,00	3 509 809,14	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	48 100 000,00	-	48 100 000,00	43 295 694,25	592 681,43	-577 535,63	-	592 684,43	-577 538,63	-	15 145,80	15 145,80
91 - Interventions économiques transversales	22 800 000,00	-	22 800 000,00	20 727 426,99	44 894,43	-29 748,63	-	44 897,43	-29 751,63	-	15 145,80	15 145,80
92 - Recherche et innovation	11 100 000,00	-	11 100 000,00	10 781 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	14 200 000,00	-	14 200 000,00	11 787 267,26	547 787,00	-547 787,00	-	547 787,00	-547 787,00	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 323 000,00	-750 000,00	42 573 000,00	41 873 925,00	404 555,55	-	-	404 555,55	-	-	404 555,55	404 555,55
930 - Services généraux	42 943 000,00	-750 000,00	42 193 000,00	41 507 605,00	404 555,55	-	-	404 555,55	-	-	404 555,55	404 555,55
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	38 516 000,00	-750 000,00	37 766 000,00	37 110 565,00	397 390,46	-	-	397 390,46	-	-	397 390,46	397 390,46
021 - Conseil régional	4 002 000,00	-	4 002 000,00	3 982 000,00	4 766,19	-	-	4 766,19	-	-	4 766,19	4 766,19
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	425 000,00	-	425 000,00	415 040,00	2 398,90	-	-	2 398,90	-	-	2 398,90	2 398,90
933 - Culture, sports et loisirs	380 000,00	-	380 000,00	366 320,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	380 000,00	-	380 000,00	366 320,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	3 536 000,00	68 000,00	3 604 000,00	3 184 000,00	70 087,05	-	-	70 087,05	-	-	70 087,05	70 087,05
930 - Services généraux	3 048 000,00	-	3 048 000,00	2 628 000,00	60 634,92	-	-	60 634,92	-	-	60 634,92	60 634,92
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 178 000,00	-	2 178 000,00	2 128 000,00	42 756,46	-	-	42 756,46	-	-	42 756,46	42 756,46
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	400 000,00	14 818,46	-	-	14 818,46	-	-	14 818,46	14 818,46
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	3 060,00	-	-	3 060,00	-	-	3 060,00	3 060,00
932 - Enseignement	488 000,00	68 000,00	556 000,00	556 000,00	9 452,13	-	-	9 452,13	-	-	9 452,13	9 452,13
222 - Lycées publics	488 000,00	68 000,00	556 000,00	556 000,00	9 452,13	-	-	9 452,13	-	-	9 452,13	9 452,13
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 650 000,00	-	9 650 000,00	6 765 517,00	118 077,55	-118 077,55	-	118 077,55	-118 077,55	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	9 650 000,00	-	9 650 000,00	6 765 517,00	118 077,55	-118 077,55	-	118 077,55	-118 077,55	-	-	-
51 - Politique de la ville	9 650 000,00	-	9 650 000,00	6 765 517,00	118 077,55	-118 077,55	-	118 077,55	-118 077,55	-	-	-
RIN - Recherche	29 990 000,00	-	29 990 000,00	28 950 276,52	734 532,70	-291 197,59	-	879 296,79	-435 961,68	424 511,19	18 823,92	18 823,92
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	29 990 000,00	-	29 990 000,00	28 950 276,52	734 532,70	-291 197,59	-	879 296,79	-435 961,68	424 511,19	18 823,92	18 823,92
92 - Recherche et Innovation	29 990 000,00	-	29 990 000,00	28 950 276,52	734 532,70	-291 197,59	-	879 296,79	-435 961,68	424 511,19	18 823,92	18 823,92
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	4 807 000,00	-	4 807 000,00	3 929 615,00	49 294,28	-32 393,88	-	49 294,28	-32 393,88	-	16 900,40	16 900,40
932 - Enseignement	1 150 000,00	-	1 150 000,00	1 150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	1 150 000,00	-	1 150 000,00	1 150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	3 657 000,00	-	3 657 000,00	2 779 615,00	49 294,28	-32 393,88	-	49 294,28	-32 393,88	-	16 900,40	16 900,40
57 - Sécurité	3 657 000,00	-	3 657 000,00	2 779 615,00	49 294,28	-32 393,88	-	49 294,28	-32 393,88	-	16 900,40	16 900,40
SI - Systèmes d'information	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 376 000,00	46 707,74	-	-	46 707,74	-	-	46 707,74	46 707,74
930 - Services généraux	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 376 000,00	46 707,74	-	-	46 707,74	-	-	46 707,74	46 707,74
0202 - Autres moyens généraux	4 626 000,00	750 000,00	5 376 000,00	5 376 000,00	46 707,74	-	-	46 707,74	-	-	46 707,74	46 707,74
SL - Sports et Loisirs	10 434 000,00	-	10 434 000,00	9 933 261,49	114 878,26	-1 633,75	-	114 878,26	-1 633,75	-	113 244,51	113 244,51
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 434 000,00	-	10 434 000,00	9 933 261,49	114 878,26	-1 633,75	-	114 878,26	-1 633,75	-	113 244,51	113 244,51
32 - Sports	8 652 000,00	-	8 652 000,00	8 191 563,49	114 845,26	-1 633,75	-	114 845,26	-1 633,75	-	113 211,51	113 211,51
33 - Loisirs	1 782 000,00	-	1 782 000,00	1 741 698,00	33,00	-	-	33,00	-	-	33,00	33,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2012	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	757 791 000,00	-	757 791 000,00	755 671 214,50	695 293,14	-694 344,91	-	695 293,14	-694 344,91	-	948,23	948,23
938 - Transports	757 791 000,00	-	757 791 000,00	755 671 214,50	695 293,14	-694 344,91	-	695 293,14	-694 344,91	-	948,23	948,23
80 - Services communs	2 998 000,00	-	2 998 000,00	1 808 642,50	948,23	-	-	948,23	-	-	948,23	948,23
810 - Services communs	741 793 000,00	-	741 793 000,00	740 862 572,00	694 344,91	-694 344,91	-	694 344,91	-694 344,91	-	-	-
818 - Autres transports en commun	13 000 000,00	-	13 000 000,00	13 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	26 630 000,00	-	26 630 000,00	26 550 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 224 812 050,00	11 251 000,00	2 236 063 050,00	2 175 852 828,09	17 377 451,21	-2 383 367,42	-	17 522 218,34	-2 526 564,23	674 877,94	14 319 205,85	14 320 776,17
				97,31 %						0,03 %	-17,60 %	-18,27 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2013

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	6 130 000,00	-	6 130 000,00	5 706 732,33	261 658,19	-151 137,85	-	273 076,57	-162 556,23	70 880,10	39 640,24	39 640,24
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	6 130 000,00	-	6 130 000,00	5 706 732,33	261 658,19	-151 137,85	-	273 076,57	-162 556,23	70 880,10	39 640,24	39 640,24
042 - Actions européennes	1 000 000,00	-	1 000 000,00	958 741,00	6 656,99	-6 656,99	-	6 656,99	-6 656,99	-	-	-
044 - Aide publique au développement	2 475 000,00	143 202,45	2 618 202,45	2 397 368,45	53 920,60	-52 546,60	-	53 920,60	-52 546,60	-	1 374,00	1 374,00
048 - Autres actions internationales	2 655 000,00	-143 202,45	2 511 797,55	2 350 622,88	201 080,60	-91 934,26	-	212 498,98	-103 352,64	70 880,10	38 266,24	38 266,24
AM - Aménagement	31 600 000,00	-	31 600 000,00	30 096 766,90	98 087,49	-29 258,38	-	98 087,49	-28 762,35	44 734,22	24 094,89	24 590,92
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	27 308 000,00	-	27 308 000,00	26 642 905,00	24 282,45	-496,03	-	24 282,45	-	-	23 786,42	24 282,45
50 - Services communs	24 158 000,00	40 805,00	24 198 805,00	23 642 905,00	24 282,45	-496,03	-	24 282,45	-	-	23 786,42	24 282,45
52 - Agglomérations et villes moyennes	3 150 000,00	-40 805,00	3 109 195,00	3 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	4 292 000,00	-	4 292 000,00	3 453 861,90	73 805,04	-28 762,35	-	73 805,04	-28 762,35	44 734,22	308,47	308,47
76 - Patrimoine naturel	4 292 000,00	-	4 292 000,00	3 453 861,90	73 805,04	-28 762,35	-	73 805,04	-28 762,35	44 734,22	308,47	308,47
CI - Citoyenneté	5 943 000,00	-	5 943 000,00	5 416 119,15	471 392,08	-212 152,26	-	477 945,28	-218 705,46	148 154,87	111 084,95	111 084,95
930 - Services généraux	4 543 000,00	-	4 543 000,00	4 074 549,15	395 264,34	-183 887,80	-	401 817,54	-190 441,00	110 136,44	101 240,10	101 240,10
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 393 000,00	-	4 393 000,00	4 074 549,15	395 264,34	-183 887,80	-	401 817,54	-190 441,00	110 136,44	101 240,10	101 240,10
934 - Développement social et santé	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 341 570,00	76 127,74	-28 264,46	-	76 127,74	-28 264,46	38 018,43	9 844,85	9 844,85
40 - Services communs	1 400 000,00	-	1 400 000,00	1 341 570,00	76 127,74	-28 264,46	-	76 127,74	-28 264,46	38 018,43	9 844,85	9 844,85
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	13 000 000,00	-	13 000 000,00	12 190 000,00	5 320,80	-5 320,80	-	5 320,80	-	-	-	5 320,80
930 - Services généraux	13 000 000,00	-	13 000 000,00	12 190 000,00	5 320,80	-5 320,80	-	5 320,80	-	-	-	5 320,80
0202 - Autres moyens généraux	13 000 000,00	-	13 000 000,00	12 190 000,00	5 320,80	-5 320,80	-	5 320,80	-	-	-	5 320,80
CU - Culture	62 503 000,00	2 000 000,00	64 503 000,00	63 942 849,13	1 215 060,61	-736 352,54	-	1 220 647,63	-741 939,56	248 445,22	230 262,85	230 262,85
933 - Culture, sports et loisirs	62 503 000,00	2 000 000,00	64 503 000,00	63 942 849,13	1 215 060,61	-736 352,54	-	1 220 647,63	-741 939,56	248 445,22	230 262,85	230 262,85
312 - Activités culturelles et artistiques	62 324 000,00	1 947 875,00	64 271 875,00	63 711 724,13	1 214 827,57	-736 352,54	-	1 220 414,59	-741 939,56	248 445,22	230 029,81	230 029,81
313 - Patrimoine	179 000,00	52 125,00	231 125,00	231 125,00	233,04	-	-	233,04	-	-	233,04	233,04
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	52 700 000,00	-	52 700 000,00	51 129 312,78	3 291 396,65	-2 272 086,79	-	3 291 396,65	-2 272 086,79	445 170,66	574 139,20	574 139,20
935 - Aménagement des territoires	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 620 615,00	181 917,43	-54 737,02	-	181 917,43	-54 737,02	56 558,80	70 621,61	70 621,61
56 - Technologies de l'information et de la communication	4 000 000,00	-	4 000 000,00	3 620 615,00	181 917,43	-54 737,02	-	181 917,43	-54 737,02	56 558,80	70 621,61	70 621,61
939 - Action économique	48 700 000,00	-	48 700 000,00	47 508 697,78	3 109 479,22	-2 217 349,77	-	3 109 479,22	-2 217 349,77	388 611,86	503 517,59	503 517,59
91 - Interventions économiques transversales	22 850 000,00	4 584,28	22 854 584,28	22 482 016,28	398 238,79	-161 187,21	-	398 238,79	-161 187,21	138 676,12	98 375,46	98 375,46
92 - Recherche et innovation	11 400 000,00	-	11 400 000,00	11 291 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	14 450 000,00	-4 584,28	14 445 415,72	13 735 681,50	2 711 240,43	-2 056 162,56	-	2 711 240,43	-2 056 162,56	249 935,74	405 142,13	405 142,13

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	41 889 000,00	-	41 889 000,00	41 354 103,00	177 719,38	-	-	169 216,57	-	-	177 719,38	169 216,57
	41 509 000,00	-	41 509 000,00	40 981 703,00	176 463,58	-	-	168 331,76	-	-	176 463,58	168 331,76
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	37 194 000,00	-	37 194 000,00	36 724 563,00	51 096,37	-	-	42 964,55	-	-	51 096,37	42 964,55
	3 893 000,00	-	3 893 000,00	3 843 580,00	124 783,66	-	-	124 783,66	-	-	124 783,66	124 783,66
	422 000,00	-	422 000,00	413 560,00	583,55	-	-	583,55	-	-	583,55	583,55
	380 000,00	-	380 000,00	372 400,00	1 255,80	-	-	884,81	-	-	1 255,80	884,81
	380 000,00	-	380 000,00	372 400,00	1 255,80	-	-	884,81	-	-	1 255,80	884,81
	3 681 000,00	-	3 681 000,00	3 451 000,00	75 436,09	-	-	75 436,09	-	-	75 436,09	75 436,09
	3 011 000,00	-	3 011 000,00	2 781 000,00	69 306,67	-	-	69 306,67	-	-	69 306,67	69 306,67
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2 141 000,00	-	2 141 000,00	2 141 000,00	51 110,81	-	-	51 110,81	-	-	51 110,81	51 110,81
	770 000,00	-	770 000,00	540 000,00	18 195,86	-	-	18 195,86	-	-	18 195,86	18 195,86
	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
	670 000,00	-	670 000,00	670 000,00	6 129,42	-	-	6 129,42	-	-	6 129,42	6 129,42
	670 000,00	-	670 000,00	670 000,00	6 129,42	-	-	6 129,42	-	-	6 129,42	6 129,42
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 804 067,00	547 331,15	-367 363,59	-	547 331,15	-367 363,59	50 700,00	129 267,56	129 267,56
	9 000 000,00	-	9 000 000,00	6 804 067,00	547 331,15	-367 363,59	-	547 331,15	-367 363,59	50 700,00	129 267,56	129 267,56
PV - Politique de la ville	31 400 000,00	-	31 400 000,00	30 587 591,73	13 062 574,18	-1 809 324,85	-	13 067 934,49	-1 764 289,53	9 820 317,80	1 432 931,53	1 483 327,16
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RIN - Recherche	31 400 000,00	-	31 400 000,00	30 587 591,73	13 062 574,18	-1 809 324,85	-	13 067 934,49	-1 764 289,53	9 820 317,80	1 432 931,53	1 483 327,16
	31 400 000,00	-	31 400 000,00	30 587 591,73	13 062 574,18	-1 809 324,85	-	13 067 934,49	-1 764 289,53	9 820 317,80	1 432 931,53	1 483 327,16
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	5 550 000,00	-	5 550 000,00	5 209 090,00	305 545,93	-81 363,47	-	305 545,93	-81 363,47	36 763,19	187 419,27	187 419,27
	1 350 000,00	-	1 350 000,00	1 350 000,00	103 770,45	-	-	103 770,45	-	-	103 770,45	103 770,45
SI - Systèmes d'information	1 350 000,00	-	1 350 000,00	1 350 000,00	103 770,45	-	-	103 770,45	-	-	103 770,45	103 770,45
	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 859 090,00	201 775,48	-81 363,47	-	201 775,48	-81 363,47	36 763,19	83 648,82	83 648,82
	4 200 000,00	-	4 200 000,00	3 859 090,00	201 775,48	-81 363,47	-	201 775,48	-81 363,47	36 763,19	83 648,82	83 648,82
SL - Sports et Loisirs	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	11 527,80	-	-	11 527,80	-	-	11 527,80	11 527,80
	4 800 000,00	-	4 800 000,00	4 800 000,00	11 527,80	-	-	11 527,80	-	-	11 527,80	11 527,80
930	10 056 000,00	-	10 056 000,00	9 824 461,97	20 654,01	-20 638,02	-	20 654,01	-20 638,02	-	15,99	15,99
	8 268 000,00	-	8 268 000,00	8 103 882,15	19 528,09	-19 512,10	-	19 528,09	-19 512,10	-	15,99	15,99
	1 788 000,00	-	1 788 000,00	1 720 579,82	1 125,92	-1 125,92	-	1 125,92	-1 125,92	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	10 056 000,00	-	10 056 000,00	9 824 461,97	20 654,01	-20 638,02	-	20 654,01	-20 638,02	-	15,99	15,99
	8 268 000,00	-	8 268 000,00	8 103 882,15	19 528,09	-19 512,10	-	19 528,09	-19 512,10	-	15,99	15,99
	1 788 000,00	-	1 788 000,00	1 720 579,82	1 125,92	-1 125,92	-	1 125,92	-1 125,92	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2013	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	770 310 000,00	-	770 310 000,00	768 551 473,45	169 434,83	-62 219,22	-	169 757,23	-62 541,62	57 211,09	50 004,52	50 004,52
938 - Transports	770 310 000,00	-	770 310 000,00	768 551 473,45	169 434,83	-62 219,22	-	169 757,23	-62 541,62	57 211,09	50 004,52	50 004,52
80 - Services communs	2 170 000,00	-	2 170 000,00	1 166 001,45	154 143,23	-62 219,22	-	154 465,63	-62 541,62	57 211,09	34 712,92	34 712,92
810 - Services communs	754 810 000,00	-	754 810 000,00	754 797 472,00	15 291,60	-	-	15 291,60	-	-	15 291,60	15 291,60
818 - Autres transports en commun	13 330 000,00	-	13 330 000,00	12 588 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	24 600 000,00	-	24 600 000,00	20 799 975,00	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 286 564 000,00	2 000 000,00	2 288 564 000,00	2 234 741 131,34	55 258 588,17	-9 314 379,76	-	55 279 014,94	-9 287 927,88	20 107 606,06	25 836 602,35	25 883 481,00
				97,65 %						0,90 %	-53,24 %	-53,18 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2014

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	6 350 000,00	-	6 350 000,00	5 272 749,33	831 430,98	-174 359,27	-	694 595,83	-34 391,52	192 781,22	464 290,49	467 423,09
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	6 350 000,00	-	6 350 000,00	5 272 749,33	831 430,98	-174 359,27	-	694 595,83	-34 391,52	192 781,22	464 290,49	467 423,09
042 - Actions européennes	1 000 000,00	-	1 000 000,00	977 237,00	2 073,37	-307,19	-	2 073,37	-	-	1 766,18	2 073,37
044 - Aide publique au développement	2 890 000,00	-	2 890 000,00	2 376 996,48	502 296,31	-84 556,09	-	448 519,16	-30 778,94	135 051,17	282 689,05	282 689,05
048 - Autres actions internationales	2 460 000,00	-	2 460 000,00	1 918 515,85	327 061,30	-89 495,99	-	244 003,30	-3 612,58	57 730,05	179 835,26	182 660,67
AM - Aménagement	28 400 611,00	-	28 400 611,00	28 011 579,44	587 926,01	-134 926,71	-	542 261,79	-116 757,39	276 211,06	146 788,24	149 293,34
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	24 631 611,00	-	24 631 611,00	24 428 672,33	18 132,43	-4 580,92	-	16 056,61	-	3 898,27	9 653,24	12 158,34
50 - Services communs	22 531 611,00	-	22 531 611,00	22 328 678,33	18 132,43	-4 580,92	-	16 056,61	-	3 898,27	9 653,24	12 158,34
52 - Agglomérations et villes moyennes	2 100 000,00	-	2 100 000,00	2 099 994,00	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	3 769 000,00	-	3 769 000,00	3 582 907,11	539 793,58	-130 345,79	-	526 205,18	-116 757,39	272 312,79	137 135,00	137 135,00
76 - Patrimoine naturel	3 769 000,00	-	3 769 000,00	3 582 907,11	539 793,58	-130 345,79	-	526 205,18	-116 757,39	272 312,79	137 135,00	137 135,00
CI - Citoyenneté	7 300 000,00	-	7 300 000,00	5 848 723,16	859 432,55	-212 615,48	21 777,29	671 296,57	-46 256,79	331 075,95	315 741,12	315 741,12
930 - Services généraux	5 250 000,00	-	5 250 000,00	4 299 623,16	782 276,96	-211 679,04	21 777,29	594 140,98	-45 320,35	270 512,39	300 085,53	300 085,53
0202 - Autres moyens généraux	300 000,00	-	300 000,00	250 000,00	143 878,40	-143 878,40	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	4 950 000,00	-	4 950 000,00	4 049 623,16	638 398,56	-67 800,64	21 777,29	594 140,98	-45 320,35	270 512,39	300 085,53	300 085,53
934 - Développement social et santé	2 050 000,00	-	2 050 000,00	1 549 100,00	77 155,59	-936,44	-	77 155,59	-936,44	60 563,56	15 655,59	15 655,59
40 - Services communs	2 050 000,00	-	2 050 000,00	1 549 100,00	77 155,59	-936,44	-	77 155,59	-936,44	60 563,56	15 655,59	15 655,59
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 212 500,00	1 348,79	-1 348,79	-	1 310,82	-	-	-	1 310,82
930 - Services généraux	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 212 500,00	1 348,79	-1 348,79	-	1 310,82	-	-	-	1 310,82
0202 - Autres moyens généraux	12 500 000,00	-	12 500 000,00	11 212 500,00	1 348,79	-1 348,79	-	1 310,82	-	-	-	1 310,82
CU - Culture	63 100 000,00	2 000 000,00	65 100 000,00	64 219 954,71	3 249 775,59	-1 005 065,72	-	3 098 721,43	-854 011,56	1 278 591,93	966 117,94	966 117,94
933 - Culture, sports et loisirs	63 100 000,00	2 000 000,00	65 100 000,00	64 219 954,71	3 249 775,59	-1 005 065,72	-	3 098 721,43	-854 011,56	1 278 591,93	966 117,94	966 117,94
312 - Activités culturelles et artistiques	62 821 000,00	1 990 000,00	64 811 000,00	63 930 954,71	3 217 067,34	-1 005 065,72	-	3 066 013,18	-854 011,56	1 245 886,93	966 114,69	966 114,69
313 - Patrimoine	279 000,00	10 000,00	289 000,00	289 000,00	32 708,25	-	-	32 708,25	-	32 705,00	3,25	3,25
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	47 373 000,00	-	47 373 000,00	43 934 044,74	2 974 287,78	-461 919,63	-	2 616 017,68	-103 649,53	1 214 004,07	1 298 364,08	1 298 364,08
935 - Aménagement des territoires	3 910 000,00	-	3 910 000,00	3 384 397,56	440 744,82	-192 326,99	-	260 744,82	-12 326,99	100 411,34	148 006,49	148 006,49
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 910 000,00	-	3 910 000,00	3 384 397,56	440 744,82	-192 326,99	-	260 744,82	-12 326,99	100 411,34	148 006,49	148 006,49
939 - Action économique	43 463 000,00	-	43 463 000,00	40 549 647,18	2 533 542,96	-269 592,64	-	2 355 272,86	-91 322,54	1 113 592,73	1 150 357,59	1 150 357,59
91 - Interventions économiques transversales	24 600 000,00	-	24 600 000,00	23 391 417,68	785 842,54	-218 385,38	-	608 032,44	-40 575,28	176 004,67	391 452,49	391 452,49
92 - Recherche et innovation	13 092 000,00	-	13 092 000,00	11 842 955,00	327 330,74	-	-	327 330,74	-	327 330,74	-	-
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 771 000,00	-	5 771 000,00	5 315 274,50	1 420 369,68	-51 207,26	-	1 419 909,68	-50 747,26	610 257,32	758 905,10	758 905,10

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 771 500,00	-3 132 600,00	40 638 900,00	40 571 063,00	144 441,23	-	-	144 420,30	-	3 120,00	141 321,23	141 300,30
930 - Services généraux	43 421 500,00	-3 132 600,00	40 288 900,00	40 221 063,00	144 441,23	-	-	144 420,30	-	3 120,00	141 321,23	141 300,30
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	39 218 000,00	-3 132 600,00	36 085 400,00	36 085 400,00	62 277,90	-	-	62 256,97	-	3 120,00	59 157,90	59 136,97
021 - Conseil régional	3 814 500,00	-	3 814 500,00	3 756 388,00	82 017,63	-	-	82 017,63	-	-	82 017,63	82 017,63
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	389 000,00	-	389 000,00	379 275,00	145,70	-	-	145,70	-	-	145,70	145,70
933 - Culture, sports et loisirs	350 000,00	-	350 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
313 - Patrimoine	350 000,00	-	350 000,00	350 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 001 150,00	-	4 001 150,00	3 731 150,00	0,66	-	-	0,66	-	-	0,66	0,66
930 - Services généraux	3 159 950,00	-	3 159 950,00	2 889 950,00	0,65	-	-	0,65	-	-	0,65	0,65
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 289 950,00	-	2 289 950,00	2 289 950,00	0,62	-	-	0,62	-	-	0,62	0,62
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	550 000,00	0,03	-	-	0,03	-	-	0,03	0,03
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	50 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
932 - Enseignement	841 200,00	-	841 200,00	841 200,00	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
222 - Lycées publics	841 200,00	-	841 200,00	841 200,00	0,01	-	-	0,01	-	-	0,01	0,01
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	6 357 327,50	820 613,17	-5 322,00	-	817 741,17	-2 450,00	29 588,62	785 702,55	785 702,55
935 - Aménagement des territoires	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	6 357 327,50	820 613,17	-5 322,00	-	817 741,17	-2 450,00	29 588,62	785 702,55	785 702,55
51 - Politique de la ville	9 000 000,00	-438 130,00	8 561 870,00	6 357 327,50	820 613,17	-5 322,00	-	817 741,17	-2 450,00	29 588,62	785 702,55	785 702,55
RIN - Recherche	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	25 982 417,88	13 868 488,73	-6 411,04	-	13 869 181,75	-7 104,06	3 485 277,86	10 376 799,83	10 376 799,83
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	25 982 417,88	13 868 488,73	-6 411,04	-	13 869 181,75	-7 104,06	3 485 277,86	10 376 799,83	10 376 799,83
92 - Recherche et Innovation	25 800 000,00	301 336,00	26 101 336,00	25 982 417,88	13 868 488,73	-6 411,04	-	13 869 181,75	-7 104,06	3 485 277,86	10 376 799,83	10 376 799,83
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	3 353 000,00	438 130,00	3 791 130,00	3 791 130,00	86 304,47	-1 702,14	-	86 304,47	-1 702,14	32 808,95	51 793,38	51 793,38
932 - Enseignement	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 363 000,00	438 130,00	2 801 130,00	2 801 130,00	86 304,47	-1 702,14	-	86 304,47	-1 702,14	32 808,95	51 793,38	51 793,38
57 - Sécurité	2 363 000,00	438 130,00	2 801 130,00	2 801 130,00	86 304,47	-1 702,14	-	86 304,47	-1 702,14	32 808,95	51 793,38	51 793,38
SI - Systèmes d'information	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	98 668,53	-	-	98 668,53	-	4 057,75	94 610,78	94 610,78
930 - Services généraux	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	98 668,53	-	-	98 668,53	-	4 057,75	94 610,78	94 610,78
0202 - Autres moyens généraux	5 452 000,00	-	5 452 000,00	5 452 000,00	98 668,53	-	-	98 668,53	-	4 057,75	94 610,78	94 610,78
SL - Sports et Loisirs	10 120 000,00	-	10 120 000,00	9 876 293,07	275 229,57	-107 672,94	-	189 956,13	-22 400,00	145 150,37	22 406,26	22 405,76
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 120 000,00	-	10 120 000,00	9 876 293,07	275 229,57	-107 672,94	-	189 956,13	-22 400,00	145 150,37	22 406,26	22 405,76
32 - Sports	8 307 000,00	-3 302,07	8 303 697,93	8 105 316,00	142 614,17	-	-	142 614,17	-	138 690,77	3 923,40	3 923,40
33 - Loisirs	1 813 000,00	3 302,07	1 816 302,07	1 770 977,07	132 615,40	-107 672,94	-	47 341,96	-22 400,00	6 459,60	18 482,86	18 482,36

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2014	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	785 676 000,00	-	785 676 000,00	783 968 282,40	149 857,86	-73 510,00	-	76 347,86	-	11 710,10	64 637,76	64 637,76
938 - Transports	785 676 000,00	-	785 676 000,00	783 968 282,40	149 857,86	-73 510,00	-	76 347,86	-	11 710,10	64 637,76	64 637,76
80 - Services communs	1 233 000,00	-	1 233 000,00	671 236,40	138 128,26	-73 510,00	-	64 618,26	-	11 710,10	52 908,16	52 908,16
810 - Services communs	770 873 000,00	5 100,00	770 878 100,00	770 877 046,00	11 729,60	-	-	11 729,60	-	-	11 729,60	11 729,60
818 - Autres transports en commun	13 570 000,00	-5 100,00	13 564 900,00	12 420 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
TO - Tourisme	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	-	-	-	-	-	-
95 - Tourisme et thermalisme	23 710 000,00	-	23 710 000,00	22 988 084,00	-	-	-	-	-	-	-	-
UE - Fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
61 - FSE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
62 - FEDER	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
63 - Autres (FEADER)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 253 338 261,00	-831 264,00	2 252 506 997,00	2 194 420 086,87	62 719 397,71	-7 742 129,74	5 721 777,29	52 312 050,80	-3 057 097,54	12 786 637,32	42 190 630,65	42 190 093,23
				97,42 %						0,58 %	-32,73 %	-19,35 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2015

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	5 525 000,00	-	5 525 000,00	4 320 502,80	979 359,92	-41 117,06	-	979 359,92	-41 117,06	206 593,57	731 649,29	731 649,29
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	5 525 000,00	-	5 525 000,00	4 320 502,80	979 359,92	-41 117,06	-	979 359,92	-41 117,06	206 593,57	731 649,29	731 649,29
042 - Actions européennes	1 400 000,00	-38 696,80	1 361 303,20	739 373,00	31 966,93	-	-	31 966,93	-	11 434,50	20 532,43	20 532,43
044 - Aide publique au développement	2 291 000,00	22 960,80	2 313 960,80	1 811 429,80	470 057,64	-32 061,77	-	470 057,64	-32 061,77	58 889,92	379 105,95	379 105,95
048 - Autres actions internationales	1 834 000,00	15 736,00	1 849 736,00	1 769 700,00	477 335,35	-9 055,29	-	477 335,35	-9 055,29	136 269,15	332 010,91	332 010,91
AM - Aménagement	28 041 000,00	-	28 041 000,00	27 403 448,10	923 017,42	-5 623,15	-	738 570,23	4 487,89	198 665,76	718 728,51	544 392,36
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
041 - Actions interrégionales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	24 491 000,00	-	24 491 000,00	24 382 195,00	429 270,43	-5,70	-	244 823,24	7 273,73	14 773,73	414 491,00	237 323,24
50 - Services communs	22 791 000,00	-	22 791 000,00	22 732 195,00	230 904,93	-5,70	-	46 457,74	7 273,73	14 773,73	216 125,50	38 957,74
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 700 000,00	-	1 700 000,00	1 650 000,00	198 365,50	-	-	198 365,50	-	-	198 365,50	198 365,50
937 - Environnement	3 550 000,00	-	3 550 000,00	3 021 253,10	493 746,99	-5 617,45	-	493 746,99	-2 785,84	183 892,03	304 237,51	307 069,12
76 - Patrimoine naturel	3 550 000,00	-	3 550 000,00	3 021 253,10	493 746,99	-5 617,45	-	493 746,99	-2 785,84	183 892,03	304 237,51	307 069,12
CI - Citoyenneté	7 806 000,00	-	7 806 000,00	6 067 880,16	1 913 932,59	-103 120,06	54,00	1 875 403,21	-103 771,91	926 571,21	884 241,32	845 114,09
930 - Services généraux	5 556 000,00	-	5 556 000,00	4 472 366,16	1 390 891,41	-96 632,97	54,00	1 351 710,18	-96 632,97	618 248,52	676 009,92	636 882,69
0202 - Autres moyens généraux	150 000,00	-	150 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	5 406 000,00	-	5 406 000,00	4 472 366,16	1 390 891,41	-96 632,97	54,00	1 351 710,18	-96 632,97	618 248,52	676 009,92	636 882,69
934 - Développement social et santé	2 250 000,00	-	2 250 000,00	1 595 514,00	523 041,18	-6 487,09	-	523 693,03	-7 138,94	308 322,69	208 231,40	208 231,40
40 - Services communs	2 250 000,00	-	2 250 000,00	1 595 514,00	523 041,18	-6 487,09	-	523 693,03	-7 138,94	308 322,69	208 231,40	208 231,40
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	11 500 000,00	-	11 500 000,00	9 350 000,00	151 217,70	-124 227,53	-	148 839,69	-122 240,00	1 303,20	25 686,97	25 296,49
930 - Services généraux	11 500 000,00	-	11 500 000,00	9 350 000,00	151 217,70	-124 227,53	-	148 839,69	-122 240,00	1 303,20	25 686,97	25 296,49
0202 - Autres moyens généraux	11 500 000,00	-	11 500 000,00	9 350 000,00	151 217,70	-124 227,53	-	148 839,69	-122 240,00	1 303,20	25 686,97	25 296,49
CU - Culture	65 657 000,00	-	65 657 000,00	63 801 320,20	8 867 955,23	-588 025,76	24 263,81	8 713 069,01	-598 793,37	4 400 892,60	3 879 036,87	3 737 646,85
933 - Culture, sports et loisirs	65 657 000,00	-	65 657 000,00	63 801 320,20	8 867 955,23	-588 025,76	24 263,81	8 713 069,01	-598 793,37	4 400 892,60	3 879 036,87	3 737 646,85
312 - Activités culturelles et artistiques	65 378 000,00	-	65 378 000,00	63 539 060,20	8 843 859,48	-588 025,76	7 468,52	8 698 756,35	-591 781,17	4 383 315,16	3 872 518,56	3 731 128,54
313 - Patrimoine	279 000,00	-	279 000,00	262 260,00	24 095,75	-	16 795,29	14 312,66	-7 012,20	17 577,44	6 518,31	6 518,31
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	46 340 000,00	-	46 340 000,00	37 621 508,72	3 388 025,47	-160 328,88	-	3 361 203,88	-172 731,29	1 515 302,26	1 712 394,33	1 673 170,33
935 - Aménagement des territoires	3 708 000,00	-	3 708 000,00	2 828 261,44	439 560,59	-35 682,68	-	439 560,59	-35 682,68	348 245,27	55 632,64	55 632,64
56 - Technologies de l'information et de la communication	3 708 000,00	-	3 708 000,00	2 828 261,44	439 560,59	-35 682,68	-	439 560,59	-35 682,68	348 245,27	55 632,64	55 632,64
939 - Action économique	42 632 000,00	-	42 632 000,00	34 793 247,28	2 948 464,88	-124 646,20	-	2 921 643,29	-137 048,61	1 167 056,99	1 656 761,69	1 617 537,69
91 - Interventions économiques transversales	27 859 000,00	119 843,28	27 978 843,28	23 909 958,28	1 636 925,86	-94 113,77	-	1 649 328,27	-106 516,18	774 561,77	768 250,32	768 250,32
92 - Recherche et innovation	9 163 000,00	-	9 163 000,00	6 783 974,00	253 435,97	-	-	253 135,97	-	55 890,00	197 545,97	197 245,97
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	5 610 000,00	-119 843,28	5 490 156,72	4 099 315,00	1 058 103,05	-30 532,43	-	1 019 179,05	-30 532,43	336 605,22	690 965,40	652 041,40

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	40 915 000,00	-	40 915 000,00	39 632 687,00	240 203,22	-	-	240 534,32	-331,10	14 836,00	225 367,22	225 367,22
930 - Services généraux	40 530 000,00	-	40 530 000,00	39 270 687,00	184 896,66	-	-	185 227,76	-331,10	14 836,00	170 060,66	170 060,66
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	36 391 000,00	-	36 391 000,00	35 289 687,00	126 096,35	-	-	126 427 45	-331,10	13 036,00	113 060,35	113 060,35
021 - Conseil régional	3 750 000,00	-	3 750 000,00	3 615 000,00	53 073,77	-	-	53 073,77	-	-	53 073,77	53 073,77
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	389 000,00	-	389 000,00	368 000,00	5 726,54	-	-	5 726,54	-	1 800,00	3 926,54	3 926,54
933 - Culture, sports et loisirs	385 000,00	-	385 000,00	362 000,00	55 306,56	-	-	55 306,56	-	-	55 306,56	55 306,56
313 - Patrimoine	385 000,00	-	385 000,00	362 000,00	55 306,56	-	-	55 306,56	-	-	55 306,56	55 306,56
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 316 000,00	-	4 316 000,00	4 057 000,00	38 534,42	-	-	38 534,42	-	609,00	37 925,42	37 925,42
930 - Services généraux	3 506 000,00	-	3 506 000,00	3 247 000,00	36 184,41	-	-	36 184,41	-	609,00	35 575,41	35 575,41
0201 - Personnel non ventilé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	2 636 000,00	-	2 636 000,00	2 636 000,00	12 744,43	-	-	12 744,43	-	609,00	12 135,43	12 135,43
021 - Conseil régional	770 000,00	-	770 000,00	511 000,00	13 539,98	-	-	13 539,98	-	-	13 539,98	13 539,98
022 - Conseil économique, social et environnemental régional	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	9 900,00	-	-	9 900,00	-	-	9 900,00	9 900,00
932 - Enseignement	810 000,00	-	810 000,00	810 000,00	2 350,01	-	-	2 350,01	-	-	2 350,01	2 350,01
222 - Lycées publics	810 000,00	-	810 000,00	810 000,00	2 350,01	-	-	2 350,01	-	-	2 350,01	2 350,01
944 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-- Frais de fonctionnement des groupes d'élus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PV - Politique de la ville	5 300 000,00	-	5 300 000,00	5 105 498,74	768 035,81	-317 267,99	-	749 347,13	-317 939,11	65 209,49	385 558,33	366 198,53
935 - Aménagement des territoires	5 300 000,00	-	5 300 000,00	5 105 498,74	768 035,81	-317 267,99	-	749 347,13	-317 939,11	65 209,49	385 558,33	366 198,53
51 - Politique de la ville	5 300 000,00	-	5 300 000,00	5 105 498,74	768 035,81	-317 267,99	-	749 347,13	-317 939,11	65 209,49	385 558,33	366 198,53
RIN - Recherche	19 900 000,00	-	19 900 000,00	19 047 840,00	11 292 558,44	-4 616,51	-	11 293 480,91	-5 538,98	1 092 756,47	10 195 185,46	10 195 185,46
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
56 - Technologies de l'information	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	19 900 000,00	-	19 900 000,00	19 047 840,00	11 292 558,44	-4 616,51	-	11 293 480,91	-5 538,98	1 092 756,47	10 195 185,46	10 195 185,46
92 - Recherche et Innovation	19 900 000,00	-	19 900 000,00	19 047 840,00	11 292 558,44	-4 616,51	-	11 293 480,91	-5 538,98	1 092 756,47	10 195 185,46	10 195 185,46
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
937 - Environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
76 - Patrimoine naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SE - Sécurité	3 050 000,00	-	3 050 000,00	2 845 558,27	125 147,10	-2 770,51	-	126 820,14	-4 443,55	74 506,45	47 870,14	47 870,14
932 - Enseignement	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
27 - Sécurité	990 000,00	-	990 000,00	990 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-
935 - Aménagement des territoires	2 060 000,00	-	2 060 000,00	1 855 558,27	125 147,10	-2 770,51	-	126 820,14	-4 443,55	74 506,45	47 870,14	47 870,14
57 - Sécurité	2 060 000,00	-	2 060 000,00	1 855 558,27	125 147,10	-2 770,51	-	126 820,14	-4 443,55	74 506,45	47 870,14	47 870,14
SI - Systèmes d'information	6 000 000,00	-	6 000 000,00	6 000 000,00	156 408,38	-	-	156 408,38	-88 406,40	60 179,14	96 229,24	96 229,24
930 - Services généraux	6 000 000,00	-	6 000 000,00	6 000 000,00	156 408,38	-	-	156 408,38	-88 406,40	60 179,14	96 229,24	96 229,24
0202 - Autres moyens généraux	6 000 000,00	-	6 000 000,00	6 000 000,00	156 408,38	-	-	156 408,38	-88 406,40	60 179,14	96 229,24	96 229,24
SL - Sports et Loisirs	10 470 000,00	-	10 470 000,00	9 896 349,95	470 857,24	-12 000,00	-	190 932,57	-22 550,00	325 999,49	132 857,75	7 708,85
930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
931 - Formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11 - Formation professionnelle	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
933 - Culture, sports et loisirs	10 470 000,00	-	10 470 000,00	9 896 349,95	470 857,24	-12 000,00	-	190 932,57	-22 550,00	325 999,49	132 857,75	7 708,85
32 - Sports	8 560 000,00	-	8 560 000,00	8 057 300,00	369 512,41	-12 000,00	-	190 932,57	-22 550,00	325 999,49	31 512,92	7 708,85
33 - Loisirs	1 910 000,00	-	1 910 000,00	1 839 049,95	101 344,83	-	-	-	-	-	101 344,83	-

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2015	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	800 779 000,00	47 000 000,00	847 779 000,00	844 362 776,76	1 961 213,67	-700 643,91	50 203,20	1 750 477,67	-770 243,91	45 026,13	1 215 543,63	985 410,83
938 - Transports	800 779 000,00	47 000 000,00	847 779 000,00	844 362 776,76	1 961 213,67	-700 643,91	50 203,20	1 750 477,67	-770 243,91	45 026,13	1 215 543,63	985 410,83
80 - Services communs	1 233 000,00	-	1 233 000,00	880 985,76	495 553,18	-5 643,91	50 203,20	284 817,18	-75 243,91	45 026,13	444 883,14	214 750,34
810 - Services communs	785 466 000,00	47 071 039,00	832 537 039,00	831 731 791,00	695 000,00	-695 000,00	-	695 000,00	-695 000,00	-	-	-
818 - Autres transports en commun	14 080 000,00	-71 039,00	14 008 961,00	11 750 000,00	770 660,49	-	-	770 660,49	-	-	770 660,49	770 660,49
TO - Tourisme	21 000 000,00	-	21 000 000,00	20 998 773,00	600,00	-	-	-	-	-	600,00	-
939 - Action économique	21 000 000,00	-	21 000 000,00	20 998 773,00	600,00	-	-	-	-	-	600,00	-
95 - Tourisme et thermalisme	21 000 000,00	-	21 000 000,00	20 998 773,00	600,00	-	-	-	-	-	600,00	-
UE - Fonds européens	78 058 000,00	-	78 058 000,00	22 948 599,80	18 362 012,39	-344 400,00	-	18 362 012,39	-493 549,65	1 498 335,16	16 519 277,23	16 370 127,58
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
936 - Gestion des fonds européens	78 058 000,00	-	78 058 000,00	22 948 599,80	18 362 012,39	-344 400,00	-	18 362 012,39	-493 549,65	1 498 335,16	16 519 277,23	16 370 127,58
61 - FSE	65 674 000,00	-	65 674 000,00	22 167 748,03	17 779 300,18	-344 400,00	-	17 779 300,18	-493 549,65	1 493 685,16	15 941 215,02	15 792 065,37
62 - FEDER	4 148 000,00	-	4 148 000,00	780 851,77	582 712,21	-	-	582 712,21	-	4 650,00	578 062,21	578 062,21
63 - Autres (FEADER)	8 236 000,00	-	8 236 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 315 324 000,00	94 080 000,00	2 409 404 000,00	2 277 576 210,70	164 459 810,40	-4 812 571,96	580 810,94	157 577 961,26	-5 252 605,90	67 068 785,67	92 578 452,77	85 837 380,63
				94,53 %						2,94 %	-43,71 %	-45,53 %

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2016

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
939 - Action économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AIE - Actions internationales et européennes	3 310 000,00	-	3 310 000,00	962 760,00	396 750,35	-18 008,13	14 148,00	396 444,15	-14 993,93	251 945,24	126 796,98	129 504,98
900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
930 - Services généraux	3 310 000,00	-	3 310 000,00	962 760,00	396 750,35	-18 008,13	-	396 444,15	-14 993,93	251 945,24	126 796,98	129 504,98
042 - Actions européennes	800 000,00	-	800 000,00	281 800,00	13 000,00	-	14 148,00	13 000,00	-	10 000,00	3 000,00	3 000,00
044 - Aide publique au développement	1 240 000,00	-	1 240 000,00	352 611,00	186 766,95	-15 858,13	-	186 460,75	-14 993,93	134 558,87	36 349,95	36 907,95
048 - Autres actions internationales	1 270 000,00	-	1 270 000,00	328 349,00	196 983,40	-2 150,00	-	196 983,40	-	107 386,37	87 447,03	89 597,03
AM - Aménagement	26 791 000,00	-200 000,00	26 591 000,00	23 652 339,00	1 939 449,20	-363 227,80	14 148,00	1 525 301,20	-363 227,80	603 849,57	972 371,83	572 371,83
930 - Services généraux	200 000,00	-	200 000,00	143 037,00	143 037,00	-	-	143 037,00	-	112 697,33	30 339,67	30 339,67
041 - Actions interrégionales	200 000,00	-	200 000,00	143 037,00	143 037,00	-	-	143 037,00	-	112 697,33	30 339,67	30 339,67
935 - Aménagement des territoires	23 051 000,00	-200 000,00	22 851 000,00	20 171 686,00	805 403,20	-	14 148,00	391 255,20	-	299 118,29	506 284,91	106 284,91
50 - Services communs	21 551 000,00	-200 000,00	21 351 000,00	19 193 548,00	414 148,00	-	14 148,00	-	-	10 611,00	403 537,00	3 537,00
52 - Agglomérations et villes moyennes	1 500 000,00	-	1 500 000,00	978 138,00	391 255,20	-	-	391 255,20	-	288 507,29	102 747,91	102 747,91
937 - Environnement	3 540 000,00	-	3 540 000,00	3 337 616,00	991 009,00	-363 227,80	-	991 009,00	-363 227,80	192 033,95	435 747,25	435 747,25
76 - Patrimoine naturel	3 540 000,00	-	3 540 000,00	3 337 616,00	991 009,00	-363 227,80	-	991 009,00	-363 227,80	192 033,95	435 747,25	435 747,25
CI - Citoyenneté	4 900 000,00	-	4 900 000,00	1 739 300,00	1 134 307,20	-14 032,03	-	1 134 307,20	-14 032,03	586 948,69	533 326,48	533 326,48
930 - Services généraux	3 650 000,00	-	3 650 000,00	1 156 500,00	551 507,20	-12 545,91	-	551 507,20	-12 545,91	315 442,23	223 519,06	223 519,06
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
021 - Conseil régional	3 650 000,00	-	3 650 000,00	1 156 500,00	551 507,20	-12 545,91	-	551 507,20	-12 545,91	315 442,23	223 519,06	223 519,06
934 - Développement social et santé	1 250 000,00	-	1 250 000,00	582 800,00	582 800,00	-1 486,12	-	582 800,00	-1 486,12	271 506,46	309 807,42	309 807,42
40 - Services communs	1 250 000,00	-	1 250 000,00	582 800,00	582 800,00	-1 486,12	-	582 800,00	-1 486,12	271 506,46	309 807,42	309 807,42
935 - Aménagement des territoires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
51 - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
COM - Communication	8 550 000,00	-200 000,00	8 350 000,00	5 859 000,00	660 660,98	-14 996,15	-	661 037,86	-4 374,27	582 859,97	62 804,86	73 803,62
930 - Services généraux	8 550 000,00	-200 000,00	8 350 000,00	5 859 000,00	660 660,98	-14 996,15	-	661 037,86	-4 374,27	582 859,97	62 804,86	73 803,62
0202 - Autres moyens généraux	-	-200 000,00	-	5 859 000,00	660 660,98	-14 996,15	-	661 037,86	-4 374,27	582 859,97	62 804,86	73 803,62
CU - Culture	56 380 000,00	-	56 380 000,00	51 923 868,03	24 473 020,50	-361 117,34	1 254 137,58	23 100 517,09	-383 713,79	18 550 554,64	5 561 348,52	5 420 386,24
933 - Culture, sports et loisirs	56 380 000,00	-	56 380 000,00	51 923 868,03	24 473 020,50	-361 117,34	1 254 137,58	23 100 517,09	-383 713,79	18 550 554,64	5 561 348,52	5 420 386,24
312 - Activités culturelles et artistiques	56 044 000,00	-	56 044 000,00	51 605 908,03	24 272 856,37	-361 117,34	1 111 454,80	23 040 829,08	-378 323,89	18 443 274,63	5 468 464,40	5 330 685,36
313 - Patrimoine	336 000,00	-	336 000,00	317 960,00	200 164,13	-	142 682,78	59 688,01	-5 389,90	107 280,01	92 884,12	89 700,88
DEEE - Développement économique , innovation et TIC	32 760 000,00	-	32 760 000,00	28 906 716,86	11 671 983,26	-1 275 513,98	324 200,56	11 314 295,78	-1 277 386,50	7 952 868,71	2 443 600,57	2 408 241,13
935 - Aménagement des territoires	2 700 000,00	-	2 700 000,00	1 743 000,00	336 420,00	-4 227,93	-	334 460,00	-4 227,93	330 232,07	1 960,00	-
56 - Technologies de l'information et de la communication	2 700 000,00	-	2 700 000,00	1 743 000,00	336 420,00	-4 227,93	-	334 460,00	-4 227,93	330 232,07	1 960,00	-
939 - Action économique	30 060 000,00	-	30 060 000,00	27 163 716,86	11 335 563,26	-1 271 286,05	324 200,56	10 979 835,78	-1 273 158,57	7 622 636,64	2 441 640,57	2 408 241,13
91 - Interventions économiques transversales	20 203 000,00	-	20 203 000,00	18 206 773,28	5 941 055,47	-735 177,37	115 000,00	5 827 927,99	-737 049,89	3 793 948,28	1 411 929,82	1 411 929,82
92 - Recherche et innovation	5 897 000,00	-	5 897 000,00	5 871 543,58	3 521 607,79	-187 262,69	-	3 489 007,79	-187 262,69	2 803 961,12	530 383,98	497 783,98
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	3 960 000,00	-	3 960 000,00	3 085 400,00	1 872 900,00	-348 845,99	209 200,56	1 662 900,00	-348 845,99	1 024 727,24	499 326,77	498 527,33

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017	
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	40 667 000,00	-	40 667 000,00	39 016 999,00	1 401 823,98	-126 005,30	-	1 397 438,97	-121 620,29	625 233,32	650 585,36	650 585,36	
	40 287 000,00	-	40 287 000,00	38 659 799,00	1 375 836,45	-125 877,66	-	1 371 451,44	-121 492,65	620 238,72	629 720,07	629 720,07	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	36 533 000,00	-	36 533 000,00	35 025 479,00	1 109 458,85	-125 295,01	-	1 102 874,06	-118 710,22	478 655,23	505 508,61	505 508,61	
	3 426 000,00	-	3 426 000,00	3 328 000,00	218 887,74	-194,00	-	220 961,46	-2 267,72	125 781,40	92 912,34	92 912,34	
	328 000,00	-	328 000,00	308 320,00	47 489,86	-388,65	-	47 615,92	-514,71	15 802,09	31 299,12	31 299,12	
	380 000,00	-	380 000,00	357 200,00	25 987,53	-127,64	-	25 987,53	-127,64	4 994,60	20 865,29	20 865,29	
	380 000,00	-	380 000,00	357 200,00	25 987,53	-127,64	-	25 987,53	-127,64	4 994,60	20 865,29	20 865,29	
	4 320 000,00	-	4 320 000,00	4 060 000,00	302 026,00	-20 805,20	-	304 690,77	-48 095,57	206 236,25	74 984,55	50 358,95	
	3 470 000,00	-	3 470 000,00	3 210 000,00	185 069,05	-	-	185 778,58	-25 335,13	121 445,96	63 623,09	38 997,49	
PRH - Personnel et Ressources humaines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2 600 000,00	-	2 600 000,00	2 540 000,00	162 795,05	-	-	163 504,58	-25 335,13	105 286,96	57 508,09	32 882,49	
	770 000,00	-	770 000,00	570 000,00	21 274,00	-	-	21 274,00	-	16 159,00	5 115,00	5 115,00	
	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	1 000,00	-	-	1 000,00	-	-	1 000,00	1 000,00	
	810 000,00	-	810 000,00	810 000,00	116 956,95	-20 805,20	-	118 912,19	-22 760,44	84 790,29	11 361,46	11 361,46	
	810 000,00	-	810 000,00	810 000,00	116 956,95	-20 805,20	-	118 912,19	-22 760,44	84 790,29	11 361,46	11 361,46	
	40 000,00	-	40 000,00	40 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	40 000,00	-	40 000,00	40 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2 900 000,00	-	2 900 000,00	2 403 069,00	2 392 529,65	-30 804,68	-	2 394 069,00	-32 344,03	1 301 450,75	1 060 274,22	1 060 274,22	
	2 900 000,00	-	2 900 000,00	2 403 069,00	2 392 529,65	-30 804,68	-	2 394 069,00	-32 344,03	1 301 450,75	1 060 274,22	1 060 274,22	
RIN - Recherche	13 800 000,00	-	13 800 000,00	12 382 600,00	11 265 662,66	-42 613,76	41 400,00	11 223 662,66	-42 583,57	4 949 270,34	6 273 778,56	6 273 208,75	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	13 800 000,00	-	13 800 000,00	12 382 600,00	11 265 662,66	-42 613,76	41 400,00	11 223 662,66	-42 583,57	4 949 270,34	6 273 778,56	6 273 208,75	
RUR - Ruralité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SE - Sécurité	1 740 000,00	-	1 740 000,00	1 476 490,00	1 042 060,40	-3 093,71	-	1 042 060,40	-3 093,71	654 335,30	384 631,39	384 631,39	
	640 000,00	-	640 000,00	540 000,00	178 470,40	-	-	178 470,40	-	-	178 470,40	178 470,40	
SI - Systèmes d'information	640 000,00	-	640 000,00	540 000,00	178 470,40	-	-	178 470,40	-	-	178 470,40	178 470,40	
	1 100 000,00	-	1 100 000,00	936 490,00	863 590,00	-3 093,71	-	863 590,00	-3 093,71	654 335,30	206 160,99	206 160,99	
	1 100 000,00	-	1 100 000,00	936 490,00	863 590,00	-3 093,71	-	863 590,00	-3 093,71	654 335,30	206 160,99	206 160,99	
SL - Sports et Loisirs	6 510 000,00	-	6 510 000,00	6 510 000,00	699 519,60	-	-	699 519,60	-	474 260,95	225 258,65	225 258,65	
	6 510 000,00	-	6 510 000,00	6 510 000,00	699 519,60	-	-	699 519,60	-	474 260,95	225 258,65	225 258,65	
SECTEURS LOI F	16 120 000,00	-	16 120 000,00	15 055 198,86	7 237 937,92	-190 957,60	1 075 563,97	6 269 517,40	-650 387,97	6 253 709,21	793 271,11	440 984,19	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	1 750 000,00	-	1 750 000,00	1 688 991,56	1 513 651,98	-7 520,00	10 665,56	1 506 828,10	-11 361,68	1 395 132,89	110 999,09	110 999,09	
	1 750 000,00	-	1 750 000,00	1 688 991,56	1 513 651,98	-7 520,00	10 665,56	1 506 828,10	-11 361,68	1 395 132,89	110 999,09	110 999,09	
	14 370 000,00	-	14 370 000,00	13 366 207,30	5 724 285,94	-183 437,60	1 064 898,41	4 762 689,30	-639 026,29	4 858 576,32	682 272,02	329 985,10	
	12 836 000,00	-	12 836 000,00	11 833 243,00	5 258 169,20	-183 070,57	388 270,45	4 663 469,54	-212 989,26	4 520 809,87	554 288,76	317 940,86	
1 534 000,00	-	1 534 000,00	1 532 964,30	466 116,74	-367,03	676 627,96	99 219,76	-426 037,03	337 766,45	127 983,26	12 044,24		

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS				SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2016	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017	
TC - Transports en commun	795 481 000,00	-	795 481 000,00	792 467 526,00	7 012 441,97	-160 389,28	123 147,16	6 767 441,97	-160 389,28	4 690 699,67	2 161 353,02	2 039 500,18	
938 - Transports	795 481 000,00	-	795 481 000,00	792 467 526,00	7 012 441,97	-160 389,28	123 147,16	6 767 441,97	-160 389,28	4 690 699,67	2 161 353,02	2 039 500,18	
80 - Services communs	850 000,00	-	850 000,00	255 920,00	255 765,24	-	123 147,16	10 765,24	-	116 141,38	139 623,86	17 771,02	
810 - Services communs	780 631 000,00	30 450,00	780 661 450,00	780 011 606,00	29 200,00	-	-	29 200,00	-	1 200,00	28 000,00	28 000,00	
818 - Autres transports en commun	14 000 000,00	-30 450,00	13 969 550,00	12 200 000,00	6 727 476,73	-160 389,28	-	6 727 476,73	-160 389,28	4 573 358,29	1 993 729,16	1 993 729,16	
TO - Tourisme	19 671 000,00	-	19 671 000,00	18 808 280,00	520 000,00	-	-	520 000,00	-	520 000,00	-	-	
939 - Action économique	19 671 000,00	-	19 671 000,00	18 808 280,00	520 000,00	-	-	520 000,00	-	520 000,00	-	-	
95 - Tourisme et thermalisme	19 671 000,00	-	19 671 000,00	18 808 280,00	520 000,00	-	-	520 000,00	-	520 000,00	-	-	
UE - Fonds européens	59 973 000,00	-	59 973 000,00	24 623 997,97	24 241 928,33	-	-	24 241 928,33	-139 261,91	2 336 400,18	21 905 528,15	21 766 266,24	
930 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
936 - Gestion des fonds européens	59 973 000,00	-	59 973 000,00	24 623 997,97	24 241 928,33	-	-	24 241 928,33	-139 261,91	2 336 400,18	21 905 528,15	21 766 266,24	
61 - FSE	39 983 000,00	-	39 983 000,00	23 220 515,44	22 838 445,80	-	-	22 838 445,80	-139 261,91	2 014 774,98	20 823 670,82	20 684 408,91	
62 - FEDER	7 990 000,00	-	7 990 000,00	1 403 482,53	1 403 482,53	-	-	1 403 482,53	-	321 625,20	1 081 857,33	1 081 857,33	
63 - Autres (FEADER)	12 000 000,00	-	12 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total général	2 279 458 000,00	36 142 000,00	2 315 600 000,00	2 222 289 562,75	411 310 102,87	-9 339 774,38	9 391 141,95	396 870 193,95	-8 432 078,56	201 585 673,85	200 384 654,64	196 243 583,49	
				95,97 %						9,07 %	-51,28 %	-50,55 %	

LES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT 2017

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
AGRI - Agriculture	6 740 000,00	405 000,00	7 145 000,00	7 140 343,47	-	-107,80	7 019 005,23	-	-	2 771 943,92	4 368 291,75	4 247 061,31
	939 - Action économique	405 000,00	7 145 000,00	7 140 343,47	-	-107,80	7 019 005,23	-	-	2 771 943,92	4 368 291,75	4 247 061,31
	93 - Agriculture, pêche, agro-industrie	405 000,00	7 145 000,00	7 140 343,47	-	-107,80	7 019 005,23	-	-	2 771 943,92	4 368 291,75	4 247 061,31
AIE - Actions internationales et européennes	1 750 000,00	200 000,00	1 950 000,00	1 713 776,02	-	-16 838,14	1 697 226,48	-	-288,60	563 005,79	1 133 932,09	1 133 932,09
	900 - Services généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	930 - Services généraux	200 000,00	1 950 000,00	1 713 776,02	-	-16 838,14	1 697 226,48	-	-288,60	563 005,79	1 133 932,09	1 133 932,09
	042 - Actions européennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AM - Aménagement	150 000,00	-	150 000,00	100 000,00	-	-	100 000,00	-	-	-	100 000,00	100 000,00
	044 - Aide publique au développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	048 - Autres actions internationales	200 000,00	1 800 000,00	1 613 776,02	-	-16 838,14	1 597 226,48	-	-288,60	563 005,79	1 033 932,09	1 033 932,09
	50 - Services communs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	52 - Agglomérations et villes moyennes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ci - Citoyenneté	19 900 000,00	-	19 900 000,00	19 484 532,12	-	-	18 715 153,00	-	-	18 565 601,60	918 930,52	149 551,40
	930 - Services généraux	201 000,00	-	200 153,00	-	-	200 153,00	-	-	50 601,60	149 551,40	149 551,40
	041 - Actions interrégionales	201 000,00	-	200 153,00	-	-	200 153,00	-	-	50 601,60	149 551,40	149 551,40
	935 - Aménagement des territoires	19 699 000,00	-	19 284 379,12	-	-	18 515 000,00	-	-	18 515 000,00	769 379,12	-
	50 - Services communs	19 699 000,00	-	19 284 379,12	-	-	18 515 000,00	-	-	18 515 000,00	769 379,12	-
COM - Communication	5 900 000,00	-440 000,00	5 460 000,00	3 504 282,00	-	-	3 441 899,25	-	-	671 836,02	2 832 425,98	2 770 063,23
	930 - Services généraux	2 800 000,00	-440 000,00	1 948 262,00	-	-	1 885 899,25	-	-	671 836,02	1 276 425,98	1 214 063,23
	0202 - Autres moyens généraux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	021 - Conseil régional	2 800 000,00	-440 000,00	1 948 262,00	-	-	1 885 899,25	-	-	671 836,02	1 276 425,98	1 214 063,23
	934 - Développement social et santé	1 100 000,00	-	365 000,00	-	-	365 000,00	-	-	-	365 000,00	365 000,00
COM - Communication	2 000 000,00	-	2 000 000,00	1 191 000,00	-	-	1 191 000,00	-	-	-	1 191 000,00	1 191 000,00
	40 - Services communs	-	-	365 000,00	-	-	365 000,00	-	-	-	365 000,00	365 000,00
	935 - Aménagement des territoires	2 000 000,00	-	1 191 000,00	-	-	1 191 000,00	-	-	-	1 191 000,00	1 191 000,00
	51 - Politique de la ville	2 000 000,00	-	1 191 000,00	-	-	1 191 000,00	-	-	-	1 191 000,00	1 191 000,00
	930 - Services généraux	7 950 000,00	-477 000,00	7 473 000,00	-	-752 743,00	6 785 899,10	-	-65 642,10	4 650 401,53	2 069 855,47	2 069 855,47
CU - Culture	52 552 000,00	-	52 552 000,00	47 813 470,00	-	-15 702,64	46 313 933,54	-	-882 495,36	24 079 544,06	23 718 223,30	21 351 894,12
	933 - Culture, sports et loisirs	52 552 000,00	-	47 813 470,00	-	-15 702,64	46 313 933,54	-	-882 495,36	24 079 544,06	23 718 223,30	21 351 894,12
	312 - Activités culturelles et artistiques	51 716 000,00	-25 000,00	46 952 470,00	-	-10 332,54	45 656 312,46	-	-882 495,36	23 545 256,08	23 396 881,38	21 228 561,02
	313 - Patrimoine	836 000,00	25 000,00	861 000,00	-	-5 370,10	657 621,08	-	-	534 287,98	321 341,92	123 333,10
	DEEE - Développement économique, innovation et TIC	44 428 000,00	3 025 080,00	45 527 278,96	-	-53 288,41	44 404 639,36	-	-16 405,87	29 800 729,83	15 673 260,72	14 587 503,66
930 - Services généraux	1 850 000,00	-	1 850 000,00	1 718 578,00	-	-	1 718 578,00	-	-	1 345 311,16	373 266,84	373 266,84
	56 - Technologies de l'information et de la communication	-	-	1 718 578,00	-	-	1 718 578,00	-	-	1 345 311,16	373 266,84	373 266,84
	939 - Action économique	42 578 000,00	3 025 080,00	43 808 700,96	-	-53 288,41	42 686 061,36	-	-16 405,87	28 455 418,67	15 299 993,88	14 214 236,82
	91 - Interventions économiques transversales	31 421 000,00	2 637 080,00	33 114 547,96	-	-16 000,00	32 737 326,90	-	-16 000,00	23 709 797,67	9 388 750,29	9 011 529,23
	92 - Recherche et innovation	4 747 000,00	988 000,00	5 705 000,00	-	-36 882,54	4 988 117,46	-	-	2 301 736,87	3 366 380,59	2 686 380,59
94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	6 410 000,00	-600 000,00	5 810 000,00	4 989 153,00	-	-405,87	4 960 617,00	-	-405,87	2 443 884,13	2 544 863,00	2 516 327,00
	94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services	-600 000,00	-	4 989 153,00	-	-405,87	4 960 617,00	-	-405,87	2 443 884,13	2 544 863,00	2 516 327,00

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS				SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017	
PMG - Patrimoine et Moyens généraux	43 320 000,00	-	43 320 000,00	42 180 779,00	-	-2 439 978,48	25 596 773,77	-	14 112 953,57	37 773 951,49	1 966 849,03	1 935 775,85	
	43 320 000,00	-	43 320 000,00	42 180 779,00	-	-2 439 978,48	25 596 773,77	-	14 112 953,57	37 773 951,49	1 966 849,03	1 935 775,85	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	39 735 000,00	-	39 735 000,00	38 645 779,00	-	-2 245 896,25	22 302 190,99	-	14 092 422,83	34 658 014,03	1 741 868,72	1 736 599,79	
	3 270 000,00	-	3 270 000,00	3 240 000,00	-	-120 176,98	3 061 875,39	-	33 431,42	2 906 574,48	213 248,54	188 732,33	
	315 000,00	-	315 000,00	295 000,00	-	-73 905,25	232 707,39	-	-12 900,68	209 362,98	11 731,77	10 443,73	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
PRH - Personnel et Ressources humaines	4 000 000,00	-164 000,00	3 836 000,00	3 661 000,00	-	-313 315,60	3 356 764,80	-	-9 080,40	2 721 084,55	626 599,85	626 599,85	
	3 145 000,00	-	3 145 000,00	2 970 000,00	-	-231 790,30	2 745 340,01	-	-7 130,31	2 223 246,52	514 963,18	514 963,18	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2 475 000,00	-	2 475 000,00	2 470 000,00	-	-93 904,30	2 383 226,01	-	-7 130,31	1 978 439,75	397 655,95	397 655,95	
	570 000,00	-	570 000,00	400 000,00	-	-71 376,00	328 624,00	-	-	216 015,77	112 608,23	112 608,23	
	100 000,00	-	100 000,00	100 000,00	-	-66 510,00	33 490,00	-	-	28 791,00	4 699,00	4 699,00	
	815 000,00	-164 000,00	651 000,00	651 000,00	-	-41 525,30	611 424,79	-	-1 950,09	497 838,03	111 636,67	111 636,67	
	815 000,00	-164 000,00	651 000,00	651 000,00	-	-41 525,30	611 424,79	-	-1 950,09	497 838,03	111 636,67	111 636,67	
	40 000,00	-	40 000,00	40 000,00	-	-40 000,00	-	-	-	-	-	-	
	40 000,00	-	40 000,00	40 000,00	-	-40 000,00	-	-	-	-	-	-	
PV - Politique de la ville	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
RIN - Recherche	18 290 000,00	1 569 920,00	19 859 920,00	19 836 666,00	-	-5 127,30	19 833 182,81	-	-1 644,11	5 455 419,82	14 376 118,88	14 376 118,88	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	18 290 000,00	1 569 920,00	19 859 920,00	19 836 666,00	-	-5 127,30	19 833 182,81	-	-1 644,11	5 455 419,82	14 376 118,88	14 376 118,88	
	18 290 000,00	1 569 920,00	19 859 920,00	19 836 666,00	-	-5 127,30	19 833 182,81	-	-1 644,11	5 455 419,82	14 376 118,88	14 376 118,88	
	3 500 000,00	426 080,38	3 926 080,38	3 926 080,38	-	-	3 926 080,38	-	-	2 406 435,28	1 519 645,10	1 519 645,10	
	3 500 000,00	426 080,38	3 926 080,38	3 926 080,38	-	-	3 926 080,38	-	-	2 406 435,28	1 519 645,10	1 519 645,10	
	3 500 000,00	426 080,38	3 926 080,38	3 926 080,38	-	-	3 926 080,38	-	-	2 406 435,28	1 519 645,10	1 519 645,10	
	800 000,00	-	800 000,00	609 682,54	-	-	609 682,54	-	-	-	609 682,54	609 682,54	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
SE - Sécurité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	800 000,00	-	800 000,00	609 682,54	-	-	609 682,54	-	-	-	609 682,54	609 682,54	
	800 000,00	-	800 000,00	609 682,54	-	-	609 682,54	-	-	-	609 682,54	609 682,54	
SI - Systèmes d'information	6 750 000,00	917 000,00	7 667 000,00	7 667 000,00	-	-	8 146 781,42	-	-479 781,42	5 806 289,95	1 860 710,05	1 860 710,05	
	6 750 000,00	917 000,00	7 667 000,00	7 667 000,00	-	-	8 146 781,42	-	-479 781,42	5 806 289,95	1 860 710,05	1 860 710,05	
	6 750 000,00	917 000,00	7 667 000,00	7 667 000,00	-	-	8 146 781,42	-	-479 781,42	5 806 289,95	1 860 710,05	1 860 710,05	
SL - Sports et Loisirs	17 100 000,00	-	17 100 000,00	14 900 318,16	-	-47 922,83	13 807 259,71	-	-26 807,67	8 249 379,37	6 603 015,96	5 531 072,67	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 749 449,50	-	-	1 738 613,50	-	-	77 494,10	1 671 955,40	1 661 119,40	
	1 800 000,00	-	1 800 000,00	1 749 449,50	-	-	1 738 613,50	-	-	77 494,10	1 671 955,40	1 661 119,40	
	15 300 000,00	-	15 300 000,00	13 150 868,66	-	-47 922,83	12 068 646,21	-	-26 807,67	8 171 885,27	4 931 060,56	3 869 953,27	
13 720 000,00	-	13 720 000,00	11 712 080,00	-	-26 807,67	11 202 080,00	-	-26 807,67	7 542 935,06	4 142 337,27	3 632 337,27		
1 580 000,00	-	1 580 000,00	1 438 788,66	-	-21 115,16	866 566,21	-	-	628 950,21	788 723,29	237 616,00		

SECTEURS LOLF	SITUATION BUDGETAIRE			SITUATION DES AFFECTATIONS			SITUATION DES ENGAGEMENTS			SITUATION DES CREDITS DE PAIEMENTS		
	AE ouvertes au BP 2017	Mouvements	Total AE ouvertes	Total AE affectées	AE affectées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	Total AE engagées	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 01/01/2017	AE caduques, clôturées ou prorogées en 2017	CP mandatés en 2017	AE affectées non couvertes par des CP au 31/12/2017	AE affectées et engagées non couvertes par des CP au 31/12/2017
TC - Transports en commun	763 536 000,00	-	763 536 000,00	761 685 356,12	-	-2 000,00	761 445 356,12	-	-2 000,00	755 154 294,04	6 529 062,08	6 289 062,08
938 - Transports	763 536 000,00	-	763 536 000,00	761 685 356,12	-	-2 000,00	761 445 356,12	-	-2 000,00	755 154 294,04	6 529 062,08	6 289 062,08
80 - Services communs	1 000 000,00	-	1 000 000,00	600 386,13	-	-	360 386,13	-	-	-	600 386,13	360 386,13
810 - Services communs	748 536 000,00	-	748 536 000,00	748 314 969,99	-	-2 000,00	748 314 969,99	-	-2 000,00	748 306 969,99	6 000,00	6 000,00
818 - Autres transports en commun	14 000 000,00	-	14 000 000,00	12 770 000,00	-	-	12 770 000,00	-	-	6 847 324,05	5 922 675,95	5 922 675,95
TO - Tourisme	17 270 000,00	-	17 270 000,00	16 919 716,00	-	-	16 899 716,00	-	-	16 151 400,00	768 316,00	748 316,00
939 - Action économique	17 270 000,00	-	17 270 000,00	16 919 716,00	-	-	16 899 716,00	-	-	16 151 400,00	768 316,00	748 316,00
95 - Tourisme et thermalisme	17 270 000,00	-	17 270 000,00	16 919 716,00	-	-	16 899 716,00	-	-	16 151 400,00	768 316,00	748 316,00
UE - Fonds européens	83 280 000,00	-	83 280 000,00	29 443 884,80	-	-297 739,90	29 146 144,90	-	-0,26	1 163 495,83	27 982 649,07	27 982 648,81
930 - Services généraux	2 480 000,00	-	2 480 000,00	998 226,00	-	-297 739,90	700 486,10	-	-	285 950,10	414 536,00	414 536,00
0202 - Autres moyens généraux	1 800 000,00	-	1 800 000,00	650 000,00	-	-297 739,90	352 260,10	-	-	32 190,10	320 070,00	320 070,00
042 - Actions européennes	680 000,00	-	680 000,00	348 226,00	-	-	348 226,00	-	-	253 760,00	94 466,00	94 466,00
936 - Gestion des fonds européens	80 800 000,00	-	80 800 000,00	28 445 658,80	-	-	28 445 658,80	-	-0,26	877 545,73	27 568 113,07	27 568 112,81
61 - FSE	53 450 000,00	-	53 450 000,00	14 059 890,32	-	-	14 059 890,32	-	-0,26	82 711,40	13 977 178,92	13 977 178,66
62 - FEDER	15 350 000,00	-	15 350 000,00	14 385 768,48	-	-	14 385 768,48	-	-	794 834,33	13 590 934,15	13 590 934,15
63 - Autres (FEADER)	12 000 000,00	-	12 000 000,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total général	2 191 598 000,00	6 600 000,00	2 198 198 000,00	2 064 691 432,43	-	-4 355 876,81	2 024 678 733,08	-	15 448 456,77	1 757 562 516,80	302 773 038,82	282 564 673,05
				93,93 %						85,12 %	-	-